

ANNEXE A AU CODE SPORTIF INTERNATIONAL

APPENDIX A TO THE INTERNATIONAL SPORTING CODE

Règlement antidopage de la FIA

SOMMAIRE

Introduction

- Art. 1 Définition du dopage
- Art. 2 Violations des règles antidopage
- Art. 3 Preuve du dopage
- Art. 4 Liste des Interdictions et Standards Internationaux
- Art. 5 Contrôles et Enquêtes
- Art. 6 Analyse des échantillons
- Art. 7 Gestion des résultats
- Art. 8 Droit à une audience équitable
- Art. 9 Annulation automatique des résultats individuels
- Art. 10 Sanctions à l'encontre des individus
- Art. 11 Conséquences dans les sports d'équipe
- Art. 12 Sanctions à l'encontre des ASN et coûts
- Art. 13 Appels
- Art. 14 Confidentialité et rapport
- Art. 15 Application et Reconnaissance des décisions
- Art. 16 Incorporation du Règlement Antidopage de la FIA par les ASN et des obligations des ASN
- Art. 17 Prescription
- Art. 18 Rapport à l'AMA par la FIA de son respect du Code
- Art. 19 Éducation
- Art. 20 Amendement et interprétation du Règlement
- Art. 21 Interprétation du Code
- Art. 22 Rôles et responsabilités additionnels du sportif et des autres Personnes

Supplément A – Définitions - par ordre alphabétique en FRANÇAIS

Supplément A – Définitions - par ordre alphabétique en ANGLAIS

Supplément B – A des fins éducatives uniquement – Exemples d'application de l'Article 10

Supplément C – Formulaire de Reconnaissance et d'Acceptation

Supplément D – Standards Internationaux de l'AMA

INTRODUCTION

La Fédération Internationale de l'Automobile (ci-après la « FIA ») a adhéré au Code Mondial Antidopage (ci-après le « Code ») de l'Agence Mondiale Antidopage (ci-après l'« AMA ») le 1^{er} décembre 2010.

Les principes et les dispositions obligatoires du Code ont été incorporé(s) dans le Règlement Antidopage de la FIA (ci-après le « Règlement »).

Le Règlement vise à protéger le droit fondamental des sportifs de participer à des activités sportives exemptes de dopage, et ainsi à promouvoir la santé, l'équité, l'égalité et la sécurité dans le sport automobile.

Lors du Conseil Mondial du Sport Automobile du 3 décembre 2014 à Doha, la FIA a accepté la version révisée (2015) du Code.

Le Règlement est adopté et mis en application en accord avec les responsabilités de la FIA en vertu du Code, et dans la lignée des efforts continus de la FIA pour éradiquer le dopage dans le sport.

Ce Règlement correspond à des règles sportives régissant les conditions dans lesquelles le sport doit se pratiquer. Visant à faire respecter les principes antidopage de façon globale et harmonisée, elles sont distinctes par nature des lois pénales et civiles et ne sont donc pas assujetties aux exigences et aux normes juridiques nationales applicables aux procédures pénales et civiles ni limitées par elles.

Lors de l'examen des faits et du droit applicable à un cas donné, tout tribunal, tout tribunal arbitral ou toute autre instance de jugement doit connaître et respecter la nature distincte des règles antidopage qui appliquent le Code ainsi que le fait que ces règles représentent le consensus d'un large éventail d'intervenants du monde entier quant à ce

FIA anti-doping regulations

CONTENTS

Introduction

- Art. 1 Definition of doping
- Art. 2 Anti-doping rule violations
- Art. 3 Proof of doping
- Art. 4 Prohibited List and International Standards
- Art. 5 Testing and Investigations
- Art. 6 Analysis of samples
- Art. 7 Results management
- Art. 8 Right to a fair hearing
- Art. 9 Automatic disqualification of individual results
- Art. 10 Sanctions on individuals
- Art. 11 Consequences in Team Sports
- Art. 12 Sanctions against ASNs and assessed costs
- Art. 13 Appeals
- Art. 14 Confidentiality and reporting
- Art. 15 Application and recognition of decisions
- Art. 16 Incorporation of the FIA Anti-Doping Regulations by ASNs and obligations of ASNs
- Art. 17 Statute of limitations
- Art. 18 FIA Code compliance reports to WADA
- Art. 19 Education
- Art. 20 Amendment and interpretation of the Regulations
- Art. 21 Interpretation of the Code
- Art. 22 Additional roles and responsibilities of Athletes and other Persons

Supplement A – Definitions - alphabetical order in FRENCH

Supplement A – Definitions - alphabetical order in ENGLISH

Supplement B – For educational purposes only – Examples of the application of Article 10

Supplement C – Recognition and Acceptance Form

Supplement D – WADA International Standards

INTRODUCTION

The Federation Internationale de l'Automobile (hereinafter FIA) adhered to the World Anti-Doping Code (hereinafter Code) of the World Anti-Doping Agency (hereinafter WADA) on 1 December 2010.

The principles and obligatory provisions of the Code have been incorporated into the FIA Anti-Doping Regulations (hereinafter the Regulations).

The purposes of the Regulations are to protect the Athletes' fundamental right to participate in doping-free sport and thus promote health, fairness, equality and safety in motor sport.

At the World Motor Sport Council of 3 December 2014 in Doha, the FIA accepted the revised (2015) Code.

The Regulations are adopted and implemented in accordance with the responsibilities of the FIA under the Code, and in furtherance of the FIA's continuing efforts to eradicate doping in sport.

The Regulations are sport rules governing the conditions under which sport is played. Aimed at enforcing anti-doping principles in a global and harmonised manner, they are distinct in nature from criminal and civil laws, and are not intended to be subject to or limited by any national requirements or legal standards applicable to criminal or civil proceedings.

When reviewing the facts and the law of a given case, all courts, arbitral tribunals and other adjudicating bodies should be aware of and respect the distinct nature of the Regulations implementing the Code and the fact that these rules represent the consensus of a broad spectrum of stakeholders around the world as to what is necessary to protect and ensure fair sport.

qui est nécessaire pour protéger et garantir un sport propre.

PORTÉE

Le *Règlement* s'applique à la FIA et à chaque ASN. Il s'applique aussi à chaque participant aux activités de la FIA ou d'une ASN et à toute autre Personne en vertu de son statut de membre, de son accréditation ou de sa participation aux activités ou Compétitions de la FIA ou des ASN.

L'ASN doit garantir que tous les sportifs à qui une licence internationale de la FIA est délivrée acceptent le *Règlement*, notamment en leur faisant signer le formulaire de reconnaissance et d'acceptation figurant dans le Supplément C.

Il incombe à chaque ASN de s'assurer que tous les contrôles au niveau national effectués auprès de ses affiliés respectent le *Règlement*. Dans certains pays, l'ASN effectue elle-même le contrôle du dopage décrit dans le *Règlement*. Dans d'autres, tout ou partie des responsabilités des contrôles du dopage incombant à l'ASN sont déléguées ou attribuées par statut ou par accord à une organisation nationale antidopage. Dans ces pays, les références contenues dans le *Règlement* concernant l'ASN doivent s'appliquer, le cas échéant, à l'organisation nationale antidopage responsable.

Le *Règlement* s'applique à tous les contrôles du dopage sur lesquels la FIA et les ASN ont juridiction.

Tout sportif possédant une licence internationale ou nationale de compétition peut être contrôlé en compétition et hors compétition à tout moment.

Dans le groupe général de sportifs indiqué ci-dessus qui sont assujettis aux présentes règles antidopage et tenus de s'y conformer, les sportifs suivants seront considérés comme étant des sportifs de niveau international aux fins des règles antidopage, et donc soumis aux dispositions spécifiques desdites règles antidopage applicables aux sportifs de niveau international (en ce qui concerne les contrôles, mais également les AUT, les informations sur la localisation, la gestion des résultats et les appels) :

Les sportifs qui participent à toute Compétition inscrite au Calendrier Sportif International de la FIA.

DÉFINITIONS

Les termes définis dans le Supplément A apparaissent en italique dans le *Règlement*.

NB : aux fins du *Règlement* et par souci de brièveté, le pronom masculin est utilisé pour représenter une personne de l'un ou l'autre genre.

ARTICLE 1 – DÉFINITION DU DOPAGE

Le dopage est défini comme une ou plusieurs violations des règles antidopage énoncées aux Articles 2.1 à 2.10 du *Règlement*.

ARTICLE 2 – VIOLATIONS DES RÈGLES ANTIDOPAGE

Le but de l'Article 2 est de préciser quelles circonstances et quelles conduites constituent des violations des règles antidopage. Les audiences relatives aux cas de dopage reposeront sur l'allégation selon laquelle l'une ou plusieurs de ces règles ont été enfreintes.

Il incombe aux sportifs ou aux autres personnes de savoir ce qui constitue une violation des règles antidopage et de connaître les substances et les méthodes incluses dans la Liste des Interdictions.

Sont considérées comme des violations des règles antidopage :

2.1 Présence d'une substance interdite, de ses métabolites ou de ses marqueurs dans un échantillon fourni par un sportif

2.1.1 Il incombe à chaque sportif de s'assurer qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme. Les sportifs sont responsables de toute substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dont la présence est décelée dans leurs échantillons. Par conséquent, il n'est pas nécessaire d'apporter la preuve de l'intention, de la Faute, de la négligence ou de l'usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage en vertu de l'Article 2.1.

[Commentaire sur l'Article 2.1.1 : Une violation des règles antidopage est commise au sens du présent article indépendamment de la question de la faute du sportif. Cette règle a été qualifiée dans diverses décisions du TAS

SCOPE

The Regulations shall apply to the FIA and each ASN. They also apply to each Participant in the activities of the FIA or any of its ASNs and to any other Person by virtue of its status as a member, its accreditation or its participation in the activities or Competitions of the FIA or its ASNs.

The ASN must guarantee that all Athletes to whom an FIA International Licence has been issued accept the Regulations, in particular by having them sign the Recognition and Acceptance Form featured in Supplement C.

It is the responsibility of each ASN to ensure that all national-level Testing on the ASN's Athletes complies with the Regulations. In some countries, the ASN itself will be conducting the Doping Control described in the Regulations. In other countries, many of the Doping Control responsibilities of the ASN are delegated or assigned by statute or agreement to a National Anti-Doping Organisation.

In those countries, references in the Regulations to the ASN shall apply, as appropriate, to the National Anti-Doping Organisation.

The Regulations shall apply to all Doping Controls over which the FIA and its ASNs have jurisdiction.

Any Athlete holding an international or a national competition licence can be tested In-Competition and Out-of-Competition at any time.

Within the overall pool of Athletes who are bound by and required to comply with the Regulations, the following Athletes shall be considered to be International-Level Athletes for purposes of the Regulations, and therefore the specific provisions in the Regulations applicable to International-Level Athletes (as regards Testing but also as regards TUEs, whereabouts information, results management, and appeals) shall apply to them:

Athletes taking part in any Competition registered on the FIA International Sporting Calendar.

DEFINITIONS

The terms defined in Supplement A appear in Italics in the Regulations.

NB: for the purposes of the Regulations, and for the sake of brevity, the masculine pronoun is used to represent a person of either gender.

ARTICLE 1 – DEFINITION OF DOPING

Doping is defined as the occurrence of one or more of the anti-doping rule violations set forth in Articles 2.1 to 2.10 of the Regulations.

ARTICLE 2 – ANTI-DOPING RULE VIOLATIONS

The purpose of Article 2 is to specify the circumstances and conduct which constitute anti-doping rule violations. Hearings in doping cases will proceed based on the assertion that one or more of these specific rules have been violated.

Athletes or other Persons shall be responsible for knowing what constitutes an anti-doping rule violation and the substances and methods which have been included on the Prohibited List.

The following constitute anti-doping rule violations:

2.1 Presence of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers in an Athlete's Sample

2.1.1 It is each Athlete's personal duty to ensure that no Prohibited Substance enters his body. Athletes are responsible for any Prohibited Substance or its Metabolites or Markers found to be present in their Samples. Accordingly, it is not necessary that intent, Fault, negligence or knowing Use on the Athlete's part be demonstrated in order to establish an anti-doping rule violation under Article 2.1.

[Comment to Article 2.1.1: An anti-doping rule violation is committed under this Article without regard to an Athlete's Fault. This rule has been referred to in various decisions of the Court of Arbitration for Sport as

de « responsabilité objective ». La faute du sportif est prise en considération pour déterminer les conséquences de cette violation des règles antidopage en vertu de l'Article 10. Ce principe a été confirmé de façon constante par le TAS.]

2.1.2 Une preuve suffisante de l'existence d'une violation d'une règle antidopage en vertu de l'Article 2.1 est établie dans les cas suivants : présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon A du sportif lorsque le sportif renonce à l'analyse de l'échantillon B et que l'échantillon B n'est pas analysé ; ou, lorsque l'échantillon B est analysé et que l'analyse de l'échantillon B du sportif confirme la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs décelés dans l'échantillon A du sportif ; ou lorsque l'échantillon B du sportif est réparti entre deux flacons, confirmation par l'analyse du deuxième flacon de la présence de la substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs détectés dans le premier flacon.

[Commentaire sur l'Article 2.1.2 : L'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats peut décider de faire analyser l'échantillon B même si le sportif n'en demande pas l'analyse.]

2.1.3 À l'exception des substances pour lesquelles un seuil quantitatif est précisé dans la Liste des Interdictions, la présence de toute quantité d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans l'échantillon fourni par un sportif constitue une violation des règles antidopage.

2.1.4 À titre d'exception à la règle générale de l'Article 2.1, la Liste des Interdictions ou les Standards Internationaux pourront prévoir des critères d'appréciation particuliers dans le cas de substances interdites pouvant également être produites de façon endogène.

2.2 Usage ou tentative d'usage par un sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite

[Commentaire sur l'Article 2.2 : Il a toujours été possible d'établir l'usage ou la tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite par tout moyen fiable. Comme l'indique le commentaire sur l'Article 3.2 et contrairement à la preuve requise pour l'établissement de la violation des règles antidopage en vertu de l'Article 2.1, l'usage ou la tentative d'usage peut être établi par d'autres moyens fiables tels que des aveux du sportif, les déclarations de témoins, une preuve documentaire, les conclusions tirées du suivi longitudinal, y compris les données recueillies dans le cadre du Passeport biologique de l'athlète, ou d'autres données analytiques qui ne satisfont pas autrement à toutes les exigences imposées pour l'établissement de la « présence » d'une substance interdite aux termes de l'Article 2.1. Par exemple, l'usage peut être établi en fonction de données analytiques fiables tirées de l'analyse d'un échantillon A [sans que l'analyse de l'échantillon B le confirme] ou de l'analyse d'un échantillon B seul lorsque l'organisation antidopage fournit une explication satisfaisante de l'absence de confirmation par l'autre échantillon.]

2.2.1 Il incombe à chaque sportif de faire en sorte qu'aucune substance interdite ne pénètre dans son organisme et qu'aucune méthode interdite ne soit utilisée. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de démontrer l'intention, la Faute, la négligence ou l'usage conscient de la part du sportif pour établir la violation des règles antidopage pour cause d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

2.2.2 Le succès ou l'échec de l'usage ou de la tentative d'usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite n'est pas déterminant. L'usage ou la tentative d'usage de la substance interdite ou de la méthode interdite suffit pour qu'il y ait violation des règles antidopage.

[Commentaire sur l'Article 2.2.2 : La démonstration de la « tentative d'usage » d'une substance interdite ou d'une méthode interdite nécessite la preuve d'une intention en ce sens de la part du sportif. Le fait qu'il soit nécessaire dans certains cas de démontrer l'intention pour prouver cette violation des règles antidopage ne compromet en aucune façon le principe de la responsabilité objective établi en cas de violation de l'Article 2.1 ou 2.2 en lien avec l'usage d'une substance ou méthode interdite.

L'usage par un sportif d'une substance interdite contrevient aux règles

"Strict Liability". An Athlete's Fault is taken into consideration in determining the Consequences of this anti-doping rule violation under Article 10. This principle has consistently been upheld by the Court of Arbitration for Sport.]

2.1.2 Sufficient proof of an anti-doping rule violation under Article 2.1 is established by any of the following: presence of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers in the Athlete's A Sample where the Athlete waives analysis of the B Sample and the B Sample is therefore not analysed; or, where the Athlete's B Sample is analysed and the analysis of the Athlete's B Sample confirms the presence of the Prohibited Substance or its Metabolites or Markers found in the Athlete's A Sample; or, where the Athlete's B Sample is split into two bottles and the analysis of the second bottle confirms the presence of the Prohibited Substance or its Metabolites or Markers found in the first bottle.

[Comment to Article 2.1.2: The Anti-Doping Organisation with results management responsibility may, at its discretion, choose to have the B Sample analysed even if the Athlete does not request the analysis of the B Sample.]

2.1.3 Excepting those substances for which a quantitative threshold is specifically identified in the Prohibited List, the presence of any quantity of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers in an Athlete's Sample shall constitute an anti-doping rule violation.

2.1.4 As an exception to the general rule of Article 2.1, the Prohibited List or the International Standards may establish special criteria for the evaluation of Prohibited Substances that can also be produced endogenously.

2.2 Use or Attempted Use by an Athlete of a Prohibited Substance or a Prohibited Method

[Comment to Article 2.2: It has always been the case that Use or Attempted Use of a Prohibited Substance or Prohibited Method may be established by any reliable means. As noted in the Comment to Article 3.2, unlike the proof required to establish an anti-doping rule violation under Article 2.1, Use or Attempted Use may also be established by other reliable means such as admissions by the Athlete, witness statements, documentary evidence, conclusions drawn from longitudinal profiling, including data collected as part of the Athlete Biological Passport, or other analytical information which does not otherwise satisfy all the requirements to establish "Presence" of a Prohibited Substance under Article 2.1. For example, Use may be established based upon reliable analytical data from the analysis of an A Sample [without confirmation from an analysis of a B Sample] or from the analysis of a B Sample alone where the Anti-Doping Organisation provides a satisfactory explanation for the lack of confirmation in the other Sample.]

2.2.1 It is each Athlete's personal duty to ensure that no Prohibited Substance enters his body and that no Prohibited Method is Used. Accordingly, it is not necessary that intent, Fault, negligence or knowing Use on the Athlete's part be demonstrated in order to establish an anti-doping rule violation for Use of a Prohibited Substance or a Prohibited Method.

2.2.2 The success or failure of the Use or Attempted Use of a Prohibited Substance or Prohibited Method is not material. It is sufficient that the Prohibited Substance or Prohibited Method was Used or Attempted to be Used for an anti-doping rule violation to be committed.

[Comment to Article 2.2.2: Demonstrating the "Attempted Use" of a Prohibited Substance or a Prohibited Method requires proof of intent on the Athlete's part. The fact that intent may be required to prove this particular anti-doping rule violation does not undermine the Strict Liability principle established for violations of Article 2.1 and violations of Article 2.2 in respect of Use of a Prohibited Substance or Prohibited Method.

An Athlete's "Use" of a Prohibited Substance constitutes an anti-doping rule

antidopage à moins que cette substance ne soit pas interdite hors compétition et que ce sportif en ait fait usage hors compétition. (Toutefois, la présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs dans un prélèvement recueilli en compétition constitue une violation de l'Article 2.1, quel que soit le moment où cette substance a été administrée.)]

2.3 Se soustraire au prélèvement d'un échantillon, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon.

Se soustraire au prélèvement d'un échantillon ou, sans justification valable, refuser le prélèvement d'un échantillon ou ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon, après notification conforme au Règlement ou à toute autre règle antidopage en vigueur.

[Commentaire sur l'Article 2.3 : Par exemple, il y aurait soustraction au prélèvement d'un échantillon s'il était établi qu'un sportif a délibérément évité un Agent de Contrôle du Dopage pour se soustraire à une notification ou à un contrôle. « Ne pas se soumettre au prélèvement d'un échantillon » peut reposer sur un comportement intentionnel ou sur une négligence de la part du sportif, alors que le fait de « se soustraire » à un prélèvement ou de « refuser » un prélèvement évoque un comportement intentionnel de la part du sportif.]

2.4 Manquements aux obligations en matière de localisation

Toute combinaison de trois contrôles manqués et/ou manquements à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation, tels que définis dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes, pendant une période de douze mois, par un sportif faisant partie d'un groupe cible.

2.5 Falsification ou tentative de falsification de tout élément du contrôle du dopage

Comportement préjudiciable au processus de contrôle du dopage, mais qui ne tombe pas sous la définition de méthode interdite. La falsification comprend, sans limitation, le fait de volontairement perturber ou tenter de perturber dans son travail un Agent de Contrôle du Dopage (ci-après « ACD »), de fournir des renseignements frauduleux à une organisation antidopage ou d'intimider ou de tenter d'intimider un témoin potentiel.

[Commentaire sur l'Article 2.5 : Par exemple, cet article interdirait le fait de modifier le code d'identification sur les formulaires de contrôle du dopage durant un contrôle, de briser le flacon de l'échantillon B au moment de l'analyse de l'échantillon B, ou d'altérer un échantillon en y ajoutant une substance étrangère.]

2.6 Possession d'une substance interdite ou d'une méthode interdite

2.6.1 La possession par un sportif en compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, ou la possession hors compétition par un sportif d'une méthode interdite ou d'une substance interdite hors compétition, à moins que le sportif n'établisse que cette possession est conforme à une Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques (ci-après une « AUT ») accordée conformément à l'Article 4.5 (Usage à des fins thérapeutiques) ou ne fournisse une autre justification acceptable.

2.6.2 La possession par le personnel d'encadrement du sportif en compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, ou la possession hors compétition par le personnel d'encadrement du sportif d'une substance interdite ou d'une méthode interdite hors compétition, en relation avec un sportif, une compétition ou l'entraînement, à moins que la personne en question ne puisse établir que cette possession découle d'une AUT accordée à un sportif conformément à l'Article 4.5 (Usage à des fins thérapeutiques) ou ne fournisse une autre justification acceptable.

[Commentaire sur les Articles 2.6.1 et 2.6.2 : L'achat ou la possession d'une substance interdite en vue, par exemple, de la donner à un parent ou à un ami ne saurait être une justification acceptable, sous réserve de situations médicalement justifiées pour lesquelles cette personne possédait une ordonnance médicale, par exemple l'achat d'insuline pour un enfant diabétique.]

[Commentaire sur l'Article 2.6.2 : Une justification acceptable

violation unless such substance is not prohibited Out-of-Competition and the Athlete's Use takes place Out-of-Competition. (However, the presence of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers in a Sample collected In-Competition is a violation of Article 2.1 regardless of when that substance might have been administered).]

2.3 Evading, Refusing or Failing to Submit to Sample Collection

Evading Sample collection, or without compelling justification refusing or failing to submit to Sample collection after notification as authorised in the Regulations or other applicable anti-doping rules.

[Comment to Article 2.3: For example, it would be an anti-doping rule violation of "evading Sample collection" if it were established that an Athlete was deliberately avoiding a Doping Control official to evade notification or Testing. A violation of "failing to submit to Sample collection" may be based on either intentional or negligent conduct of the Athlete, while "evading" or "refusing" Sample collection contemplates intentional conduct by the Athlete.]

2.4 Whereabouts Failures

Any combination of three missed tests and/or filing failures, as defined in the International Standard for Testing and Investigations, within a twelve-month period by an Athlete in a Registered Testing Pool.

2.5 Tampering or Attempted Tampering with any part of a Doping Control

Conduct which subverts the Doping Control process but which would not otherwise be included in the definition of Prohibited Methods. Tampering shall include, without limitation, intentionally interfering or attempting to interfere with a Doping Control Officer (hereinafter DCO), providing fraudulent information to an Anti-Doping Organisation, or intimidating or attempting to intimidate a potential witness.

[Comment to Article 2.5: For example, this Article would prohibit altering identification numbers on a Doping Control form during Testing, breaking the B bottle at the time of B Sample analysis, or altering a Sample by the addition of a foreign substance.]

2.6 Possession of a Prohibited Substance or a Prohibited Method

2.6.1 Possession by an Athlete In-Competition of any Prohibited Substance or any Prohibited Method, or Possession by an Athlete Out-of-Competition of any Prohibited Substance or any Prohibited Method which is prohibited Out-of-Competition unless the Athlete establishes that the Possession is consistent with a Therapeutic Use Exemption (hereinafter TUE) granted in accordance with Article 4.5 (Therapeutic Use) or provides another acceptable justification.

2.6.2 Possession by an Athlete Support Person In-Competition of any Prohibited Substance or any Prohibited Method, or Possession by an Athlete Support Person Out-of-Competition of any Prohibited Substance or any Prohibited Method which is prohibited Out-of-Competition, in connection with an Athlete, Competition or training, unless the Athlete Support Person establishes that the Possession is consistent with a TUE granted to an Athlete in accordance with Article 4.5 (Therapeutic Use) or provides another acceptable justification.

[Comment to Articles 2.6.1 and 2.6.2: Acceptable justification would not include, for example, buying or Possessing a Prohibited Substance for the purpose of giving it to a friend or relative, except under justifiable medical circumstances where that Person had a physician's prescription, e.g. buying Insulin for a diabetic child.]

[Comment to Article 2.6.2: Acceptable justification would include, for

comprendrait, par exemple, le fait pour le médecin d'une équipe de transporter des substances interdites pour pouvoir agir en cas d'urgences aiguës.]

2.7 Trafic ou tentative de trafic de toute substance interdite ou méthode interdite

2.8 Administration ou tentative d'administration à un sportif en compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite, ou administration ou tentative d'administration à un sportif hors compétition d'une substance interdite ou d'une méthode interdite dans le cadre de contrôles hors compétition.

2.9 Complicité

Assistance, incitation, aide, contribution, conspiration, dissimulation ou toute autre forme de complicité intentionnelle impliquant une violation des règles antidopage, une tentative de violation des règles antidopage ou une violation de l'Article 10.12.1 par une autre personne.

2.10 Association interdite

Association, à titre professionnel ou sportif, entre un sportif ou une autre personne soumise à l'autorité d'une organisation antidopage, et un membre du personnel d'encadrement du sportif qui :

2.10.1 s'il relève de l'autorité d'une organisation antidopage, purge une période de suspension ; ou

2.10.2 s'il ne relève pas de l'autorité d'une organisation antidopage, lorsqu'une suspension n'a pas été imposée dans un processus de gestion des résultats conformément au Code, a été condamné ou reconnu coupable, dans une procédure pénale, disciplinaire ou professionnelle, d'avoir adopté un comportement qui aurait constitué une violation des règles antidopage si des règles conformes au Code avaient été applicables à cette personne. Le statut disqualifiant de ladite personne sera en vigueur pendant six ans à compter de la décision pénale, professionnelle ou disciplinaire ou pendant la durée de la sanction pénale, disciplinaire ou professionnelle imposée, selon celle de ces deux périodes qui sera la plus longue ; ou

2.10.3 sert de couverture ou d'intermédiaire pour un individu décrit aux Articles 2.10.1 ou 2.10.2.

Pour que cette disposition s'applique, il est nécessaire que le sportif ou l'autre personne ait été préalablement notifié(e) par écrit par une organisation antidopage ayant juridiction sur le sportif ou l'autre personne, ou par l'AMA, du statut disqualifiant du membre du personnel d'encadrement du sportif et de la conséquence potentielle de l'association interdite ; et que le sportif ou l'autre personne puisse raisonnablement éviter l'association. L'organisation antidopage fera également les efforts appropriés pour signaler à la personne de l'encadrement du sportif faisant l'objet de la notification au sportif ou à l'autre personne que cette personne de l'encadrement du sportif dispose de 15 jours pour contacter l'organisation antidopage en vue d'expliquer que les critères décrits aux Articles 2.10.1 et 2.10.2 ne s'appliquent pas à lui. (Nonobstant l'Article 17, le présent article s'applique même si la conduite disqualifiante du personnel d'encadrement du sportif s'est produite avant la date d'entrée en vigueur prévue à l'Article 20.8).

Il incombera au sportif ou à l'autre personne d'établir que l'association avec le personnel d'encadrement du sportif décrite aux Articles 2.10.1 ou 2.10.2 ne revêt pas un caractère professionnel ou sportif.

Les organisations antidopage qui ont connaissance de personnel d'encadrement du sportif répondant aux critères décrits aux Articles 2.10.1, 2.10.2 ou 2.10.3 soumettront ces informations à l'AMA.

[Commentaire sur l'Article 2.10 : Les sportifs et les autres personnes sont tenus de ne pas travailler avec des entraîneurs, des soigneurs, des médecins ou tout autre personnel d'encadrement du sportif qui sont suspendus pour violation des règles antidopage ou qui ont été condamnés pénalement ou

example, a team doctor carrying Prohibited Substances for dealing with acute and emergency situations.]

2.7 Trafficking or Attempted Trafficking in any Prohibited Substance or Prohibited Method

2.8 Administration or Attempted Administration to any Athlete In-Competition of any Prohibited Substance or Prohibited Method, or Administration or Attempted Administration to any Athlete Out-of-Competition of any Prohibited Substance or any Prohibited Method that is prohibited Out-of-Competition.

2.9 Complicity

Assisting, encouraging, aiding, abetting, conspiring, covering up or any other type of intentional complicity involving an anti-doping rule violation, Attempted anti-doping rule violation or violation of Article 10.12.1 by another Person.

2.10 Prohibited Association

Association by an Athlete or other Person subject to the authority of an Anti-Doping Organisation in a professional or sport-related capacity with any Athlete Support Person who:

2.10.1 if subject to the authority of an Anti-Doping Organisation, is serving a period of Ineligibility; or

2.10.2 if not subject to the authority of an Anti-Doping Organisation and where Ineligibility has not been addressed in a results management process pursuant to the Code, has been convicted or found in criminal, disciplinary or professional proceedings to have engaged in conduct which would have constituted a violation of anti-doping rules if Code-compliant rules had been applicable to such Person. The disqualifying status of such Person shall be in force for six years from the criminal, professional or disciplinary decision or for the duration of the criminal, disciplinary or professional sanction imposed, whichever is the longer; or

2.10.3 is serving as a front or intermediary for an individual described in Article 2.10.1 or 2.10.2.

In order for this provision to apply, it is necessary that the Athlete or other Person has previously been advised in writing by an Anti-Doping Organisation with jurisdiction over the Athlete or other Person, or by WADA, of the Athlete Support Person's disqualifying status and the potential Consequence of prohibited association and that the Athlete or other Person can reasonably avoid the association. The Anti-Doping Organisation shall also use reasonable efforts to advise the Athlete Support Person who is the subject of the notice to the Athlete or other Person that the Athlete Support Person may, within 15 days, come forward to the Anti-Doping Organisation to explain that the criteria described in Articles 2.10.1 and 2.10.2 do not apply to him. (Notwithstanding Article 17, this Article applies even when the Athlete Support Person's disqualifying conduct occurred prior to the effective date provided in Article 20.8.)

The burden shall be on the Athlete or other Person to establish that any association with Athlete Support Personnel described in Article 2.10.1 or 2.10.2 is not in a professional or sport-related capacity.

Anti-Doping Organisations that are aware of Athlete Support Personnel who meet the criteria described in Article 2.10.1, 2.10.2, or 2.10.3 shall submit that information to WADA.

[Comment to Article 2.10: Athletes and other Persons must not work with coaches, trainers, physicians or other Athlete Support Personnel who are ineligible on account of an anti-doping rule violation or who have been criminally convicted or professionally disciplined in relation to doping.

ont subi une sanction disciplinaire professionnelle en lien avec le dopage. L'association interdite comprend par exemple le fait d'obtenir des conseils pour l'entraînement, la stratégie, la technique, l'alimentation ou sur le plan médical; le fait d'obtenir une thérapie, un traitement ou des ordonnances; le fait de fournir des échantillons corporels pour analyse; ou le fait d'autoriser le membre du personnel d'encadrement du sportif à servir d'agent ou de représentant. L'association interdite n'implique pas obligatoirement une forme de rémunération.]

ARTICLE 3 – PREUVE DU DOPAGE

3.1 Charges et Degré de Preuves

La charge de la preuve incombera à la FIA ou l'ASN qui devra établir la violation du Règlement.

Le degré de preuve auquel la FIA ou l'ASN est astreinte consiste à établir la violation des règles antidopage à la satisfaction de l'instance de jugement, qui appréciera la gravité de l'allégation. Le degré de preuve, dans tous les cas, devra être plus important qu'une simple prépondérance des probabilités, mais moindre qu'une preuve au-delà du doute raisonnable. Lorsqu'en application du Règlement, un sportif ou toute autre personne présumé(e) avoir commis une violation des règles antidopage a la charge de renverser la présomption ou d'établir des circonstances ou des faits spécifiques, le degré de preuve sera établi par la prépondérance des probabilités.

[Commentaire sur l'Article 3.1 : Le degré de preuve auquel doit se conformer la FIA ou l'ASN est comparable à la norme appliquée dans la plupart des pays dans les cas de faute professionnelle.]

3.2 Méthodes d'Établissement des Faits et Présomptions

Les faits liés aux violations du Règlement peuvent être établis par tout moyen fiable, y compris des aveux. Les règles suivantes en matière de preuve seront appliquées en cas de dopage :

[Commentaire sur l'Article 3.2 : Par exemple, la FIA peut établir une violation des règles antidopage aux termes de l'Article 2.2 sur la foi des aveux du sportif, du témoignage crédible de tierces personnes, de preuves documentaires fiables, de données analytiques fiables tirées d'un échantillon A ou B conformément aux commentaires sur l'Article 2.2, ou de conclusions tirées du profil correspondant à une série d'échantillons de sang ou d'urine du sportif, telles que des données provenant du Passeport biologique de l'athlète.]

3.2.1 Les méthodes d'analyse ou les limites de décisions approuvées par l'AMA, après avoir été soumises à une consultation au sein de la communauté scientifique et à un « peer review », sont présumées scientifiquement valables. Tout sportif ou toute autre personne cherchant à renverser cette présomption de validité scientifique devra, en préalable à toute contestation, informer l'AMA de la contestation et de ses motifs. De sa propre initiative, le Tribunal Arbitral du Sport (ci-après le « TAS ») pourra informer l'AMA de cette contestation. À la demande de l'AMA, la formation arbitrale du TAS désignera un expert scientifique qualifié afin d'aider la formation arbitrale à évaluer cette contestation. Dans les 10 jours à compter de la réception de cette notification par l'AMA et de la réception par l'AMA du dossier du TAS, l'AMA aura également le droit d'intervenir en tant que partie, de comparaître en qualité d'amicus curiae ou de soumettre tout autre élément dans la procédure.

3.2.2 Les laboratoires accrédités par l'AMA et les autres laboratoires approuvés par l'AMA sont présumés avoir effectué l'analyse des échantillons et respecté les procédures de la chaîne de sécurité conformément au *Standard International* pour les Laboratoires. Le sportif ou l'autre personne pourra renverser cette présomption en démontrant qu'un écart par rapport au *Standard International* pour les Laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal.

Si le sportif ou l'autre personne parvient à renverser la présomption en démontrant qu'un écart par rapport au *Standard International* pour les Laboratoires est survenu et pourrait raisonnablement avoir causé le résultat d'analyse anormal, il incombera à la FIA ou à

Some examples of the types of association which are prohibited include: obtaining training, strategy, technique, nutrition or medical advice; obtaining therapy, treatment or prescriptions; providing any bodily products for analysis; or allowing the Athlete Support Person to serve as an agent or representative. Prohibited association does not need to involve any form of compensation.]

ARTICLE 3 – PROOF OF DOPING

3.1 Burdens and Standards of Proof

The FIA or the ASN shall have the burden of establishing that a violation of the Regulations has occurred.

The standard of proof shall be whether the FIA or the ASN has established an anti-doping rule violation to the comfortable satisfaction of the hearing panel bearing in mind the seriousness of the allegation which is made. This standard of proof in all cases is greater than a mere balance of probability but less than proof beyond a reasonable doubt. Where the Regulations place the burden of proof upon the Athlete or other Person alleged to have committed an anti-doping rule violation to rebut a presumption or establish specified facts or circumstances, the standard of proof shall be by a balance of probability.

[Comment to Article 3.1: This standard of proof required to be met by the FIA or the ASN is comparable to the standard which is applied in most countries to cases involving professional misconduct.]

3.2 Methods of Establishing Facts and Presumptions

Facts related to violations of the Regulations may be established by any reliable means, including admissions. The following rules of proof shall be applicable in doping cases:

[Comment to Article 3.2: For example, the FIA may establish an anti-doping rule violation under Article 2.2 based on the Athlete's admissions, the credible testimony of third Persons, reliable documentary evidence, reliable analytical data from either an A or B Sample as provided in the Comments to Article 2.2, or conclusions drawn from the profile of a series of the Athlete's blood or urine Samples, such as data from the Athlete Biological Passport.]

3.2.1 Analytical methods or decision limits approved by WADA after consultation within the relevant scientific community and which have been the subject of peer review are presumed to be scientifically valid. Any Athlete or other Person seeking to rebut this presumption of scientific validity shall, as a condition precedent to any such challenge, first notify WADA of the challenge and the basis of the challenge. The Court of Arbitration for Sport (hereinafter CAS) on its own initiative may also inform WADA of any such challenge. At WADA's request, the CAS panel shall appoint an appropriate scientific expert to assist the panel in its evaluation of the challenge. Within 10 days of WADA's receipt of such notice, and WADA's receipt of the CAS file, WADA shall also have the right to intervene as a party, appear amicus curiae, or otherwise provide evidence in such proceeding.

3.2.2 WADA-accredited laboratories, and other laboratories approved by WADA, are presumed to have conducted Sample analysis and custodial procedures in accordance with the International Standard for Laboratories. The Athlete or other Person may rebut this presumption by establishing that a departure from the International Standard for Laboratories occurred which could reasonably have caused the Adverse Analytical Finding.

If the Athlete or other Person rebuts the preceding presumption by showing that a departure from the International Standard for Laboratories occurred which could reasonably have caused the Adverse Analytical Finding, then the FIA or the ASN shall have

l'ASN de démontrer que cet écart n'est pas à l'origine du résultat d'analyse anormal.

the burden of establishing that such departure did not cause the Adverse Analytical Finding.

[Commentaire sur l'Article 3.2.2 : La charge de la preuve revient au sportif ou à l'autre personne, qui doit démontrer, par la prépondérance des probabilités, qu'il y a eu un écart par rapport au Standard international pour les laboratoires raisonnablement susceptible d'avoir causé le résultat d'analyse anormal. Si le sportif ou l'autre personne y parvient, il revient alors à la FIA de démontrer, à la satisfaction de l'instance d'audition, que cet écart n'a pas causé le résultat d'analyse anormal.]

[Comment to Article 3.2.2: The burden is on the Athlete or other Person to establish, by a balance of probability, a departure from the International Standard for Laboratories that could reasonably have caused the Adverse Analytical Finding. If the Athlete or other Person does so, the burden shifts to the FIA to prove to the comfortable satisfaction of the hearing panel that the departure did not cause the Adverse Analytical Finding.]

- 3.2.3** Tout écart par rapport à tout autre *Standard International* ou à toute autre règle ou principe antidopage énoncés dans le Code ou le Règlement qui n'a engendré ni de résultat d'analyse anormal, ni d'autres violations du Règlement, n'invalidera pas lesdits preuves ou résultats. Si le sportif ou l'autre personne établit qu'un écart par rapport à tout autre *Standard International* ou à toute autre règle ou principe antidopage est raisonnablement susceptible d'avoir causé une violation des règles d'antidopage sur la base d'un résultat d'analyse anormal constaté ou l'autre violation du Règlement, alors la FIA ou l'ASN aura la charge d'établir que cet écart n'est pas à l'origine du résultat d'analyse anormal ou des faits à l'origine de la violation du Règlement.
- 3.2.4** Les faits établis par une décision d'un tribunal étatique ou d'un tribunal disciplinaire professionnel compétent qui n'est pas l'objet d'un appel en cours constituent une preuve irréfutable des faits à l'encontre du sportif ou de l'autre personne visé(e) par la décision, à moins que le sportif ou l'autre personne n'établisse que la décision viole les principes de justice naturelle.
- 3.2.5** L'instance de jugement peut, dans le cadre d'une audience relative à une violation des règles antidopage, tirer des conclusions défavorables au sportif ou à l'autre personne qui est accusé(e) d'une violation des règles antidopage en se fondant sur le refus du sportif ou de cette autre personne, malgré une demande dûment présentée dans un délai raisonnable avant l'audience, de comparaître (en personne ou par téléphone, selon les instructions de l'instance de jugement) et de répondre aux questions de l'instance de jugement ou de l'organisation antidopage examinant la violation du Règlement.

- 3.2.3** Departures from any other *International Standard* or other anti-doping rule or policy set forth in the Code or the Regulations which did not cause an *Adverse Analytical Finding* or other violations of the Regulations shall not invalidate such evidence or results. If the Athlete or other Person establishes a departure from another *International Standard* or other anti-doping rule or policy which could reasonably have caused an anti-doping rule violation based on an *Adverse Analytical Finding* or other violation of the Regulations, then the FIA or the ASN shall have the burden of establishing that such departure did not cause the *Adverse Analytical Finding* or the factual basis for the violation of the Regulations.
- 3.2.4** The facts established by a decision of a civil court or professional disciplinary tribunal of competent jurisdiction which is not the subject of a pending appeal shall be irrefutable evidence of those facts against the Athlete or other Person to whom the decision pertained, unless the Athlete or other Person establishes that the decision violates principles of natural justice.
- 3.2.5** The hearing panel in a hearing on an anti-doping rule violation may draw an inference adverse to the Athlete or other Person who is asserted to have committed an anti-doping rule violation based on the Athlete's or other Person's refusal, after a request made a reasonable time in advance of the hearing, to attend the hearing (either in person or by telephone as directed by the hearing panel) and to answer questions either from the hearing panel or from the *Anti-Doping Organisation* asserting the violation of the Regulations.

ARTICLE 4 – LISTE DES INTERDICTIONS ET STANDARDS INTERNATIONAUX

ARTICLE 4 – PROHIBITED LIST AND INTERNATIONAL STANDARDS

4.1 La Liste des Interdictions de l'AMA

La *Liste des Interdictions* fait partie intégrante du Règlement. Elle est publiée et mise à jour par l'AMA aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par année.

A moins d'indication contraire dans la *Liste des Interdictions* ou dans une de ses mises à jour, la *Liste des Interdictions* et ses mises à jour entreront automatiquement en vigueur, en tant que *Liste des Interdictions* de la FIA et des ASN, trois mois après leur publication sur le site Internet de l'AMA (www.wada-ama.org) sans nécessiter d'autre action de la part de la FIA ou ses ASN.

Chaque ASN a la responsabilité de s'assurer que la *Liste des Interdictions* en vigueur est à la disposition de ses membres et de ses licenciés.

4.2 Substances interdites et méthodes interdites figurant dans la Liste des Interdictions

4.2.1 Substances interdites et méthodes interdites

La *Liste des Interdictions* indique les substances interdites et les méthodes interdites :

- en permanence (à la fois en compétition et hors compétition) en raison de leur potentiel d'amélioration des performances dans des compétitions futures ou de leur potentiel masquant ;
- en compétition uniquement.

Des substances ou méthodes peuvent être incluses dans la *Liste des Interdictions* par le biais de classes de substances (par exemple les agents anabolisants) ou par la mention précise d'une substance ou méthode particulière.

4.1 The WADA Prohibited List

The *Prohibited List* constitutes an integral part of the Regulations. It is published and updated by WADA as often as necessary and at least once a year.

Unless provided otherwise in the *Prohibited List* or a revision, the *Prohibited List* and revisions shall come into effect, as the FIA's and ASNs' *Prohibited List*, three months after their publication on WADA's website (www.wada-ama.org) without requiring any other action by the FIA or its ASNs.

Each ASN is responsible for ensuring that the *Prohibited List* currently in force is at the disposal of its members and licence-holders.

4.2 Prohibited Substances and Prohibited Methods identified on the Prohibited List

4.2.1 Prohibited Substances and Prohibited Methods

The *Prohibited List* identifies those substances and methods which are prohibited:

- at all times (both *In-Competition* and *Out-of-Competition*) because of their potential to enhance performance in future Competitions or their masking potential; and
- *In-Competition* only.

Substances and methods may be included in the *Prohibited List* by general category (e.g. anabolic agents) or by specific reference to a particular substance or method.

Les substances suivantes de la *Liste des Interdictions* devront également être recherchées, étant interdites dans le sport automobile :

- l'alcool (Point P1 de la liste des *Substances Interdites* dans Certains Sports) ;
- les bêtabloquants (Point P2 de la Liste des *Substances Interdites* dans Certains Sports).

4.2.2 Substances spécifiées

Aux fins de l'application de l'Article 7.9 (*Suspensions provisoires*) et de l'Article 10 (Sanctions à l'encontre des individus), toutes les *substances interdites* sont des « *substances spécifiées* », sauf :

- a) les substances appartenant aux classes des agents anabolisants et des hormones, et
- b) les stimulants et les antagonistes hormonaux et modulateurs identifiés comme tels dans la *Liste des Interdictions*.

La catégorie des *substances spécifiées* n'englobe pas la catégorie des *méthodes interdites*.

[Commentaire sur l'Article 4.2.2 : Les substances spécifiées mentionnées à l'Article 4.2.2 ne doivent en aucune manière être considérées comme moins importantes ou moins dangereuses que les autres substances dopantes. Il s'agit seulement de substances qui sont plus susceptibles d'avoir été consommées par un sportif à d'autres fins que l'amélioration de la performance sportive.]

4.3 Critères d'inclusion des substances et méthodes dans la Liste des Interdictions

Tel que prévu à l'Article 4.3.3 du Code, la décision de l'AMA d'inclure des *substances interdites* et des *méthodes interdites* dans la *Liste des Interdictions*, la classification des substances au sein de classes particulières dans la *Liste des Interdictions* et la classification de la substance comme étant interdite en tout temps ou uniquement en compétition sont finales et ne pourront pas faire l'objet d'un appel par un sportif ou toute autre personne qui invoquerait que la substance ou méthode n'est pas un agent masquant, n'a pas le potentiel d'améliorer la performance sportive, ne présente pas de risque pour la santé ou n'est pas contraire à l'esprit sportif.

4.4 Standards internationaux de l'AMA

L'AMA a, pour des raisons d'harmonisation, publié des *Standards Internationaux* pour différents volets techniques et opérationnels de l'antidopage. Ces *Standards Internationaux* font partie intégrante du Règlement et leur respect est obligatoire. Ils peuvent être téléchargés du site Internet de l'AMA (www.wada-ama.org) et comprennent :

- la *Liste des Interdictions* ;
- le Standard international pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques ;
- le Standard international pour les contrôles et les enquêtes ;
- le Standard international pour la protection des renseignements personnels ; et
- le Standard international pour les laboratoires.

Ils peuvent être révisés de temps à autre par l'AMA.

Toute modification apportée aux *Standards Internationaux* de l'AMA sera considérée comme entrant en vigueur à la date fixée par l'AMA.

4.5 Autorisation d'Usage à des fins thérapeutiques (AUT)

4.5.1 Les sportifs souffrant d'un état pathologique avéré nécessitant l'usage d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* doivent d'abord obtenir une AUT. La présence d'une *substance interdite* ou de ses *métabolites* ou *marqueurs* (Article 2.1), l'usage ou la tentative d'usage d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* (Article 2.2), la possession de *substances interdites* ou de *méthodes interdites* (Article 2.6) ou l'administration ou tentative d'administration d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* (Article 2.8) conformément aux dispositions d'une AUT valable octroyée selon les termes du Standard international pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques ne constitueront pas une violation des règles antidopage.

The following substances from the *Prohibited List* must also be sought, as they are prohibited in motor sport:

- alcohol (Point P1 of the List of *Substances Prohibited* in Particular Sports);
- beta-blockers (Point P2 of the List of *Substances Prohibited* in Particular Sports).

4.2.2 Specified Substances

For purposes of the application of Article 7.9 (*Provisional Suspensions*) and Article 10 (Sanctions on Individuals), all *Prohibited Substances* shall be "*Specified Substances*" except for:

- a) substances in the classes of anabolic agents and hormones; and
- b) those stimulants and hormone antagonists and modulators so identified on the *Prohibited List*.

The category of *Specified Substances* shall not include *Prohibited Methods*.

[Comment to Article 4.2.2: The *Specified Substances* identified in Article 4.2.2 should not in any way be considered less important or less dangerous than other doping substances. Rather, they are simply substances which are more likely to have been consumed by an Athlete for a purpose other than the enhancement of sport performance.]

4.3 Criteria for including Substances and Methods on the Prohibited List

As provided in Article 4.3.3 of the Code, WADA's determination of the *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* that will be included on the *Prohibited List*, the classification of substances into categories on the *Prohibited List*, and the classification of a substance as prohibited at all times or *In-Competition* only, is final and shall not be subject to challenge by an Athlete or other Person based on an argument that the substance or method was not a masking agent or did not have the potential to enhance performance, represent a health risk or violate the spirit of sport.

4.4 WADA's International Standards

For reasons of harmonisation, WADA publishes *International Standards* for various technical and operational aspects of anti-doping. These *International Standards* constitute an integral part of the *Regulations* and it is obligatory to respect them. They can be downloaded from the WADA website (www.wada-ama.org) and comprise:

- the *Prohibited List*;
- the International Standard for Therapeutic Use Exemptions;
- the International Standard for Testing and Investigations;
- the International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information; and
- the International Standard for Laboratories.

These may be revised from time to time by WADA.

All amendments of WADA's *International Standards* will be regarded as entering into force on the date set by WADA.

4.5 Therapeutic Use Exemptions ("TUEs")

4.5.1 Athletes with a documented medical condition requiring the Use of a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method* must first obtain a TUE. The presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers* (Article 2.1), Use or Attempted Use of a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method* (Article 2.2), Possession of *Prohibited Substances* or *Prohibited Methods* (Article 2.6) or Administration or Attempted Administration of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* (Article 2.8) consistent with the provisions of an applicable TUE issued pursuant to the International Standard for Therapeutic Use Exemptions shall not be considered an anti-doping rule violation.

4.5.2 Si un *sportif* de niveau international utilise une substance interdite ou une méthode interdite pour des raisons thérapeutiques :

4.5.2.1 Lorsque le *sportif* possède déjà une AUT délivrée par son organisation nationale antidopage pour la substance ou méthode en question, cette AUT n'est pas automatiquement valable pour les compétitions de niveau international. Cependant, le *sportif* peut s'adresser à la FIA en vue de la reconnaissance de cette AUT, conformément à l'Article 7 du Standard international pour les autorisations d'Usage à des fins thérapeutiques. La demande doit être accompagnée d'une copie de l'AUT et du formulaire de demande d'AUT d'origine et du dossier qui justifie la demande. Une version anglaise ou française du dossier doit être mise à la disposition de la FIA.

Si cette AUT remplit les critères stipulés par le Standard international pour les autorisations d'Usage à des fins thérapeutiques, la FIA sera tenue de la reconnaître également aux fins de la compétition de niveau international. Si la FIA considère que l'AUT ne remplit pas ces critères et refuse donc de la reconnaître, la FIA en notifiera sans délai le *sportif* ainsi que son organisation nationale antidopage en indiquant les motifs. Le *sportif* et l'organisation nationale antidopage disposeront de 21 jours à compter de cette notification pour soumettre la question à l'AMA pour examen aux termes de l'Article 4.5.7. Si la question est soumise à l'AMA pour examen, l'AUT délivrée par l'organisation nationale antidopage reste valable pour les compétitions de niveau national et pour les contrôles hors compétition (mais n'est pas valable pour les compétitions de niveau international) dans l'attente de la décision de l'AMA. Si la question n'est pas soumise à l'AMA pour examen, l'AUT cesse d'être valable dans tous les cas à l'expiration du délai d'examen de 21 jours.

[Commentaire sur l'Article 4.5.2.1 : Si la FIA refuse de reconnaître une AUT délivrée par une organisation nationale antidopage au seul motif que des dossiers médicaux ou d'autres informations requis pour démontrer que les critères figurant dans le Standard international pour les autorisations d'Usage à des fins thérapeutiques font défaut, la question ne doit pas être soumise à l'AMA. En revanche, le dossier doit être complété et soumis à nouveau à la FIA.]

4.5.2.2 Si le *sportif* qui ne possède pas déjà une AUT délivrée par son organisation nationale antidopage pour la substance ou méthode en question, le *sportif* doit s'adresser directement à la FIA pour obtenir une AUT conformément au processus indiqué dans le Standard international pour les Autorisations d'Usage à des fins Thérapeutiques.

Une demande d'AUT soumise à la FIA ne sera considérée qu'après réception d'un formulaire de demande dûment complété qui doit inclure tous les documents pertinents (ce formulaire – basé sur le formulaire annexé au Standard international pour les AUT – est disponible sur le site Internet de la FIA www.fia.com).

Le processus de demande doit être mené en respectant strictement les principes de la confidentialité médicale. Une version anglaise ou française du dossier doit être mise à la disposition de la FIA.

Si la FIA rejette la demande du *sportif*, elle doit en notifier le *sportif* sans délai en indiquant les motifs. Si la FIA accorde la demande du *sportif*, elle doit en notifier non seulement le *sportif*, mais aussi son organisation nationale antidopage. Si l'organisation nationale antidopage considère que l'AUT ne remplit pas les critères énoncés dans le Standard international pour les Autorisations d'Usage à des fins Thérapeutiques, elle dispose de 21 jours à compter de ladite notification pour soumettre le cas à l'AMA pour examen aux termes de l'Article 4.5.7. Si l'organisation nationale antidopage soumet le cas devant l'AMA pour examen, l'AUT délivrée par la FIA reste valable pour les contrôles de niveau international en compétition et hors compétition (mais n'est pas valable pour les compétitions de niveau national) dans l'attente de la décision de l'AMA. Si l'organisation nationale antidopage ne soumet pas le cas à l'AMA pour examen, l'AUT délivrée par la FIA devient valable également pour les compétitions de niveau

4.5.2 If an *International-Level Athlete* is using a *Prohibited Substance* or a *Prohibited Method* for therapeutic reasons:

4.5.2.1 Where the *Athlete* already has a TUE granted by his *National Anti-Doping Organisation* for the substance or method in question, that TUE is not automatically valid for international-level Competitions. However, the *Athlete* may apply to the FIA to recognise that TUE, in accordance with Article 7 of the International Standard for Therapeutic Use Exemptions. The request shall be accompanied by a copy of the TUE and the original TUE application form and supporting materials. An English or French version of the dossier shall be made available to the FIA.

If that TUE meets the criteria set out in the International Standard for Therapeutic Use Exemptions, then the FIA shall recognise it for purposes of international-level Competitions as well. If the FIA considers that the TUE does not meet those criteria and so refuses to recognise it, the FIA shall notify the *Athlete* and his *National Anti-Doping Organisation* promptly, with reasons. The *Athlete* and the *National Anti-Doping Organisation* shall have 21 days from such notification to refer the matter to WADA for review in accordance with Article 4.5.7. If the matter is referred to WADA for review, the TUE granted by the *National Anti-Doping Organisation* remains valid for national-level Competition and Out-of-Competition Testing (but is not valid for international-level Competitions) pending WADA's decision. If the matter is not referred to WADA for review, the TUE becomes invalid for any purpose when the 21-day review deadline expires.

[Comment to Article 4.5.2.1: If the FIA refuses to recognise a TUE granted by a *National Anti-Doping Organisation* only because medical records or other information are missing that are needed to demonstrate satisfaction of the criteria in the International Standard for Therapeutic Use Exemptions, the matter should not be referred to WADA. Instead, the file should be completed and re-submitted to the FIA.]

4.5.2.2 If the *Athlete* does not already have a TUE granted by his *National Anti-Doping Organisation* for the substance or method in question, the *Athlete* must apply directly to the FIA for a TUE in accordance with the process set out in the International Standard for Therapeutic Use Exemptions.

A request for a TUE submitted to the FIA will only be considered upon receipt of a completed application form that must include all relevant documents (this application form – based on the application form appended to the International Standard for TUEs – is available on the FIA website www.fia.com).

The application process must be conducted in accordance with the principles of strict medical confidentiality. An English or French version of the dossier shall be made available to the FIA.

If the FIA denies the *Athlete's* application, it must notify the *Athlete* promptly, with reasons. If the FIA grants the *Athlete's* application, it shall notify not only the *Athlete* but also his/her *National Anti-Doping Organisation*. If the *National Anti-Doping Organisation* considers that the TUE granted by the FIA does not meet the criteria set out in the International Standard for Therapeutic Use Exemptions, it has 21 days from such notification to refer the matter to WADA for review in accordance with Article 4.5.7. If the *National Anti-Doping Organisation* refers the matter to WADA for review, the TUE granted by the FIA remains valid for international-level In-Competition and Out-of-Competition Testing (but is not valid for national-level Competitions) pending WADA's decision. If the *National Anti-Doping Organisation* does not refer the matter to WADA for review, the TUE granted by the FIA becomes valid for national-level Competitions as well when the 21-day review deadline expires.

national à l'expiration du délai d'examen de 21 jours.

4.5.3 Si la FIA choisit de contrôler un sportif qui n'est pas un sportif de niveau international, la FIA est tenue de reconnaître une AUT délivrée à ce sportif par son organisation nationale antidopage. Si la FIA choisit de contrôler un sportif qui n'est pas un sportif de niveau international ou un sportif de niveau national, la FIA autorisera ce sportif à demander une AUT à titre rétroactif pour toute substance interdite ou méthode interdite utilisée à des fins thérapeutiques.

4.5.4 Toute demande adressée à la FIA en vue de la délivrance ou de la reconnaissance d'une AUT doit être effectuée dès que la nécessité s'en fait sentir et en tout état de cause au moins 30 jours avant la prochaine compétition sauf en cas d'urgence ou de situation exceptionnelle.

[Commentaire sur l'Article 4.5.4 : La soumission d'informations erronées ou délibérément incomplètes pour soutenir une demande d'AUT (y compris, mais pas exclusivement, le fait de ne pas signaler le refus d'une demande antérieure d'une telle AUT auprès d'une autre organisation antidopage) peut être considérée comme constitutive d'une falsification ou tentative de falsification au sens de l'Article 2.5.

Un sportif ne doit pas supposer a priori que sa demande de délivrance ou de reconnaissance d'AUT (ou de prolongation d'une AUT) sera accordée. Tout usage ou toute possession ou administration d'une substance interdite ou d'une méthode interdite avant qu'une demande ait été accordée se fait entièrement aux risques et périls du sportif.]

4.5.4.1 Un sportif ne peut obtenir d'autorisation rétroactive pour sa demande d'AUT que :

- a. en cas d'urgence médicale ou de traitement d'une pathologie aiguë ; ou
- b. si, en raison d'autres circonstances exceptionnelles, il n'y a pas eu suffisamment de temps ou de possibilités pour que le sportif soumette, ou pour que le CAUT étudie, une demande d'AUT avant le prélèvement de l'échantillon ; ou
- c. si les règles applicables exigeaient que le sportif ou permettaient que le sportif (voir l'Article 4.4.5 du Code) soumette une demande d'AUT rétroactive ; ou
- d. si l'AMA et la FIA considèrent qu'une AUT rétroactive doit être accordée au nom de l'équité.

4.5.5 La FIA nommera un CAUT qui est un comité qui étudie les demandes d'AUT conformément au Standard international pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques. Les membres du CAUT évalueront la demande conformément au Standard international pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques et rendront une décision qui, sous réserve de l'Article 4.5.7, sera la décision finale de la FIA. La décision sera communiquée à l'AMA et aux autres organisations antidopage compétentes, y compris l'organisation nationale antidopage du sportif, par le biais d'ADAMS (sauf pour l'ASN), conformément au Standard International pour les Autorisations d'Usage à des fins Thérapeutiques.

Les ASN se référeront au CAUT de l'organisation nationale antidopage.

4.5.6 Expiration, annulation, retrait ou renversement d'une AUT

4.5.6.1 Toute AUT délivrée conformément au Règlement :

- a. vient automatiquement à expiration à la fin de la période pour laquelle elle a été délivrée, sans qu'aucune autre notification ni formalité ne soit nécessaire ;
- b. peut être annulée si le sportif ne se conforme pas sans délai aux exigences ou conditions imposées par le comité AUT lors de la délivrance de l'AUT ;
- c. peut être retirée par le comité AUT s'il est établi par la suite que les critères de délivrance de l'AUT n'étaient en réalité pas satisfaits ; ou
- d. peut être renversée lors de l'examen par l'AMA ou en appel.

4.5.6.2 Dans un tel cas, le sportif ne sera pas soumis aux conséquences découlant de l'Usage, de la possession ou de l'administration de

4.5.3 If the FIA chooses to test an Athlete who is not an International-Level Athlete, the FIA shall recognise a TUE granted to that Athlete by his National Anti-Doping Organisation. If the FIA chooses to test an Athlete who is not an International-Level or a National-Level Athlete, the FIA shall permit that Athlete to apply for a retroactive TUE for any Prohibited Substance or Prohibited Method that he is using for therapeutic reasons.

4.5.4 An application to the FIA for the grant or recognition of a TUE shall be made as soon as the need arises. For substances prohibited In-Competition only, the Athlete shall apply for a TUE at least 30 days before his next Competition unless it is an emergency or an exceptional situation.

[Comment to Article 4.5.4: The submission of false or misleadingly incomplete information in support of a TUE application (including but not limited to failure to disclose the unsuccessful outcome of a prior application to another Anti-Doping Organisation for such a TUE) may result in a charge of Tampering or Attempted Tampering under Article 2.5.

An Athlete shall not assume that his application for the grant or recognition of a TUE (or for the renewal of a TUE) will be granted. Any Use or Possession or Administration of a Prohibited Substance or Prohibited Method before an application has been granted is entirely at the Athlete's own risk.]

4.5.4.1 An Athlete may only be granted retroactive approval for his TUE request if:

- a. an emergency treatment or the treatment of an acute medical condition was necessary; or
- b. due to other exceptional circumstances, there was insufficient time or opportunity for the Athlete to submit, or for the TUEC to consider, an application for the TUE prior to Sample collection; or
- c. the applicable rules required the Athlete or permitted the Athlete (see Code Article 4.4.5) to apply for a retroactive TUE; or
- d. it is agreed, by WADA and by the FIA, that fairness requires the grant of a retroactive TUE.

4.5.5 The FIA shall appoint a TUEC, which is a committee to consider requests for TUEs in accordance with the International Standard for Therapeutic Use Exemptions. The TUEC members shall evaluate the request in accordance with the International Standard for Therapeutic Use Exemptions and render a decision on such request, which, subject to Article 4.5.7, shall be the final decision of the FIA. The decision shall be reported to WADA, the Athlete's National Anti-Doping Organisation and the Athlete's parent ASN, through ADAMS (except for the ASN), in accordance with the International Standard for Therapeutic Use Exemptions.

The ASNs refer to the TUEC of the National Anti-Doping Organisation.

4.5.6 Expiration, Cancellation, Withdrawal or Reversal of a TUE

4.5.6.1 A TUE granted pursuant to the Regulations:

- a. shall expire automatically at the end of any term for which it was granted, without the need for any further notice or other formality;
- b. may be cancelled if the Athlete does not promptly comply with any requirements or conditions imposed by the TUEC upon the grant of the TUE;
- c. may be withdrawn by the TUEC if it is subsequently determined that the criteria for the grant of a TUE are not in fact met; or
- d. may be reversed on review by WADA or on appeal.

4.5.6.2 In such event, the Athlete shall not be subject to any Consequences based on his Use or Possession or Administration of the Prohibited

la substance interdite ou de la méthode interdite en question visée par l'AUT avant la date d'entrée en vigueur de l'expiration, de l'annulation ou du renversement de l'AUT. L'examen conformément à l'Article 7.2 de tout résultat d'analyse anormale ultérieure inclura l'étude de la question de savoir si ce résultat est cohérent avec l'Usage de la substance interdite ou de la méthode interdite avant cette date, auquel cas aucune violation des règles antidopage ne sera réputée avoir été commise.

Substance or Prohibited Method in question in accordance with the TUE prior to the effective date of expiry, cancellation, withdrawal or reversal of the TUE. The review pursuant to Article 7.2 of any subsequent Adverse Analytical Finding shall include consideration of whether such finding is consistent with Use of the Prohibited Substance or Prohibited Method prior to that date, in which event no anti-doping rule violation shall be asserted.

4.5.7 Examens et appels des décisions concernant des AUT

4.5.7.1 L'AMA examinera toute décision de la FIA de ne pas reconnaître une AUT délivrée par l'organisation nationale antidopage qui lui est soumise par le sportif ou par l'organisation nationale antidopage du sportif. En outre, l'AMA est tenue d'examiner toute décision par la FIA de délivrer une AUT qui lui est soumise par l'organisation nationale antidopage du sportif. L'AMA peut examiner à tout moment toute autre décision en matière d'AUT, soit à la demande des personnes concernées, soit de sa propre initiative. Si la décision en matière d'AUT examinée remplit les critères énoncés dans le Standard international pour les Autorisations d'Usage à des fins Thérapeutiques, l'AMA ne reviendra pas sur cette décision. Si la décision en matière d'AUT ne remplit pas ces critères, l'AMA la renversera.

4.5.7.2 Toute décision en matière d'AUT prise par la FIA et qui n'est pas examinée par l'AMA, ou qui est examinée par l'AMA mais n'est pas renversée, peut faire l'objet d'un appel par le sportif et/ou l'organisation nationale antidopage du sportif, exclusivement devant le TAS, conformément à l'Article 13.

[Commentaire sur l'Article 4.5.7.2 : Dans de tels cas, la décision faisant l'objet de l'appel est la décision en matière d'AUT de la FIA, et non pas la décision de l'AMA de ne pas examiner la décision en matière d'AUT ou (après examen) de ne pas la renverser. Cependant, le délai pour faire appel de la décision en matière d'AUT ne court que dès la date où l'AMA communique sa décision. En tout état de cause, que la décision ait été examinée ou non par l'AMA, l'AMA sera notifiée de l'appel afin de pouvoir y participer si elle le juge utile.]

4.5.7.3 Une décision de l'AMA de renverser une décision en matière d'AUT peut faire l'objet d'un appel par le sportif, par l'organisation nationale antidopage et/ou par la FIA exclusivement auprès du TAS, conformément à l'Article 13.

4.5.7.4 L'inaction dans un délai raisonnable en lien avec le traitement d'une demande soumise en bonne et due forme en vue de la délivrance/de la reconnaissance d'une AUT ou de l'examen d'une décision d'AUT sera considérée comme un refus de la demande.

4.5.7 Reviews and Appeals of TUE Decisions

4.5.7.1 WADA shall review any decision by the FIA not to recognise a TUE granted by the National Anti-Doping Organisation that is referred to WADA by the Athlete or the Athlete's National Anti-Doping Organisation. In addition, WADA shall review any decision by the FIA to grant a TUE that is referred to WADA by the Athlete's National Anti-Doping Organisation. WADA may review any other TUE decisions at any time, whether upon request by those affected or on its own initiative. If the TUE decision being reviewed meets the criteria set out in the International Standard for Therapeutic Use Exemptions, WADA will not interfere with it. If the TUE decision does not meet those criteria, WADA will reverse it.

4.5.7.2 Any TUE decision by the FIA that is not reviewed by WADA, or that is reviewed by WADA but is not reversed upon review, may be appealed by the Athlete and/or the Athlete's National Anti-Doping Organisation exclusively before the CAS, in accordance with Article 13.

[Comment to Article 4.5.7.2: In such cases, the decision being appealed is the FIA's TUE decision, not WADA's decision not to review the TUE decision or (having reviewed it) not to reverse the TUE decision. However, the deadline to appeal the TUE decision does not begin to run until the date on which WADA communicates its decision. In any event, whether the decision has been reviewed by WADA or not, WADA shall be given notice of the appeal so that it may participate if it sees fit.]

4.5.7.3 A decision by WADA to reverse a TUE decision may be appealed by the Athlete, the National Anti-Doping Organisation and/or the FIA exclusively before the CAS, in accordance with Article 13.

4.5.7.4 Failure to take action within a reasonable time on a properly submitted application for the grant or recognition of a TUE or for the review of a TUE decision shall be considered a denial of the application.

ARTICLE 5 – CONTRÔLES ET ENQUÊTES

5.1 But des contrôles et des enquêtes

Les contrôles et les enquêtes ne seront entrepris qu'à des fins de lutte contre le dopage. Ils seront réalisés conformément aux dispositions du Standard international pour les contrôles et les enquêtes et tout protocole spécifique que la FIA pourrait mettre en place.

5.1.1 Les contrôles seront entrepris afin d'obtenir des preuves analytiques du respect (ou du non-respect) par le sportif de la stricte interdiction imposée par le Code quant à la présence/l'Usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. La planification de la répartition des contrôles, les contrôles, les activités post-contrôles et toutes les activités connexes entreprises par la FIA seront conformes au Standard international pour les contrôles et les enquêtes. La FIA déterminera le nombre de contrôles en fonction du placement à l'arrivée, et conduira aussi des contrôles aléatoires et des contrôles ciblés, conformément aux critères établis par le Standard international pour les contrôles et les enquêtes.

5.1.2 Les enquêtes seront entreprises :

5.1.2.1 en relation avec des résultats atypiques, des résultats de

ARTICLE 5 – TESTING AND INVESTIGATIONS

5.1 Purpose of Testing and Investigations

Testing and investigations shall only be undertaken for anti-doping purposes. They shall be conducted in conformity with the provisions of the International Standard for Testing and Investigations and any specific protocols the FIA may put in place.

5.1.1 Testing shall be undertaken to obtain analytical evidence as to the Athlete's compliance (or non-compliance) with the strict Code prohibition on the presence/Use of a Prohibited Substance or Prohibited Method. Test distribution planning, Testing, post-Testing activity and all related activities conducted by the FIA shall be in conformity with the International Standard for Testing and Investigations. The FIA shall determine the number of tests to be performed according to the ranking, and shall also conduct random and target tests in accordance with the criteria established by the International Standard for Testing and Investigations.

5.1.2 Investigations shall be undertaken:

5.1.2.1 in relation to Atypical Findings, Atypical Passport Findings and

Passport atypiques et des résultats de Passeport anormaux, au sens des Articles 7.4 et 7.5 respectivement, afin de rassembler des renseignements ou des preuves (y compris, notamment, des preuves analytiques) visant à déterminer si une violation des règles antidopage a été commise au titre de l'Article 2.1 et/ou de l'Article 2.2 ; et

5.1.2.2 en relation avec d'autres indications de violations potentielles des règles antidopage au titre des Articles 7.6 et 7.7, afin de rassembler des renseignements ou des preuves (y compris, notamment, des preuves non-analytiques) visant à déterminer si une violation des règles antidopage a été commise au titre des Articles 2.2 à 2.10.

5.1.3 La FIA peut obtenir, évaluer et traiter des renseignements antidopage émanant de toutes les sources disponibles, développer un plan de répartition des contrôles efficace, intelligent et proportionné, planifier des contrôles ciblés et/ou former la base d'une enquête portant sur une ou plusieurs violations potentielles des règles antidopage.

5.2 Compétence pour réaliser les contrôles

5.2.1 Sous réserve des limites de compétences pour les contrôles d'épreuves mentionnées à l'Article 5.3 du Code, la FIA sera compétente pour procéder aux contrôles en compétition et hors compétition sur tous les sportifs qui sont soumis à ses règles, ce qui inclut ceux qui participent à des Compétitions internationales ou qui participent à des Compétitions qui relèvent des règles de la FIA, ou qui sont membres ou détenteurs d'une licence de la FIA ou d'une ASN, comme spécifié à l'Article 5.2.2 du Code.

5.2.2 La FIA peut exiger qu'un sportif qui relève de sa compétence pour les contrôles (y compris un sportif purgeant une période de suspension) fournisse un échantillon à tout moment et en tout lieu.

[Commentaire sur l'Article 5.2.2 : Sauf si le sportif a identifié un créneau horaire de 60 minutes pour les contrôles entre 23h et 6h, ou a consenti par ailleurs aux contrôles pendant cette période, la FIA ne contrôlera pas les sportifs durant cette période sauf si elle a des soupçons graves et spécifiques que le sportif pourrait être impliqué dans le dopage. La contestation du soupçon suffisant de la FIA pour procéder aux contrôles pendant cette période ne constitue pas une défense contre une violation des règles antidopage basée sur ce contrôle ou cette tentative de contrôle.]

5.2.3 L'AMA sera compétente pour les contrôles en compétition et les contrôles hors compétition conformément aux dispositions de l'Article 20.7.8 du Code.

5.2.4 Si la FIA délègue ou sous-traite toute partie des contrôles à une organisation nationale antidopage, cette organisation nationale antidopage pourra prélever des échantillons supplémentaires ou demander au laboratoire d'effectuer des types d'analyses supplémentaires aux frais de l'organisation nationale antidopage. Si des échantillons supplémentaires sont prélevés ou si des types d'analyses supplémentaires sont effectués, la FIA en sera notifiée.

5.2.5 Un sportif de niveau international peut être contrôlé en compétition ou hors compétition non seulement par la FIA ou l'AMA, mais aussi par l'ASN qui lui a délivré sa licence, l'organisation nationale antidopage de tout pays où le sportif est présent, ou dont le sportif est un ressortissant, un résident, un détenteur de licence ou un membre d'une organisation sportive, et toute autre organisation antidopage responsable du contrôle lors d'une compétition à laquelle il participe.

Tout sportif doit se soumettre à toute demande de contrôle d'une organisation antidopage habilitée à réaliser des contrôles.

5.3 Contrôles relatifs à une épreuve

5.3.1 Sauf dispositions de l'Article 5.3 du Code, il devrait incomber à une seule organisation d'initier et de réaliser les contrôles sur le site de l'épreuve pendant la durée de l'épreuve. Lors d'épreuves internationales, le prélèvement d'échantillons sera initié et réalisé par la FIA. À la demande de la FIA, tout contrôle réalisé durant la durée de l'épreuve en dehors du site de l'épreuve sera coordonné avec la FIA.

Adverse Passport Findings, in accordance with Articles 7.4 and 7.5 respectively, gathering intelligence or evidence (including, in particular, analytical evidence) in order to determine whether an anti-doping rule violation has occurred under Article 2.1 and/or Article 2.2; and

5.1.2.2 in relation to other indications of potential anti-doping rule violations, in accordance with Articles 7.6 and 7.7, gathering intelligence or evidence (including, in particular, non-analytical evidence) in order to determine whether an anti-doping rule violation has occurred under any of Articles 2.2 to 2.10.

5.1.3 The FIA may obtain, assess and process anti-doping intelligence from all available sources, develop an effective, intelligent and proportionate test distribution plan, plan Target Testing, and/or form the basis of an investigation into a possible anti-doping rule violation.

5.2 Authority to conduct Testing

5.2.1 Subject to the jurisdictional limitations for Event Testing set out in Article 5.3 of the Code, the FIA shall have In-Competition and Out-of-Competition Testing authority over all Athletes who are subject to its rules, including those who participate in International Competitions or who participate in Competitions governed by the FIA rules, or who are FIA or ASN members or licence-holders, as set out in Article 5.2.2 of the Code.

5.2.2 The FIA may require any Athlete over whom it has Testing authority (including any Athlete serving a period of Ineligibility) to provide a Sample at any time and in any place.

[Comment on Article 5.2.2: Unless the Athlete has identified a 60-minute time slot for Testing between the hours of 11 p.m. and 6 a.m., or has otherwise consented to Testing during that period, the FIA will not test an Athlete during that period unless it has a serious and specific suspicion that the Athlete may be engaged in doping. A challenge to whether the FIA had sufficient suspicion for Testing in that period shall not be a defence to an anti-doping rule violation based on such test or attempted test.]

5.2.3 WADA shall have In-Competition and Out-of-Competition Testing authority as set out in Article 20.7.8 of the Code.

5.2.4 If the FIA delegates or contracts any part of Testing to a National Anti-Doping Organisation, that National Anti-Doping Organisation may collect additional Samples or direct the laboratory to perform additional types of analysis at the National Anti-Doping Organisation's expense. If additional Samples are collected or additional types of analysis are performed, the FIA shall be notified.

5.2.5 An International-Level Athlete may be tested In-Competition and Out-of-Competition not only by the FIA or WADA, but also by the ASN that issued his licence, the National Anti-Doping Organisation of any country where the Athlete is present or of which he is a national, resident, licence-holder or member of a sport organisation, or any other Anti-Doping Organisation responsible for Testing at a Competition in which the Athlete participates.

All Athletes must comply with any request for Testing by any Anti-Doping Organisation with Testing authority.

5.3 Event Testing

5.3.1 Except as provided in Article 5.3 of the Code, only a single organisation should be responsible for initiating and directing Testing at Event Venues during an Event Period. At International Events, the collection of Samples shall be initiated and directed by the FIA. At the request of the FIA, any Testing during the Event Period outside of the Event Venues shall be coordinated with the FIA.

- 5.3.2** Si une *organisation antidopage* qui, dans d'autres circonstances, aurait l'autorité pour procéder à des *contrôles*, mais qui n'est pas responsable d'initier et de réaliser les *contrôles* lors d'une *épreuve* désire effectuer des *contrôles* sur des *sportifs* pendant la *durée de l'épreuve* sur le *site de l'épreuve*, cette *organisation antidopage* doit d'abord s'entretenir avec la *FIA* afin d'obtenir la permission de réaliser et de coordonner ces *contrôles*. Si l'*organisation antidopage* n'est pas satisfaite de la réponse de la *FIA*, l'*organisation antidopage* pourra demander à l'*AMA* la permission de procéder à des *contrôles* et de déterminer la façon de les coordonner, conformément aux procédures stipulées dans le *Standard international* pour les *contrôles* et les *enquêtes*. L'*AMA* n'approuvera pas ces *contrôles* sans consulter et en informer d'abord la *FIA*. La décision de l'*AMA* sera définitive et ne pourra pas faire l'objet d'un appel. Un tel *contrôle* devra être considéré comme un *contrôle en compétition* et, en cas de *résultat d'analyse anormal* suite à un tel *contrôle*, la *gestion des résultats* devra être menée par la *FIA*.
- 5.4** **Plan de répartition des contrôles**
- 5.4.1** La *FIA* doit élaborer et mettre en œuvre un plan de répartition des *contrôles* efficace, intelligent et proportionné dans le respect du *Standard International* pour les *contrôles* et les *enquêtes* et en coordination avec les autres *organisations antidopage* réalisant des *contrôles* sur les mêmes *sportifs*. Cette répartition des *contrôles* dressera un ordre de priorité approprié entre les disciplines, les catégories de *sportifs*, les types de *contrôles*, les types d'*échantillons* prélevés et les types d'*analyses des échantillons*, le tout en conformité avec les exigences du *Standard International* pour les *contrôles* et les *enquêtes*. Sur demande, la *FIA* fournira à l'*AMA* une copie de son plan de répartition des *contrôles* en vigueur.
- La *FIA* doit s'assurer que le *Personnel d'encadrement du sportif* et/ou toute autre personne avec un conflit d'intérêt ne soit pas impliqué dans le plan de répartition des *contrôles* pour leurs *sportifs* ou dans le processus de sélection de *sportifs* à contrôler.
- 5.4.2** Dans la mesure du possible, les *contrôles* seront coordonnés au moyen d'*ADAMS* ou de tout autre système approuvé par l'*AMA* afin d'optimiser l'efficacité de l'effort de *contrôle* combiné et d'éviter des *contrôles* répétitifs inutiles.
- 5.5** **Informations sur la localisation du sportif**
- 5.5.1** La *FIA* identifiera un *groupe cible* de *sportifs* soumis aux *contrôles* tenus de satisfaire aux exigences sur la localisation de l'Annexe 1 du *Standard International* pour les *Contrôles* et les *enquêtes*, et mettra à disposition par le biais du système *ADAMS* une liste identifiant les *sportifs* inclus dans ce *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles*, soit nommément, soit en fonction de critères spécifiques clairement définis.
- La *FIA* doit se coordonner avec les *organisations nationales antidopage* concernant l'identification des *sportifs* en question et la collecte des informations sur leur localisation.
- La *FIA* révisera et modifiera ses critères, le cas échéant, pour inclure des *sportifs* dans son *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles*, et réexaminera la composition de son *groupe cible de temps à autre* s'il y a lieu, conformément aux critères définis. Les *sportifs* seront avisés avant d'être inclus dans un *groupe cible de sportifs soumis aux contrôles* ainsi que lorsqu'ils en sont retirés.
- Chaque *sportif* du *groupe cible de sportifs* soumis aux *contrôles*, conformément à l'Annexe 1 du *Standard international* pour les *contrôles* et les *enquêtes* devra :
- communiquer sa localisation à la *FIA* chaque trimestre ;
 - mettre à jour ces informations s'il y a lieu de façon à ce qu'elles restent précises et complètes en tout temps ; et
 - être disponible pour les *contrôles* au lieu indiqué.
- 5.5.2** Aux fins de l'Article 2.4, le non-respect par le *sportif* des exigences du *Standard international* pour les *contrôles* et les *enquêtes* constituera un manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou un *contrôle manqué* (tels
- 5.3.2** If an *Anti-Doping Organisation* which would otherwise have *Testing* authority but is not responsible for initiating and directing *Testing* at an *International Event* wishes to conduct *Testing of Athletes* at the *Event Venues* during the *Event Period*, the *Anti-Doping Organisation* shall first confer with the *FIA* to obtain permission to conduct and coordinate such *Testing*. If the *Anti-Doping Organisation* is not satisfied with the response from the *FIA*, the *Anti-Doping Organisation* may ask *WADA* for permission to conduct *Testing* and to determine how to coordinate such *Testing*, in accordance with the procedures set out in the *International Standard for Testing and Investigations*. *WADA* shall not grant approval for such *Testing* before consulting with and informing the *FIA*. *WADA's* decision shall be final and not subject to appeal. Such test shall be considered as an *In-competition* test and, in case of an *Adverse Analytical Finding* further to that test, the *Results management* shall be carried out by the *FIA*.
- 5.4** **Test Distribution Planning**
- 5.4.1** The *FIA* shall develop and implement an effective, intelligent and proportionate test distribution plan consistent with the *International Standard for Testing and Investigations*, and in coordination with other *Anti-Doping Organisations* conducting *Testing* on the same *Athletes*. This test distribution plan shall prioritise appropriately between disciplines, categories of *Athletes*, types of *Testing*, types of *Samples* collected, and types of *Samples* analysed, all in compliance with the requirements of the *International Standard for Testing and Investigations*. The *FIA* shall provide *WADA* upon request with a copy of its current test distribution plan.
- The *FIA* shall ensure that *Athlete Support Personnel* and/or any other person with a conflict of interest are not involved in the test distribution plan for their *Athletes* or in the process of selection of *Athletes* for *Testing*.
- 5.4.2** Where reasonably feasible, *Testing* shall be coordinated through *ADAMS* or another system approved by *WADA* in order to maximise the effectiveness of the combined *Testing* effort and to avoid unnecessary repetitive *Testing*.
- 5.5** **Athlete Whereabouts Requirements**
- 5.5.1** The *FIA* may identify a *Registered Testing Pool* of those *Athletes* who are required to comply with the whereabouts requirements of Annex 1 to the *International Standard for Testing and Investigations*, and shall make available through *ADAMS* a list which identifies those *Athletes* included in its *Registered Testing Pool* either by name or by clearly defined specific criteria.
- The *FIA* shall coordinate with *National Anti-Doping Organisations* on the identification of such *Athletes* and the collection of their whereabouts information.
- The *FIA* shall review and update as necessary its criteria for including *Athletes* in its *Registered Testing Pool*, and shall revise the membership of its *Registered Testing Pool* from time to time as appropriate in accordance with the set criteria. *Athletes* shall be notified before they are included in a *Registered Testing Pool* and when they are removed from that pool.
- Each *Athlete* in the *Registered Testing Pool* shall, in accordance with Annex 1 to the *International Standard for Testing and Investigations*:
- advise the *FIA* of his whereabouts on a quarterly basis;
 - update that information as necessary, so that it remains accurate and complete at all times; and
 - make himself available for *Testing* at such whereabouts.
- 5.5.2** For the purposes of Article 2.4, an *Athlete's* failure to comply with the requirements of the *International Standard for Testing and Investigations* shall be deemed a filing failure or a missed test (as defined in the *International Standard for Testing and Investigations*)

que définis dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes) lorsque les conditions stipulées dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes pour déclarer un manquement à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation ou un contrôle manqué sont remplies.

- 5.5.3** Tout sportif figurant dans le groupe cible des sportifs soumis aux contrôles de la FIA continuera à être soumis à l'obligation de se conformer aux exigences en matière de localisation de l'Annexe I du Standard international pour les contrôles et les enquêtes sauf :
- si le sportif notifie par écrit la FIA qu'il s'est retiré et que la FIA confirme par écrit qu'elle l'a retiré de son groupe cible de sportifs soumis aux contrôles ; ou
 - si la FIA lui fait savoir qu'il ne remplit plus les critères d'inclusion dans le groupe cible des sportifs soumis aux contrôles de la FIA.

5.5.4 Chaque ASN aidera en outre son organisation nationale antidopage à établir, au niveau national, un groupe cible de sportif soumis aux contrôles regroupant des sportifs nationaux de haut niveau auxquels les exigences relatives aux informations sur la localisation des Standards Internationaux de Contrôle et d'enquêtes s'appliqueront également. Lorsque ces sportifs font également partie du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles de la FIA, la FIA et l'organisation nationale antidopage conviendront (avec l'assistance de l'AMA, le cas échéant) de l'organisme chargé de recevoir les informations sur la localisation des sportifs et de les communiquer à l'autre (et à d'autres organisations antidopage qui ont la compétence pour réaliser des contrôles) conformément à l'Article 5.5.5.

5.5.5 Les informations sur la localisation relatives à un sportif seront partagées (par le biais du système ADAMS) avec l'AMA et d'autres organisations antidopage ayant la compétence pour contrôler ce sportif. Ils resteront constamment soumises à la plus stricte confidentialité, seront utilisées exclusivement aux fins indiquées à l'Article 5.6 du Code, et seront détruites conformément au Standard international pour la protection des renseignements personnels dès qu'elles ne seront plus utiles à ces fins.

5.5.6 Groupe non cible de sportifs soumis aux contrôles

La FIA peut identifier un Groupe non cible de sportifs qui devront se soumettre aux exigences de la FIA en matière d'informations sur la localisation. Une liste identifiant ces sportifs, soit par leur nom, soit en fonction de critères clairement définis, devra être rendue disponible sur ADAMS.

Les sportifs doivent être notifiés par la FIA avant d'être inclus dans le Groupe non cible et lorsqu'ils sont retirés de ce groupe. Chaque sportif inclus dans le Groupe non cible devra fournir à la FIA au moins les informations suivantes :

- une adresse postale et une adresse électronique à jour,
- une adresse de résidence,
- les informations sur les séances d'entraînement (en incluant les lieux habituels d'entraînement/les horaires habituels d'entraînement), et
- le programme des compétitions.

Les sportifs inclus dans le Groupe cible devront fournir les informations de manière régulière, en fonction des dates butoirs communiquées par la FIA.

5.6 Sélection des sportifs en vue d'un contrôle

- 5.6.1** Lors des compétitions internationales, la FIA déterminera :
- sur quelle(s) compétition(s) un contrôle sera organisé ;
 - le nombre de sportifs à tester en fonction du classement final ;
 - le nombre de sportifs à tester de manière aléatoire ;
 - le nombre de sportifs à tester de manière ciblée.

Le choix des sportifs soumis aux contrôles sera déterminé par l'ACD, en respectant le nombre de sportifs à contrôler fixé préalablement par la FIA.

- 5.6.2** Lors des épreuves nationales, l'ASN concernée déterminera :
- sur quelle(s) compétition(s) un contrôle sera organisé ;

where the conditions set forth in the International Standard for Testing and Investigations for declaring a filing failure or missed test are met.

- 5.5.3** An Athlete in the FIA's Registered Testing Pool shall continue to be subject to the obligation to comply with the whereabouts requirements of Annex I to the International Standard for Testing and Investigations unless and until:

- the Athlete gives written notice to the FIA that he has retired and the FIA confirms in writing that it has withdrawn him from its Registered Testing Pool; or
- the FIA has informed him that he no longer satisfies the criteria for inclusion in the FIA's Registered Testing Pool.

5.5.4 Each ASN shall also assist its National Anti-Doping Organisation in establishing a national-level Registered Testing Pool of top-level national Athletes to whom the whereabouts requirements of the International Standard for Testing and Investigations shall also apply. Where those Athletes are also in the FIA's Registered Testing Pool, the FIA and the National Anti-Doping Organisation will agree (with the assistance of WADA if required) on which of them will take responsibility for receiving whereabouts filings from the Athlete and sharing it with the other (and with other Anti-Doping Organisations having authority to test) in accordance with Article 5.5.5.

5.5.5 Whereabouts information relating to an Athlete shall be shared (through ADAMS) with WADA and other Anti-Doping Organisations having authority to test that Athlete. It shall be maintained in strict confidence at all times, shall be used exclusively for the purposes set out in Article 5.6 of the Code, and shall be destroyed in accordance with the International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information once it is no longer relevant for these purposes.

5.5.6 Testing Pool of Athletes

The FIA may identify a Testing Pool of those Athletes who will be required to comply with the FIA whereabouts requirements. A list which identifies those Athletes either by name or by clearly defined specific criteria shall be made available through ADAMS.

Athletes shall be notified by the FIA before they are included in the Testing Pool and when they are removed from that pool. Each Athlete in the Testing Pool shall provide to the FIA at least the following information:

- an up-to-date mailing and e-mail address,
- a home address,
- training whereabouts (including usual training venues/addresses and usual timing of the training) and
- Competition schedule.

The Athletes included in the Testing Pool shall provide the information on a regular basis, by the relevant deadline communicated by the FIA.

5.6 Selection of Athletes to be tested

- 5.6.1** At International Competitions, the FIA shall determine:
- in which Competition(s) Doping Control will be conducted;
 - the number of Athletes to be tested depending on the final ranking;
 - the number of Athletes to be tested randomly;
 - the number of Athletes to be tested in a targeted fashion.

Which Athletes are to be submitted for Testing will be determined by the DCO, fully respecting the number of Athletes to be controlled as established in advance by the FIA.

- 5.6.2** At National Events, the ASN concerned shall determine:
- in which Competition(s) Doping Control will be conducted;

- le nombre de *sportifs* à tester ;
 - la procédure de sélection des *sportifs* qui sera suivie.
- 5.6.3** En plus des procédures de sélection prévues aux Articles 5.6.1 et 5.6.2 ci-dessus, la *FIA*, lors d'épreuves internationales, et l'*ASN*, lors d'épreuves nationales, peuvent aussi sélectionner des *sportifs* ou équipes pour des *contrôles ciblés* dans la mesure où ces *contrôles* sont réalisés uniquement dans le cadre de la lutte contre le dopage.
- 5.6.4** Les *sportifs* seront sélectionnés pour un *contrôle hors compétition* par la *FIA* et les *ASN* dans le respect du Standard international pour les *contrôles* et les enquêtes en vigueur au moment de la sélection.
- 5.6.5** Afin de s'assurer que les *contrôles* sont menés de manière inopinée, les décisions concernant la sélection des *sportifs* à tester ne seront divulguées en amont du *contrôle* qu'aux personnes ayant besoin d'en avoir connaissance pour que le *contrôle* ait lieu.
- 5.7 Contrôles en compétition**
- 5.7.1** Après sélection d'un *sportif* pour le *contrôle* du dopage pendant une compétition, les procédures suivantes seront suivies :
- 5.7.2** L'*ADC* écrira le nom du *sportif* sur un formulaire de notification de *contrôle*. L'*ADC* et/ou l'*escorte*, qui sont responsables de notifier le *sportif* du *contrôle*, présenteront le formulaire de notification au *sportif*, aussi discrètement que possible, immédiatement à la fin de la *compétition* ou de la séance d'essais. Le *sportif* signera pour confirmer la réception du formulaire de notification et conservera un exemplaire. L'heure de la signature sera enregistrée sur le formulaire. Le *sportif* doit rester sous le *contrôle* visuel de l'*escorte* jusqu'à son arrivée à la station de *contrôle* du dopage.
- 5.7.3** Si un *sportif* refuse de signer le formulaire de notification de *contrôle*, l'*escorte* doit le signaler immédiatement à l'*ADC* qui fera tout son possible pour informer le *sportif* de son obligation à se soumettre au *contrôle du dopage* et des conséquences de sa non soumission au *contrôle*. Si le *sportif* est défaillant ou refuse de signer ce formulaire, ou ne se présente pas à la station de *contrôle* du dopage, le *sportif* sera considéré comme ayant refusé de se soumettre au *contrôle du dopage* en application des Articles 2.3 et 10.3.1 du *Règlement*. Même si le *sportif* signale son refus de se rendre à la station de *contrôle* du dopage, l'*escorte* le conservera sous son *contrôle* visuel jusqu'à ce qu'il soit clair que le *sportif* a refusé de se soumettre au *contrôle du dopage*.
- 5.7.4** Le *sportif* est invité à se présenter immédiatement à la station de *contrôle* du dopage, à moins qu'il ne soit retardé pour une raison valable comme stipulé à l'Article 5.7.8.
- 5.7.5** Le *sportif* est autorisé à se faire accompagner à la station de *contrôle* du dopage par
- i) un représentant de son choix et
 - ii) un interprète si exigé.
- 5.7.6** Si le *sportif* est un *mineur*, il aura le droit d'être accompagné par un représentant qui observera l'*ADC* ou l'*escorte* témoignant de la production de l'*échantillon* d'urine, mais sans que le représentant observe directement la production de l'*échantillon* à moins que le *mineur* en fasse la requête.
- 5.7.7** Le *sportif* doit prouver son identité à la station de *contrôle* du dopage. L'heure d'arrivée du *sportif* à la station de *contrôle* du dopage sera enregistrée dans le protocole antidopage.
- 5.7.8** Le *sportif* a le droit de demander à l'*ADC* ou à l'*escorte* l'autorisation d'un retard pour se présenter à la station de *contrôle* du dopage et/ou quitter la station de *contrôle* du dopage temporairement après son arrivée, mais cette demande ne peut être accordée que si le *sportif* peut être continuellement sous le *contrôle* visuel direct d'une *escorte* pendant ce temps et si cette demande concerne :
- a. la participation à une cérémonie de remise des prix ;
 - b. des obligations médiatiques (limitées à une heure) ;
 - c. l'obtention d'une photo d'identité ;
 - d. l'administration nécessaire d'un traitement médical ;
- the number of *Athletes* to be tested;
 - the procedure that will be followed for selecting the *Athletes*.
- 5.6.3** In addition to the selection procedures set forth in Articles 5.6.1 and 5.6.2 above, the *FIA* at *International Events*, and the *ASN* at *National Events*, may also select *Athletes* or teams for *Target Testing* so long as such *Target Testing* is not used for any purpose other than legitimate *Doping Control* purposes.
- 5.6.4** *Athletes* shall be selected for *Out-of-Competition Testing* by the *FIA* and the *ASNs* in compliance with the International Standard for *Testing* and *Investigations* in force at the time of selection.
- 5.6.5** In order to ensure that *Testing* is conducted on a No Advance Notice *Testing* basis, the *Athlete* selection decisions shall only be disclosed in advance of *Testing* to those who need to know in order for such *Testing* to be conducted.
- 5.7 In-Competition Testing**
- 5.7.1** Upon the selection of an *Athlete* for a *Doping Control* during a *Competition*, the following procedures shall be followed.
- 5.7.2** The *DCO* shall write the name of the *Athlete* on the official *Notification* form. The *DCO* and/or the *Chaperones*, who are responsible for notifying the *Athlete* for the *Doping Control*, shall present the *Notification* form to the *Athlete*, as discreetly as possible, immediately after the *Athlete* has completed his *Competition* or practice session. The *Athlete* shall sign to confirm receipt of the *Notification* and shall retain a copy. The time of signing shall be recorded on the form. The *Athlete* must remain in view of the *Chaperone* until reporting to the *Doping Control* Station.
- 5.7.3** If an *Athlete* refuses to sign the *Notification* form, the *Chaperone* shall immediately report this to the *DCO* who shall make every effort to inform the *Athlete* of his obligation to undergo the *Doping Control* and the consequences of his not submitting himself to the control. If the *Athlete* fails or refuses to sign this *Notification* or fails to report to the *Doping Control* Station as required, the *Athlete* shall be deemed to have refused to submit to the *Doping Control* for the purposes of Articles 2.3 and 10.3.1 of the *Regulations*. Even if the *Athlete* indicates reluctance to report to the *Doping Control* Station, the *Chaperone* shall keep the *Athlete* in view until there is no question that the *Athlete* has refused to submit to the *Doping Control*.
- 5.7.4** The *Athlete* is required to report immediately to the *Doping Control* Station, unless there is a valid reason for a delay, as determined in accordance with Article 5.7.8.
- 5.7.5** The *Athlete* shall be entitled to be accompanied to the *Doping Control* Station by
- i) a representative of his choice, and
 - ii) an interpreter if required.
- 5.7.6** If the *Athlete* is a *Minor*, he shall be entitled to be accompanied by a representative to observe the witnessing *DCO*/*Chaperone* when the *minor Athlete* is passing a urine *Sample*, but without the representative directly observing the passing of the *Sample* unless requested to do so by the *Minor*.
- 5.7.7** The *Athlete* must show a valid identification document at the *Doping Control* Station. The *Athlete's* time of arrival at the *Doping Control* Station shall be recorded on the doping control form.
- 5.7.8** The *Athlete* has the right to ask the *DCO* or *Chaperone* for permission to delay reporting to the *Doping Control* Station and/or to leave the *Doping Control* Station temporarily after arrival, but the request may be granted only if the *Athlete* can be continuously chaperoned and kept under direct observation during the delay, and if the request relates to the following activities:
- a. participation in a prize-giving ceremony;
 - b. fulfilment of media commitments (limited to one hour);
 - c. obtaining photo identification;
 - d. obtaining necessary medical treatment;

- e. la recherche d'un représentant et/ou interprète ;
- f. une convocation par les *Commissaires Sportifs* ; ou
- g. toute autre circonstance que l'ADC considérera comme justifiée, tout en tenant compte d'éventuelles instructions de la FIA.

5.7.9 Seules les personnes suivantes peuvent être présentes dans la station de contrôle du dopage :

- a. l'ADC (ou les ADC) et les escortes,
- b. le personnel assigné à la station,
- c. les interprètes autorisés,
- d. les *sportifs* sélectionnés pour le *contrôle du dopage* et leurs représentants respectifs,
- e. un observateur indépendant de l'AMA.

Les médias ne sont pas admis à la station de contrôle du dopage.

Les portes de la station ne doivent pas être laissées ouvertes.

Aucune photographie ne sera autorisée dans la station de contrôle du dopage pendant la procédure de *contrôle du dopage*.

Contrôles hors compétition

5.7.10 Un *contrôle du dopage hors compétition* peut être mené par la FIA, l'AMA, une *Organisation nationale antidopage* ou une ASN (ou des prestataires désignés par celles-ci) à tout moment et en tout lieu dans tout pays membre. Ce contrôle sera mené sans notification préalable au *sportif*. Chaque *sportif* détenteur d'une licence internationale ou nationale est obligé de se soumettre à un *contrôle du dopage hors compétition* décidé par la FIA, l'AMA, une *Organisation nationale antidopage* ou l'ASN qui lui a délivré sa licence.

5.8 Procédures de Contrôle

5.8.1 La procédure de contrôle doit être en conformité avec les exigences stipulées dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes. L'article ci-dessous fournit des informations sur la procédure de prélèvement d'échantillons sous la juridiction de la FIA durant des *épreuves internationales* et *hors compétition*. En cas de conflit entre le Standard international pour les contrôles et les enquêtes, le Standard international pour les contrôles et les enquêtes prévaut.

5.8.2 Chaque *sportif* invité à fournir un *échantillon* doit aussi fournir des informations sur un formulaire officiel de *contrôle du dopage*. Le formulaire doit contenir le nom du *sportif*, ses adresses postale et électronique, le pays, son numéro de téléphone, le numéro de code de l'*échantillon* et l'identification de l'*épreuve*. Le *sportif* doit déclarer tout médicament et suppléments nutritionnels qu'il a pris dans les sept (7) jours précédents.

Le formulaire doit préciser les noms des personnes présentes à la station de *contrôle du dopage* impliquées dans l'obtention de l'*échantillon*, y compris l'ADC en charge de la station. Toutes irrégularités doivent être portées sur le formulaire. Le formulaire doit comporter quatre exemplaires qui seront distribués comme suit :

- a. le formulaire original doit être conservé par l'ADC, pour renvoi aux bureaux de la FIA dans les 5 jours ouvrables suivants le *contrôle du dopage* ;
- b. un exemplaire remis au *sportif* ;
- c. un exemplaire spécial à envoyer au laboratoire qui doit assurer l'analyse ; l'exemplaire qui est envoyé au laboratoire ne doit contenir aucune information permettant d'identifier le *sportif* qui a fourni l'*échantillon* ;
- d. un exemplaire sera conservé par l'*organisation nationale antidopage* en charge du prélèvement des échantillons, en conformité avec le Standard International pour la Protection des Renseignements Personnels.

5.8.3 Le *sportif* choisira un récipient scellé parmi plusieurs récipients, contrôlera visuellement qu'il est vide et propre, et fera en sorte de fournir la quantité d'urine requise tel qu'indiqué dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes sous le contrôle

- e. locating a representative and/or interpreter;
- f. being summoned by the Stewards; or
- g. any other reasonable circumstances as determined by the DCO, taking into account any instructions of the FIA.

5.7.9 Only the following persons may be present in the Doping Control Station:

- a. the DCO(s) and the Chaperone(s);
- b. staff assigned to the station;
- c. authorised interpreters;
- d. the *Athletes* selected for the *Doping Control* and their respective representatives;
- e. a WADA Independent Observer.

The news media shall not be admitted to the Doping Control Station.

The doors of the station must not be left open.

No photography or filming shall be permitted in the Doping Control Station during the *Doping Control* procedure.

Out-of-Competition Testing

5.7.10 *Out-of-Competition Testing* may be conducted by the FIA, WADA, a *National Anti-Doping Organisation* or an ASN (or agencies appointed by them) at any time or location in any member country. This *Testing* shall be carried out without any advance notice to the *Athlete*. Any *Athlete* holding an international or national licence is obliged to undergo *Out-of-Competition Testing* as decided by the FIA, WADA, the *National Anti-Doping Organisation* or the ASN that issued his licence.

5.8 Testing Procedures

5.8.1 The *Testing* procedure shall be in conformity with the requirements of the International Standard for Testing and Investigations. The article below provides information on the procedure for the collection of *Samples* under the jurisdiction of the FIA at *International Events* and also for *Out-of-Competition Testing*. In the event of any conflict with the International Standard for Testing and Investigations, the International Standard for Testing and Investigations shall prevail.

5.8.2 Each *Athlete* asked to provide a *Sample* shall also provide information on an official Doping Control Form. The *Athlete's* name, postal and email addresses, his country, telephone numbers, the code number of the *Sample* and the *Event* identification will be entered on the form. The *Athlete* shall declare any medication and nutritional supplements that he has used in the preceding seven (7) days.

The form shall also provide the names of the people present at the Doping Control Station involved with the obtaining of the *Sample*, including the DCO in charge of the station. Any irregularities must be registered on the form. The form shall comprise at least four copies for distribution as follows:

- a. the original form to be retained by the DCO for forwarding to the FIA Office within 5 working days after the *Doping Control*;
- b. a copy to be given to the *Athlete*;
- c. a special copy to be sent to the Laboratory which is to conduct the analysis - this laboratory copy must be so designed that it does not contain any information which could identify the *Athlete* who provided the *Sample*;
- d. a copy to be retained by the *National Anti-Doping Organisation* in charge of the *Sample* collection in accordance with the International Standard for Protection of Privacy and Personal Information.

5.8.3 The *Athlete* shall select a sealed collection vessel from a number of such vessels, visually check that it is empty and clean, and proceed to provide the required amount of urine established in the International Standard for Testing and Investigations under

direct et à la vue de l'ACD ou d'une autre personne appropriée (escortée), qui sera du même sexe que le *sportif*.

Les systèmes d'équipement de collecte des *échantillons* doivent, au minimum, respecter les critères suivants.

Ils doivent :

- comporter un système de numérotation unique intégré à toutes les bouteilles et tous les récipients et tubes ou autres éléments utilisés pour sceller l'*échantillon* ;
- avoir un système de scellé étanche/inviolable ;
- assurer que l'identité du *sportif* n'est pas évidente au vu de l'équipement lui-même ; et
- assurer que tout l'équipement est propre et scellé avant utilisation par le *sportif*.

Pour s'assurer de l'authenticité de l'échantillon, l'ACD et/ou l'escorte demandera que le *sportif* se dévête si nécessaire pour confirmer que l'urine a été produite par lui-même. Aucune personne, autre que le *sportif* et la personne autorisée par le Règlement, ne sera présente lors du recueil de l'urine. Un *échantillon* de sang peut être prélevé avant, après ou à la place d'un *échantillon* d'urine.

the direct supervision of, and within the view of, the DCO or appropriate official (Chaperone) who shall be of the same gender as the *Athlete*.

Sample Collection Equipment systems shall, at a minimum, meet the following criteria.

They must:

- have a unique numbering system incorporated into all bottles, containers, tubes or other items used to seal the *Sample*;
- have a sealing system that is tamper-evident;
- ensure that the identity of the *Athlete* is not evident from the equipment itself; and
- ensure that all equipment is clean and sealed prior to use by the *Athlete*.

To ensure the authenticity of the *Sample*, the DCO and/or Chaperone will require such disrobing as is necessary to confirm that the urine is produced by the *Athlete*. No one other than the *Athlete* and the person authorised by the *Regulations* shall be present when the urine sample is collected. Blood testing may be performed prior to, after or instead of a urine *Sample*.

- 5.8.4** Le *sportif* restera dans la station de contrôle du dopage jusqu'à ce qu'il ait fait le nécessaire pour remettre une quantité adéquate d'urine. Si le *sportif* est incapable de fournir le volume demandé, l'urine recueillie sera scellée dans un récipient et le sceau sera brisé lorsque le *sportif* sera prêt à fournir plus d'urine. Le *sportif* pourra être tenu de conserver sous sa garde le récipient scellé en attendant de fournir plus d'urine.
- 5.8.5** Lorsque le *sportif* a fourni le volume d'urine requis, il choisira parmi plusieurs kits un kit de contrôle d'urine contenant deux tubes pour les *échantillons* A et B. Le *sportif* vérifiera que les tubes sont vides et propres.
- 5.8.6** Le *sportif* ou son représentant versera environ les deux tiers de l'urine du récipient dans le tube A et un tiers dans le tube B, qui seront ensuite scellés selon les dispositions prévues par le Standard international pour les contrôles et les enquêtes. Le *sportif* fermera ensuite les deux tubes et vérifiera qu'aucune fuite ne peut survenir. L'ACD peut, avec l'autorisation du *sportif*, aider ce dernier pour les procédures prévues par cet article. Le *sportif* doit également vérifier à chaque étape de la procédure de contrôle du dopage que chaque tube a le même code et que ce code est le code enregistré sur le formulaire de contrôle du dopage.
- 5.8.7** L'ADC doit continuer le prélèvement des *échantillons* jusqu'à ce que la densité spécifique requise soit atteinte, ou que l'ADC détermine qu'il s'agisse de circonstances exceptionnelles qui signifient que, pour des raisons logistiques, il est impossible de poursuivre la session de prélèvement d'*échantillons*. De telles circonstances exceptionnelles doivent par conséquent être documentées par l'ADC.
- 5.8.8** Le *sportif* doit certifier, en signant le formulaire de contrôle du dopage (voir Article 5.8.2), que toute la procédure a été suivie conformément aux procédures mentionnées ci-dessus. Le *sportif* doit également noter toutes irrégularités ou déviations de la procédure qu'il remarque. Toutes irrégularités ou déviations de la procédure remarquées par le représentant accrédité du *sportif* (s'il est présent), l'ACD ou le personnel de la station doivent être enregistrées sur le formulaire. Le formulaire sera également signé par le représentant accrédité du *sportif* (s'il est présent).
- 5.8.9** Une accumulation d'*échantillons* peut se produire au fil du temps avant l'envoi au laboratoire. Pendant ce délai, les *échantillons* doivent être conservés dans des conditions de sécurité. S'il y a un délai prolongé avant l'envoi des *échantillons* au laboratoire, le stockage dans un lieu frais et sûr est nécessaire afin qu'aucune détérioration ne puisse être ainsi occasionnée. L'ACD aura la responsabilité de préciser et de documenter l'emplacement de stockage des *échantillons* et d'indiquer qui a la garde des *échantillons* et/ou a accès à ces *échantillons*.
- 5.8.4** The *Athlete* shall remain in the Doping Control Station until he has fulfilled the obligation to pass an adequate quantity of urine. If the *Athlete* is unable to provide the required amount, the urine which is collected shall be sealed in a container and the seal shall be broken when the *Athlete* is ready to provide more urine. The *Athlete* may be required to retain custody of the sealed container while waiting to provide more urine.
- 5.8.5** When the *Athlete* has provided the required volume of urine, he shall select a sealed urine control kit from a number of such kits, containing two containers for *Samples* A and B. The *Athlete* shall check to be sure the containers are empty and clean.
- 5.8.6** The *Athlete*, or his representative, shall pour approximately two-thirds of the urine from the collection vessel into the A bottle and one-third into the B bottle, which are then sealed as provided for in the International Standard for Testing and Investigations. Having closed both bottles the *Athlete* shall check that no leakage can occur. The DCO may, with the *Athlete's* permission, assist the *Athlete* with the procedures in this article. The *Athlete* must also verify at each step of the *Doping Control* procedure that each bottle has the same code and that this is the same code as is entered on the Doping Control Form.
- 5.8.7** The DCO should continue to collect additional *Samples* until the requirement for Suitable Specific Gravity for Analysis is met, or until the DCO determines that there are exceptional circumstances which mean that for logistical reasons it is impossible to continue with the *Sample* Collection Session. Such exceptional circumstances shall be documented accordingly by the DCO.
- 5.8.8** The *Athlete* shall certify, by signing the Doping Control Form (see Article 5.8.2), that the entire process has been performed in compliance with the procedures outlined above. The *Athlete* shall also record any irregularities or procedural deviations he identifies. Any irregularities or procedural deviations identified by the *Athlete's* accredited representative (if present), the DCO, or station staff shall be recorded on the form. The form will also be signed by the *Athlete's* accredited representative (if present).
- 5.8.9** The accumulation of *Samples* may take place over time before dispatch to the laboratory. During this time, the *Samples* must be kept secure. If there is prolonged delay in dispatching the *Samples* to the laboratory, storage in a cool, secure place is necessary to ensure that no possible deterioration can occur. The DCO should detail and document the location where *Samples* are stored and who has custody of the *Samples* and/or is permitted access to the *Samples*.

- 5.8.10** Lors d'épreuves internationales, l'ASN et/ou le Comité organisateur doit s'assurer que la station de contrôle du dopage est mise en place et satisfait aux exigences minimales suivantes :
- une (1) salle privée (« station de contrôle du dopage ») réservée exclusivement à l'ACD et au personnel du contrôle du dopage avec une (1) table et deux (2) chaises ; et
 - une salle d'attente ou un couloir avec le nombre de chaises approprié ; et
 - un(e) (1) salle de bains/WC privé(e) et propre, adjacent à ou aussi proche que possible de la station de contrôle du dopage et de la salle d'attente.
- 5.8.11** La personne à contacter sur site pour l'ACD est le Président des Commissaires Sportifs.
- Un nombre approprié d'escortes sera prévu par le Président du Collège des Commissaires Sportifs.
- 5.8.12 Contrôle de l'alcool**
- L'alcool est considéré comme une substance dopante. Sa consommation est interdite avant ou pendant une *Compétition*.
- Les sportifs sélectionnés pour les échantillons d'urine peuvent également être soumis à des tests d'alcoolémie. Des tests supplémentaires pourront être menés à tout moment lors de l'Épreuve à l'appréciation de l'ACD.
- 5.8.13 Procédure de contrôle de l'alcool**
- Le test d'alcoolémie peut être effectué en contrôlant soit le sang, soit l'air exhalé.
- Si le contrôle de l'air exhalé dépasse le seuil de violation défini dans la *Liste des Substances interdites*, un second contrôle de l'air exhalé sera effectué 10 minutes plus tard à l'aide d'un éthylomètre différent. Si ce second test dépasse le seuil de violation défini dans la *Liste des Substances interdites*, cela donnera lieu à un *résultat d'analyse anormal*.
- 5.8.14 Conséquences d'un résultat d'analyse anormal**
- Si un test d'alcoolémie effectué sur un sportif aboutit à un *résultat d'analyse anormal* avant la fin d'une *Compétition*, le sportif sera exclu de la *Compétition* et l'affaire sera transmise à la FIA pour gestion des résultats.
- 5.9 Procédure additionnelle concernant le prélèvement d'échantillons hors compétition**
- 5.9.1** Lorsqu'un sportif a été sélectionné pour un contrôle du dopage hors compétition, l'ACD arrivera inopinément au site d'entraînement du sportif, à son logement ou en tout autre lieu correspondant aux informations de localisation du sportif. L'ACD doit présenter la preuve de son identité et fournir une copie de sa lettre de nomination. L'ACD doit aussi demander la preuve de l'identité du sportif. La collecte effective de l'échantillon se fera, dans toute la mesure où cela sera raisonnablement possible, conformément avec le Standard international pour les contrôles et les enquêtes.
- 5.9.2** Lorsqu'un ACD arrive inopinément, il doit laisser au sportif un délai correct pour achever toute activité acceptable dans laquelle il se trouve engagé sous l'observation de l'ACD, mais le contrôle doit débiter dès que possible.
- 5.9.3** Chaque sportif sélectionné pour le contrôle hors compétition doit remplir un formulaire de contrôle du dopage semblable au formulaire décrit à l'Article 5.8.2.
- 5.9.4** Si le sportif refuse de fournir un échantillon d'urine, l'ACD doit le noter sur le formulaire de contrôle du dopage, signer de son nom sur le formulaire et demander au sportif de signer le formulaire. L'ACD doit aussi noter toutes autres irrégularités dans la procédure de contrôle du dopage.
- 5.9.5** La nature du contrôle du dopage hors compétition fait qu'il est nécessaire que le sportif ne soit pas averti. Tout effort sera fait par l'ACD pour recueillir l'échantillon rapidement et efficacement avec le minimum d'interruption dans l'entraînement du sportif, dans ses activités sociales ou professionnelles. Cependant, s'il y a une interruption, aucun sportif ne peut prendre de dispositions pour
- 5.8.10** At *International Events*, the ASN and/or the Organising Committee must ensure that a Doping Control Station, with the following minimum requirements, is set up:
- one (1) private room ("Doping Control Station") dedicated exclusively for use by the DCO and Doping Control Personnel with one (1) table and two (2) chairs; and
 - a waiting room or corridor with a suitable number of chairs; and
 - one (1) private and clean bathroom/toilet, adjacent or as near as possible to the Doping Control Station and waiting area.
- 5.8.11** The contact person on site for the DCO is the Chairman of the Stewards.
- A suitable number of Chaperones will be provided by the Chairman of the Stewards.
- 5.8.12 Alcohol tests**
- Alcohol is considered to be a doping substance. Alcohol must not be consumed before or during a *Competition*.
- Athletes selected for urine Samples may also be tested for alcohol. Additional tests may be carried out at any time during the *Event* at the discretion of the DCO.
- 5.8.13 Procedure for alcohol tests**
- The alcohol test may be performed by testing either blood or exhaled air.
- If the test of exhaled air exceeds the doping violation threshold defined in the *Prohibited List*, a second test of exhaled air will be performed 10 minutes later using a different breathalyser. If the second test of exhaled air still exceeds the doping violation threshold defined in the *Prohibited List*, this will result in an *Adverse Analytical Finding*.
- 5.8.14 Consequences of an Adverse Analytical Finding for alcohol**
- If an alcohol test performed on an Athlete results in an *Adverse Analytical Finding* before the end of a *Competition*, the Athlete will be withdrawn from the *Competition* and the case will be forwarded to the FIA for results management.
- 5.9 Additional Procedures related to the collection of Samples while Out-of-Competition**
- 5.9.1** When an Athlete has been selected for No Advance Notice Testing, the DCO will arrive unannounced at the Athlete's training camp, accommodation or any other place where the Athlete may be found. The DCO shall show the Athlete proof of identity and provide a copy of his letter of authority. The DCO shall also require proof of the Athlete's identity. The actual collection of the Sample shall be carried out, insofar as is reasonably possible, in accordance with the International Standard for Testing and Investigations.
- 5.9.2** As the DCO's arrival is with No Advance Notice, he shall give the Athlete reasonable time to complete any reasonable activity in which he is engaged under the observation of the DCO, but Testing shall commence as soon as possible.
- 5.9.3** Each Athlete selected for *Out-of-Competition Testing* shall complete a Doping Control Form similar to the form described in Article 5.8.2.
- 5.9.4** If the Athlete refuses to provide a urine Sample, the DCO shall note this on the Doping Control Form, sign his name on the form and ask the Athlete to sign the form. The DCO shall also note any other irregularities in the *Doping Control Process*.
- 5.9.5** The nature of *Out-of-Competition Doping Control* requires that no prior warning is given to the Athlete. Every effort will be made by the DCO to collect the Sample speedily and efficiently with the minimum of interruption to the Athlete's training, social or work arrangements. If there is an interruption, however, no Athlete may take action to gain compensation for any inconvenience or other

obtenir une compensation pour tout inconvénient en résultant. De plus, toute interruption pour *contrôle du dopage* ne pourra être un motif de défense d'une violation de règle antidopage basée sur ce *contrôle* ou cette tentative de *contrôle*.

En cas de conflit entre cet Article et les dispositions du Standard international de contrôle et d'enquête, le Standard international de contrôle et d'enquête prévaudra.

loss incurred. Furthermore, any interruption for *Testing* shall not be a defence to an anti-doping rule violation based on such test or attempted test.

In the event that there is any conflict between this Article and the provisions of the International Standard for Testing and Investigations, the International Standard for Testing and Investigations shall prevail.

5.10 Sportifs à la retraite revenant à la compétition

5.10.1 Un sportif inclus dans le groupe cible de sportifs soumis aux contrôles de la FIA et/ou dans le groupe non cible de sportifs soumis aux contrôles de la FIA qui a remis à la FIA un avis indiquant qu'il prenait sa retraite ne peut pas revenir à la compétition dans des épreuves internationales ou des épreuves nationales à moins d'avoir signalé par écrit à la FIA son intention de reprendre la compétition et de se tenir disponible pour des contrôles avec un préavis de six mois, y compris (si nécessaire) de se conformer aux exigences relatives à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation de l'Annexe I du Standard international pour les contrôles et les enquêtes. L'AMA, en consultation avec la FIA et l'organisation nationale antidopage du sportif, peut accorder une exemption à la règle du préavis écrit de six mois si l'application stricte de cette règle s'avérait manifestement injuste pour le sportif. Cette décision peut faire l'objet d'un appel conformément à l'Article 13. Tout résultat de compétition obtenu en violation du présent Article 5.10.1 sera annulé.

5.10.2 Si un sportif prend sa retraite alors qu'il purge une période de suspension, il ne concourra pas dans des épreuves internationales ou dans des épreuves nationales tant qu'il ne se sera pas tenu à disposition pour des contrôles en donnant à la FIA ainsi qu'à son organisation nationale antidopage un préavis écrit de six mois (ou un préavis équivalent à la période de suspension restante à la date de la retraite du sportif, si cette période était supérieure à six mois), et ne se sera conformé aux exigences en matière de localisation de l'Annexe I du Standard international pour les contrôles et les enquêtes s'il a reçu une demande à cet égard.

5.11 Programme des observateurs indépendants

La FIA et les comités d'organisation des épreuves internationales ainsi que les ASN et les comités d'organisation des épreuves nationales autoriseront et faciliteront le programme des observateurs indépendants lors de ces épreuves.

5.10 Retired Athletes Returning to Competition

5.10.1 An Athlete in the FIA's Registered Testing Pool and/or in the FIA's Testing Pool who has given notice of retirement to the FIA may not resume competing in *International Events* or *National Events* until he has given the FIA written notice of his intent to resume competing and has made himself available for *Testing* for a period of six months before returning to *Competition*, including (if requested) complying with the whereabouts requirements of Annex I to the International Standard for Testing and Investigations. WADA, in consultation with the FIA and the Athlete's National Anti-Doping Organisation, may grant an exemption to the six-month written notice rule where the strict application of that rule would be manifestly unfair to an Athlete. This decision may be appealed under Article 13. Any competitive results obtained in violation of this Article 5.10.1 shall be *Disqualified*.

5.10.2 If an Athlete retires from sport while subject to a period of *Ineligibility*, he shall not resume competing in *International Events* or *National Events* until he has given six months prior written notice (or notice equivalent to the period of *Ineligibility* remaining as of the date on which he retired, if that period was longer than six months) to the FIA and to his National Anti-Doping Organisation of his intent to resume competing and has made himself available for *Testing* for that notice period, including (if requested) complying with the whereabouts requirements of Annex I to the International Standard for Testing and Investigations.

5.11 Independent Observer Programme

The FIA and the organising committees for *International Events*, as well as the ASNs and the organising committees for *National Events*, shall authorise and facilitate the *Independent Observer Programme* at such Events.

ARTICLE 6 – ANALYSE DES ÉCHANTILLONS

Les échantillons résultant de contrôles du dopage recueillis selon le Règlement seront analysés conformément aux principes suivants :

6.1 Recours à des laboratoires accrédités et approuvés

Aux fins de l'Article 2.1 (Présence d'une substance interdite ou de ses métabolites ou marqueurs), les échantillons seront analysés uniquement dans les laboratoires accrédités par l'AMA ou autrement reconnus par l'AMA. Le choix du laboratoire relève exclusivement de la FIA ou de l'ASN responsable de la gestion des résultats.

[Commentaire sur l'Article 6.1 : Les violations de l'Article 2.1 ne peuvent être établies que par l'analyse d'échantillons effectuée par un laboratoire accrédité ou autrement approuvé par l'AMA. Les violations d'autres articles peuvent être établies à l'aide des résultats d'analyse d'autres laboratoires pour autant que ces résultats soient fiables.]

6.2 Objet de l'analyse des échantillons

6.2.1 Les échantillons seront analysés afin d'y détecter les substances interdites et méthodes interdites et toute autre substance dont la détection est demandée par l'AMA conformément au Programme de surveillance décrit à l'Article 4.5 du Code ; ou afin d'aider la FIA ou les ASN à établir le profil des paramètres pertinents dans l'urine, le sang ou une autre matrice du sportif, y compris le profil d'ADN ou le profil génomique ; ou à toute autre fin légitime d'antidopage. Les échantillons peuvent être prélevés et conservés

ARTICLE 6 – ANALYSIS OF SAMPLES

Doping Control Samples collected under the *Regulations* shall be analysed in accordance with the following principles:

6.1 Use of Accredited and Approved Laboratories

For the purposes of Article 2.1 (Presence of a *Prohibited Substance* or its *Metabolites* or *Markers*), *Samples* shall be analysed only by laboratories accredited or otherwise approved by WADA. The choice of the laboratory shall be determined exclusively by the FIA or the ASN responsible for results management.

[Comment sur l'Article 6.1 : Violations of Article 2.1 may be established only by *Sample analysis* performed by a laboratory accredited or otherwise approved by WADA. Violations of other Articles may be established using analytical results from other laboratories so long as the results are reliable.]

6.2 Purpose of Analysis of Samples

6.2.1 *Samples* shall be analysed to detect *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods*, and other substances as may be directed by WADA pursuant to the Monitoring Programme described in Article 4.5 of the Code; or to assist the FIA or the ASNs in profiling relevant parameters in an Athlete's urine, blood or other matrix, including DNA or genomic profiling; or for any other legitimate anti-doping purpose. *Samples* may be collected and stored for future analysis.

en vue d'analyses futures.

[Commentaire sur l'Article 6.2.1 : Les renseignements pertinents relatifs au profil pourraient, par exemple, servir à orienter les contrôles ciblés et/ou à étayer une procédure pour violation des règles antidopage au sens de l'Article 2.2.]

6.2.2 La FIA demandera aux laboratoires d'analyser les échantillons conformément à l'Article 6.4 du Code et à l'Article 4.7 du Standard international pour les contrôles et les enquêtes.

6.3 Recherche sur des échantillons

Aucun échantillon ne peut servir à des fins de recherche sans le consentement écrit du sportif. Si des échantillons sont utilisés à d'autres fins que celles prévues à l'Article 6.2, tout moyen de les identifier doit en avoir été retiré, de telle sorte qu'ils ne puissent être attribués à un sportif en particulier.

6.4 Standards d'analyse des échantillons et communication des résultats

Les laboratoires procéderont à l'analyse des échantillons et en rapporteront les résultats conformément au Standard international pour les laboratoires. Afin de garantir l'efficacité des contrôles, le Document technique mentionné à l'Article 5.4.1 du Code établira des menus d'analyse des échantillons basés sur l'évaluation des risques et appropriés pour les différents sports et disciplines. Les laboratoires analyseront les échantillons conformément à ces menus, sauf dans les cas suivants :

6.4.1 La FIA peut demander que les laboratoires analysent ses échantillons en utilisant des menus plus détaillés que ceux décrits dans le Document technique.

6.4.2 La FIA peut demander que les laboratoires analysent ses échantillons en utilisant des menus moins détaillés que ceux décrits dans le Document technique, à condition uniquement d'avoir convaincu l'AMA qu'au vu des circonstances particulières de son sport, telles qu'indiquées dans son plan de répartition des contrôles, une analyse moins complète serait appropriée.

6.4.3 Conformément aux dispositions du Standard international pour les laboratoires, les laboratoires peuvent, de leur propre chef et à leurs propres frais, analyser des échantillons en vue de détecter des substances interdites ou des méthodes interdites ne figurant pas dans le menu d'analyse des échantillons décrit dans le Document technique ou spécifié par l'autorité chargée des contrôles. Les résultats de ces analyses seront rendus et auront la même validité et les mêmes conséquences que ceux de toute autre analyse.

[Commentaire sur l'Article 6.4 : L'objectif de cet article est d'étendre le principe des « contrôles intelligents » au menu d'analyse des échantillons, afin de détecter le dopage de la manière la plus efficace et la plus efficiente. Il est reconnu que les ressources disponibles pour lutter contre le dopage sont limitées et qu'une extension du menu d'analyse des échantillons peut, dans certains sports et dans certains pays, réduire le nombre d'échantillons qu'il est possible d'analyser.]

6.5 Analyse additionnelle d'échantillons

Tout échantillon peut être conservé et soumis ultérieurement à des analyses additionnelles aux fins indiquées à l'Article 6.2, par :

- a) l'AMA en tout temps ; et/ou
- b) par la FIA en tout temps avant qu'à la fois les résultats d'analyse de l'échantillon A et de l'échantillon B (ou les résultats de l'échantillon A dans le cas où l'analyse de l'échantillon B a été abandonnée ou ne sera pas effectuée) n'aient été communiqués par la FIA au sportif comme fondement d'une violation alléguée des règles antidopage au titre de l'Article 2.1.

Les analyses additionnelles d'échantillons doivent être conformes aux exigences du Standard international pour les laboratoires et du Standard international pour les contrôles et les enquêtes.

[Comment to Article 6.2.1: For example, relevant profile information could be used to direct Target Testing and/or to support an anti-doping rule violation proceeding under Article 2.2.]

6.2.2 The FIA shall ask laboratories to analyse Samples in conformity with Article 6.4 of the Code and Article 4.7 of the International Standard for Testing and Investigations.

6.3 Research on Samples

No Sample may be used for research without the Athlete's written consent. If Samples are used for purposes other than Article 6.2, any means of identification shall be removed from them such that they can no longer be traced back to a particular Athlete.

6.4 Standards for Sample Analysis and Results Reporting

Laboratories shall analyse Doping Control Samples and report results in conformity with the International Standard for Laboratories. To ensure effective Testing, the Technical Document referenced at Article 5.4.1 of the Code will establish risk assessment-based Sample analysis menus appropriate for particular sports and sport disciplines, and laboratories shall analyse Samples in conformity with those menus, except as follows:

6.4.1 The FIA may request that laboratories analyse its Samples using more extensive menus than those described in the Technical Document.

6.4.2 The FIA may request that laboratories analyse its Samples using less extensive menus than those described in the Technical Document, only if it has satisfied WADA that, because of the particular circumstances of its sport as set out in its test distribution plan, less extensive analysis would be appropriate.

6.4.3 As provided in the International Standard for Laboratories, laboratories at their own initiative and expense may analyse Samples for Prohibited Substances or Prohibited Methods not included on the Sample analysis menu described in the Technical Document or specified by the Testing authority. Results from any such analysis shall be reported and have the same validity and consequence as any other analytical result.

[Comment to Article 6.4: The objective of this Article is to extend the principle of "intelligent Testing" to the Sample analysis menu so as to most effectively and efficiently detect doping. It is recognised that the resources available to fight doping are limited and that, in some sports and countries, increasing the Sample analysis menu may reduce the number of Samples which can be analysed.]

6.5 Further Analysis of Samples

Any Sample may be stored and subsequently subjected to further analysis for the purposes set out in Article 6.2:

- a) by WADA at any time; and/or
- b) by the FIA at any time before both the A and B Sample analytical results (or A Sample result where B Sample analysis has been waived or will not be performed) have been communicated by the FIA to the Athlete as the asserted basis for an Article 2.1 anti-doping rule violation.

Such further analysis of Samples shall conform with the requirements of the International Standard for Laboratories and the International Standard for Testing and Investigations.

ARTICLE 7 – GESTION DES RÉSULTATS

7.1 Responsabilité en matière de gestion des résultats

7.1.1 Les circonstances dans lesquelles la FIA assumera la responsabilité de la gestion des résultats en cas de violations des règles antidopage impliquant des *sportifs* et d'autres *personnes* relevant de sa compétence seront déterminées par référence et en conformité avec l'Article 7 du Code.

7.1.2 L'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué conduira l'examen visé aux Articles 7.2, 7.3, 7.4, 7.5 et 7.6. L'examen prescrit à l'Article 7.7 devrait être mené par un panel d'examen du dopage composé d'un Président (qui pourra être l'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué) et d'au moins 2 autres membres bénéficiant d'une expérience en matière d'antidopage.

7.2 Examen d'un résultat d'analyse anormal découlant des contrôles initiés par la FIA

La gestion des résultats des contrôles initiés par la FIA (y compris des contrôles effectués par l'AMA conformément à un accord conclu avec la FIA et conformément à l'Article 5.3.2) suivra la procédure suivante :

7.2.1 Les résultats de toutes les analyses doivent être envoyés à la FIA sous forme codée, dans un rapport signé par un représentant autorisé du laboratoire. Toute communication doit se faire en toute confidentialité et en conformité avec ADAMS.

7.2.2 Dès réception d'un résultat d'analyse anormal, l'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué procédera à un examen afin de déterminer :

- si une AUT a été accordée ou sera accordée conformément au *Standard International* pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques, ou
- si un écart apparent par rapport aux Standards Internationaux de Contrôle et d'enquête ou au *Standard International* pour les Laboratoires a causé le résultat d'analyse anormal.

7.2.3 Si l'examen d'un résultat d'analyse anormal au titre de l'Article 7.2.2 révèle une AUT applicable ou un écart par rapport au *Standard international* pour les contrôles et les enquêtes ou au *Standard international* pour les laboratoires ayant causé le résultat d'analyse anormal, le contrôle dans son entier sera considéré comme négatif et le sportif, l'ASN qui lui a délivré sa licence, son organisation nationale antidopage et l'AMA en seront informés.

7.3 Notification au terme de l'examen relatif à des résultats d'analyse anormaux

7.3.1 Si l'examen d'un résultat d'analyse anormal en vertu de l'Article 7.2.2 ne révèle pas :

- une AUT applicable, ni le droit à une telle AUT en application du *Standard international* pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques, ou
- un écart du *Standard international* pour les contrôles et les investigations ou du *Standard international* pour les laboratoires ayant causé le résultat d'analyse anormal,

l'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué informera rapidement le sportif :

- du résultat d'analyse anormal ;
- de la règle antidopage enfreinte ;
- du droit sportif d'exiger, dans un délai de quatre jours ouvrables à compter de la réception de la notification par lettre recommandée, l'analyse de l'échantillon B du prélèvement ou, à défaut, du fait qu'il sera reconnu avoir renoncé à ce droit ;
- de la date, de l'heure et du lieu prévus pour l'analyse de l'échantillon B si le sportif et/ou la FIA décide de demander l'analyse de l'échantillon B ;
- dans le cas où cette analyse serait demandée, de la possibilité pour le sportif et/ou son représentant d'assister à l'ouverture et à l'analyse de l'échantillon B, conformément

ARTICLE 7 – RESULTS MANAGEMENT

7.1 Responsibility for Conducting Results Management

7.1.1 The circumstances in which the FIA shall take responsibility for conducting results management in respect of anti-doping rule violations involving *Athletes* and other *Persons* under its jurisdiction shall be determined by reference to and in accordance with Article 7 of the Code.

7.1.2 The FIA Anti-Doping Administrator or its delegate will conduct the review discussed in Articles 7.2, 7.3, 7.4, 7.5 and 7.6. The review prescribed in Article 7.7 should be conducted by a Doping Review Panel consisting of a Chair (who may be the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate) and at least 2 other members with experience in anti-doping.

7.2 Review of Adverse Analytical Findings from Tests Initiated by the FIA

Results management in respect of the results of tests initiated by the FIA (including tests performed by WADA pursuant to agreement with the FIA and performed in accordance with Article 5.3.2) shall proceed as follows:

7.2.1 The results from all analyses must be sent to the FIA in encoded form, in a report signed by an authorised representative of the laboratory. All communication must be conducted in confidentiality and in conformity with ADAMS.

7.2.2 Upon receipt of an *Adverse Analytical Finding*, the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate shall conduct a review to determine whether:

- an applicable TUE has been granted or will be granted as provided in the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*, or
- there is any apparent departure from the *International Standard for Testing and Investigations* or from the *International Standard for Laboratories* that caused the *Adverse Analytical Finding*.

7.2.3 If the review of an *Adverse Analytical Finding* under Article 7.2.2 reveals an applicable TUE or a departure from the *International Standard for Testing and Investigations* or the *International Standard for Laboratories* that caused the *Adverse Analytical Finding*, the entire test shall be considered negative and the *Athlete*, the ASN that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and WADA shall be so informed.

7.3 Notification after Review regarding Adverse Analytical Findings

7.3.1 If the review of an *Adverse Analytical Finding* under Article 7.2.2 does not reveal:

- an applicable TUE or entitlement to a TUE in compliance with the *International Standard for Therapeutic Use Exemptions*, or
- a departure from the *International Standard for Testing and Investigations* or the *International Standard for Laboratories* that caused the *Adverse Analytical Finding*,

the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate shall promptly notify the *Athlete* of:

- the *Adverse Analytical Finding*;
- the anti-doping rule violated;
- the *Athlete's* right to request the analysis of the B Sample within a deadline of four working days starting from the receipt of the notification by registered letter or, failing such request, that the B Sample analysis shall be deemed waived;
- the scheduled date, time and place for the B Sample analysis if the *Athlete* or the FIA chooses to request an analysis of the B Sample;
- if such analysis is requested, the opportunity for the *Athlete* and/or the *Athlete's* representative to attend the B Sample opening and analysis in accordance with the *International*

- au Standard international pour les laboratoires ;
- f) du droit du sportif d'exiger des copies du dossier d'analyse pour les échantillons A et B qui comprendra les documents stipulés dans le *Standard International* pour les laboratoires ;
 - g) du droit du sportif de demander une audience ou, si une telle demande n'a pas été faite dans les délais spécifiés dans la notification, que cette audience soit considérée comme annulée ;
 - h) la possibilité pour le sportif de fournir une explication écrite sur les circonstances générales de l'affaire ou de contester (dans un délai spécifique indiqué dans la notification) l'allégation de la FIA qu'une violation de règle antidopage a eu lieu ;
 - i) l'imposition d'une *suspension provisoire* obligatoire (dans le cas décrit à l'Article 7.9.1) ;
 - j) l'imposition de la *suspension provisoire* facultative dans les cas où la FIA décide de l'imposer au titre de l'Article 7.9.2 ;
 - k) la possibilité d'accepter volontairement une *suspension provisoire* dans l'attente de la résolution de l'affaire, dans tous les cas où une *suspension provisoire* n'a pas été imposée ;
 - l) la possibilité pour le sportif d'admettre sans délai la violation de règle antidopage et par conséquent de demander une réduction de la période de suspension tel que décrit à l'Article 10.6.3 ;
 - m) la possibilité pour le sportif de coopérer et de fournir une assistance substantielle dans la découverte ou l'établissement de violations des règles antidopage tel que décrit à l'Article 10.6.1.

La FIA notifiera en outre l'ASN qui a délivré la licence au sportif, l'organisation nationale antidopage du sportif et l'AMA.

Si la FIA décide de ne pas présenter le *résultat d'analyse anormal* comme une violation des règles antidopage, elle en informera le sportif, l'ASN qui a délivré la licence au sportif, l'organisation nationale antidopage du sportif et l'AMA.

Si le sportif demande l'analyse de l'échantillon B, les frais incombant à cette analyse seront à la charge du sportif mais lui seront remboursés si cette analyse se révèle négative.

- 7.3.2** Si le sportif ou l'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué en fait la demande, des dispositions seront prises pour effectuer l'analyse de l'échantillon B conformément au *Standard International* pour les laboratoires. Un sportif peut accepter les résultats de l'analyse de l'échantillon A en renonçant à l'analyse de l'échantillon B. La FIA peut décider quand même de procéder à l'analyse de l'échantillon B.
- 7.3.3** Le sportif et/ou son représentant pourront être présents lors de l'ouverture et l'analyse de l'échantillon B. De même, Un représentant de la FIA ainsi qu'un représentant de l'ASN du sportif, pourront également être présents.
- 7.3.4** Si le résultat de l'analyse de l'échantillon B ne confirme pas celle de l'échantillon A (à moins que la FIA ne porte l'affaire plus loin en tant que violation des règles antidopage aux termes de l'Article 2.2), le contrôle dans son entier sera considéré négatif, et le sportif, l'ASN qui a délivré la licence au sportif, l'organisation nationale antidopage du sportif et l'AMA en seront informés.
- 7.3.5** Si le résultat de l'analyse de l'échantillon B confirme celle de l'échantillon A, les résultats seront communiqués au sportif, à l'ASN qui a délivré la licence au sportif, à l'organisation nationale antidopage du sportif et à l'AMA.
- 7.4 Examen des résultats atypiques**
- 7.4.1** Comme le prévoit le Standard International pour les laboratoires, dans certaines circonstances, les laboratoires ont instruction de déclarer la présence de *substances interdites* qui peuvent aussi être produites de façon endogène, comme étant des *résultats*
- Standard for Laboratories;
- f) the *Athlete's* right to request copies of the A and B Sample laboratory documentation package which includes information as required by the International Standard for Laboratories;
 - g) the *Athlete's* right to request a hearing or, failing such request within the deadline specified in the notification, that the hearing shall be deemed waived;
 - h) the opportunity for the *Athlete* to provide a written explanation about the overall circumstances of the case or to dispute (within a specific deadline indicated in the notification) the FIA's assertion that an anti-doping rule violation has occurred;
 - i) the imposition of a mandatory *Provisional Suspension* (in the case described in Article 7.8.1);
 - j) the imposition of the optional *Provisional Suspension* in cases where the FIA decides to impose it in accordance with Article 7.8.2;
 - k) the opportunity to accept voluntarily a *Provisional Suspension* pending the resolution of the matter, in all cases where a *Provisional Suspension* has not been imposed;
 - l) the *Athlete's* opportunity to promptly admit the anti-doping rule violation and consequently request the reduction in the period of ineligibility as described in Article 10.6.3;
 - m) the *Athlete's* opportunity to cooperate and provide *Substantial Assistance* in discovering or establishing Anti-Doping Rule Violations as described in Article 10.6.1.

The FIA shall also notify the ASN that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and WADA.

Should the FIA decide not to bring forward the *Adverse Analytical Finding* as an anti-doping rule violation, it shall notify the *Athlete*, the ASN that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and WADA.

Should the *Athlete* request the analysis of the B Sample, the cost of this analysis must be borne by the *Athlete* but this will be reimbursed to him should this analysis turn out to be negative.

7.3.2 Where requested by the *Athlete* or the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate, arrangements shall be made to analyse the B Sample in accordance with the International Standard for Laboratories. An *Athlete* may accept the A Sample analytical results by waiving the requirement for B Sample analysis. The FIA may nonetheless elect to proceed with the B Sample analysis.

7.3.3 The *Athlete* and/or his representative shall be allowed to be present at the opening and analysis of the B Sample. Also, a representative of the FIA as well as a representative of the *Athlete's* ASN shall be allowed to be present.

7.3.4 If the B Sample analysis does not confirm the A Sample analysis, then (unless the FIA takes the case forward as an anti-doping rule violation under Article 2.2) the entire test shall be considered negative and the *Athlete*, the ASN that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and WADA shall be so informed.

7.3.5 If the B Sample analysis confirms the A Sample analysis, the findings shall be reported to the *Athlete*, the ASN that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and WADA.

7.4 Review of Atypical Findings

7.4.1 As provided in the International Standard for Laboratories, in some circumstances laboratories are directed to report the presence of *Prohibited Substances*, which may also be produced endogenously, as *Atypical Findings*, i.e. as findings

atypiques, c'est-à-dire des résultats nécessitant un examen plus poussé.

7.4.2 A la réception d'un *résultat atypique*, l'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué devra effectuer un examen pour déterminer si :

- a) une *AUT* applicable a été accordée ou sera accordée conformément au Standard international pour les Autorisations d'Usage à des fins Thérapeutiques, ou
- b) un écart apparent par rapport au Standard international pour les contrôles et les enquêtes ou au Standard international pour les laboratoires a causé le *résultat atypique*.

7.4.3 Si l'examen d'un *résultat atypique* aux termes de l'Article 7.4.2 révèle :

- une *AUT* applicable ou
- un écart par rapport aux Standards Internationaux de Contrôle et d'Enquête ou au Standard International pour les Laboratoires ayant causé le *résultat atypique*, le *contrôle* dans son entier doit être considéré négatif et le *sportif*, l'*ASN* qui a délivré la licence au *sportif*, l'*organisation nationale antidopage* du *sportif* et l'*AMA* en seront informés.

7.4.4 Si cet examen ne révèle pas l'existence d'une *AUT* applicable ou un écart par rapport au Standard international pour les contrôles et les enquêtes ou au Standard international pour les laboratoires ayant causé le *résultat atypique*, l'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué mènera l'examen requis dans un tel cas.

Au terme de cet examen, le *sportif*, l'*ASN* qui lui a délivré la licence, l'*organisation nationale antidopage* du *sportif* et l'*AMA* seront informés que le *résultat atypique* sera ou non poursuivi comme un *résultat d'analyse anormal*.

7.4.5 L'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué ne rapportera pas de *résultat atypique* tant qu'elle n'aura pas terminé son examen et aura décidé si elle présentera ou non le *résultat atypique* comme un *résultat d'analyse anormal*, à moins que l'une des circonstances suivantes n'existe :

7.4.5.1 Si l'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué décide que l'échantillon B devrait être analysé avant la conclusion de son examen, elle peut effectuer l'analyse de l'échantillon B après en avoir notifié le *sportif*. La notification devra comprendre une description du *résultat atypique*, ainsi que l'information décrite à l'Article 7.3.1, (d) à (f).

7.4.5.2 Si la FIA reçoit, soit

- a) de la part d'un *organisateur d'épreuve majeure* peu de temps avant l'une des *épreuves internationales* dont il est responsable, soit
- b) de la part d'une organisation sportive responsable de respecter une échéance imminente quant au choix des membres d'une équipe en vue d'une *épreuve internationale*, une demande d'information pour savoir si un *sportif* dont le nom apparaît dans une liste fournie par l'*organisateur d'épreuve majeure* ou l'*organisme sportif* a ou non un *résultat atypique* encore en suspens, la FIA identifiera tout *sportif* se trouvant dans cette situation après avoir d'abord notifié l'*organisateur d'épreuve majeure* ou l'*organisation sportive* du *résultat atypique*.

7.5 Examen de résultats de Passeport atypiques et des résultats de Passeport anormaux

L'examen des *résultats de Passeport atypiques* et des *résultats de Passeport anormaux* sera effectué conformément aux dispositions du Standard international pour les contrôles et les enquêtes ainsi que du Standard international pour les laboratoires. Dès lors que la FIA est convaincue qu'une violation des règles antidopage a été commise, elle notifiera sans délai le *sportif* (et simultanément l'*ASN* qui lui a délivré sa licence, son *organisation nationale antidopage* et l'*AMA*) de la violation des règles antidopage alléguée et des fondements de cette allégation.

that are subject to further investigation.

7.4.2 Upon receipt of an *Atypical Finding*, the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate shall conduct a review to determine whether:

- a) an applicable *TUE* has been granted or will be granted as provided in the International Standard for Therapeutic Use Exemptions, or
- b) there is any apparent departure from the International Standard for Testing and Investigations or from the International Standard for Laboratories that caused the *Atypical Finding*.

7.4.3 If the review of an *Atypical Finding* under Article 7.4.2 reveals:

- an applicable *TUE* or
- a departure from the International Standard for Testing and Investigations or the International Standard for Laboratories that caused the *Atypical Finding*, the entire test shall be considered negative and the *Athlete*, the *ASN* that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation*, and WADA shall be so informed.

7.4.4 If that initial review does not reveal an applicable *TUE* or a departure from the International Standard for Testing and Investigations or the International Standard for Laboratories that caused the *Atypical Finding*, the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate shall conduct the investigation required in such a case.

After the investigation is completed, the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and WADA shall be notified as to whether or not the *Atypical Finding* will be brought forward as an *Adverse Analytical Finding*.

7.4.5 The FIA Anti-Doping Administrator or its delegate will not provide notice of an *Atypical Finding* until it has completed its investigation and has decided whether it will bring the *Atypical Finding* forward as an *Adverse Analytical Finding*, unless one of the following circumstances exists:

7.4.5.1 If the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate determines the B *Sample* should be analysed prior to the conclusion of its investigation, it may conduct the B *Sample* analysis after notifying the *Athlete*, with such notice to include a description of the *Atypical Finding* and the information described in Article 7.3.1 (d) to (f).

7.4.5.2 If the FIA is asked

- a) by a *Major Event Organisation* shortly before one of its *International Events*, or
- b) by a sport organisation responsible for meeting an imminent deadline for selecting team members for an *International Event*, to disclose whether any *Athlete* identified on a list provided by the *Major Event Organisation* or sport organisation has a pending *Atypical Finding*, the FIA shall so advise the *Major Event Organisation* or sports organisation after first providing notice of the *Atypical Finding* to the *Athlete*.

7.5 Review of Atypical Passport Findings and Adverse Passport Findings

Review of *Atypical Passport Findings* and *Adverse Passport Findings* shall take place as provided in the International Standard for Testing and Investigations and International Standard for Laboratories. At such time as the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate is satisfied that an anti-doping rule violation has occurred, it shall promptly give the *Athlete* (and simultaneously the *ASN* that issued the licence to the *Athlete*, the *Athlete's National Anti-Doping Organisation* and WADA) notice of the anti-doping rule violation asserted and the basis of that assertion.

7.6 Examen de manquements aux obligations en matière de localisation

La FIA examinera les manquements potentiels à l'obligation de transmission d'informations sur la localisation ainsi que les contrôles manqués, tels que définis dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes, eu égard aux sportifs qui déposent à la FIA leurs informations sur la localisation, conformément à l'Annexe I du Standard international pour les contrôles et les enquêtes. Dès lors que la FIA est convaincue qu'une violation des règles antidopage au titre de l'Article 2.4 a été commise, elle notifiera sans retard le sportif (et simultanément l'ASN qui lui a délivré sa licence, son organisation nationale antidopage et l'AMA) qu'elle allègue une violation de l'Article 2.4 et notifiera les fondements de cette allégation.

7.7 Examen d'autres violations des règles antidopage non comprises dans les Articles 7.2 à 7.6

La FIA procédera à tout examen complémentaire requis relatif à une violation potentielle des règles antidopage non couverte par les Articles 7.2 à 7.6. Dès que la FIA est convaincue qu'il y a eu violation d'une règle antidopage, elle notifiera sans tarder le sportif ou l'autre personne (et simultanément l'ASN qui a délivré la licence au sportif, l'organisation nationale antidopage du sportif ou de l'autre personne et l'AMA) de la violation de la règle antidopage alléguée et des fondements de cette allégation.

7.8 Identification des violations antérieures des règles antidopage

Avant de notifier le sportif ou l'autre personne d'une violation alléguée des règles antidopage conformément aux dispositions ci-dessus, la FIA vérifiera dans ADAMS et contactera l'AMA et les autres organisations antidopage pertinentes afin de déterminer s'il existe des violations antérieures des règles antidopage.

7.9 Suspensions provisoires

7.9.1 Suspension provisoire obligatoire :

Lorsqu'un résultat d'analyse anormal d'un échantillon A est reçu pour une substance interdite, à l'exception d'une substance spécifiée, ou pour une méthode interdite et qu'un examen mené conformément à l'Article 7.2.2 ne révèle pas d'AUT applicable ou d'écart par rapport au Standard international pour les contrôles et les enquêtes ou au Standard international pour les laboratoires ayant causé le résultat d'analyse anormal, une suspension provisoire sera imposée dès la notification décrite à l'Articles 7.2, 7.3 ou 7.5 ou rapidement après.

7.9.2 Suspension provisoire facultative :

Dans tout cas de résultat d'analyse anormal pour une substance spécifiée, ou dans le cas de toute autre violation des règles antidopage non visée par l'Article 7.9.1, la FIA peut imposer une suspension provisoire au sportif ou à l'autre personne contre laquelle une violation des règles antidopage est alléguée à tout moment après l'examen et la notification décrites aux Articles 7.2 à 7.7 et avant l'audience finale décrite à l'Article 8.

7.9.3 Une suspension provisoire ne peut être imposée, en vertu de l'Article 7.9.1 ou de l'Article 7.9.2, que si le sportif ou l'autre personne a eu la possibilité :

- a) de bénéficier, à sa demande, d'une audience préliminaire que ce soit avant l'entrée en vigueur de la suspension provisoire ou rapidement après l'entrée en vigueur de cette suspension provisoire ; ou
- b) de bénéficier d'une audience finale accélérée selon l'Article 8 rapidement après l'entrée en vigueur d'une suspension provisoire. Si le sportif ou l'autre personne demande l'audience préliminaire, le collège des juges de l'audience sera un collège ad hoc, le collège des juges de la suspension provisoire de la FIA sera un collègue nommé par le Président du Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA (ci-après le « CDA »). Le collège des juges de la suspension provisoire de la FIA est composé de un à trois membres issus du CDA (un Président et deux membres).

7.6 Review of Whereabouts Failures

The FIA Anti-Doping Administrator or its delegate shall review potential filing failures and missed tests, as defined in the International Standard for Testing and Investigations, in respect of Athletes who file their whereabouts information with the FIA, in accordance with Annex I to the International Standard for Testing and Investigations. At such time as the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate is satisfied that an Article 2.4 anti-doping rule violation has occurred, it shall promptly give the Athlete (and simultaneously the ASN that issued the licence to the Athlete, the Athlete's National Anti-Doping Organisation and WADA) notice that it is asserting a violation of Article 2.4 and the basis of that assertion.

7.7 Review of Other Anti-Doping Rule Violations not covered by Articles 7.2 to 7.6

The FIA Doping Review Panel shall conduct any follow-up investigation required into a possible anti-doping rule violation not covered by Articles 7.2 to 7.6. At such time as the FIA Doping Review Panel is satisfied that an anti-doping rule violation has occurred, it shall promptly give the Athlete or other Person (and simultaneously the ASN that issued the licence to the Athlete, the Athlete's or other Person's National Anti-Doping Organisation and WADA) notice of the anti-doping rule violation asserted and the basis of that assertion.

7.8 Identification of Prior Anti-Doping Rule Violations

Before giving an Athlete or other Person notice of an asserted anti-doping rule violation as provided above, the FIA shall refer to ADAMS and contact WADA and other relevant Anti-Doping Organisations to determine whether any prior anti-doping rule violation exists.

7.9 Provisional Suspensions

7.9.1 Mandatory Provisional Suspension:

If analysis of an A Sample has resulted in an Adverse Analytical Finding for a Prohibited Substance that is not a Specified Substance, or for a Prohibited Method, and a review in accordance with Article 7.2.2 does not reveal an applicable TUE or departure from the International Standard for Testing and Investigations or the International Standard for Laboratories that caused the Adverse Analytical Finding, a Provisional Suspension shall be imposed upon or promptly after the notification described in Article 7.2, 7.3 or 7.5.

7.9.2 Optional Provisional Suspension:

In case of an Adverse Analytical Finding for a Specified Substance, or in case of any other anti-doping rule violations not covered by Article 7.9.1, the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate may impose a Provisional Suspension on the Athlete or other Person against whom the anti-doping rule violation is asserted at any time after the review and notification described in Articles 7.2 to 7.7 and prior to the final hearing as described in Article 8.

7.9.3 Where a Provisional Suspension is imposed pursuant to Article 7.9.1 or Article 7.9.2, the Athlete or other Person shall be given either:

- a) an opportunity for a Provisional Hearing either before or on a timely basis after imposition of the Provisional Suspension, upon request by the Athlete or other Person; or
- b) an opportunity for an expedited final hearing in accordance with Article 8 on a timely basis after imposition of the Provisional Suspension. If the Athlete or other Person requests the Provisional Hearing, the hearing panel will be an ad-hoc panel, the FIA Provisional Suspension Panel appointed by the President of the FIA Anti-Doping Disciplinary Committee (hereinafter ADC). The FIA Provisional Suspension Panel is made up of one to three members drawn from the ADC (one Chair and two members).

De plus, le *sportif* ou l'autre *personne* a le droit de faire appel de la *suspension provisoire* conformément à l'Article 13.2 (sauf le cas prévu à l'Article 7.9.3.1).

Furthermore, the *Athlete* or other *Person* has a right to appeal against the *Provisional Suspension* in accordance with Article 13.2 (save as set out in Article 7.9.3.1).

- 7.9.3.1 La *suspension provisoire* peut être levée si le *sportif* ou l'autre *personne* démontre à l'instance d'audition que la violation a probablement impliqué un *produit contaminé*. La décision de l'instance d'audition de ne pas lever une *suspension provisoire* en raison des allégations du *sportif* ou d'une autre *personne* concernant un *produit contaminé* ne sera pas susceptible d'appel.
- 7.9.3.2 La *suspension provisoire* sera imposée (ou ne sera pas levée) à moins que le *sportif* ou l'autre *personne* n'établisse :
- a) que l'allégation de violation des règles antidopage n'a aucune perspective raisonnable d'être maintenue, par exemple en raison d'un vice patent dans le dossier à l'encontre du *sportif* ou de l'autre *personne* ; ou
 - b) que le *sportif* ou l'autre *personne* a des arguments solides et défendables montrant qu'il n'a commis aucune *faute ni négligence* pour la/les violation(s) antidopage allégué(e)s, de sorte que toute période de *suspension* susceptible d'être normalement imposée pour une telle violation risque d'être entièrement éliminée par l'application de l'Article 10.4 ; ou
 - c) qu'il existe d'autres faits qui rendent manifestement injuste, dans toutes les circonstances, d'imposer une *suspension provisoire* avant une audience finale conformément à l'Article 8. Ce motif doit être interprété de manière étroite, et appliqué uniquement dans des circonstances réellement exceptionnelles. Par exemple, le fait que la *suspension provisoire* empêcherait le *sportif* ou l'autre *personne* de participer à une *compétition* ou à une *épreuve* particulière ne serait pas qualifié de circonstance exceptionnelle à cette fin.
- 7.9.3.1 The *Provisional Suspension* may be lifted if the *Athlete* or other *Person* demonstrates to the hearing panel that the violation is likely to have involved a *Contaminated Product*. A hearing panel's decision not to lift a mandatory *Provisional Suspension* on account of the *Athlete's* assertion regarding a *Contaminated Product* shall not be appealable.
- 7.9.3.2 The *Provisional Suspension* shall be imposed (or shall not be lifted) unless the *Athlete* or other *Person* establishes that:
- a) the assertion of an anti-doping rule violation has no reasonable prospect of being upheld, e.g. because of a patent flaw in the case against the *Athlete* or other *Person*; or
 - b) the *Athlete* or other *Person* has a strong arguable case that he bears *No Fault or Negligence* for the anti-doping rule violation(s) asserted, so that any period of *Ineligibility* that might otherwise be imposed for such a violation is likely to be completely eliminated by application of Article 10.4; or
 - c) some other facts exist that make it clearly unfair, in all of the circumstances, to impose a *Provisional Suspension* prior to a final hearing in accordance with Article 8. These grounds are to be construed narrowly, and applied only in truly exceptional circumstances. For example, the fact that the *Provisional Suspension* would prevent the *Athlete* or other *Person* from participating in a particular *Competition* or *Event* shall not qualify as exceptional circumstances for these purposes.

7.9.4 Si une *suspension provisoire* est imposée sur la base d'un *résultat d'analyse anormal* de l'échantillon A et qu'une analyse subséquente de l'échantillon B ne confirme pas le résultat de l'analyse de l'échantillon A, le *sportif* ne pourra faire l'objet d'aucune autre *suspension provisoire* s'appuyant sur une violation de l'Article 2.1. Dans les circonstances où le *sportif* (ou son équipe) est exclu d'une compétition sur la base d'une violation de l'Article 2.1 et que l'analyse subséquente de l'échantillon B ne confirme pas le résultat d'analyse de l'échantillon A, le *sportif* ou l'équipe en question pourra continuer à participer à la *compétition*, à condition que cela demeure sans effet sur la *compétition* et qu'il soit encore possible de réintégrer le *sportif* ou son équipe. En outre, le *sportif* ou l'équipe peut ensuite participer à d'autres *compétitions* de la même *manifestation*.

7.9.4 If a *Provisional Suspension* is imposed based on an A *Sample Adverse Analytical Finding* and a subsequent B *Sample* analysis does not confirm the A *Sample* analysis, then the *Athlete* shall not be subject to any further *Provisional Suspension* on account of a violation of Article 2.1. In circumstances where the *Athlete* (or his team) has been removed from a *Competition* based on a violation of Article 2.1 and the subsequent B *Sample* analysis does not confirm the A *Sample* finding, then if it is still possible for the *Athlete* or his team to be reinstated without otherwise affecting the *Competition*, the *Athlete* or his team may continue to take part in the *Competition*. In addition, the *Athlete* or his team may thereafter take part in other *Competitions* in the same *Event*.

7.9.5 Dans tous les cas où un *sportif* ou une autre *personne* a été notifié d'une violation des règles antidopage mais sans qu'une *suspension provisoire* ne lui ait été imposée, le *sportif* ou l'autre *personne* aura l'occasion d'accepter volontairement une *suspension provisoire* dans l'attente de la résolution de l'affaire.

7.9.5 In all cases where an *Athlete* or other *Person* has been notified of an anti-doping rule violation but a *Provisional Suspension* has not been imposed on him, the *Athlete* or other *Person* shall be offered the opportunity to accept a *Provisional Suspension* voluntarily pending the resolution of the matter.

[Commentaire sur l'Article 7.9 : Toute *suspension provisoire* purgée par un *sportif* ou une autre *personne* sera déduite de la période de *suspension* imposée en fin de compte. Voir Articles 10.11.3.1 et 10.11.3.2.]

[Comment sur l'Article 7.9: *Athletes* and other *Persons* shall receive credit for a *Provisional Suspension* against any period of *Ineligibility* which is ultimately imposed. See Articles 10.11.3.1 and 10.11.3.2.]

7.10 RÉSOLUTION SANS AUDITION

7.10 RESOLUTION WITHOUT A HEARING

7.10.1 Accord entre les parties

7.10.1 Agreement between parties

A tout moment lors du processus de gestion des résultats, le *sportif* ou l'autre *personne* contre qui une violation des règles antidopage est alléguée pourra s'entendre avec la FIA sur les conséquences prévues par le *Règlement* ou, si l'existence de telles conséquences au titre du *Règlement* reste à apprécier, sur celles ayant été proposées par la FIA. L'accord sera soumis au CDA pour approbation et, si approuvé par le CDA, l'accord final énoncera les raisons motivant toute période de *suspension* convenue, y compris (le cas échéant) la raison pour laquelle la *sanction* a été alléguée.

At any time during the results management process the *Athlete* or other *Person* against whom an anti-doping rule violation is asserted may agree with the FIA on the *Consequences* that are mandated by the *Regulations* or, where some discretion as to *Consequences* exists under the *Regulations*, that have been offered by the FIA. The agreement shall be submitted to the ADC for approval and, if approved by the ADC, the final agreement shall state the full reasons for any period of *Ineligibility* agreed, including (if applicable) the reason why the flexibility in the *Sanction* was applied.

Un tel accord aura valeur de décision prise au titre du *Règlement*

Such agreement shall be deemed to be a decision made under the

au sens de l'Article 13. La décision sera communiquée aux parties avec un droit d'appel conformément à l'Article 13.2.3 tel qu'énoncé à l'Article 14.2.2 et sera publiée conformément à l'Article 14.3.2.

7.10.2 Renonciation à une audition

Un sportif ou une autre personne contre qui une violation des règles antidopage est alléguée peut expressément renoncer à une audience.

A titre alternatif, si le sportif ou l'autre personne contre qui une violation des règles antidopage est alléguée ne conteste pas l'allégation dans un délai spécifié dans la notification envoyée par l'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué qui allègue la violation, il ou elle sera réputé(e) avoir renoncé à une audition.

7.10.3 Procédure en cas de renonciation à l'audition d'un sportif

Dans les cas où l'Article 7.10.2 s'applique, une audience devant une instance de jugement ne sera pas requise. A la place, l'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué portera l'affaire devant le CDA pour décision, en transmettant tous les documents disponibles relatifs à l'affaire.

La formation de jugement du CDA est composée d'au moins trois membres (un Président et deux membres) du CDA.

La formation de jugement du CDA rendra rapidement une décision écrite (conformément à l'Article 8.2) sur l'existence ou non d'une violation des règles antidopage et sur les conséquences imposées qui en résultent, et établira toutes les raisons motivant une période de suspension imposée, y compris (le cas échéant) la raison pour laquelle la période potentielle maximale de suspension n'a pas été imposée. La FIA enverra une copie de cette décision aux autres organisations antidopage ayant le droit de faire appel au titre de l'Article 13.2.3, et divulguera publiquement cette décision conformément à l'Article 14.3.2.

7.11 Notification des décisions de gestion des résultats

Dans tous les cas où la FIA a allégué l'existence d'une violation des règles antidopage, retiré l'allégation de l'existence d'une des règles antidopage, imposé une suspension provisoire ou convenu avec un sportif ou une autre personne de l'imposition de conséquences sans audience, la FIA en notifiera conformément à l'Article 14.2.1 les autres organisations antidopage ayant un droit d'appel selon l'Article 13.2.3.

7.12 Retraite sportive

Si un sportif ou une autre personne prend sa retraite au cours du processus de gestion des résultats, la FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats conserve la compétence de mener le processus à son terme. Si un sportif ou une autre personne prend sa retraite avant que le processus de gestion des résultats n'ait été amorcé, la FIA ou l'ASN qui aurait eu compétence sur le sportif ou l'autre personne en matière de gestion des résultats au moment où le sportif ou l'autre personne a commis une violation des règles antidopage, reste habilitée à gérer les résultats dans le respect de cette violation des règles antidopage.

[Commentaire sur l'Article 7.12 : La conduite d'un sportif ou d'une autre personne avant que ce sportif ou cette autre personne ne relève de la juridiction d'une organisation antidopage ne constitue pas une violation des règles antidopage, mais pourrait justifier le refus d'accepter l'adhésion du sportif ou de l'autre personne à la FIA et/ou l'ASN.]

ARTICLE 8 – DROIT À UNE AUDIENCE ÉQUITABLE

8.1 Principes d'une audience équitable

8.1.1 Lorsque la FIA envoie à un sportif ou à une autre personne une notification alléguant une violation des règles antidopage, et que le sportif ou l'autre personne ne renonce pas à une audition au sens de l'Article 7.10.1 ou de l'Article 7.10.2, le cas sera renvoyé devant le CDA pour audition et décision.

8.1.2 Les audiences seront programmées et tenues dans des délais raisonnables. Les audiences tenues dans le cadre des épreuves

Regulations within the meaning of Article 13. The decision will be reported to the parties with a right to appeal under Article 13.2.3 as provided in Article 14.2.2 and shall be published in accordance with Article 14.3.2.

7.10.2 Waiver of hearing

An Athlete or other Person against whom an anti-doping rule violation is asserted may waive a hearing expressly.

Alternatively, if the Athlete or other Person against whom an anti-doping rule violation is asserted fails to request the hearing and/or to dispute that assertion within the deadline specified in the notice sent by the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate asserting the violation, then he shall be deemed to have waived a hearing.

7.10.3 Process in case of the Athlete's waiving of a hearing

In cases where Article 7.10.2 applies, a hearing before a hearing panel shall not be required. Instead the FIA Anti-Doping Administrator or its delegate will refer the case to the ADC for adjudication, transmitting all the available documents in the case.

The ADC Judging Panel is made up of at least three members (one Chair and two members) of the ADC.

The ADC Judging Panel shall promptly issue a written decision (in accordance with Article 8.2) about the commission of the anti-doping rule violation and the Consequences imposed as a result, and setting out the full reasons for any period of Ineligibility imposed, including (if applicable) the reason why the maximum potential period of Ineligibility was not imposed. The FIA shall send copies of that decision to other Anti-Doping Organisations with a right to appeal under Article 13.2.3, and shall Publicly Disclose that decision in accordance with Article 14.3.2.

7.11 Notification of Results Management Decisions

In all cases where the FIA has asserted the commission of an anti-doping rule violation, withdrawn the assertion of an anti-doping rule violation, imposed a Provisional Suspension, or agreed with an Athlete or other Person on the imposition of Consequences without a hearing, the FIA shall give notice thereof in accordance with Article 14.2.1 to other Anti-Doping Organisations with a right to appeal under Article 13.2.3.

7.12 Retirement from Sport

If an Athlete or other Person retires while a results management process is underway, the FIA or the ASN conducting the results management process retains jurisdiction to complete its results management process. If an Athlete or other Person retires before any results management process has begun, the FIA or the ASN which would have had results management jurisdiction over the Athlete or other Person at the time the Athlete or other Person committed an anti-doping rule violation has authority to conduct results management in respect of that anti-doping rule violation.

[Comment to Article 7.12: Conduct by an Athlete or other Person before the Athlete or other Person was subject to the jurisdiction of any Anti-Doping Organisation would not constitute an anti-doping rule violation but could be a legitimate basis for denying the Athlete or other Person membership of the FIA and/or the ASNs.]

ARTICLE 8 – RIGHT TO A FAIR HEARING

8.1 Principles for a Fair Hearing

8.1.1 When the FIA sends a notice to an Athlete or other Person asserting an anti-doping rule violation, and there is no agreement in accordance with Article 7.10.1 or the Athlete or other Person does not waive a hearing in accordance with Article 7.10.2, then the case shall be referred to the ADC for hearing and adjudication.

8.1.2 Hearings shall be scheduled and completed within a reasonable time. Hearings held in connection with Events that are subject

soumises au Règlement peuvent suivre une procédure accélérée telle qu'autorisée par la formation de jugement du CDA.

to the Regulations may be conducted via an expedited process where permitted by the ADC Judging Panel.

[Commentaire sur l'Article 8.1.2 : Par exemple, une audience pourrait être accélérée à la veille d'une grande compétition si la décision relative à la violation des règles antidopage est nécessaire pour déterminer si le sportif est autorisé à participer à la compétition, ou encore durant une compétition si la décision rendue déterminera la validité des résultats du sportif ou la continuation de sa participation à la compétition.]

[Comment to Article 8.1.2: For example, a hearing could be expedited on the eve of a major Competition where the resolution of the anti-doping rule violation is necessary to determine the Athlete's eligibility to participate in the Competition, or during a Competition where the resolution of the case will affect the validity of the Athlete's results or continued participation in the Competition.]

8.1.3 Le CDA déterminera la procédure à suivre lors de l'audience.

8.1.3 The ADC shall determine the procedure to be followed at the hearing.

Toutes les audiences respecteront les principes suivants :

The hearing process shall respect the following principles:

- a. droit de chacune des parties d'être représentée par un conseil juridique (aux frais de la partie) ou d'être accompagnée par une personne choisie par chaque partie ;
- b. droit de répondre à une violation alléguée des règles antidopage et de soumettre des observations eu égard aux conséquences qui en découlent ;
- c. droit pour chaque partie de soumettre des preuves, y compris droit de faire citer et d'interroger des témoins (l'acceptation de témoignages par téléphone ou par écrit étant laissée à l'appréciation de l'instance de jugement) ; et
- d. droit du sportif ou de l'autre personne à un interprète lors de l'audience, la formation de jugement du CDA ayant la responsabilité de désigner l'interprète et de décider qui supportera les coûts inhérents.

- a. the right of each party to be represented by a counsel (at the party's own expenses) or to be accompanied by a Person chosen by each party;
- b. the right to respond to the asserted anti-doping rule violation and make submissions with respect to the resulting Consequences;
- c. the right of each party to present evidence, including the right to call and question witnesses (the acceptance of testimony by telephone or written submission being subject to the discretion of the hearing panel); and
- d. the Athlete's or other Person's right to an interpreter at the hearing, with the ADC Judging Panel being responsible for designating the interpreter and for deciding who shall pay the costs relating thereto.

8.1.4 L'AMA et l'ASN qui a délivré la licence au sportif ou à l'autre personne présumé(e) avoir enfreint le Règlement peut assister à l'audience en tant qu'observatrice.

8.1.4 WADA and the ASN that issued the licence to the Athlete or to the other Person alleged to have violated the Regulations may attend the hearing as observers.

8.1.5 En tout état de cause, la FIA tiendra l'AMA pleinement informée de l'évolution des causes en instance et du résultat de toutes les audiences.

8.1.5 In any event, the FIA shall keep WADA fully apprised as to the status of pending cases and the result of all hearings.

8.1.6 La formation de jugement du CDA agira en tout temps de manière équitable et impartiale envers toutes les parties.

8.1.6 The ADC Judging Panel shall act in a fair and impartial manner towards all parties at all times.

8.1.7 En application des Articles 7 et 29 des Statuts de la FIA, l'organe disciplinaire, le CDA est investi du pouvoir disciplinaire de première instance à l'égard des sportifs et autres personnes visé(e)s par les dispositions du Règlement qui seront soupçonné(e)s d'avoir contrevenu au Règlement. Pour statuer sur les affaires qui lui sont soumises, le CDA applique les dispositions du Règlement et des règles de procédure rédigées dans l'Article 8 du Règlement.

8.1.7 In accordance with Articles 7 and 29 of the FIA Statutes, the disciplinary body known as the ADC is invested with disciplinary power in the first instance over Athletes and other Persons subject to the provisions of the Regulations who are suspected of having infringed the Regulations. In order to decide the cases submitted to it, the ADC shall apply the provisions of the Regulations and the rules of procedure set out in Article 8 of the Regulations.

8.1.8 Le CDA se compose de douze membres, dont un Président, élus par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil Mondial du Sport Automobile.

8.1.8 The ADC comprises twelve Members, including a Chairman, elected by the General Assembly upon proposal of the World Motor Sport Council.

Les membres du CDA sont élus pour 3 ans, et renouvelables par tiers tous les ans.

The members of the ADC are elected for a term of 3 years, and one third of the composition of the ADC is renewable each year.

Les membres doivent justifier d'une expertise en matière juridique et/ou médicale.

The members must have proven expertise in legal and/or medical matters.

Les personnes qui pourront se présenter pour l'élection au mandat de Président et de membres du CDA devront avoir moins de 75 ans au jour de l'élection ou de la réélection.

Potential candidates for election to the positions of President and members of the ADC must be under 75 years of age on the day of the election or of the reelection.

En cas de vacance d'un siège d'un membre du CDA pour quelque cause que ce soit, le Conseil Mondial du Sport Automobile peut proposer à l'Assemblée Générale son remplacement pour la durée du mandat restant à couvrir.

If a seat on the ADC becomes vacant for whatever reason, the World Motor Sport Council may propose to the General Assembly the replacement of that member for the remainder of his term of office.

8.1.9 Pour chaque affaire, le Président du CDA nomme parmi les membres du CDA une formation de jugement de trois membres au moins, dont l'un est désigné comme Président de la formation de jugement du CDA pour cette affaire.

8.1.9 For each case, the President of the ADC appoints from among the members of the ADC a judging panel, made up of a minimum of three members, one of whom he appoints as President of the ADC Judging Panel for that case.

Le Président de la formation de jugement du CDA est chargé de mener la procédure, d'en vérifier la régularité, d'assurer le respect des droits des parties, d'assurer la tenue et la police de l'audience et de s'assurer de la rédaction de la décision.

The President of the ADC Judging Panel is responsible for conducting the proceedings, verifying the regularity of the proceedings, ensuring that the rights of the parties are respected, keeping order during the hearing, and arranging for the drafting of the decision.

Toute formation de jugement du CDA ne peut délibérer valablement

The deliberations of the ADC Judging Panel are valid only if

que si au moins le Président de la formation de jugement du CDA et deux de ses membres sont présents.

Les membres du CDA ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt à l'affaire.

Les membres du CDA sont astreints au secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont ils ont pu avoir connaissance en raison de leur fonction. Toute violation de cette disposition entraîne l'exclusion immédiate du membre prononcée par le Conseil Mondial du Sport Automobile.

Hormis la présence éventuelle de représentants de l'AMA et de l'ASN qui a délivré la licence au sportif ou à l'autre personne, les débats devant la formation de jugement du CDA ne sont pas publics, sauf demande contraire formulée avant l'ouverture de la séance, par le sportif ou l'autre personne, ou ses défenseurs.

8.1.10 L'Administrateur antidopage de la FIA ou son délégué sera chargé de l'Instruction de chaque affaire (ci-après le « Responsable de l'Instruction »).

Celui-ci doit obtenir des officiels compétents le procès-verbal de contrôle, établi par l'ACD, relatant les conditions dans lesquelles les prélèvements d'échantillons et les examens ont été effectués ; il doit aussi obtenir le procès-verbal du résultat d'analyse établi conformément au Règlement, et tous les éléments utiles à l'Instruction du dossier.

Le Responsable de l'Instruction sera astreint à une obligation de confidentialité pour les faits, actes et informations dont il peut avoir connaissance en raison de ses fonctions.

Le Responsable de l'Instruction informe le sportif ou l'autre personne et, le cas échéant, ses représentants légaux, qu'une procédure disciplinaire est engagée à son encontre par l'envoi d'un document énonçant les griefs retenus.

Le Responsable de l'Instruction établira un rapport qu'il enverra aux membres de la formation de jugement du CDA et au sportif ou à l'autre personne et, le cas échéant, à ses représentants légaux, dans un délai raisonnable avant l'audience.

S'il doit y avoir une audience, le sportif ou l'autre personne, accompagné(e) ou non, selon le cas, par ses représentants légaux, sera convoqué(e) par le Président de la formation de jugement du CDA, par écrit, au moins quinze jours avant la date de l'audience devant la formation de jugement du CDA.

Le sportif ou l'autre personne peut être assisté(e) d'un ou de plusieurs défenseurs de son choix. Il/Elle devra spécifier dès réception de la convocation la nécessité de disposer d'un interprète pour le déroulement de l'audience devant la formation de jugement du CDA et, dans ce cas, la langue d'interprétation.

Le sportif, ou son défenseur, peut exiger des copies du dossier d'analyse de laboratoire pour les échantillons A et B qui comprendra les documents stipulés dans le Standard international pour les laboratoires en adressant une demande écrite au Responsable de l'Instruction.

Le sportif ou l'autre personne peut demander que soient entendues les personnes de son choix, dont il/elle communique le nom au Président de la formation de jugement du CDA huit jours au moins avant la réunion de la formation de jugement du CDA. Le Président de la formation de jugement du CDA peut refuser les demandes d'audition qui présentent un caractère abusif. Ce refus sera porté à la connaissance du sportif ou de l'autre personne dans les quarante-huit heures suivant la réception de sa requête.

8.1.11 Lors de l'audience, le Responsable de l'Instruction présente oralement son rapport.

Le Président de la formation de jugement du CDA peut faire entendre par la formation de jugement du CDA toute personne dont le témoignage lui paraît utile. S'il est décidé d'auditionner un tel témoin, le Président de la formation de jugement du CDA en informe par écrit le sportif ou l'autre personne avant la séance, au

at least the President of the ADC Judging Panel and two of its Members are present.

The Members of the ADC shall not participate in the deliberations if they have an interest in the case.

The Members of the ADC shall be obliged to maintain professional secrecy with regard to any facts, acts and information of which they have become aware through the execution of their duties. Any violation of this provision shall result in the immediate exclusion of the Member by the World Motor Sport Council.

Except for the possible presence of representatives of WADA and the ASN that issued the licence to the Athlete or other Person, the arguments before the ADC Judging Panel shall not be made in public, unless a request to the contrary has been filed by the Athlete or other Person or by his Defence Counsel before the opening of the session.

8.1.10 The FIA Anti-Doping Administrator or its delegate shall be tasked with conducting the inquiry for each case (hereinafter "Investigator").

He must obtain from the competent officials the written report on the doping test, as completed by the DCO, which states the conditions under which the Samples were taken and the tests carried out; he must also obtain the written report on the result of the analysis that was established in conformity with the Regulations, as well as all the other elements pertinent to the investigation of the specific case.

The Investigator shall be bound by an obligation of confidentiality with regard to any facts, acts and information of which he becomes aware through the execution of his duties.

The Investigator shall inform the Athlete or other Person and, as the case may be, his legal representatives, about the disciplinary proceedings that have been instigated against him by sending him a document specifying the complaints filed.

The Investigator shall compile a report that he shall send to the members of the ADC Judging Panel and to Athlete or other Person and, as the case may be, his legal representatives, within a reasonable time prior to the hearing.

If there is to be a hearing, the Athlete or other Person, accompanied or not, as the case may be, by his legal representatives, shall be summoned by the President of the ADC Judging Panel, in writing, at least fifteen days prior to the date of the hearing before the ADC Judging Panel.

The Athlete or other Person may be assisted by one or more Defence Counsels of his own choice. Upon receipt of the summons, he shall specify if he requires the services of an interpreter for the hearing before the ADC Judging Panel and, should this be the case, the language of interpretation.

By addressing a written request to the Investigator, the Athlete or his Defence Counsel may request copies of the A and B Sample laboratory documentation package which includes information as required by the International Standard for Laboratories.

The Athlete or other Person may request that certain Persons of his choice be called to testify and shall furnish the President of the ADC Judging Panel with a list of such names at least eight days before the meeting of the ADC Judging Panel. The President of the ADC Judging Panel may refuse any such requests that are of an improper nature. The Athlete or other Person shall be notified of any such refusal within forty-eight hours of the receipt of his request.

8.1.11 During the hearing, the Investigator shall present his report orally.

The President of the ADC Judging Panel may call upon any Person to testify before the ADC Judging Panel if he regards such testimony to be useful. Should it be decided to hear such a witness, the President of the ADC Judging Panel shall inform the Athlete or other Person in writing, ahead of the meeting, at least forty-eight

moins quarante-huit heures avant l'audience.

Puis, le *sportif* ou l'autre *personne* et, le cas échéant, toute *personne* dont il aura sollicité la présence sont invités à présenter leur défense. Dans tous les cas, le *sportif* ou l'autre *personne*, son représentant ou son (ses) défenseur(s) doit pouvoir prendre la parole en dernier.

- 8.1.12** La formation de jugement du CDA délibère à huis clos, hors de la présence du *sportif* ou de l'autre *personne*, de ses défenseurs, des personnes entendues à l'audience, des représentants éventuels de l'AMA et de l'ASN qui a délivré la licence au *sportif* ou à l'autre *personne* et du Responsable de l'Instruction.

La formation de jugement du CDA statue par une décision motivée.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres de la formation de jugement du CDA, le Président de la formation de jugement du CDA ayant une voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

Les audiences et les décisions ont lieu en principe lors de réunions en personne, mais les audiences, le délibéré et le vote par correspondance, télécopie, courriel et la tenue de réunions par visioconférence ou conférence téléphonique sont possibles en cas de nécessité.

La décision est signée par le Président de la formation de jugement du CDA.

La décision est aussitôt notifiée par écrit au *sportif* ou à l'autre *personne* et mentionnera les voies et délais d'appel.

La décision est ensuite également notifiée aux autres parties ayant un droit d'appel conformément à l'Article 13 du Règlement.

8.2 Décisions

- 8.2.1** La formation de jugement du CDA rendra une décision écrite comportant l'ensemble des motifs de la décision ainsi que la période de *suspension* éventuellement imposée, y compris (le cas échéant) une justification expliquant pourquoi la *conséquence* maximale potentielle n'a pas été imposée.

- 8.2.2** La décision peut faire l'objet d'un appel devant le TAS conformément aux dispositions de l'Article 13. Une copie de la décision sera remise au *sportif* ou à l'autre *personne* ainsi qu'aux autres *organisations antidopage* ayant un droit d'appel en vertu de l'Article 13.2.3.

8.3 Audience unique devant le TAS

Les allégations de violation des règles antidopage peuvent être entendues directement devant le TAS, sans nécessiter d'audience préalable, avec le consentement du *sportif*, de la FIA, de l'AMA.

ARTICLE 9 – ANNULATION AUTOMATIQUE DES RÉSULTATS INDIVIDUELS

Une violation du Règlement dans les *sports individuels* en relation avec un *contrôle en compétition* conduit automatiquement à l'annulation des résultats obtenus lors de cette *compétition* particulière et à toutes les *conséquences* en résultant, y compris le retrait des trophées, médailles, points et prix.

ARTICLE 10 – SANCTIONS À L'ENCONTRE DES INDIVIDUS

10.1 Annulation des résultats lors d'une épreuve au cours de laquelle une violation des règles antidopage est survenue

Une violation des règles antidopage commise lors d'une *épreuve* ou en lien avec cette *épreuve* peut entraîner, sur décision de la FIA ou de l'ASN responsable de l'*épreuve*, l'annulation de tous les résultats individuels obtenus par le *sportif* dans le cadre de ladite *épreuve*, avec toutes les *conséquences* en résultant, y compris le retrait des trophées, médailles, points et prix, sauf dans les cas prévus à l'Article 10.1.1.

Les facteurs à prendre en considération pour *annuler* d'autres résultats au cours d'une *manifestation* peuvent inclure par exemple, la gravité de la violation des règles antidopage commise par le

hours before the hearing begins.

After this, the *Athlete* or other *Person* and, as the case may be, any *person* whose presence he may have solicited, shall be invited to present the case for the defence. In all cases, the *Athlete* or other *Person*, his representative or his Defence Counsel shall retain the right to make the closing argument.

- 8.1.12** The ADC Judging Panel shall conduct its deliberations in camera, without the presence of the *Athlete* or other *Person*, his Defence Counsel, any people having been called to testify, possible representatives of WADA and the ASN that issued the licence to the *Athlete* or other *Person*, or the Investigator.

The ADC Judging Panel's decision shall be reasoned.

The decision shall be taken by the simple majority of the members of the ADC Judging Panel. The President of the ADC Judging Panel will have a casting vote.

Hearings and decisions may be taken during in-person meetings, but hearings, deliberation and voting by correspondence, fax, e-mail, and the holding of meetings via videoconference or conference call are permissible in case of necessity.

The decision shall be signed by the President of the ADC Judging Panel.

The decision is immediately notified in writing to the *Athlete* or other *Person* and shall state the procedure and the deadline for an appeal.

The decision shall also then be notified to the other parties having a right of appeal in accordance with Article 13 of the *Regulations*.

8.2 Decisions

- 8.2.1** the ADC Judging Panel shall issue a written decision that includes the full reasons for the decision and for any period of *Ineligibility* imposed, including (if applicable) the reason why the greatest potential *Consequences* were not imposed.

- 8.2.2** The decision may be appealed to the CAS as provided in Article 13. Copies of the decision shall be provided to the *Athlete* or other *Person* and to other *Anti-Doping Organisations* with a right to appeal under Article 13.2.3.

8.3 Single Hearing before the CAS

Cases asserting anti-doping rule violations may be heard directly by the CAS, with no requirement for a prior hearing, with the consent of the *Athlete*, the FIA and WADA.

ARTICLE 9 – AUTOMATIC DISQUALIFICATION OF INDIVIDUAL RESULTS

A violation of the *Regulations* in *Individual Sports* in connection with an *In-Competition* test automatically leads to *Disqualification* of the results obtained in that *Competition* with all resulting *Consequences*, including forfeiture of any trophies, medals, points and prizes.

ARTICLE 10 – SANCTIONS ON INDIVIDUALS

10.1 Disqualification of Results in an Event during which an Anti-Doping Rule Violation occurs

An anti-doping rule violation occurring during or in connection with an *Event* may, upon the decision of the FIA or the ASN ruling the *Event*, lead to *Disqualification* of all of the results obtained by the *Athlete* in that *Event*, with all resulting *Consequences*, including forfeiture of all trophies, medals, points and prizes, except as provided in Article 10.1.1.

Factors to be included in considering whether to *Disqualify* other results in an *Event* might include, for example, the seriousness of the *Athlete's* anti-doping rule violation and whether the *Athlete*

sportif et la question de savoir si le sportif a obtenu des contrôles négatifs lors des autres compétitions.

10.1.1 Si le sportif démontre qu'il n'a commis aucune faute ou négligence en relation avec la violation, ses résultats individuels dans des compétitions autres que celle durant laquelle la violation est intervenue ne seront pas annulés, à moins que les résultats obtenus dans ces autres compétitions n'aient été vraisemblablement influencés par cette violation.

10.2 Suspension en cas de présence, d'Usage ou de tentative d'Usage, ou de possession de substances interdites ou de méthodes interdites

La période de suspension pour une violation des Articles 2.1, 2.2 ou 2.6 sera la suivante, sous réserve d'une réduction ou d'un sursis potentiel conformément aux Articles 10.4, 10.5 ou 10.6 :

10.2.1 La durée de la suspension sera de quatre ans lorsque :

10.2.1.1 La violation des règles antidopage n'implique pas une substance spécifiée, à moins que le sportif ou l'autre personne ne puisse établir que cette violation n'était pas intentionnelle.

10.2.1.2 La violation des règles antidopage implique une substance spécifiée et la FIA peut établir que cette violation était intentionnelle.

10.2.2 Si l'Article 10.2.1 ne s'applique pas, la durée de la suspension sera de deux ans.

10.2.3 Au sens des Articles 10.2 et 10.3, le terme « intentionnel » vise à identifier les sportifs qui trichent. C'est pourquoi ce terme exige que le sportif ou l'autre personne ait adopté une conduite dont il/elle savait qu'elle constituait ou provoquait une violation des règles antidopage ou qu'il existait un risque important qu'elle puisse constituer ou aboutir à une violation des règles antidopage, et a manifestement ignoré ce risque. Une violation des règles antidopage découlant d'un résultat d'analyse anormal pour une substance qui n'est interdite qu'en compétition sera présumée ne pas être « intentionnelle » (cette présomption étant réfutable) si la substance est une substance spécifiée et que le sportif peut établir que la substance interdite a été utilisée hors compétition. Une violation des règles antidopage découlant d'un résultat d'analyse anormal pour une substance qui n'est interdite qu'en compétition ne sera pas considérée comme « intentionnelle » si la substance n'est pas une substance spécifiée et que le sportif peut établir que la substance interdite a été utilisée hors compétition dans un contexte sans rapport avec la performance sportive.

10.3 Suspension pour d'autres violations des règles antidopage

La période de suspension pour les violations des règles antidopage autres que celles prévues à l'Article 10.2 sera la suivante, sauf si les Articles 10.5 ou 10.6 sont applicables :

10.3.1 Pour les violations de l'Article 2.3 ou de l'Article 2.5, la période de suspension applicable sera de quatre ans, à moins que, dans le cas où il ne s'est pas soumis au prélèvement de l'échantillon, le sportif ne soit en mesure d'établir que la commission de la violation des règles antidopage n'était pas intentionnelle (selon la définition citée à l'Article 10.2.3), auquel cas la période de suspension sera de deux ans.

10.3.2 Pour les violations de l'Article 2.4, la période de suspension sera de deux ans. Cette période de suspension pourra être réduite, au plus, de moitié, en fonction du degré de la faute du sportif. La flexibilité entre deux et un an de suspension au titre du présent article n'est pas applicable lorsque des changements fréquents de localisation de dernière minute ou l'identification d'autres conduites laissent sérieusement soupçonner que le sportif tentait de se rendre indisponible pour des contrôles.

10.3.3 Pour les violations de l'Article 2.7 ou 2.8, la période de suspension sera d'au moins quatre ans et pourra aller jusqu'à la suspension à vie, en fonction de la gravité de la violation. Une violation des Articles 2.7 ou 2.8 impliquant un mineur sera considérée comme étant particulièrement grave et, si elle est commise par un membre du personnel d'encadrement du sportif pour des violations non

tested negative in the other Competitions.

10.1.1 If the Athlete establishes that he bears No Fault or Negligence for the violation, the Athlete's individual results in Competitions other than the one in which the violation occurred shall not be disqualified unless the Athlete's results in the other Competitions were likely to have been affected by this violation.

10.2 Ineligibility for the Presence, Use or Attempted Use, or Possession of Prohibited Substances and Prohibited Methods

The period of Ineligibility for a violation of Article 2.1, 2.2 or 2.6 shall be as follows, subject to potential reduction or suspension pursuant to Article 10.4, 10.5 or 10.6:

10.2.1 The period of Ineligibility shall be four years where:

10.2.1.1 the anti-doping rule violation does not involve a Specified Substance, unless the Athlete or other Person can establish that the anti-doping rule violation was not intentional.

10.2.1.2 the anti-doping rule violation involves a Specified Substance and the FIA can establish that the anti-doping rule violation was intentional.

10.2.2 If Article 10.2.1 does not apply, the period of Ineligibility shall be two years.

10.2.3 As used in Articles 10.2 and 10.3, the term "intentional" is meant to identify those Athletes who cheat. The term therefore requires that the Athlete or other Person engaged in conduct which he knew constituted an anti-doping rule violation or knew that there was a significant risk that the conduct might constitute or result in an anti-doping rule violation and manifestly disregarded that risk. An anti-doping rule violation resulting from an Adverse Analytical Finding for a substance which is only prohibited In-Competition shall be rebuttably presumed to be not intentional if the substance is a Specified Substance and the Athlete can establish that the Prohibited Substance was Used Out-of-Competition. An anti-doping rule violation resulting from an Adverse Analytical Finding for a substance which is only prohibited In-Competition shall not be considered intentional if the substance is not a Specified Substance and the Athlete can establish that the Prohibited Substance was Used Out-of-Competition in a context unrelated to sport performance.

10.3 Ineligibility for other Anti-Doping Rule Violations

The period of Ineligibility for anti-doping rule violations other than as provided in Article 10.2 shall be as follows, unless Article 10.5 or Article 10.6 is applicable:

10.3.1 For violations of Article 2.3 or Article 2.5, the period of Ineligibility shall be four years unless, in the case of failing to submit to Sample collection, the Athlete can establish that the commission of the anti-doping rule violation was not intentional (as defined in Article 10.2.3), in which case the period of Ineligibility shall be two years.

10.3.2 For violations of Article 2.4, the period of Ineligibility shall be two years, subject to reduction to a minimum of one year, depending on the Athlete's degree of Fault. The flexibility between two years and one year of Ineligibility in this Article is not available to Athletes where a pattern of last-minute whereabouts changes or other conduct raises a serious suspicion that the Athlete was trying to avoid being available for Testing.

10.3.3 For violations of Article 2.7 or Article 2.8, the period of Ineligibility shall be a minimum of four years up to lifetime Ineligibility, depending on the seriousness of the violation. An Article 2.7 or Article 2.8 violation involving a Minor shall be considered a particularly serious violation and, if committed by Athlete Support Personnel for violations other than for Specified

liées à des substances spécifiées, entraînera la suspension à vie du membre du personnel d'encadrement du sportif en cause. De plus, les violations graves des Articles 2.7 ou 2.8 susceptibles d'enfreindre également les lois et règlements non liés au sport devront être signalées aux autorités administratives, professionnelles ou judiciaires compétentes.

Substances, shall result in lifetime Ineligibility for Athlete Support Personnel. In addition, significant violations of Article 2.7 or Article 2.8 which may also violate non-sporting laws and regulations shall be reported to the competent administrative, professional or judicial authorities.

[Commentaire sur l'Article 10.3.3 : Les personnes impliquées dans le dopage des sportifs ou dans sa dissimulation doivent faire l'objet de sanctions plus sévères que celles imposées aux sportifs contrôlés positifs. Étant donné que l'autorité des organisations sportives se limite généralement à la suspension de l'accréditation ou du statut de membre et au retrait d'autres bénéfices sportifs, le signalement des cas de violation de la part du membre du personnel d'encadrement du sportif aux autorités compétentes constitue une mesure dissuasive importante.]

[Comment to Article 10.3.3: People who are involved in doping Athletes or covering up doping should be subject to sanctions which are more severe than those for the Athletes who test positive. Since the authority of sport organisations is generally limited to Ineligibility for accreditation or membership and other sport benefits, reporting Athlete Support Personnel to the competent authorities is an important step in the deterrence of doping.]

10.3.4 Pour les violations de l'Article 2.9, la période de suspension imposée sera au minimum de deux ans et au maximum de quatre ans, en fonction de la gravité de l'infraction.

10.3.4 For violations of Article 2.9, the period of Ineligibility imposed shall be a minimum of two years, up to four years, depending on the seriousness of the violation.

10.3.5 Pour les violations de l'Article 2.10, la période de suspension sera de deux ans. Cette période de suspension pourra être réduite, au plus, de moitié, en fonction du degré de la faute du sportif ou de l'autre personne et des autres circonstances du cas.

10.3.5 For violations of Article 2.10, the period of Ineligibility shall be two years, subject to reduction to a minimum of one year, depending on the Athlete or other Person's degree of Fault and other circumstances of the case.

10.4 Élimination de la période de suspension en l'absence de faute ou de négligence

10.4 Elimination of the Period of Ineligibility where there is No Fault or Negligence

Si un sportif ou une autre personne établit, dans un cas particulier, l'absence de faute ou de négligence de sa part, alors la période de suspension applicable sera annulée.

If an Athlete or other Person establishes in an individual case that he bears No Fault or Negligence, then the otherwise applicable period of Ineligibility shall be eliminated.

[Commentaire sur l'Article 10.4 : Le présent article et l'Article 10.5.2 ne s'appliquent qu'à l'imposition de sanctions ; ils ne sont pas applicables pour déterminer si une violation des règles antidopage a été commise. Ils ne s'appliqueront que dans des circonstances exceptionnelles, par exemple si un sportif peut prouver que, malgré toutes les précautions prises, il a été victime d'un sabotage de la part d'un concurrent. Inversement, l'absence de faute ou de négligence ne s'appliquerait pas dans les circonstances suivantes : (a) un contrôle positif découlant d'une erreur d'étiquetage ou d'une contamination de vitamines ou de compléments alimentaires (les sportifs sont responsables des produits qu'ils ingèrent (Article 2.1.1) et ont été mis en garde quant à la possibilité de contamination des compléments) ; (b) une substance interdite est administrée à un sportif par son médecin traitant ou son entraîneur sans que le sportif en ait été informé (les sportifs sont responsables du choix de leur personnel médical, et il leur incombe d'informer celui-ci de l'interdiction pour eux de recevoir toute substance interdite) ; et (c) le sabotage d'un aliment ou d'une boisson consommés par le sportif par son(s) conjoint(e), son entraîneur ou toute autre personne dans le cercle des connaissances du sportif (les sportifs sont responsables de ce qu'ils ingèrent et du comportement des personnes à qui ils confient la responsabilité de leur nourriture et de leurs boissons). Cependant, en fonction de faits exceptionnels se rapportant à un cas particulier, tous ces exemples pourraient entraîner une sanction alléguée en vertu de l'Article 10.5 pour cause d'absence de faute ou de négligence significative.]

[Comment to Article 10.4: This Article and Article 10.5.2 apply only to the imposition of sanctions; they are not applicable to the determination of whether an anti-doping rule violation has occurred. They will only apply in exceptional circumstances, for example where an Athlete could prove that, despite all due care, he was sabotaged by a competitor. Conversely, No Fault or Negligence would not apply in the following circumstances: (a) a positive test resulting from a mislabelled or contaminated vitamin or nutritional supplement (Athletes are responsible for what they ingest (Article 2.1.1) and have been warned against the possibility of supplement contamination); (b) the Administration of a Prohibited Substance by the Athlete's personal physician or trainer without disclosure to the Athlete (Athletes are responsible for their choice of medical personnel and for advising medical personnel that they cannot be given any Prohibited Substance); and (c) sabotage of the Athlete's food or drink by a spouse, coach or other Person within the Athlete's circle of associates (Athletes are responsible for what they ingest and for the conduct of those Persons to whom they entrust access to their food and drink). However, depending on the unique facts of a particular case, any of the referenced illustrations could result in a reduced sanction under Article 10.5 based on No Significant Fault or Negligence.]

10.5 Réduction de la période de suspension pour cause d'absence de faute ou de négligence significative

10.5 Reduction of the Period of Ineligibility based on No Significant Fault or Negligence

10.5.1 Réduction des sanctions pour des substances spécifiées ou des produits contaminés en cas de violation des Articles 2.1, 2.2 ou 2.6.

10.5.1 Reduction of Sanctions for Specified Substances or Contaminated Products for Violations of Article 2.1, 2.2 or 2.6.

10.5.1.1 Substances spécifiées

10.5.1.1 Specified Substances

Lorsque la violation des règles antidopage implique une substance spécifiée et que le sportif ou l'autre personne peut établir l'absence de faute ou de négligence significative, la suspension sera, au minimum, une réprimande sans suspension, et au maximum, deux ans de suspension, en fonction du degré de la faute du sportif ou de l'autre personne.

Where the anti-doping rule violation involves a Specified Substance, and the Athlete or other Person can establish No Significant Fault or Negligence, then the period of Ineligibility shall be, at a minimum, a reprimand and no period of Ineligibility, and at a maximum, two years of Ineligibility, depending on the Athlete's or other Person's degree of Fault.

10.5.1.2 Produits contaminés

10.5.1.2 Contaminated Products

Dans les cas où le sportif ou l'autre personne peut établir l'absence de faute ou de négligence significative et que la substance interdite détectée provenait d'un produit contaminé, la suspension sera, au

In cases where the Athlete or other Person can establish No Significant Fault or Negligence and that the detected Prohibited Substance came from a Contaminated Product, then the period of

minimum, une réprimande sans *suspension*, et au maximum, deux ans de *suspension*, en fonction du degré de la *faute* du *sportif* ou de l'autre *personne*.

[Commentaire sur l'Article 10.5.1.2 : Dans le cadre de l'évaluation du degré de la *faute* du *sportif*, le fait que le *sportif* ait déclaré sur son formulaire de contrôle du dopage le produit ultérieurement considéré comme contaminé pourrait être considéré comme un élément en sa faveur.]

10.5.2 Application de l'absence de *faute* ou de *négligence significative* au-delà de l'application de l'Article 10.5.1

Si un *sportif* ou une autre *personne* établit, dans un cas particulier où l'Article 10.5.1 n'est pas applicable, l'*absence de faute* ou de *négligence significative* de sa part, sous réserve d'une réduction supplémentaire ou de l'élimination prévues à l'Article 10.6, la période de *suspension* autrement applicable pourra alors être réduite en fonction du degré de la *faute* du *sportif* ou de l'autre *personne*. Cependant, la période de *suspension* réduite ne pourra être inférieure à la moitié de celle qui aurait dû normalement s'appliquer. Lorsque la période de *suspension* qui aurait dû s'appliquer est une *suspension* à vie, la période de *suspension* réduite appliquée en vertu de cet article ne pourra être inférieure à huit ans.

[Commentaire sur l'Article 10.5.2 : L'Article 10.5.2 peut être appliqué à toute violation des règles antidopage sauf en ce qui concerne les articles où l'intention est un élément de la violation des règles antidopage (par ex. Articles 2.5, 2.7, 2.8 ou 2.9) ou un élément d'une sanction particulière (par ex. Article 10.2.1) ou si un éventail de suspensions basé sur le degré de la *faute* du *sportif* ou de l'autre *personne* est déjà prévu dans un article.]

10.6 Élimination ou réduction de la période de *suspension*, sursis, ou autres conséquences, pour des motifs autres que la *faute*

10.6.1 Aide substantielle fournie dans la découverte ou la détermination de violations des règles antidopage

10.6.1.1 La FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats peut, avant une décision finale en appel en vertu de l'Article 13 ou l'expiration du délai d'appel, assortir du sursis une partie de la période de *suspension* dans le cas particulier où elle est compétente pour la gestion des résultats, lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* a fourni une *aide substantielle* à une *organisation antidopage*, à un tribunal pénal ou à un organisme disciplinaire professionnel, permettant ainsi :

- i) à l'*organisation antidopage* de découvrir ou de présenter une violation des règles antidopage commise par une autre *personne*, ou
- ii) amenant un tribunal pénal ou un organisme disciplinaire à découvrir ou à présenter une infraction pénale ou la violation de règles professionnelles commise par une autre *personne* dans la mesure où l'information fournie par la *personne* apportant une *aide substantielle* est mise à la disposition de la FIA.

Après une décision finale en appel en vertu de l'Article 13 ou l'expiration du délai d'appel, la FIA ne peut assortir du sursis une partie de la période de *suspension* autrement applicable qu'avec l'approbation de l'AMA.

La mesure dans laquelle la période de *suspension* autrement applicable peut être assortie du sursis dépend de la gravité de la violation des règles antidopage commise par le *sportif* ou l'autre *personne* et de l'importance de l'*aide substantielle* fournie par le *sportif* ou l'autre *personne* dans le cadre des efforts déployés pour éliminer le dopage dans le sport.

Pas plus des trois quarts de la période de *suspension* autrement applicable ne peuvent être assortis du sursis. Si la période de *suspension* autrement applicable est une *suspension* à vie, la période non assortie du sursis en vertu de cet article doit être d'au moins huit ans.

Si le *sportif* ou l'autre *personne* cesse de coopérer et d'apporter l'*aide substantielle* complète et crédible sur laquelle était basé le sursis, la FIA rétablira la période de *suspension* initiale. Lorsque la FIA décide de rétablir ou de ne pas rétablir la période de

Ineligibility shall be, at a minimum, a reprimand and no period of *Ineligibility*, and at a maximum, two years *Ineligibility*, depending on the *Athlete's* or other *Person's* degree of *Fault*.

[Comment to Article 10.5.1.2: In assessing the *Athlete's* degree of *Fault*, it would, for example, be favorable for the *Athlete* if he had declared the product which was subsequently determined to be contaminated on his Doping Control form.]

10.5.2 Application of No Significant *Fault* or *Negligence* beyond the Application of Article 10.5.1

If an *Athlete* or other *Person* establishes in an individual case where Article 10.5.1 is not applicable that he bears *No Significant *Fault* or *Negligence**, then, subject to further reduction or elimination as provided in Article 10.6, the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be reduced based on the *Athlete's* or other *Person's* degree of *Fault*, but the reduced period of *Ineligibility* may not be less than one-half of the period of *Ineligibility* otherwise applicable. If the otherwise applicable period of *Ineligibility* is a lifetime, the reduced period under this article may be no less than eight years.

[Comment to Article 10.5.2: Article 10.5.2 may be applied to any anti-doping rule violation except those articles where intent is an element of the anti-doping rule violation (e.g. Article 2.5, 2.7, 2.8 or 2.9) or an element of a particular sanction (e.g. Article 10.2.1) or a range of *Ineligibility* is already provided in an Article based on the *Athlete's* or other *Person's* degree of *Fault*.]

10.6 Elimination, Reduction, or Suspension of Period of *Ineligibility* or other Consequences for Reasons other than *Fault*

10.6.1 Substantial Assistance in Discovering or Establishing Anti-Doping Rule Violations

10.6.1.1 The FIA or the ASN responsible for Results Management may, prior to a final appellate decision under Article 13 or the expiration of the time to appeal, suspend a part of the period of *Ineligibility* imposed in an individual case in which it has results management authority where the *Athlete* or other *Person* has provided *Substantial Assistance* to an *Anti-Doping Organisation*, criminal authority or professional disciplinary body which results in:

- i) the *Anti-Doping Organisation* discovering or bringing forward an anti-doping rule violation by another *Person*, or
- ii) a criminal authority or disciplinary body discovering or bringing forward a criminal offence or the breach of professional rules committed by another *Person* and the information provided by the *Person* providing *Substantial Assistance* is made available to the FIA.

After a final appellate decision under Article 13 or the expiration of the time to appeal, the FIA may only suspend a part of the otherwise applicable period of *Ineligibility* with the approval of WADA.

The extent to which the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be suspended shall be based on the seriousness of the anti-doping rule violation committed by the *Athlete* or other *Person* and the significance of the *Substantial Assistance* provided by the *Athlete* or other *Person* to the effort to eliminate doping in sport.

No more than three-quarters of the otherwise applicable period of *Ineligibility* may be suspended. If the otherwise applicable period of *Ineligibility* is a lifetime, the non-suspended period under this Article must not be less than eight years.

If the *Athlete* or other *Person* fails to continue to cooperate and to provide the complete and credible *Substantial Assistance* upon which a suspension of the period of *Ineligibility* was based, the FIA shall reinstate the original period of *Ineligibility*. If the FIA decides

suspension après un sursis, cette décision peut faire l'objet d'un appel de la part de toute personne habilitée à faire appel en vertu de l'Article 13.

10.6.1.2 Pour encourager davantage les sportifs et les autres personnes à fournir une aide substantielle aux organisations antidopage, à la demande de la FIA ou à la demande du sportif ou de l'autre personne ayant commis (ou prétendument commis) une violation des règles antidopage, l'AMA peut, à tout stade du processus de gestion des résultats, y compris après une décision définitive en appel en vertu de l'Article 13, donner son accord à ce que la période de suspension normalement applicable et les autres conséquences soient assorties d'un sursis qu'elle juge approprié. Dans des circonstances exceptionnelles, l'AMA peut accepter qu'en raison d'une aide substantielle, la période de suspension et les autres conséquences soient assorties d'un sursis supérieur à celui normalement prévu par le présent article, voire qu'il n'y ait aucune période de suspension, et/ou aucune restitution de prix ou paiement d'amendes ou de frais. Cette approbation de l'AMA sera soumise au rétablissement de la sanction tel que prévu par ailleurs par le présent article. Nonobstant l'Article 13, les décisions de l'AMA dans le contexte du présent article ne peuvent faire l'objet d'un appel de la part d'aucune autre organisation antidopage.

10.6.1.3 Si la FIA assortit du sursis une partie de la sanction normalement applicable en raison d'une aide substantielle, les autres organisations antidopage disposant d'un droit d'appel en vertu de l'Article 13.2.3 seront notifiées avec indication des motifs de la décision conformément aux dispositions de l'Article 14.2. Dans des circonstances uniques, l'AMA peut, dans le meilleur intérêt de la lutte contre le dopage, autoriser la FIA à conclure des accords de confidentialité appropriés visant à limiter ou à retarder la divulgation de l'accord d'aide substantielle ou la nature de l'aide substantielle fournie.

[Commentaire sur l'Article 10.6.1 : La collaboration des sportifs, du personnel d'encadrement du sportif et d'autres personnes qui reconnaissent leurs erreurs et sont disposés à faire la lumière sur d'autres violations des règles antidopage est importante pour assainir le sport. Il s'agit du seul cas prévu dans le Code où l'octroi d'un sursis est autorisé.]

10.6.2 Admission d'une violation des règles antidopage en l'absence d'autre preuve

Lorsqu'un sportif ou une autre personne avoue volontairement avoir commis une violation des règles antidopage avant d'avoir été notifié(e) d'un prélèvement d'échantillon susceptible d'établir une violation des règles antidopage (ou, dans le cas d'une violation des règles antidopage autre que l'Article 2.1, avant d'avoir été notifié(e) conformément à l'Article 7 de la violation admise), et que cet aveu constitue la seule preuve fiable de la violation au moment où il est fait, la période de suspension peut être réduite, mais pas en-deçà de la moitié de la période de suspension autrement applicable.

[Commentaire sur l'Article 10.6.2 : Cet article vise les cas où un sportif ou une autre personne avoue spontanément une violation des règles antidopage dans des circonstances où aucune organisation antidopage n'était au courant de la violation. Il ne s'applique pas dans les circonstances où l'admission est faite après que le sportif ou l'autre personne a soupçonné que ses agissements sont sur le point d'être découverts. La durée de réduction de la suspension devrait s'appuyer sur la probabilité que le sportif ou l'autre personne ait été découvert s'il n'avait pas avoué spontanément.]

10.6.3 Aveu sans délai d'une violation des règles antidopage après avoir été dûment informé d'une violation possible de sanction en vertu de l'Article 10.2.1 ou de l'Article 10.3.1

En avouant sans délai la violation alléguée des règles antidopage après en avoir été informé par la FIA, et après que l'AMA et la FIA l'ont toutes deux accepté, à leur libre appréciation, un sportif ou une autre personne possible d'une sanction de quatre ans en vertu de l'Article 10.2.1 ou de l'Article 10.3.1 (pour s'être soustrait au prélèvement d'un échantillon, pour l'avoir refusé ou pour l'avoir

to reinstate a suspended period of *Ineligibility* or decides not to reinstate a suspended period of *Ineligibility*, that decision may be appealed by any Person entitled to appeal under Article 13.

10.6.1.2 To further encourage Athletes and other Persons to provide Substantial Assistance to Anti-Doping Organisations, at the request of the FIA or at the request of the Athlete or other Person who has (or has been asserted to have) committed an anti-doping rule violation, WADA may agree at any stage of the results management process, including after a final appellate decision under Article 13, to what it considers to be an appropriate suspension of the otherwise applicable period of *Ineligibility* and other Consequences. In exceptional circumstances, WADA may agree to suspensions of the period of *Ineligibility* and other Consequences for Substantial Assistance greater than those otherwise provided in this Article, or even no period of *Ineligibility*, and/or no return of prize money or payment of fines or costs. WADA's approval shall be subject to reinstatement of sanction, as otherwise provided in this Article. Notwithstanding Article 13, WADA's decisions in the context of this Article may not be appealed by any other Anti-Doping Organisation.

10.6.1.3 If the FIA suspends any part of an otherwise applicable sanction because of Substantial Assistance, then notice providing justification for the decision shall be provided to the other Anti-Doping Organisations with a right to appeal under Article 13.2.3 as provided in Article 14.2. In unique circumstances where WADA determines that it would be in the best interest of anti-doping, WADA may authorise the FIA to enter into appropriate confidentiality agreements limiting or delaying the disclosure of the Substantial Assistance agreement or the nature of Substantial Assistance being provided.

[Comment to Article 10.6.1: The cooperation of Athletes, Athlete Support Personnel and other Persons who acknowledge their mistakes and are willing to bring other anti-doping rule violations to light is important to clean sport. This is the only circumstance under the Code where the suspension of an otherwise applicable period of *Ineligibility* is authorised.]

10.6.2 Admission of an Anti-Doping Rule Violation in the Absence of other Evidence

Where an Athlete or other Person voluntarily admits the commission of an anti-doping rule violation before having received notice of a Sample collection which could establish an anti-doping rule violation (or, in the case of an anti-doping rule violation other than Article 2.1, before receiving first notice of the admitted violation pursuant to Article 7) and that admission is the only reliable evidence of the violation at the time of admission, then the period of *Ineligibility* may be reduced, but not below one-half of the period of *Ineligibility* otherwise applicable.

[Comment to Article 10.6.2: This Article is intended to apply when an Athlete or other Person comes forward and admits to an anti-doping rule violation in circumstances where no Anti-Doping Organisation is aware that an anti-doping rule violation might have been committed. It is not intended to apply to circumstances where the admission occurs after the Athlete or other Person believes he is about to be caught. The amount by which *Ineligibility* is reduced should be based on the likelihood that the Athlete or other Person would have been caught had he not come forward voluntarily.]

10.6.3 Prompt Admission of an Anti-Doping Rule Violation after being confronted with a Violation sanctionable under Article 10.2.1 or Article 10.3.1

An Athlete or other Person potentially subject to a four-year sanction under Article 10.2.1 or 10.3.1 (for evading or refusing Sample Collection or Tampering with Sample Collection), by promptly admitting the asserted anti-doping rule violation after being confronted by the FIA, and also upon the approval and at the discretion of both WADA and the FIA, may receive a reduction

falsifié) peut bénéficier d'une réduction de la période de *suspension* jusqu'à un minimum de deux ans, en fonction de la gravité de la violation et du degré de la *faute* du *sportif* ou de l'autre *personne*.

10.6.4 Application de motifs multiples pour la réduction d'une sanction

Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* établit son droit à la réduction de la sanction en vertu d'au moins deux dispositions des Articles 10.4, 10.5 ou 10.6, avant d'appliquer toute réduction ou sursis au titre de l'Article 10.6, la période de *suspension* sera déterminée conformément aux Articles 10.2, 10.3, 10.4 et 10.5. Si le *sportif* ou l'autre *personne* établit son droit à la réduction de la période de *suspension* ou au sursis au titre de l'Article 10.6, cette période de *suspension* pourra être réduite ou assortie du sursis, mais pas en-deçà du quart de la période de *suspension* applicable normalement.

[Commentaire sur l'Article 10.6.4 : La sanction appropriée est déterminée en quatre étapes. D'abord, l'instance d'audition détermine la sanction standard [Articles 10.2, 10.3, 10.4 ou 10.5] s'appliquant à la violation des règles antidopage en question. Dans un deuxième temps, si la sanction de base prévoit un éventail de sanctions, l'instance d'audition doit déterminer parmi cet éventail la sanction applicable en fonction du degré de la *faute* du *sportif* ou de l'autre *personne*. Dans un troisième temps, l'instance d'audition établit s'il existe une base pour le sursis, la réduction ou l'élimination de la sanction [Article 10.6]. Enfin, l'instance d'audition décide du début de la période de *suspension* en vertu de l'Article 10.11. Le Supplément B comporte plusieurs exemples indiquant la manière d'appliquer l'Article 10.]

10.7 Violations multiples

10.7.1 Dans le cas d'une deuxième violation des règles antidopage par un *sportif* ou une autre *personne*, la période de *suspension* sera la plus longue des trois périodes suivantes :

- a) six mois ;
- b) la moitié de la période de *suspension* imposée pour la première violation sans prendre en compte les réductions prévues à l'Article 10.6 ; ou
- c) le double de la période de *suspension* applicable à la deuxième violation des règles antidopage si elle était traitée comme une première violation, sans prendre en compte les réductions prévues à l'Article 10.6.

La période de *suspension* calculée ci-dessus peut ensuite être réduite en application de l'Article 10.6.

10.7.2 Une troisième violation des règles antidopage entraînera toujours une *suspension* à vie, à moins que la troisième violation ne remplisse la condition fixée pour l'annulation ou la réduction de la période de *suspension* en vertu de l'Article 10.4 ou 10.5, ou qu'elle ne porte sur une violation de l'Article 2.4. Dans ces cas particuliers, la période de *suspension* variera entre huit ans et une *suspension* à vie.

10.7.3 Une violation des règles antidopage pour laquelle le *sportif* ou l'autre *personne* n'a commis aucune *faute* ni *négligence* ne sera pas considérée comme une violation antérieure au sens du présent article.

10.7.4 Règles additionnelles applicables en cas de violations multiples

10.7.4.1 Aux fins de l'imposition de sanctions en vertu de l'Article 10.7, une violation des règles antidopage sera considérée comme une deuxième violation seulement si la *FIA* ou l'*ASN* compétente peut établir que le *sportif* ou l'autre *personne* a commis la deuxième violation des règles antidopage après avoir reçu notification, conformément à l'Article 7, de la première infraction, ou après que la *FIA* ou l'*ASN* compétente a raisonnablement tenté de notifier la première violation des règles antidopage. Dans le cas contraire, les violations doivent être considérées ensemble comme une unique et première violation, et la sanction imposée reposera sur la violation entraînant la sanction la plus sévère.

10.7.4.2 Si, après l'imposition d'une sanction pour une première violation des règles antidopage, la *FIA* ou l'*ASN* compétente découvre des faits concernant une violation des règles antidopage par le *sportif* ou l'autre *personne* survenue avant la notification

in the period of *Ineligibility* to a minimum of two years, depending on the seriousness of the violation and the *Athlete's* or other *Person's* degree of *Fault*.

10.6.4 Application of Multiple Grounds for Reduction of a Sanction

Where an *Athlete* or other *Person* establishes entitlement to reduction in *sanction* under more than one provision of Article 10.4, 10.5 or 10.6, before applying any reduction or *suspension* under Article 10.6, the otherwise applicable period of *Ineligibility* shall be determined in accordance with Articles 10.2, 10.3, 10.4, and 10.5. If the *Athlete* or other *Person* establishes entitlement to a reduction or *suspension* of the period of *Ineligibility* under Article 10.6, then the period of *Ineligibility* may be reduced or suspended, but not below one-quarter of the otherwise applicable period of *Ineligibility*.

[Comment to Article 10.6.4: The appropriate sanction is determined in a sequence of four steps. First, the hearing panel determines which of the basic sanctions [Article 10.2, 10.3, 10.4, or 10.5] applies to the particular anti-doping rule violation. Second, if the basic sanction provides for a range of sanctions, the hearing panel must determine the applicable sanction within that range according to the *Athlete's* or other *Person's* degree of *Fault*. In a third step, the hearing panel establishes whether there is a basis for elimination, *suspension*, or reduction of the sanction [Article 10.6]. Finally, the hearing panel decides on the commencement of the period of *Ineligibility* under Article 10.11. Several examples of how Article 10 is to be applied are found in Supplement B.]

10.7 Multiple Violations

10.7.1 For an *Athlete's* or other *Person's* second anti-doping rule violation, the period of *Ineligibility* shall be the greater of:

- a) six months;
- b) one-half of the period of *Ineligibility* imposed for the first anti-doping rule violation without taking into account any reduction under Article 10.6; or
- c) twice the period of *Ineligibility* otherwise applicable to the second anti-doping rule violation treated as if it were a first violation, without taking into account any reduction under Article 10.6.

The period of *Ineligibility* established above may then be further reduced by the application of Article 10.6.

10.7.2 A third anti-doping rule violation will always result in a lifetime period of *Ineligibility*, unless the third violation fulfils the condition for elimination or reduction of the period of *Ineligibility* under Article 10.4 or 10.5 or involves a violation of Article 2.4. In these particular cases, the period of *Ineligibility* shall be from eight years to a lifetime *Ineligibility*.

10.7.3 An anti-doping rule violation for which an *Athlete* or other *Person* has established *No Fault* or *Negligence* shall not be considered a prior violation for purposes of this Article.

10.7.4 Additional Rules for certain Potential Multiple Violations

10.7.4.1 For the purposes of imposing sanctions under Article 10.7, an anti-doping rule violation will only be considered a second violation if the *FIA* or the competent *ASN* can establish that the *Athlete* or other *Person* committed the second anti-doping rule violation after the *Athlete* or other *Person* received notification of the first violation pursuant to Article 7, or after the *FIA* or the competent *ASN* made reasonable efforts to give notice of the first anti-doping rule violation. If the *FIA* or the competent *ASN* cannot establish this, the violations shall be considered together as one single first violation, and the sanction imposed shall be based on the violation that carries the more severe sanction.

10.7.4.2 If, after the imposition of a sanction for a first anti-doping rule violation, the *FIA* or the competent *ASN* discovers facts involving an anti-doping rule violation by the *Athlete* or other *Person* which occurred prior to notification regarding the first violation, then the

de la première violation, la FIA ou l'ASN compétente imposera une sanction additionnelle en fonction de la sanction qui aurait pu être imposée si les deux violations avaient été sanctionnées au même moment. Les résultats obtenus dans les *compétitions* remontant à la première violation des règles antidopage seront *annulés* conformément à l'Article 10.8.

FIA or the competent ASN shall impose an additional sanction based on the sanction that could have been imposed if the two violations had been adjudicated at the same time. Results in all *Competitions* dating back to the earlier anti-doping rule violation will be *Disqualified* as provided in Article 10.8.

10.7.5 Violations multiples des règles antidopage pendant une période de dix ans

Aux fins de l'Article 10.7, chaque violation des règles antidopage doit survenir pendant la même période de dix ans pour que les infractions soient considérées comme des violations multiples.

10.7.5 Multiple Anti-Doping Rule Violations during a Ten-Year Period

For purposes of Article 10.7, each anti-doping rule violation must take place within the same ten-year period in order to be considered multiple violations.

10.8 Annulation de résultats obtenus dans des compétitions postérieures au prélèvement de l'échantillon ou à la perpétration de la violation des règles antidopage

En plus de l'annulation automatique des résultats obtenus à la *compétition* au cours de laquelle un *échantillon* positif a été prélevé, en vertu de l'Article 9, tous les autres résultats de *compétition* obtenus par le *sportif* à compter de la date du prélèvement de l'*échantillon* positif (prélevé en *compétition* ou hors *compétition*) ou de la perpétration d'une autre violation des règles antidopage seront *annulés*, avec toutes les conséquences qui en résultent, incluant le retrait de l'ensemble des trophées, médailles, points et prix, jusqu'au début de la *suspension provisoire* ou de la *suspension*, à moins qu'un autre traitement ne se justifie pour des raisons d'équité.

10.8 Disqualification of Results in Competitions Subsequent to Sample Collection or Commission of an Anti-Doping Rule Violation

In addition to the automatic *Disqualification* of the results in the *Competition* where the positive *Sample* was collected, under Article 9, all other competitive results obtained from the date on which a positive *Sample* was collected (whether *In-Competition* or *Out-of-Competition*), or other anti-doping rule violation that occurred, through the commencement of any *Provisional Suspension* or *Ineligibility* period, shall, unless fairness requires otherwise, be *Disqualified* with all of the resulting *Consequences* including forfeiture of any trophies, medals, points and prizes.

10.9 Allocation des gains retirés

Les gains retirés sont réattribués à d'autres *sportifs*, sous réserve des dispositions de l'Article 13.8.

10.9 Allocation of Forfeited Prize Money

Forfeited prize money shall be reallocated to other *Athletes*, subject to the provisions of Article 13.8.

10.10 Conséquences financières

Lorsqu'un *sportif* ou une autre *personne* commet une violation des règles antidopage, la formation de jugement du CDA peut, à sa libre appréciation et dans le respect du principe de proportionnalité, choisir :

10.10 Financial Consequences

When an *Athlete* or other *Person* commits an anti-doping rule violation, the ADC Judging Panel may, at its discretion and subject to the principle of proportionality, elect to:

- a) de réclamer au *sportif* ou à l'autre *personne* le remboursement des coûts liés à la violation de la règle antidopage, quelle que soit la période de *suspension* imposée, et/ou
- b) imposer au *sportif* ou à l'autre *personne* une amende d'un montant pouvant aller jusqu'à 15000 euros (quinze mille euros), uniquement dans les cas où la période de *suspension* maximale normalement applicable a déjà été imposée.

- a) recover from the *Athlete* or other *Person* costs associated with the anti-doping rule violation, regardless of the period of *Ineligibility* imposed and/or

- b) fine the *Athlete* or other *Person* an amount of up to 15,000 euros, only in cases where the maximum period of *Ineligibility* otherwise applicable has already been imposed.

L'imposition d'une sanction financière ou le remboursement des coûts à la FIA ne pourront pas servir de base à la réduction de la *suspension* ou de toute autre sanction qui serait applicable au titre du *Règlement* ou du *Code*.

The imposition of a financial sanction or the FIA's recovery of costs shall not be considered a basis for reducing the *Ineligibility* or other sanction which would otherwise be applicable under the *Regulations* or the *Code*.

10.11 Début de la période de suspension

Sauf dans les cas prévus ci-dessous, la période de *suspension* commencera à la date de la décision de l'instance d'audition de dernier recours ou, en cas de renonciation à l'audience ou d'absence d'audience, à la date à laquelle la *suspension* a été acceptée ou imposée.

10.11 Commencement of Ineligibility Period

Except as provided below, the period of *Ineligibility* shall start on the date of the final hearing decision providing for *Ineligibility* or, if the hearing is waived or there is no hearing, on the date on which *Ineligibility* is accepted or otherwise imposed.

10.11.1 Retards non imputables au sportif ou à l'autre personne

En cas de retards considérables dans la procédure d'audience ou d'autres aspects du *contrôle du dopage* non attribuables au *sportif* ou à l'autre *personne*, l'instance de jugement imposant la sanction pourra faire débuter la période de *suspension* à une date antérieure pouvant remonter à la date du prélèvement de l'*échantillon* concerné ou à la date de la dernière violation des règles antidopage. Tous les résultats obtenus en *compétition* durant la période de *suspension*, y compris en cas de *suspension* rétroactive, seront *annulés*.

10.11.1 Delays Not Attributable to the Athlete or other Person

Where there have been substantial delays in the hearing process or other aspects of *Doping Control* not attributable to the *Athlete* or other *Person*, the hearing panel imposing the sanction may start the period of *Ineligibility* at an earlier date, commencing as early as the date of *Sample* collection or the date on which another anti-doping rule violation last occurred. All competitive results achieved during the period of *Ineligibility*, including retroactive *Ineligibility*, shall be *Disqualified*.

[Commentaire sur l'Article 10.11.1 : Dans les cas de violations des règles antidopage autres que celles figurant à l'Article 2.1, le temps nécessaire à une organisation antidopage pour découvrir et étayer des faits suffisants permettant d'établir une violation des règles antidopage peut être assez long, surtout si

[Comment to Article 10.11.1: In cases of anti-doping rule violations other than under Article 2.1, the time required for an Anti-Doping Organisation to discover and develop facts sufficient to establish an anti-doping rule violation may be lengthy, particularly where the *Athlete* or other *Person*

le sportif ou l'autre personne a pris activement des mesures pour éviter d'être détecté. Dans ces circonstances, la flexibilité prévue au présent article pour faire commencer la sanction à une date antérieure ne devrait pas être utilisée.]

10.11.2 Aveu sans délai

Si le sportif ou l'autre personne avoue rapidement (ce qui signifie pour le sportif, en tout cas avant sa participation à une autre compétition) la violation des règles antidopage après avoir été dûment informé(e) de celle-ci par la FIA ou l'ASN compétente, la période de suspension pourra commencer dès la date à laquelle l'échantillon a été prélevé ou la date de la dernière violation des règles antidopage.

Cependant, dans chaque cas où cet article sera appliqué, le sportif ou l'autre personne devra accomplir au moins la moitié de la période de suspension à compter :

- de la date à laquelle le sportif ou l'autre personne aura accepté l'imposition d'une sanction ;
- de la date à laquelle une décision imposant une sanction aura été rendue suite à une audience ; ou
- de la date à laquelle une sanction est autrement imposée.

Cet Article ne s'applique pas lorsque la période de suspension a déjà été réduite en vertu de l'Article 10.6.3.

10.11.3 Déduction de la période de suspension provisoire ou de la période de suspension imposées.

10.11.3.1 Si une suspension provisoire est imposée et est respectée par le sportif ou l'autre personne, cette période de suspension provisoire devra être déduite de toute période de suspension qui pourra lui être imposée au final. Si une période de suspension est purgée en vertu d'une décision faisant par la suite l'objet d'un appel, le sportif ou l'autre personne se verra déduire la période de suspension ainsi purgée de toute période de suspension susceptible d'être imposée au final en appel.

10.11.3.2 Si un sportif ou une autre personne accepte volontairement par écrit une suspension provisoire prononcée par la FIA ou l'ASN compétente et respecte par la suite les conditions de cette suspension provisoire, le sportif ou l'autre personne bénéficiera d'un crédit quant à cette période de suspension provisoire volontaire, en réduction de toute période de suspension qui pourra être imposée au final.

Une copie de l'acceptation volontaire de la suspension provisoire du sportif sera remise rapidement à chaque partie devant être notifiée d'une violation alléguée des règles antidopage en vertu de l'Article 14.1.

[Commentaire sur l'Article 10.11.3.2 : L'acceptation volontaire d'une suspension provisoire par un sportif ne constitue pas un aveu de la part de ce dernier et ne pourra en aucun cas générer des conclusions défavorables à l'encontre du sportif.]

10.11.3.3 Le sportif ne pourra bénéficier d'aucune réduction de sa période de suspension pour toute période antérieure à sa suspension provisoire ou à sa suspension provisoire volontaire pendant laquelle il a décidé de ne pas concourir ou a été suspendu par son équipe.

10.11.3.4 Dans les sports d'équipe, lorsqu'une période de suspension est imposée à une équipe, et sauf si l'équité l'exige, la période de suspension commencera à la date de la décision en audience finale imposant la suspension ou, en cas de renonciation à l'audience, à la date à laquelle la suspension est acceptée ou autrement imposée. Toute période de suspension provisoire d'une équipe (qu'elle soit imposée ou acceptée volontairement) sera déduite de la période totale de suspension à purger.

[Commentaire sur l'Article 10.11 : L'Article 10.11 stipule clairement que les retards qui ne sont pas attribuables au sportif, l'aveu sans délai de la part du sportif et la suspension provisoire sont les seules justifications pour lesquelles la période de suspension peut commencer avant la date de la décision en audience finale.]

10.12 Statut durant une suspension

10.12.1 Interdiction de participation pendant la suspension

has taken affirmative action to avoid detection. In these circumstances, the flexibility provided in this Article to start the sanction on an earlier date should not be used.]

10.11.2 Timely Admission

Where the Athlete or other Person promptly (which, in any event, for the Athlete means before he takes part in another Competition) admits the anti-doping rule violation after being confronted with such violation by the FIA or the competent ASN, the period of Ineligibility may start as early as the date of Sample collection or the date on which another anti-doping rule violation last occurred.

However, in each case where this article is applied, the Athlete or other Person shall serve at least one-half of the period of Ineligibility going forward from:

- the date on which the Athlete or other Person accepted the imposition of a sanction;
- the date of a hearing decision imposing a sanction; or
- the date on which the sanction is otherwise imposed.

This Article shall not apply where the period of Ineligibility has already been reduced under Article 10.6.3.

10.11.3 Credit for Provisional Suspension or Period of Ineligibility Served

10.11.3.1 If a Provisional Suspension is imposed and respected by the Athlete or other Person, then the Athlete or other Person shall receive a credit for such period of Provisional Suspension against any period of Ineligibility which may ultimately be imposed. If a period of Ineligibility is served pursuant to a decision that is subsequently appealed, then the Athlete or other Person shall receive a credit for such period of Ineligibility served against any period of Ineligibility which may ultimately be imposed on appeal.

10.11.3.2 If an Athlete or other Person voluntarily accepts in writing a Provisional Suspension from the FIA or the competent ASN and thereafter respects the Provisional Suspension, the Athlete or other Person shall receive a credit for such period of voluntary Provisional Suspension against any period of Ineligibility which may ultimately be imposed.

A copy of the Athlete's or other Person's voluntary acceptance of a Provisional Suspension shall be provided promptly to each party entitled to receive notice of an asserted anti-doping rule violation under Article 14.1.

[Comment to Article 10.11.3.2: An Athlete's voluntary acceptance of a Provisional Suspension is not an admission by the Athlete and shall not be used in any way to draw an adverse inference against the Athlete.]

10.11.3.3 No credit against a period of Ineligibility shall be given for any time period before the effective date of the Provisional Suspension or voluntary Provisional Suspension regardless of whether the Athlete elected not to compete or was suspended by his team.

10.11.3.4 In Team Sports, where a period of Ineligibility is imposed upon a team, unless fairness requires otherwise, the period of Ineligibility shall start on the date of the final hearing decision providing for Ineligibility or, if the hearing is waived, on the date on which Ineligibility is accepted or otherwise imposed. Any period of team Provisional Suspension (whether imposed or voluntarily accepted) shall be credited against the total period of Ineligibility to be served.

[Comment to Article 10.11: Article 10.11 makes clear that delays not attributable to the Athlete, timely admission by the Athlete and Provisional Suspension are the only justifications for starting the period of Ineligibility earlier than the date of the final hearing decision.]

10.12 Status during Ineligibility

10.12.1 Prohibition against Participation during Ineligibility

Aucun sportif ni aucune personne suspendu(e) ne pourra, durant sa période de suspension, participer à quelque titre que ce soit à une compétition ou activité (sauf à des programmes d'éducation ou de réhabilitation antidopage autorisés) autorisée ou organisée par un signataire, un membre du signataire ou club ou une autre organisation membre d'une organisation membre d'un signataire, ni à des compétitions autorisées ou organisées par une ligue professionnelle ou une organisation responsable d'épreuves internationales ou nationales ni à une activité sportive d'élite ou de niveau national financée par un organisme gouvernemental.

Le sportif ou l'autre personne qui se voit imposer une suspension de plus de quatre ans pourra, après quatre ans de suspension, participer en tant que sportif à des manifestations sportives locales ne relevant pas de la juridiction d'un signataire du Code ou d'un membre d'un signataire du Code, pour autant que la manifestation sportive locale ne se déroule pas à un niveau où le sportif ou la personne en question est susceptible de se qualifier directement ou indirectement en vue d'un championnat national ou d'une manifestation internationale (ou d'accumuler des points en vue de sa qualification), et n'implique pas que le sportif ou l'autre personne y travaille avec des mineurs à quelque titre que ce soit.

Le sportif ou l'autre personne à qui s'applique la suspension demeure assujéti(e) à des contrôles.

[Commentaire sur l'Article 10.12.1 : Par exemple, sous réserve de l'Article 10.12.2 ci-après, le sportif suspendu ne peut participer à un camp d'entraînement, à une démonstration ou à un entraînement qui est organisé par sa fédération nationale ou un club membre de cette fédération nationale ou qui est financé par un organisme gouvernemental. De plus, le sportif suspendu ne peut participer à une compétition dans une ligue professionnelle non signataire (par ex. les ligues nationales américaines de hockey sur glace et de basketball, etc.), à des manifestations organisées par une organisation responsable de manifestations internationales non signataire ou par une organisation responsable de manifestations nationales non signataire sans déclencher les conséquences indiquées à l'Article 10.12.3. Le terme « activité » inclut également, par exemple, les activités administratives, telles que le fait de servir en qualité d'officiel, d'administrateur, de cadre, d'employé ou de bénévole dans l'organisation décrite dans le présent article. La suspension imposée dans un sport sera également reconnue dans les autres sports (voir l'Article 15.1, Reconnaissance mutuelle).]

10.12.2 Reprise de l'entraînement

À titre d'exception à l'Article 10.12.1, un sportif peut reprendre l'entraînement avec une équipe ou utiliser les équipements d'un club ou d'une autre organisation membre d'une organisation membre de la FIA :

- 1) pendant les deux derniers mois de la période de suspension du sportif ; ou
- 2) pendant le dernier quart de la période de suspension imposée, selon celle de ces deux périodes qui est la plus courte.

[Commentaire sur l'Article 10.12.2 : Dans de nombreux sports d'équipe et certains sports individuels (par ex. saut à ski et gymnastique), un sportif ne peut pas effectivement s'entraîner seul pour être prêt à disputer des compétitions à la fin de sa période de suspension. Durant la période d'entraînement décrite dans le présent article, le sportif suspendu n'a pas le droit de disputer une compétition ni de mener une activité décrite à l'Article 10.12.1 autre que l'entraînement.]

10.12.3 Violation de l'interdiction de participation pendant la suspension

Lorsqu'un sportif ou une autre personne faisant l'objet d'une suspension viole l'interdiction de participation pendant la suspension décrite à l'Article 10.12.1, les résultats de cette participation sont annulés et une nouvelle période de suspension d'une longueur égale à la période de suspension initiale sera ajoutée à la fin de la période de suspension initiale. La nouvelle période de suspension peut être ajustée en fonction du degré de la faute du sportif et de l'autre personne et des autres circonstances du cas. Il incombe à l'organisation antidopage dont la gestion des résultats a conduit à l'imposition de la période initiale de

No Athlete or other Person who has been declared Ineligible may, during the period of Ineligibility, participate in any capacity in a Competition or activity (other than authorised anti-doping education or rehabilitation programmes) authorised or organised by any Signatory, Signatory's member organisation, or a club or other member organisation of a Signatory's member organisation, or in Competitions authorised or organised by any professional league or any international or national level Event organisation or any elite or national-level sporting activity funded by a governmental agency.

An Athlete or other Person who is subject to a period of Ineligibility longer than four years may, after completing four years of the period of Ineligibility, participate as an Athlete in local sport events not sanctioned by or otherwise under the jurisdiction of a Code Signatory or member of a Code Signatory, but only if the local sport event is not at a level that could otherwise qualify such Athlete or other Person directly or indirectly to compete in (or accumulate points toward) a national championship or International Event, and does not involve the Athlete or other Person working in any capacity with Minors.

An Athlete or other Person subject to a period of Ineligibility shall remain subject to Testing.

[Comment to Article 10.12.1: For example, subject to Article 10.12.2 below, an Ineligible Athlete cannot participate in a training camp, exhibition or practice organised by his ASN or a club which is a member of that ASN or which is funded by a governmental agency. Further, an Ineligible Athlete may not compete in a non-Signatory professional league (e.g. the National Hockey League, the National Basketball Association, etc.). Events organised by a non-Signatory International Event organisation or a non-Signatory national-level event organisation without triggering the Consequences set forth in Article 10.12.3. The term "activity" also includes, for example, administrative activities, such as serving as an official, director, officer, employee, or volunteer of the organisation described in this Article. Ineligibility imposed in one sport shall also be recognised by other sports (see Article 15.1, Mutual Recognition).]

10.12.2 Return to Training

As an exception to Article 10.12.1, an Athlete may return to train with a team or to use the facilities of a club or other member organisation of an FIA member organisation during the shorter of:

- 1) the last two months of the Athlete's period of Ineligibility, or
- 2) the last one-quarter of the period of Ineligibility imposed.

[Comment to Article 10.12.2: In many Team Sports and some individual sports (e.g. ski jumping and gymnastics), an Athlete cannot effectively train on his own so as to be ready to compete at the end of his period of Ineligibility. During the training period described in this Article, an Ineligible Athlete may not compete or engage in any activity described in Article 10.12.1 other than training.]

10.12.3 Violation of the Prohibition on Participation during Ineligibility

Where an Athlete or other Person who has been declared Ineligible violates the prohibition against participation during Ineligibility described in Article 10.12.1, the results of such participation shall be Disqualified and a new period of Ineligibility equal in length to the original period of Ineligibility shall be added to the end of the original period of Ineligibility. The new period of Ineligibility may be adjusted based on the Athlete's or other Person's degree of Fault and other circumstances of the case. The determination of whether an Athlete or other Person has violated the prohibition against participation, and whether

suspension de déterminer si le sportif ou l'autre personne a ou non violé l'interdiction de participation, et s'il convient ou non de réduire la période de suspension. Cette décision peut faire l'objet d'un appel conformément à l'Article 13.

Lorsqu'un membre du personnel d'encadrement d'un sportif ou une autre personne aide une personne à violer l'interdiction de participation pendant une suspension, la FIA ou l'ASN compétente imposera les sanctions prévues pour violation en vertu de l'Article 2.9 en raison de cette aide.

10.12.4 Retenue de l'aide financière pendant la suspension

En outre, en cas de violation des règles antidopage sans réduction de sanction dont il est question à l'Article 10.4 ou 10.5, la FIA et les ASN refuseront d'accorder certains, voire la totalité, des avantages liés au statut de sportif, notamment l'aide financière, dont jouissait cette personne.

10.13 Publication automatique de la sanction

Une partie obligatoire de chaque sanction doit inclure la publication automatique, conformément aux dispositions de l'Article 14.3.

[Commentaire sur l'Article 10 : L'harmonisation des sanctions est l'un des sujets les plus discutés et débattus du domaine de l'antidopage. L'harmonisation signifie que les mêmes règles et critères sont appliqués à l'examen des faits propres à chaque affaire. Les arguments contre l'harmonisation des sanctions tiennent aux différences entre les sports. Par exemple dans certains sports, les sportifs sont professionnels et tirent des revenus considérables du sport, alors que dans d'autres, ils sont de réels amateurs. Dans les sports où la carrière d'un sportif est relativement courte, une suspension standard a un impact beaucoup plus considérable que dans les sports où les carrières sont habituellement plus longues. Un argument de base en faveur de l'harmonisation est qu'il est injuste que deux sportifs du même pays, contrôlés positifs à la même substance interdite dans des circonstances similaires, se voient imposer des sanctions différentes du seul fait qu'ils participent à des sports différents. De plus, la flexibilité des sanctions est souvent perçue comme une possibilité inacceptable offerte à certaines organisations sportives de se montrer plus tolérantes envers les contrevenants. Le manque d'harmonisation des sanctions est souvent à l'origine de conflits de juridictions entre les fédérations internationales et les organisations nationales antidopage.]

ARTICLE 11 – CONSÉQUENCES DANS LES SPORTS D'ÉQUIPE

11.1 Contrôle de l'équipe

Lorsque, dans un sport d'équipe, plus d'un membre d'une équipe a été notifié d'une violation des règles antidopage en vertu de l'Article 7 dans le cadre d'une épreuve, la FIA ou l'ASN responsable de la manifestation doit réaliser un nombre de contrôles ciblés approprié à l'égard de l'équipe pendant la durée de l'épreuve.

11.2 Conséquences pour l'équipe

Si, dans un sport d'équipe, un membre d'une équipe a commis une violation des règles antidopage pendant la durée de la manifestation, la FIA ou l'ASN responsable de la manifestation peut imposer une sanction appropriée à l'équipe en question (par exemple : perte de points, disqualification d'une compétition ou d'une manifestation, ou autre sanction) en plus des conséquences imposées au sportif individuel ayant commis la violation des règles antidopage.

Si, dans un sport d'équipe, plus d'un membre d'une équipe a commis une violation des règles antidopage pendant la durée de la manifestation, la FIA ou l'ASN responsable de la manifestation doit imposer une sanction appropriée à l'équipe en question (par exemple : perte de points, disqualification d'une compétition ou d'une manifestation, ou autre sanction) en plus des conséquences imposées aux sportifs individuels ayant commis la violation des règles antidopage.

11.3 Possibilité pour la FIA ou l'ASN responsable d'une manifestation d'établir des règles qui imposent des conséquences plus sévères

an adjustment is appropriate, shall be made by the Anti-Doping Organisation whose results management led to the imposition of the initial period of Ineligibility. This decision may be appealed under Article 13.

Where an Athlete Support Person or other Person assists a Person in violating the prohibition against participation during Ineligibility, the FIA or the competent ASN shall impose sanctions for a violation pursuant to Article 2.9 for such assistance.

10.12.4 Withholding of Financial Support during Ineligibility

In addition, for any anti-doping rule violation not involving a reduced sanction as described in Article 10.4 or 10.5, some or all sport-related financial support or other sport-related benefits received by such Person will be withheld by the FIA and the ASNs.

10.13 Automatic Publication of Sanction

A mandatory part of each sanction shall include automatic publication, as provided in Article 14.3.

[Comment to Article 10: Harmonisation of sanctions has been one of the most discussed and debated areas of anti-doping. Harmonisation means that the same rules and criteria are applied to assess the unique facts of each case. Arguments against requiring harmonisation of sanctions are based on differences between sports including, for example, the following: in some sports, the Athletes are professionals making a sizable income from the sport and in others the Athletes are true amateurs; in those sports where an Athlete's career is short, a standard period of Ineligibility has a much more significant effect on the Athlete than in sports where careers are traditionally much longer. A primary argument in favour of harmonisation is that it is simply not right that two Athletes from the same country who test positive for the same Prohibited Substance under similar circumstances should receive different sanctions only because they participate in different sports. In addition, flexibility in sanctioning has often been viewed as an unacceptable opportunity for some sporting organisations to be more lenient with dopers. The lack of harmonisation of sanctions has also frequently been the source of jurisdictional conflicts between International Federations and National Anti-Doping Organisations.]

ARTICLE 11 – CONSEQUENCES IN TEAM SPORTS

11.1 Testing of the Team

Where, in a Team Sport, more than one member of a team has been notified of an anti-doping rule violation under Article 7 in connection with an Event, the FIA or the ASN responsible for the Event shall conduct appropriate Target Testing on the team during the Event Period.

11.2 Consequences for the Team

If, in a Team Sport, one member of a team is found to have committed an anti-doping rule violation during an Event Period, the FIA or the ASN responsible for the Event may impose an appropriate sanction on the team in question (for example: loss of points, Disqualification from a Competition or Event, or another sanction) in addition to any Consequences imposed upon the individual Athlete who committed the anti-doping rule violation.

If, in a Team Sport, more than one member of a team is found to have committed an anti-doping rule violation during an Event Period, the FIA or the ASN responsible for the Event shall impose an appropriate sanction on the team in question (for example: loss of points, Disqualification from a Competition or Event, or another sanction) in addition to any Consequences imposed upon the individual Athletes who committed the anti-doping rule violation.

11.3 Possibility for the FIA or the ASN responsible for an Event to establish stricter Consequences for Teams

aux équipes

La FIA ou l'ASN responsable d'une *manifestation* peut décider d'établir, pour une *manifestation*, des règles qui imposent des conséquences plus sévères que celles prévues à l'Article 11.2.

The FIA or the ASN responsible for an *Event* may elect to establish rules for the *Event* which impose stricter *Consequences* for Teams than those set out in Article 11.2.

[Commentaire sur l'Article 11.3 : Par exemple, le Comité International Olympique pourrait établir des règles exigeant la disqualification d'une équipe des Jeux Olympiques pour un nombre moindre de violations des règles antidopage pendant la durée des Jeux.]

[Comment to Article 11.3: For example, the International Olympic Committee could establish rules which would require Disqualification of a team from the Olympic Games based on a lesser number of anti-doping rule violations during the period of the Games.]

ARTICLE 12 – SANCTIONS À L'ENCONTRE DES ASN ET COÛTS**ARTICLE 12 – SANCTIONS AGAINST ASNS AND ASSESSED COSTS**

12.1 La FIA peut interrompre tout ou partie du financement ou toute autre aide non financière aux ASN qui ne respectent pas le Règlement.

12.1 The FIA has the authority to withhold some or all funding or other non-financial support to ASNs that are not in compliance with the Regulations.

ARTICLE 13 – APPELS**ARTICLE 13 – APPEALS****13.1 Décisions sujettes à appel**

Toute décision rendue en application du Règlement peut faire l'objet d'un appel conformément aux modalités prévues aux Articles 13.2 à 13.7 ou aux autres dispositions du Règlement, du Code ou des Standards internationaux. Les décisions dont il est fait appel resteront en vigueur durant la procédure d'appel, à moins que l'instance d'appel n'en décide autrement. Avant qu'un appel ne soit ouvert, toutes les possibilités d'appel de la décision prévues dans le Règlement ou dans les règles de l'organisation antidopage chargée de la procédure d'audience aux termes de l'Article 8 devront avoir été épuisées, à condition que ces procédures respectent les principes énoncés à l'Article 13.2.2 ci-dessous (sauf l'exception prévue à l'Article 13.1.3).

13.1 Decisions Subject to Appeal

Decisions made under the Regulations may be appealed as set forth below in Articles 13.2 to 13.7 or as otherwise provided in the Regulations, the Code or the International Standards. Such decisions shall remain in effect while under appeal unless the appellate body orders otherwise. Before an appeal is commenced, any post-decision review provided in the Regulations or in the rules of the Anti-Doping Organisation conducting the hearing process as per Article 8 must be exhausted, provided that such review respects the principles set forth in Article 13.2.2 below (except as provided in Article 13.1.3).

13.1.1 Portée illimitée de l'examen

La portée de l'examen en appel couvre toutes les questions pertinentes pour l'affaire et n'est expressément pas limitée aux questions ou à la portée de l'examen devant l'instance décisionnelle initiale.

13.1.1 Scope of Review Not Limited

The scope of review on appeal includes all issues relevant to the matter and is expressly not limited to the issues or scope of review before the initial decision-maker.

13.1.2 Le TAS n'est pas lié par les éléments retenus dans la décision portée en appel.

En rendant sa décision, le TAS n'est pas tenu de s'en remettre au pouvoir discrétionnaire exercé par l'instance dont la décision fait l'objet de l'appel.

13.1.2 CAS Shall Not Defer to the Findings Being Appealed

In making its decision, CAS need not give deference to the discretion exercised by the body whose decision is being appealed.

[Commentaire sur l'Article 13.1.2 : Les procédures devant le TAS sont de novo. Les procédures antérieures ne limitent pas les preuves pouvant être apportées devant le TAS et ne pèsent pas d'un poids particulier dans l'audience devant le TAS.]

[Comment to Article 13.1.2: CAS proceedings are de novo. Prior proceedings do not limit the evidence or carry weight in the hearing before CAS.]

13.1.3 L'AMA n'est pas tenue d'épuiser les recours internes

Lorsque l'AMA a le droit d'interjeter appel en vertu de l'Article 13 et qu'aucune autre partie n'a fait appel d'une décision finale dans le cadre de la procédure de la FIA ou de l'ASN compétente, l'AMA peut porter cette décision en appel directement devant le TAS sans devoir épuiser les autres recours éventuellement prévus dans le cadre de la procédure de la FIA ou de l'ASN compétente.

13.1.3 WADA Not Required to Exhaust Internal Remedies

Where WADA has a right to appeal under Article 13 and no other party has appealed a final decision within the FIA's or the competent ASN's process, WADA may appeal such decision directly to CAS without having to exhaust other possible remedies in the FIA's or the competent ASN's process.

[Commentaire sur l'Article 13.1.3 : Lorsqu'une décision a été rendue avant le dernier stade de la procédure de la FIA ou de l'ASN compétente (par ex., lors d'une première audience) et qu'aucune partie n'a décidé de porter la décision en appel à la prochaine étape de la procédure de la FIA ou de l'ASN compétente (par ex. le comité directeur), l'AMA peut renoncer aux étapes suivantes de la procédure interne de la FIA ou de l'ASN compétente et interjeter appel directement auprès du TAS.]

[Comment to Article 13.1.3: Where a decision has been rendered before the final stage of the FIA's or the competent ASN's process (for example, a first hearing) and no party elects to appeal that decision to the next level of the FIA's or the competent ASN's process (e.g. the Managing Board), WADA may bypass the remaining steps in the FIA's or the competent ASN's internal process and appeal directly to CAS.]

13.2 Appels des décisions relatives aux violations des règles antidopage, conséquences, suspensions provisoires, reconnaissance des décisions et juridiction

Les décisions suivantes peuvent être portées en appel selon les modalités strictement prévues dans les Articles 13.2 à 13.7 :

- une décision portant sur une violation des règles antidopage ;
- une décision imposant des conséquences ou n'imposant

13.2 Appeals from Decisions regarding Anti-Doping Rule Violations, Consequences, Provisional Suspensions, Recognition of Decisions and Jurisdiction

The following decisions may be appealed exclusively as provided in Articles 13.2 to 13.7:

- a decision that an anti-doping rule violation was committed;
- a decision imposing *Consequences* or not imposing

pas de conséquences à l'issue d'une violation des règles antidopage ;

- une décision établissant qu'aucune violation des règles antidopage n'a été commise ;
- une décision établissant qu'une procédure en matière de violation des règles antidopage ne peut être poursuivie pour des raisons procédurales (y compris pour cause de prescription, par exemple) ;
- une décision prise par l'AMA de ne pas accorder d'exception à l'exigence de préavis de six mois pour un sportif retraité qui souhaite revenir à la compétition au titre de l'Article 5.7.1 ;
- une décision prise par l'AMA attribuant la gestion des résultats au titre de l'Article 7.1 du Code ;
- une décision de la FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats de ne pas présenter un *résultat d'analyse anormal* ou un *résultat atypique* comme une violation des règles antidopage, ou une décision de ne pas donner suite à une violation des règles antidopage après une enquête menée en vertu de l'Article 7.7 ;
- une décision d'imposer une *suspension provisoire* à l'issue d'une *audience préliminaire* ;
- le non-respect de l'Article 7.9 par la FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats ;
- une décision stipulant que la FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats n'est pas compétente pour statuer sur une violation alléguée des règles antidopage ou sur ses conséquences ;
- une décision de suspendre, ou de ne pas suspendre, une période de *suspension* ou de rétablir, ou de ne pas rétablir, une période de *suspension* au titre de l'Article 10.6.1 ;
- une décision au titre de l'Article 10.12.3 ; et
- une décision prise par la FIA ou par l'ASN compétente de ne pas reconnaître une décision prise par une autre organisation antidopage au titre de l'Article 15.

13.2.1 Appels des décisions de la FIA

Dans les cas découlant de la participation à une *Epreuve internationale* ou dans les cas impliquant des *sportifs de niveau international*, la décision peut faire l'objet d'un appel uniquement devant le TAS.

En outre, toute décision de la FIA peut faire l'objet d'un appel uniquement devant le TAS et en accord avec les dispositions en vigueur auprès de ce tribunal.

[Commentaire sur l'Article 13.2.1 : Les décisions du TAS sont exécutoires et définitives, sauf en cas de procédure d'annulation ou de reconnaissance d'une sentence arbitrale exigée par la loi applicable.]

13.2.2 Appels des décisions des ASN ou des organisations nationales antidopage

Toute décision d'une ASN ou d'une *organisation nationale antidopage* peut faire l'objet d'un appel devant un organe d'appel national indépendant et impartial instauré conformément aux règles adoptées par l'ASN ou l'*organisation nationale antidopage* et ayant juridiction sur le *sportif* ou l'*autre personne*. Les règles de cet appel respecteront les principes suivants : une audience dans un délai raisonnable ; une instance d'audition équitable et impartiale ; le droit pour la *personne* d'être représentée par un conseil juridique à ses propres frais ; et une décision écrite et motivée rendue dans des délais raisonnables. Si l'ASN ou l'*organisation nationale antidopage* n'a pas établi un tel organe, il peut être fait appel de cette décision devant le TAS, conformément aux dispositions applicables devant ce tribunal.

13.2.3 Personnes autorisées à faire appel

Dans les cas visés à l'Article 13.2.1, les parties suivantes auront le droit de faire appel devant le TAS :

- a) le *sportif* ou toute autre *personne* à qui s'applique la décision dont il est fait appel ;
- b) l'autre partie à l'affaire dans laquelle la décision a été rendue ;

Consequences for an anti-doping rule violation;

- a decision that no anti-doping rule violation was committed;
- a decision that an anti-doping rule violation process cannot go forward for procedural reasons (including, for example, prescription);
- a decision by WADA not to grant an exception to the six-month notice requirement for a retired *Athlete* to return to *Competition* under Article 5.7.1;
- a decision by WADA assigning results management under Article 7.1 of the *Code*;
- a decision by the FIA or the ASN responsible for results management not to bring forward an *Adverse Analytical Finding* or an *Atypical Finding* as an anti-doping rule violation, or a decision not to go forward with an anti-doping rule violation after an investigation under Article 7.7;
- a decision to impose a *Provisional Suspension* as a result of a *Provisional Hearing*;
- the FIA's or the ASN responsible for results management's failure to comply with Article 7.9;
- a decision that the FIA or the ASN responsible for results management lacks jurisdiction to rule on an alleged anti-doping rule violation or its *Consequences*;
- a decision to suspend, or not suspend, a period of *Ineligibility* or to reinstate, or not reinstate, a suspended period of *Ineligibility* under Article 10.6.1;
- a decision under Article 10.12.3; and
- a decision by the FIA or the competent ASN not to recognise another *Anti-Doping Organisation's* decision under Article 15.

13.2.1 Appeals against the decisions of the FIA

In cases arising from participation in an *International Event* or in cases involving *International-Level Athletes*, the decision may be appealed exclusively to CAS.

Furthermore, any decision of the FIA may be appealed exclusively to CAS in accordance with the provisions applicable before that court.

[Comment to Article 13.2.1: CAS decisions are final and binding except for any review required by law applicable to the annulment or enforcement of arbitral awards.]

13.2.2 Appeals against the decisions of ASNs or National Anti-Doping Organisations

Any decision imposed by an ASN or a *National Anti-Doping Organisation* may be appealed to a national-level appeal body, being an independent and impartial body established in accordance with rules adopted by the ASN or the *National Anti-Doping Organisation* having jurisdiction over the *Athlete* or other *Person*. The rules for such appeal shall respect the following principles: a timely hearing; a fair and impartial hearing panel; the right to be represented by counsel at the *Person's* own expense; and a timely, written, reasoned decision. If the ASN or the *National Anti-Doping Organisation* has not established such a body, the decision may be appealed to CAS in accordance with the provisions applicable before that court.

13.2.3 Persons Entitled to Appeal

In cases under Article 13.2.1, the following parties shall have the right to appeal to CAS:

- a) the *Athlete* or other *Person* who is the subject of the decision being appealed;
- b) the other party to the case in which the decision was rendered;

- c) la FIA ;
- d) l'organisation nationale antidopage du pays dont la personne est détentrice d'une licence ;
- e) le Comité international olympique ou le Comité international paralympique, s'il y a lieu, et quand la décision peut avoir un effet sur les Jeux olympiques ou les Jeux paralympiques, notamment les décisions affectant la possibilité d'y participer ; et
- f) l'AMA.

Dans les cas visés à l'Article 13.2.2, les parties ayant le droit d'appel auprès de l'instance nationale d'appel seront celles prévues par les règles de l'ASN ou de l'organisation nationale antidopage mais incluront au minimum les parties suivantes :

- a) le sportif ou toute autre personne soumis(e) à la décision portée en appel ;
- b) l'autre partie impliquée dans l'affaire dans laquelle la décision a été rendue ;
- c) la FIA ;
- d) l'organisation nationale antidopage du pays dont la personne est détentrice d'une licence ;
- e) l'ASN qui a délivré la licence à la personne ; et
- f) l'AMA.

Pour les cas visés à l'Article 13.2.2, l'AMA et la FIA pourront faire appel devant le TAS d'une décision rendue par une instance d'appel nationale. Toute partie interjetant appel sera en droit d'attendre l'aide du TAS pour obtenir tous les éléments d'information pertinents de l'organisation antidopage dont elle porte la décision en appel et les informations seront transmises si le TAS en donne l'instruction.

Notwithstanding toute autre disposition dans la présente Annexe, la seule personne autorisée à faire appel d'une suspension provisoire est le sportif ou la personne à qui la suspension provisoire est imposée.

- c) the FIA;
- d) the National Anti-Doping Organisation of the country where the Person is a licence-holder;
- e) the International Olympic Committee or International Paralympic Committee, as applicable, where the decision may have an effect in relation to the Olympic Games or Paralympic Games, including decisions affecting eligibility for the Olympic Games or Paralympic Games; and
- f) WADA.

In cases under Article 13.2.2, the parties having the right to appeal to the national-level appeal body shall be as provided in the rules of the ASN or the National Anti-Doping Organisation but, at least, shall include the following parties:

- a) the Athlete or other Person who is the subject of the decision being appealed;
- b) the other party to the case in which the decision was rendered;
- c) the FIA;
- d) the National Anti-Doping Organisation of the country where the Person is a licence-holder;
- e) the ASN that issued the licence to the Person; and
- f) WADA.

For cases under Article 13.2.2, WADA and the FIA shall also have the right to appeal to CAS with respect to the decision of the national-level reviewing body. Any party filing an appeal shall be entitled to assistance from CAS to obtain all relevant information from the Anti-Doping Organisation whose decision is being appealed and the information shall be provided if CAS so directs.

Notwithstanding any other provision herein, the only Person who may appeal against a Provisional Suspension is the Athlete or other Person upon whom the Provisional Suspension is imposed.

13.2.4 Autorisation des appels joints et autres appels subséquents

Les appels joints et les autres appels subséquents formés par tout défendeur cité dans des cas portés devant le TAS sur la base du Code sont spécifiquement autorisés. Toute partie autorisée à faire appel au titre du présent Article 13 doit déposer un appel joint ou un appel subséquent au plus tard avec la réponse de cette partie.

[Commentaire sur l'Article 13.2.4 : Cette disposition est nécessaire du fait que depuis 2011, les règles du TAS ne donnent plus aux sportifs le droit de faire des appels joints lorsqu'une organisation antidopage fait appel d'une décision après l'expiration du délai d'appel du sportif. Cette disposition permet d'entendre intégralement toutes les parties.]

13.3 Manquement à l'obligation de rendre une décision dans un délai raisonnable

Lorsque, dans un cas donné, la FIA ne rend pas une décision sur la question de savoir si une violation des règles antidopage a été commise dans un délai raisonnable fixé par l'AMA, cette dernière peut décider d'en appeler directement au TAS, comme si la FIA avait rendu une décision d'absence de violation des règles antidopage. Si la formation de jugement du TAS établit qu'une violation des règles antidopage a été commise et que l'AMA a agi raisonnablement en décidant d'en appeler directement au TAS, les frais et les honoraires d'avocats occasionnés à l'AMA par la procédure d'appel seront remboursés à l'AMA par la FIA.

[Commentaire sur l'Article 13.3 : Compte tenu des circonstances propres à chaque instruction d'une violation des règles antidopage et à chaque processus de gestion des résultats, il n'est pas possible d'établir un délai fixe dans lequel la FIA doit rendre une décision avant que l'AMA puisse intervenir en faisant appel directement au TAS. Cependant, avant de prendre cette mesure, l'AMA consultera la FIA et lui donnera l'occasion d'expliquer pourquoi elle n'a pas encore rendu sa décision.]

13.4 Appels de décisions portant sur l'autorisation ou le refus d'Usage à des fins thérapeutiques

Les décisions en matière d'AUT ne peuvent faire l'objet d'un appel que conformément aux dispositions de l'Article 4.5.

13.2.4 Cross Appeals and other Subsequent Appeals Allowed

Cross appeals and other subsequent appeals by any respondent named in cases brought to CAS under the Code are specifically permitted. Any party with a right to appeal under this Article 13 must file a cross appeal or subsequent appeal at the latest with the party's answer.

[Comment to Article 13.2.4: This provision is necessary because since 2011, CAS rules no longer permit an Athlete the right to cross appeal when an Anti-Doping Organisation appeals a decision after the Athlete's time for appeal has expired. This provision permits a full hearing for all parties.]

13.3 Failure to Render a Timely Decision

Where, in a particular case, the FIA fails to render a decision with respect to whether an anti-doping rule violation was committed within a reasonable deadline set by WADA, WADA may elect to appeal directly to CAS as if the FIA had rendered a decision finding no anti-doping rule violation. If the CAS hearing panel determines that an anti-doping rule violation was committed and that WADA acted reasonably in electing to appeal directly to CAS, then WADA's costs and attorney fees in prosecuting the appeal shall be reimbursed to WADA by the FIA.

[Comment to Article 13.3: Given the different circumstances of each anti-doping rule violation investigation and results management process, it is not feasible to establish a fixed time period for the FIA to render a decision before WADA may intervene by appealing directly to CAS. Before taking such action, however, WADA will consult with the FIA and give the FIA an opportunity to explain why it has not yet rendered a decision.]

13.4 Appeals from Decisions Granting or Denying a Therapeutic Use Exemption

TUE decisions may be appealed exclusively as provided in Article 4.5.

13.5 Notification des décisions d'appel

Toute *organisation antidopage* qui est partie à un appel remettra sans délai la décision d'appel au *sportif* ou à l'autre *personne* et aux autres *organisations antidopage* qui auraient pu faire appel au titre de l'Article 13.2.3 conformément aux dispositions de l'Article 14.2.

13.6 Appel des décisions en vertu de l'Article 12

Les décisions de la *FIA* en vertu de l'Article 12 peuvent faire l'objet d'un appel exclusivement devant le *TAS* par l'*ASN* concernée.

13.7 Délai pour déposer un appel

13.7.1 Appels devant le TAS

Le délai pour déposer un appel devant le *TAS* sera de vingt et un jours à compter de la date de réception de la décision par la partie appelante. Nonobstant ce qui précède, les dispositions suivantes s'appliqueront aux appels déposés par une partie habilitée à faire appel, mais qui n'était pas partie aux procédures ayant mené à la décision sujette à appel :

- a) Dans les quinze jours suivant la notification de la décision, cette partie ou ces parties pourront demander à l'organisme qui a rendu la décision une copie du dossier sur lequel cet organisme a basé sa décision ;
- b) Si une telle demande est faite dans les quinze jours, la partie faisant cette demande bénéficiera alors de vingt et un jours à compter de la réception du dossier pour faire appel devant le *TAS*.

Nonobstant ce qui précède, le délai de dépôt d'un appel ou d'une intervention de l'*AMA* sera au maximum de :

- a) Vingt et un jours à compter du dernier jour du délai d'appel de toute autre partie ; ou
- b) Vingt et un jours après que l'*AMA* a reçu le dossier complet relatif à la décision.

13.7.2 Appels en vertu de l'Article 13.2.2

Le délai pour déposer un appel devant une instance indépendante et impartiale instituée au niveau national conformément aux règles établies par l'*ASN* ou l'*organisation nationale antidopage* sera indiqué par lesdites règles de l'*ASN* ou de l'*organisation nationale antidopage*.

Nonobstant ce qui précède, la date limite pour le dépôt d'un appel de la part de l'*AMA* sera la date correspondant à l'échéance la plus éloignée parmi les suivantes :

- a) vingt et un jours après la date finale à laquelle toute autre partie à l'affaire aurait pu faire appel ; ou
- b) vingt et un jours après la réception par l'*AMA* du dossier complet relatif à la décision.

13.8 Attribution des frais et dépens du TAS et des gains retirés

L'ordre de priorité pour le remboursement des frais et dépens du *TAS* et des gains retirés sera le suivant : en premier lieu, le paiement des frais et dépens attribués par le *TAS* ; en deuxième lieu, le remboursement des frais de la *FIA* ; et en troisième lieu, la réaffectation en faveur d'autres *sportifs* des gains retirés.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITÉ ET RAPPORT

14.1 Informations concernant des résultats d'analyse anormaux, des résultats atypiques et d'autres violations alléguées des règles antidopage

La *FIA* et l'*ASN* compétente appliqueront des principes de gestion coordonnée des résultats antidopage et de gestion responsable, publique, transparente et respectant les intérêts privés des individus présumés avoir violé des règles antidopage comme suit :

14.1.1 Notification aux sportifs et aux autres personnes

La notification aux *sportifs* ou à d'autres *personnes* de violations de règles antidopage alléguées à leur encontre interviendra telle que prévue aux Articles 7 et 14. La notification à un *sportif* ou à une autre *personne* qui est licencié(e) d'une *ASN* peut intervenir

13.5 Notification of Appeal Decisions

Any *Anti-Doping Organisation* that is a party to an appeal shall promptly provide the appeal decision to the *Athlete* or other *Person* and to the other *Anti-Doping Organisations* that would have been entitled to appeal under Article 13.2.3 as provided under Article 14.2.

13.6 Appeals from Decisions Pursuant to Article 12

Decisions by the *FIA* pursuant to Article 12 may be appealed exclusively to *CAS* by the *ASN* concerned.

13.7 Time for Filing Appeals

13.7.1 Appeal to CAS

The time to file an appeal to *CAS* shall be twenty-one days from the date of receipt of the decision by the appealing party. The above notwithstanding, the following shall apply in connection with appeals filed by a party entitled to appeal but which was not a party to the proceedings that led to the decision being appealed:

- a) Within fifteen days from notice of the decision, such party/parties shall have the right to request a copy of the case file from the body that issued the decision;
- b) If such a request is made within the fifteen-day period, the party making such request shall have twenty-one days from receipt of the file to file an appeal to *CAS*.

The above notwithstanding, the filing deadline for an appeal or intervention filed by *WADA* shall be the later of:

- a) Twenty-one days after the last day on which any other party in the case could have appealed, or
- b) Twenty-one days after *WADA*'s receipt of the complete file relating to the decision.

13.7.2 Appeals under Article 13.2.2

The time to file an appeal to an independent and impartial body established at national level in accordance with rules established by the *ASN* or the *National Anti-Doping Organisation* shall be indicated by the same rules of the *ASN* or the *National Anti-Doping Organisation*.

The above notwithstanding, the filing deadline for an appeal or intervention filed by *WADA* shall be the later of:

- a) Twenty-one days after the last day on which any other party in the case could have appealed, or
- b) Twenty-one days after *WADA*'s receipt of the complete file relating to the decision.

13.8 Allocation of CAS Cost Awards and Forfeited Prize Money

The priority for repayment of *CAS* cost awards and forfeited prize money shall be: first, payment of costs awarded by *CAS*; second, reimbursement of the expenses of the *FIA*; and third, reallocation of forfeited prize money to other *Athletes*.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITY AND REPORTING

14.1 Information concerning Adverse Analytical Findings, Atypical Findings, and Other Asserted Anti-Doping Rule Violations

The *FIA* and the competent *ASN* shall apply the principles of coordination of anti-doping results, public transparency and accountability and respect for the privacy interests of individuals alleged to have violated anti-doping rules as provided below:

14.1.1 Notice to Athletes and other Persons

Notice to *Athletes* or other *Persons* of anti-doping rule violations asserted against them shall be given as provided under Articles 7 and 14. Notice to an *Athlete* or other *Person* who is licensed by an *ASN* may be accomplished by delivery of the notice to the *ASN*.

par l'envoi de la notification à l'ASN.

14.1.2 Notification aux organisations nationales antidopage, à la FIA, aux ASN et à l'AMA

La notification de l'allégation d'une violation d'une règle antidopage à l'organisation nationale antidopage concernée, à la FIA, à l'ASN concernée et à l'AMA sera donnée telle que prévue aux Articles 7 et 14, en même temps que la notification au sportif ou à l'autre personne.

14.1.3 Contenu de la notification

En vertu de l'Article 7, la notification au sportif, à l'organisation nationale antidopage du sportif, à la FIA, à l'ASN qui a délivré la licence au sportif et à l'AMA comprendra :

- le nom du sportif,
- son pays,
- le sport et la discipline du sportif dans le sport,
- le niveau de compétition du sportif,
- si le contrôle était en compétition ou hors compétition,
- la date du prélèvement de l'échantillon,
- le résultat d'analyse rapporté par le laboratoire, et
- toute autre information requise par le Standard International pour les contrôles et les enquêtes.

La notification des violations des règles antidopage autres que relevant de l'Article 2.1 comprendra la règle violée et le fondement de la violation alléguée.

14.1.4 Rapports de suivi

À l'exception des enquêtes n'ayant pas abouti à la notification d'une violation des règles antidopage conformément à l'Article 14.1.1, les mêmes personnes et organisations antidopage seront régulièrement informées de l'état de la procédure, de ses progrès et des résultats des procédures menées en vertu des Articles 7, 8 ou 13 et recevront sans délai une explication ou une décision écrite motivée expliquant la résolution de la question.

14.1.5 Confidentialité

Les entités à qui sont destinées ces informations ne devront pas les révéler à d'autres personnes que celles ayant besoin de les connaître, jusqu'à ce que l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats les divulgue publiquement ou, en cas de manquement à l'obligation de diffusion publique, jusqu'à ce que les délais stipulés à l'Article 14.2 soient respectés.

14.2 Notification de décisions relatives à des violations des règles antidopage et demande de dossier

14.2.1 Les décisions relatives aux violations des règles antidopage rendues en vertu des Articles 7.11, 8.2, 10.4, 10.5, 10.6, 10.12.3 ou 13.5 comprendront l'intégralité des motifs de la décision, y compris, le cas échéant, l'indication des raisons pour lesquelles la conséquence maximale potentielle n'a pas été infligée. Lorsque la décision n'est pas rédigée en anglais ou en français, l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats fournira un résumé succinct en anglais ou en français de la décision et des raisons qui l'étaient.

14.2.2 Une organisation antidopage autorisée à faire appel d'une décision reçue en vertu de l'Article 14.2.1 peut, dans les quinze jours suivant la réception de la décision, demander une copie de l'intégralité du dossier relatif à cette décision.

14.3 Diffusion publique

14.3.1 L'identité de tout sportif ou de toute autre personne soupçonné(e) par une organisation antidopage d'infraction à une règle antidopage ne pourra être divulguée publiquement par l'organisation antidopage responsable de la gestion des résultats qu'après notification au sportif ou à l'autre personne en cause conformément aux Articles 7.3 à 7.9 et simultanément aux organisations antidopage concernées conformément à l'Article 14.1.2.

14.3.2 Au plus tard vingt jours après qu'une décision d'appel finale aura été rendue au sens des Articles 13.2.1 ou 13.2.2, ou s'il a été

14.1.2 Notice to the National Anti-Doping Organisations, the FIA, the ASNs and WADA

Notice of the assertion of an anti-doping rule violation to the National Anti-Doping Organisation concerned, the FIA, the ASN concerned and WADA shall be given as provided under Articles 7 and 14, simultaneously with the notice to the Athlete or other Person.

14.1.3 Content of Notification

Notification to the Athlete, the Athlete's National Anti-Doping Organisation, the FIA, the ASN that issued the licence to the Athlete and WADA according to Article 7 shall include:

- the Athlete's name,
- his country,
- the sport and the discipline of the Athlete within the sport,
- the Athlete's competitive level,
- whether the test was In-Competition or Out-of-Competition,
- the date of Sample collection,
- the analytical result reported by the laboratory, and
- any other information as required by the International Standard for Testing and Investigations.

Notification of anti-doping rule violations other than under Article 2.1 shall include the rule violated and the basis of the asserted violation.

14.1.4 Status Reports

Except with respect to investigations which have not resulted in notification of an anti-doping rule violation pursuant to Article 14.1.1, the same Persons and Anti-Doping Organisations shall be regularly updated on the status and findings of any review or proceedings conducted pursuant to Article 7, 8 or 13 and shall be provided with a prompt, written, reasoned explanation or decision explaining the resolution of the matter.

14.1.5 Confidentiality

The recipient entities shall not disclose this information beyond those Persons with a need to know until the Anti-Doping Organisation responsible for results management has made Public Disclosure or, should it fail to make Public Disclosure, until the time limits set out in Article 14.2 have expired.

14.2 Notice of Anti-Doping Rule Violation Decisions and Request for Files

14.2.1 Anti-doping rule violation decisions rendered pursuant to Article 7.11, 8.2, 10.4, 10.5, 10.6, 10.12.3 or 13.5 shall include the full reasons for the decision, including, if applicable, the reason why the greatest possible Consequences were not imposed. Where the decision is not in English or French, the Anti-Doping Organisation responsible for results management shall provide a short English or French summary of the decision and the supporting reasons.

14.2.2 An Anti-Doping Organisation having a right to appeal a decision received pursuant to Article 14.2.1 may, within fifteen days of receipt, request a copy of the full case file pertaining to the decision.

14.3 Public Disclosure

14.3.1 The identity of any Athlete or other Person who is asserted by an Anti-Doping Organisation to have committed an anti-doping rule violation may be Publicly Disclosed by the Anti-Doping Organisation responsible for results management only after notice has been provided to the Athlete or other Person in accordance with Articles 7.3 to 7.9, and simultaneously to the applicable Anti-Doping Organisations in accordance with Article 14.1.2.

14.3.2 No later than twenty days after a final appellate decision has been rendered under Article 13.2.1 or 13.2.2, or such appeal

décidé de renoncer à un tel appel ou à une audience tenue conformément à l'Article 8, qu'il a été renoncé à une telle audience, ou que l'accusation de violation des règles antidopage n'a pas été contestée dans les délais requis, la FIA ou l'ASN responsable de la gestion des résultats devra *rapporter publiquement* l'issue de la procédure antidopage, y compris :

- la discipline,
- la règle antidopage enfreinte,
- le nom du *sportif* ou de l'autre *personne* ayant commis la violation,
- la *substance interdite* ou la *méthode interdite* en cause (le cas échéant), et
- les conséquences imposées.

La FIA ou l'ASN compétente devra également rendre publiques dans les vingt jours des décisions rendues en appel dans les cas de violation des règles antidopage, y compris les informations telles que décrites plus haut.

14.3.3 Dans toute affaire où il sera établi, après une audience ou un appel, que le *sportif* ou l'autre *personne* n'a pas commis de violation des règles antidopage, la décision ne pourra être *divulguée publiquement* qu'avec le consentement du *sportif* ou de l'autre *personne* faisant l'objet de la décision. La FIA ou l'ASN compétente devra faire des efforts raisonnables afin d'obtenir ce consentement et, si elle l'obtient, devra publier la décision intégralement ou suivant la formulation que le *sportif* ou l'autre *personne* aura approuvée.

14.3.4 La publication devra être réalisée au moins par l'affichage des informations requises sur le site Internet de la FIA ou de l'ASN compétente ou par une publication par d'autres moyens, en laissant l'information disponible pendant un mois ou pendant la durée de toute période de *suspension*, selon celle de ces deux périodes qui est la plus longue.

14.3.5 Ni la FIA ni l'ASN compétente, ni aucun représentant de celles-ci, ne pourra commenter publiquement les faits relatifs à une affaire en cours (ce qui ne comprend pas la description générale de la procédure et des aspects scientifiques) à moins que ce ne soit pour réagir à des commentaires publics attribués au *sportif*, à l'autre *personne* à l'encontre de laquelle une violation des règles antidopage est alléguée, ou à leurs représentants.

14.3.6 La *divulgence publique* obligatoire requise à l'Article 14.3.2 ne sera pas exigée lorsque le *sportif* ou l'autre *personne* qui a été reconnue coupable de violation des règles antidopage est un *mineur*. La *divulgence publique* portant sur un cas impliquant un *mineur* sera proportionnée aux faits et aux circonstances du cas.

14.3.7 Sauf indication expresse contraire, un préavis aux termes du Règlement n'est valable que s'il est écrit. Fax et courriels sont autorisés.

14.3.8 Toute notification donnée en vertu du Règlement est, en l'absence de réception antérieure, réputée avoir été dûment donnée :

- a) si elle est remise en main propre, à la livraison ;
- b) si elle est envoyée par courrier prioritaire, deux jours ouvrables francs après la date de l'envoi ;
- c) si elle est envoyée par courrier aérien, six jours ouvrables francs après la date de l'envoi ;
- d) si elle est envoyée par fax, à l'expiration du délai de 48 heures après l'heure à laquelle elle a été envoyée ;
- e) si elle est envoyée par courriel, à l'heure à laquelle elle a été envoyée.

14.4 Rapport statistique

La FIA et les ASN publieront, au moins une fois par an, un rapport statistique général sur leurs activités de *contrôle du dopage* et en fourniront une copie à l'AMA. La FIA et les ASN pourront également publier des rapports mentionnant le nom de chaque *sportif* soumis à un *contrôle* et la date de chaque *contrôle*.

14.5 Centre d'information en matière de *contrôle du dopage*

Afin de faciliter la coordination de la planification des *contrôles* et d'éviter des doublons entre les diverses *organisations antidopage*,

has been waived, or a hearing in accordance with Article 8 has been waived, or the assertion of an anti-doping rule violation has not been challenged in a timely fashion, the FIA or the ASN responsible for Results Management must *Publicly Report* the disposition of the anti-doping matter including:

- the discipline,
- the anti-doping rule violated,
- the name of the *Athlete* or other *Person* having committed the violation,
- the *Prohibited Substance* or Prohibited Method involved (if any), and
- the Consequences imposed.

The FIA or the competent ASN must also *Publicly Report*, within twenty days, appeal decisions concerning anti-doping rule violations, including the information described above.

14.3.3 In any case where it is determined, after a hearing or appeal, that the *Athlete* or other *Person* did not commit an anti-doping rule violation, the decision may be *Publicly Disclosed* only with the consent of the *Athlete* or other *Person* who is the subject of the decision. The FIA or the competent ASN shall use reasonable efforts to obtain such consent and, if consent is obtained, shall *Publicly Disclose* the decision in its entirety or in such redacted form as the *Athlete* or other *Person* may approve.

14.3.4 Publication shall be accomplished at a minimum by posting the required information on the FIA's or the competent ASN's website or publishing it through other means and leaving the information up for one month or the duration of any period of *Ineligibility*, whichever is the longer.

14.3.5 Neither the FIA, nor the competent ASN, nor any official of either body shall publicly comment on the specific facts of any pending case (as opposed to general description of process and science) except in response to public comments attributed to the *Athlete*, the other *Person* against whom an anti-doping rule violation is asserted, or their representatives.

14.3.6 The mandatory *Public Reporting* required in Article 14.3.2 shall not be required where the *Athlete* or other *Person* who has been found to have committed an anti-doping rule violation is a *Minor*. Any optional *Public Reporting* in a case involving a *Minor* shall be proportionate to the facts and circumstances of the case.

14.3.7 Except where expressly stated otherwise, notice under the *Regulations* shall be effective only if it is in writing. Faxes and email are permitted.

14.3.8 Any notice given under the *Regulations* shall, in the absence of earlier receipt, be deemed to have been duly given as follows:

- a) if delivered personally, on delivery;
- b) if sent by first class post, two clear working days after the date of posting;
- c) if sent by airmail, six clear working days after the date of posting;
- d) if sent by fax, on the expiration of 48 hours after the time it was sent;
- e) if sent by email, at the time at which it was sent.

14.4 Statistical Reporting

The FIA and the ASNs shall, at least annually, publish publicly a general statistical report of their *Doping Control* activities with a copy provided to WADA. The FIA and the ASNs may also publish reports showing the name of each *Athlete* tested and the date of *Testing*.

14.5 Doping Control Information Clearinghouse

To facilitate coordinated test distribution planning and to avoid unnecessary duplication of *Testing* by the various *Anti-Doping*

la FIA communiquera tous les contrôles en compétition et hors compétition portant sur ses sportifs au centre d'information de l'AMA, au moyen d'ADAMS, aussitôt que ces contrôles auront été réalisés. Ces informations seront mises à la disposition, dans la mesure appropriée et conformément aux règles applicables, du sportif, de l'ASN qui a délivré la licence au sportif, de l'organisation nationale antidopage du sportif, de la FIA et de toute autre organisation antidopage ayant autorité de contrôle sur le sportif.

Organisations, the FIA shall report all In-Competition and Out-of-Competition tests on Athletes to the WADA Clearinghouse, using ADAMS, as soon as possible after such tests have been conducted. This information will be made accessible, where appropriate and in accordance with the applicable rules, to the Athlete, the ASN that issued the licence to the Athlete, the Athlete's National Anti-Doping Organisation, the FIA and any other Anti-Doping Organisations with Testing authority over the Athlete.

14.6 Confidentialité des données

14.6 Data Privacy

14.6.1 La FIA ou les ASN peuvent recueillir, conserver, traiter ou communiquer des renseignements personnels des sportifs et aux autres personnes dans la mesure nécessaire et appropriée pour mener à bien ses activités antidopage au titre du Code, des Standards Internationaux (y compris notamment le Standard International pour la protection des renseignements personnels) et du Règlement.

14.6.1 The FIA or the ASNs may collect, store, process or disclose personal information relating to Athletes and other Persons where necessary and appropriate to conduct their anti-doping activities under the Code, the International Standards (including specifically the International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information) and the Regulations.

14.6.2 Tout participant qui soumet des informations y compris des données personnelles à toute personne conformément au Règlement sera réputé avoir accepté, en vertu des lois applicables relatives à la protection des données et autrement, que ces informations soient recueillies, traitées, divulguées et utilisées par cette personne aux fins de l'application du Règlement, conformément au Standard International pour la protection des renseignements personnels et comme l'exige par ailleurs la mise en œuvre du Règlement.

14.6.2 Any Participant who submits information including personal data to any Person in accordance with the Regulations shall be deemed to have agreed, pursuant to applicable data protection laws and otherwise, that such information may be collected, processed, disclosed and used by such Person for the purposes of the implementation of the Regulations, in accordance with the International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information and otherwise as required to implement the Regulations.

ARTICLE 15 – APPLICATION ET RECONNAISSANCE DES DÉCISIONS

ARTICLE 15 – APPLICATION AND RECOGNITION OF DECISIONS

15.1 Sous réserve du droit d'appel prévu à l'Article 13, les contrôles, les décisions au terme d'audiences ou toute autre décision finale rendue par toute ASN ou tout signataire qui sont conformes au Code et qui relèvent de la compétence de l'ASN ou de ce signataire seront applicables dans le monde entier et seront reconnus et respectés par la FIA et toutes les ASN.

15.1 Subject to the right to appeal provided in Article 13, Testing, hearing results or other final adjudications of any ASN or any Signatory which are consistent with the Code and are within the ASN's or Signatory's authority shall be applicable worldwide and shall be recognised and respected by the FIA and all ASNs.

[Commentaire sur l'Article 15.1 : L'étendue de la reconnaissance des décisions relatives aux AUE prises par d'autres organisations antidopage sera déterminée par l'Article 4.5 et le Standard International pour les autorisations d'Usage à des fins thérapeutiques.]

[Comment to Article 15.1: The extent of recognition of TUE decisions of other Anti-Doping Organisations shall be determined by Article 4.5 and the International Standard for Therapeutic Use Exemptions.]

15.2 La FIA et les ASN reconnaîtront les mesures prises par d'autres organismes qui n'ont pas accepté le Code, si les règles de ces organismes sont compatibles avec le Code.

15.2 The FIA and the ASNs shall recognise the measures taken by other bodies which have not accepted the Code if the rules of those bodies are otherwise consistent with the Code.

[Commentaire sur l'Article 15.2 : Lorsque la décision d'une organisation qui n'a pas accepté le Code est conforme au Code à certains égards et ne l'est pas à d'autres égards, la FIA et ses fédérations nationales s'efforceront de prendre une décision qui soit en harmonie avec les principes du Code. Par exemple, si, lors d'une procédure cohérente avec le Code, un non-signataire a jugé qu'un sportif avait commis une violation des règles antidopage en raison de la présence d'une substance interdite dans son organisme, mais que la période de suspension appliquée est plus courte que celle prévue par le Règlement, la FIA reconnaîtra la violation des règles antidopage, et pourra tenir une audience conforme à l'Article 8 pour déterminer si la période de suspension plus longue prévue dans le Règlement devrait être imposée.]

[Comment to Article 15.2: Where the decision of a body that has not accepted the Code is in some respects Code-compliant and in other respects not Code compliant, the FIA and the ASNs shall attempt to apply the decision in harmony with the principles of the Code. For example, if in a process consistent with the Code a non-Signatory has found an Athlete to have committed an anti-doping rule violation on account of the presence of a Prohibited Substance in his body but the period of Ineligibility applied is shorter than the period provided for in the Regulations, the FIA shall recognise the finding of an anti-doping rule violation and may conduct a hearing consistent with Article 8 to determine whether the longer period of Ineligibility provided in the Regulations should be imposed.]

15.3 Sous réserve du droit d'appel stipulé à l'Article 13, toute décision de la FIA concernant une violation du Règlement sera reconnue par toutes les ASN, qui prendront toutes les mesures nécessaires pour l'application efficace de cette décision.

15.3 Subject to the right to appeal provided in Article 13, any decision of the FIA regarding a violation of the Regulations shall be recognised by all ASNs, which shall take all necessary action to render such decision effective.

ARTICLE 16 – INCORPORATION DES RÈGLES ANTIDOPAGE DE LA FIA PAR LES ASN ET DES OBLIGATIONS DES ASN

ARTICLE 16 – INCORPORATION OF THE FIA ANTI-DOPING REGULATIONS BY ASNS AND OBLIGATIONS OF ASNS

16.1 Toutes les ASN et leurs membres respecteront le Règlement. Toutes les ASN et les autres membres incluront dans leur réglementation les dispositions nécessaires pour veiller à ce que la FIA puisse appliquer ces règles directement à l'encontre des sportifs relevant de leur compétence antidopage (y compris les sportifs de niveau national). Le Règlement sera également incorporé soit directement,

16.1 All ASNs and their members shall comply with the Regulations. All ASNs and other members shall include in their regulations the provisions necessary to ensure that the FIA can enforce the Regulations directly against Athletes under their anti-doping jurisdiction (including National-Level Athletes). The Regulations shall also be incorporated either directly or by reference into each

soit par référence, dans les règles de chaque ASN afin que l'ASN puisse les appliquer directement à l'encontre des sportifs relevant de sa compétence antidopage (y compris les sportifs de niveau national).

- 16.2** Toutes les ASN établiront des règles exigeant que tous les sportifs et tout le personnel d'encadrement des sportifs qui participe à titre d'entraîneurs, de soigneurs, de managers, de membres d'équipe, d'officiels, ou de personnel médical ou paramédical à une compétition ou à une activité autorisée ou organisée par une ASN ou une de ses organisations membres acceptent d'être liés par le Règlement et de se soumettre à l'autorité responsable de la gestion des résultats de l'organisation antidopage conformément au Code comme condition de leur participation.
- 16.3** Toutes les ASN communiqueront toute information suggérant une violation des règles antidopage ou relative à une telle violation à la FIA ainsi qu'à leurs organisations nationales antidopage et coopéreront aux enquêtes menées par toute organisation antidopage compétente.
- 16.4** Toutes les ASN auront en place des règles disciplinaires destinées à éviter que le personnel d'encadrement des sportifs qui fait Usage de substances interdites ou de méthodes interdites sans justification valable n'apporte un soutien aux sportifs relevant de la compétence de la FIA ou de l'ASN.
- 16.5** Toutes les ASN seront tenues de dispenser de l'éducation antidopage en coordination avec la FIA et leurs organisations nationales antidopage.

ARTICLE 17 – PRESCRIPTION

Aucune procédure pour violation des règles antidopage ne peut être engagée contre un sportif ou une autre personne sans que la violation des règles antidopage n'ait été notifiée conformément à l'Article 7, ou qu'une tentative de notification n'ait été dûment entreprise, dans les dix ans à compter de la date de la violation alléguée.

ARTICLE 18 – RAPPORTS À L'AMA PAR LA FIA DE SON RESPECT DU CODE

La FIA remettra des rapports à l'AMA sur son respect du Code conformément à l'Article 23.5.2 du Code.

ARTICLE 19 – EDUCATION

- 19.1** La FIA et les ASN planifieront, exécuteront, évalueront et contrôleront les programmes d'information, d'éducation et de prévention pour un sport sans dopage et soutiendront une participation active de la part des sportifs et du personnel d'encadrement du sportif à de tels programmes.

Les programmes devront offrir aux participants des informations précises et actualisées au minimum sur les questions suivantes, en vertu de l'Article 18.2 du Code :

- Substances et méthodes inscrites sur la Liste des Interdictions ;
- Violations des règles antidopage ;
- Conséquences du dopage, y compris sanctions, conséquences pour la santé et conséquences sociales ;
- Procédures de contrôle du dopage ;
- Droits et responsabilités des sportifs et de leur personnel d'encadrement ;
- Autorisations d'Usage à des fins thérapeutiques ;
- Gestion des risques liés aux compléments alimentaires ;
- Dégâts du dopage pour l'esprit sportif ;
- Exigences applicables en matière d'informations sur la localisation des sportifs.

Les programmes devront faire la promotion de l'esprit sportif afin de créer un environnement qui favorise fortement le sport sans dopage et qui influe positivement et à long terme sur les choix faits par les sportifs et les non-sportifs.

Le FIA Race True E-Learning Programme couvre tout ce qui précède (<https://racetrue.fia.com>).

ASN's Rules so that the ASN can itself enforce them directly against Athletes under its anti-doping jurisdiction (including National-Level Athletes).

- 16.2** All ASNs shall establish rules requiring all Athletes and all Athlete Support Personnel who participate as coach, trainer, manager, team staff, official, medical or paramedical personnel in a Competition or activity authorised or organised by an ASN or one of its member organisations to agree to be bound by the Regulations and to submit to the results management authority of the Anti-Doping Organisation responsible under the Code as a condition of such participation.
- 16.3** All ASNs shall report any information suggesting or relating to an anti-doping rule violation to the FIA and to their National Anti-Doping Organisations, and shall cooperate with investigations conducted by any Anti-Doping Organisation with authority to conduct the investigation.
- 16.4** All ASNs shall have disciplinary rules in place to prevent Athlete Support Personnel who are Using Prohibited Substances or Prohibited Methods without valid justification from providing support to Athletes under the jurisdiction of the FIA or the ASN.
- 16.5** All ASNs shall be required to conduct anti-doping education in coordination with the FIA and their National Anti-Doping Organisations.

ARTICLE 17 – STATUTE OF LIMITATIONS

No anti-doping rule violation proceedings may be commenced against an Athlete or other Person unless he has been notified of the anti-doping rule violation as provided in Article 7, or notification has been reasonably attempted, within ten years from the date on which the violation is asserted to have occurred.

ARTICLE 18 – FIA COMPLIANCE REPORTS TO WADA

The FIA will report to WADA on its compliance with the Code in accordance with Article 23.5.2 of the Code.

ARTICLE 19 - EDUCATION

- 19.1** The FIA and the ASNs shall plan, implement, evaluate and monitor information, education and prevention programmes for doping-free sport, and shall support active participation in such programmes by Athletes and Athlete Support Personnel.

The programmes shall provide Participants with updated and accurate information on at least the following issues, pursuant to Article 18.2 of the Code:

- Substances and methods on the Prohibited List;
- Anti-doping rule violations;
- Consequences of doping, including sanctions, and health and social consequences;
- Doping Control procedures;
- Athletes' and Athlete Support Personnel's rights and responsibilities;
- Therapeutic Use Exemptions;
- Managing the risks of nutritional supplements;
- Harm of doping to the spirit of sport;
- Applicable whereabouts requirements.

The programmes shall promote the spirit of sport in order to establish an anti-doping environment that is strongly conducive to doping-free sport and will have a positive and long-term influence on the choices made by Athletes and non-Athletes.

The FIA Race True E-Learning Programme covers all of the above (<https://racetrue.fia.com>).

19.2 À chaque formulaire de demande/renouvellement de licence Internationale de la FIA devra être joint le « Formulaire de reconnaissance et d'acceptation » annexé au Règlement (Supplément C), sous la forme actuellement approuvée par la FIA.

ARTICLE 20 – AMENDEMENT ET INTERPRÉTATION DU RÈGLEMENT

- 20.1 Le Règlement peut être amendé par la FIA périodiquement.
- 20.2 Le Règlement est rédigé en français et en anglais. En cas de divergence d'interprétation, le texte français prévaut.
- 20.3 Le Règlement sera interprété comme un document indépendant et autonome, et non en référence à des lois ou statuts existants.
- 20.4 Les titres utilisés dans les différentes parties et articles du Règlement sont uniquement destinés à faciliter la lecture et ne sauraient être considérés comme faisant partie de la substance du Règlement ou affecter de quelque façon que ce soit le langage de la disposition à laquelle ils se réfèrent.
- 20.5 Le SUPPLÉMENT A – Définitions ; le SUPPLÉMENT B – à des fins éducatives uniquement - Exemples d'application de l'Article 10 ; le SUPPLÉMENT C – Formulaire de reconnaissance et d'acceptation ; et le SUPPLÉMENT D - *Standards Internationaux* de l'AMA sont considérés comme partie intégrante du Règlement.
- 20.6 Le Règlement a été adopté en vertu des dispositions applicables du Code et doit être interprété de manière cohérente avec ces dernières. L'Introduction sera considérée comme faisant partie intégrante du Règlement.
- 20.7 Les commentaires qui accompagnent plusieurs dispositions du Règlement seront utilisés pour interpréter le Règlement. Lorsque les commentaires sur les divers articles du Code ne sont pas inclus dans le Règlement, ils seront réputés être incorporés par renvoi et serviront à interpréter le Règlement si nécessaire.
- 20.8 Le Règlement est entré en vigueur et a pris effet le 1^{er} janvier 2015 (« date d'entrée en vigueur »). Il ne sera pas appliqué rétroactivement aux cas en instance avant la date d'entrée en vigueur, avec les réserves suivantes :
- 20.8.1 Les violations des règles antidopage commises avant la date d'entrée en vigueur comptent comme des « premières violations » ou des « deuxièmes violations » aux fins de déterminer les sanctions au sens de l'Article 10 pour les violations commises après la date d'entrée en vigueur.
- 20.8.2 Les périodes rétrospectives au cours desquelles les violations antérieures peuvent être considérées dans le cadre de violations multiples au sens de l'Article 10.7.5 et la prescription stipulée à l'Article 17 sont des règles de procédure qui doivent être appliquées rétroactivement ; étant cependant entendu que l'Article 17 ne s'appliquera rétroactivement que si le délai de prescription n'a pas déjà expiré à la date d'entrée en vigueur. Sinon, concernant toute violation des règles antidopage en cours d'examen à la date d'entrée en vigueur et tout cas de violation des règles antidopage poursuivi après la date d'entrée en vigueur sur le fondement d'une violation des règles antidopage survenue avant la date d'entrée en vigueur, l'affaire sera régie par les règles antidopage de fond en vigueur au moment où la violation alléguée des règles antidopage s'est produite, à moins que l'instance d'audit ne détermine que le principe de la « lex mitior » s'applique aux circonstances propres à l'affaire.
- 20.8.3 Toute violation de l'Article 2.4 en matière de localisation (manquement à l'obligation de transmettre des informations sur la localisation ou contrôle manqué, conformément aux définitions données à ces termes par le Standard international pour les contrôles et les enquêtes) commise avant la date d'entrée en vigueur devra être poursuivie et pourra être prise en compte, avant son expiration, conformément au Standard international pour les contrôles et les enquêtes, mais sera réputée avoir expiré 12 mois après avoir été commise.
- 20.8.4 Concernant les cas où une décision finale a été rendue concluant

19.2 To each application/renewal form for an FIA international licence shall be appended the "Recognition and Acceptance Form" appended to the Regulations (Supplement C), in the form currently approved by the FIA.

ARTICLE 20 – AMENDMENT AND INTERPRETATION OF THE REGULATIONS

- 20.1 The Regulations may be amended by the FIA from time to time.
- 20.2 The Regulations are published in French and in English. In case of a difference of interpretation between the two texts, the French text takes precedence.
- 20.3 The Regulations shall be interpreted as an independent and autonomous text and not by reference to existing law or statutes.
- 20.4 The headings used for the various Parts and Articles of the Regulations are for convenience only and shall not be deemed to be part of the substance of the Regulations or to affect in any way the language of the provisions to which they refer.
- 20.5 SUPPLEMENT A – Definitions; SUPPLEMENT B – For educational purposes only – Examples of the application of Article 10; SUPPLEMENT C – Recognition and Acceptance Form; and SUPPLEMENT D - *WADA International Standards* shall be considered as integral parts of the Regulations.
- 20.6 The Regulations have been adopted pursuant to the applicable provisions of the Code and shall be interpreted in a manner that is consistent with the applicable provisions of the Code. The Introduction shall be considered an integral part of the Regulations.
- 20.7 The comments annotating various provisions of the Regulations shall be used to interpret the Regulations. Where the comments to the various articles of the Code are not included in the Regulations, they will be deemed to be incorporated by reference and shall be used to interpret the Regulations when necessary.
- 20.8 The Regulations have come into full force and effect on 1 January 2015 (the "Effective Date"). They shall not apply retrospectively to matters pending before the Effective Date, provided, however, that:
- 20.8.1 Anti-doping rule violations occurring prior to the Effective Date count as "first violations" or "second violations" for the purpose of determining sanctions under Article 10 for violations occurring after the Effective Date.
- 20.8.2 The retrospective periods in which prior violations can be considered for the purpose of multiple violations under Article 10.7.5 and the statute of limitations set forth in Article 17 are procedural rules and should be applied retroactively, provided, however, that Article 17 shall be applied retroactively only if the statute of limitations period has not already expired by the Effective Date. Otherwise, with respect to any anti-doping rule violation case which is pending as of the Effective Date and any anti-doping rule violation case brought after the Effective Date based on an anti-doping rule violation which occurred prior to the Effective Date, the case shall be governed by the substantive anti-doping rules in effect at the time the alleged anti-doping rule violation occurred, unless the panel hearing the case determines that the principle of "lex mitior" appropriately applies under the circumstances of the case.
- 20.8.3 Any Article 2.4 whereabouts failure (whether a Filing Failure or a Missed Test as those terms are defined in the International Standard for Testing and Investigations) prior to the Effective Date shall be carried forward and may be relied upon, prior to expiry, in accordance with the International Standard for Testing and Investigations, but shall be deemed to have expired 12 months after it occurred.
- 20.8.4 With respect to cases where a final decision finding an anti-doping

à une violation des règles antidopage, avant la date d'entrée en vigueur, mais que le *sportif* ou l'autre *personne* est encore sous le coup de la *suspension* à la date d'entrée en vigueur, le *sportif* ou l'autre *personne* peut demander à l'*organisation antidopage* responsable de la gestion des résultats de la violation des règles antidopage d'envisager une réduction de la période de *suspension* sur la base du *Règlement*. Pour être valable, cette demande doit être présentée avant l'expiration de la période de *suspension*. La décision rendue peut faire l'objet d'un appel conformément à l'Article 13.2. Le *Règlement* ne s'appliquera à aucun cas de violation des règles antidopage pour lequel une décision finale concluant à une violation des règles antidopage a été rendue et alors que la période de *suspension* a expiré.

20.8.5 Aux fins d'évaluer la période de *suspension* pour une deuxième violation au sens de l'Article 10.7.1, lorsque la sanction pour la première violation a été déterminée selon les règles applicables avant la date d'entrée en vigueur, la période de *suspension* qui aurait été évaluée pour cette première violation, si le *Règlement* avait été applicable, sera appliquée.

ARTICLE 21 - INTERPRÉTATION DU CODE

21.1 Le *Code*, dans sa version officielle, sera tenu à jour par l'*AMA* et publié en anglais et en français. En cas de conflit d'interprétation entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

21.2 Les commentaires qui accompagnent plusieurs dispositions du *Code* devront servir à son interprétation.

21.3 Le *Code* sera interprété comme un texte indépendant et autonome et non en référence à des lois ou statuts existants des *signataires* ou des gouvernements.

21.4 Les titres utilisés dans les différentes parties et articles du *Code* sont uniquement destinés à faciliter sa lecture et ne sauraient être considérés comme faisant partie de la substance du *Code*, ni ne sauraient affecter de quelque façon que ce soit le sens des dispositions auxquelles ils se rapportent.

21.5 Le *Code* ne s'applique pas rétroactivement aux causes en instance avant la date où le *Code* est accepté par un *signataire* et mis en œuvre dans ses règles. Toutefois, les violations des règles antidopage antérieures à la mise en place du *Code* devraient continuer à compter comme « premières violations » ou « deuxièmes violations » aux fins de déterminer les sanctions prévues à l'Article 10 pour des violations survenant après l'entrée en vigueur du *Code*.

21.6 La rubrique « Objet, portée et organisation du Programme mondial antidopage et du *Code* », l'Annexe 1 – Définitions, et l'Annexe 2 – Exemples d'application de l'Article 10, seront considérées comme faisant partie intégrante du *Code*.

ARTICLE 22 – RÔLES ET RESPONSABILITÉS ADDITIONNELS DES SPORTIFS ET DES AUTRES PERSONNES

22.1 Rôles et responsabilités des sportifs

22.1.1 Prendre connaissance du *Règlement* et s'y conformer.

22.1.2 Être disponible pour le prélèvement d'échantillons.

22.1.3 Assumer la responsabilité, dans le cadre de la lutte antidopage, de ce qu'ils ingèrent et utilisent.

22.1.4 Informer le personnel médical de leur obligation de ne pas faire Usage de substances interdites et de méthodes interdites, et s'assurer que tout traitement médical qu'ils reçoivent ne viole pas le *Règlement*.

22.1.5 Communiquer à leur organisation nationale antidopage et à la *FIA* toute décision prise par un non-*signataire* concluant que le sportif a commis une violation des règles antidopage dans les dix années précédentes.

22.1.6 Coopérer avec la *FIA* qui enquête sur des violations des règles antidopage.

rule violation has been rendered prior to the Effective Date, but the *Athlete* or other *Person* is still serving the period of *Ineligibility* as of the Effective Date, the *Athlete* or other *Person* may apply to the *Anti-Doping Organisation* responsible for Results Management of the anti-doping rule violation to consider a reduction in the period of *Ineligibility* in light of the *Regulations*. To be valid, such application must be made before the period of *Ineligibility* has expired. The decision rendered may be appealed pursuant to Article 13.2. The *Regulations* shall have no application to any anti-doping rule violation case where a final decision finding an anti-doping rule violation has been rendered and the period of *Ineligibility* has expired.

20.8.5 For purposes of assessing the period of *Ineligibility* for a second violation under Article 10.7.1, where the sanction for the first violation was determined based on rules in force prior to the Effective Date, the period of *Ineligibility* which would have been assessed for that first violation had the *Regulations* been applicable shall be applied.

ARTICLE 21 INTERPRETATION OF THE CODE

21.1 The official text of the *Code* shall be maintained by WADA and shall be published in English and French. In the event of any conflict between the English and French versions, the English version shall prevail.

21.2 The comments annotating various provisions of the *Code* shall be used to interpret the *Code*.

21.3 The *Code* shall be interpreted as an independent and autonomous text and not by reference to the existing law or statutes of the *Signatories* or governments.

21.4 The headings used for the various Parts and Articles of the *Code* are for convenience only and shall not be deemed to be part of the substance of the *Code* or to affect in any way the language of the provisions to which they refer.

21.5 The *Code* shall not apply retroactively to matters pending before the date on which the *Code* is accepted by a *Signatory* and implemented in its rules. However, pre-*Code* anti-doping rule violations would continue to count as "first violations" or "second violations" for the purpose of determining sanctions under Article 10 for subsequent post-*Code* violations.

21.6 The Purpose, Scope and Organisation of the World Anti-Doping Programme and the *Code* and Appendix 1, Definitions, and Appendix 2, Examples of the Application of Article 10, shall be considered integral parts of the *Code*.

ARTICLE 22 – ADDITIONAL ROLES AND RESPONSIBILITIES OF ATHLETES AND OTHER PERSONS

22.1 Roles and Responsibilities of Athletes

22.1.1 To be knowledgeable of and comply with the *Regulations*.

22.1.2 To be available for *Sample* collection at all times.

22.1.3 To take responsibility, in the context of anti-doping, for what they ingest and Use.

22.1.4 To inform medical personnel of their obligation not to Use *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* and to take responsibility to make sure that any medical treatment received does not violate the *Regulations*.

22.1.5 To disclose to their *National Anti-Doping Organisation* and to the *FIA* any decision by a non-*Signatory* finding that the *Athlete* committed an anti-doping rule violation within the previous ten years.

22.1.6 To cooperate with the *FIA* in its investigating of anti-doping rule violations.

- 22.1.7** L'absence de coopération totale d'un *sportif* avec les *organisations antidopage* qui enquêtent sur des violations des règles antidopage peut être considérée comme une violation du Règlement Disciplinaire et Juridictionnel de la FIA.
- 22.2 Rôles et responsabilités du personnel d'encadrement du sportif**
- 22.2.1** Prendre connaissance du *Règlement* et s'y conformer.
- 22.2.2** Collaborer dans le cadre du programme de *contrôle* du sportif.
- 22.2.3** Utiliser de leur influence sur les valeurs et le comportement des *sportifs* afin d'encourager les attitudes antidopage.
- 22.2.4** Communiquer à son *organisation nationale antidopage* et à la FIA toute décision prise par un *non-signataire* concluant qu'il/elle a commis une violation des règles antidopage dans les dix années précédentes.
- 22.2.5** Coopérer avec les *organisations antidopage* qui enquêtent sur des violations des règles antidopage.
- 22.2.6** L'absence de coopération totale d'un membre du *personnel d'encadrement du sportif* avec les *organisations antidopage* qui enquêtent sur des violations des règles antidopage peut être considérée comme une violation du Règlement Disciplinaire et Juridictionnel de la FIA.
- 22.2.7** Le *personnel d'encadrement du sportif* s'abstiendra de l'*Usage* ou de la *possession* de toute *substance interdite* ou *méthode interdite* sans justification valable.
- 22.2.8** L'*Usage* ou la possession d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* par un membre du *personnel d'encadrement du sportif* sans justification valable peut être considéré(e) comme une violation du Règlement Disciplinaire et Juridictionnel de la FIA.
- 22.1.7** Failure by any *Athlete* to cooperate in full with the *Anti-doping Organisations* investigating anti-doping rule violations may be considered as a breach of the FIA Judicial and Disciplinary Rules.
- 22.2 Roles and Responsibilities of Athlete Support Personnel**
- 22.2.1** To be knowledgeable of and comply with the *Regulations*.
- 22.2.2** To cooperate with the *Athlete Testing* programme.
- 22.2.3** To use their influence on *Athlete* values and behaviour to foster anti-doping attitudes.
- 22.2.4** To disclose to their *National Anti-Doping Organisation* and to the FIA any decision by a *non-Signatory* finding that they committed an anti-doping rule violation within the previous ten years.
- 22.2.5** To cooperate with the *Anti-Doping Organisations* investigating anti-doping rule violations.
- 22.2.6** Failure by any *Athlete Support Personnel* to cooperate in full with *Anti-Doping Organisations* investigating anti-doping rule violations may be considered as a breach of the FIA Judicial and Disciplinary Rules.
- 22.2.7** *Athlete Support Personnel* shall not *Use* or *Possess* any *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* without valid justification.
- 22.2.8** *Use* or *Possession* of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* by *Athlete Support Personnel* without valid justification may be considered as a breach of the FIA Judicial and Disciplinary Rules.

SUPPLÉMENT A

DÉFINITIONS (par ordre alphabétique en FRANÇAIS)

Absence de faute ou de négligence :

Démonstration par le sportif ou l'autre personne du fait qu'il/elle ignorait, ne soupçonnait pas, ou n'aurait pas pu raisonnablement savoir ou soupçonner, même en faisant preuve de la plus grande vigilance, qu'il/elle avait utilisé ou s'était fait administrer une substance interdite ou une méthode interdite, ou qu'il/elle avait violé une règle antidopage. Sauf dans le cas d'un mineur, pour toute violation de l'Article 2.1, le sportif doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme.

Absence de faute ou de négligence significative :

Démonstration par le sportif ou l'autre personne du fait qu'au regard de l'ensemble des circonstances, et compte tenu des critères retenus pour l'absence de faute ou de négligence, sa faute ou sa négligence n'était pas significative par rapport à la violation des règles antidopage commise. Sauf dans le cas d'un mineur, pour toute violation de l'Article 2.1, le sportif doit également établir de quelle manière la substance interdite a pénétré dans son organisme.

ACD :

Agent de Contrôle du Dopage

ADAMS :

Acronyme anglais de Système d'administration et de gestion antidopage (*Anti-Doping Administration and Management System*), soit un instrument de gestion basé sur Internet, sous forme de banque de données, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données, conçu pour aider l'AMA et ses partenaires dans leurs opérations antidopage en conformité avec la législation relative à la protection des données.

Administration :

Fait de fournir, d'approvisionner, de superviser, de faciliter ou de participer de toute autre manière à l'Usage ou à la tentative d'usage par une autre personne d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. Cependant, cette définition n'inclut pas les actions entreprises de bonne foi par le personnel médical et impliquant une substance interdite ou une méthode interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou bénéficiant d'une autre justification acceptable, et n'inclut pas non plus les actions impliquant des substances interdites qui ne sont pas interdites dans les contrôles hors compétition sauf si les circonstances dans leur ensemble démontrent que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive.

Aide substantielle :

Aux fins de l'Article 10.6.1, la personne qui fournit une aide substantielle doit :

- 1) divulguer entièrement, dans une déclaration écrite signée, toutes les informations en sa possession en relation avec des violations des règles antidopage et
- 2) collaborer pleinement à l'enquête et à l'examen de toute affaire liée à ces informations, par exemple en témoignant à une audience si une organisation antidopage ou une instance de jugement le lui demande.

De plus, les informations fournies doivent être crédibles et représenter une partie importante de toute affaire poursuivie ou, si l'affaire n'est pas poursuivie, elles doivent avoir constitué un fondement suffisant sur lequel une affaire pourrait reposer.

AMA :

Agence Mondiale Antidopage.

Annulation :

Voir ci-dessous les conséquences des violations des règles antidopage.

ASN :

Club National ou Fédération Nationale reconnu(e) par la FIA comme seul détenteur du pouvoir sportif dans un pays (comme stipulé à l'Article 'Définitions' du Code Sportif International de la FIA).

Audience préliminaire :

Aux fins de l'Article 7.8, audience sommaire et accélérée avant la tenue

SUPPLEMENT A

DEFINITIONS (alphabetical order in FRENCH)

No Fault or Negligence:

The Athlete or other Person's establishing that he did not know or suspect, and could not reasonably have known or suspected even with the exercise of utmost caution, that he had Used or been Administered the Prohibited Substance or Prohibited Method or otherwise violated an anti-doping rule. Except in the case of a Minor, for any violation of Article 2.1, the Athlete must also establish how the Prohibited Substance entered his system.

No Significant Fault or Negligence:

The Athlete or other Person's establishing that his Fault or negligence, when viewed in the totality of the circumstances and taking into account the criteria for No Fault or Negligence, was not significant in relation to the anti-doping rule violation. Except in the case of a Minor, for any violation of Article 2.1, the Athlete must also establish how the Prohibited Substance entered his system.

DCO:

The Doping Control Officer.

ADAMS:

The Anti-Doping Administration and Management System is a Web-based database management tool for data entry, storage, sharing, and reporting, designed to assist stakeholders and WADA in their anti-doping operations in conjunction with data protection legislation.

Administration:

Providing, supplying, supervising, facilitating, or otherwise participating in the Use or Attempted Use by another Person of a Prohibited Substance or Prohibited Method. However, this definition shall not include the actions of bona fide medical personnel involving a Prohibited Substance or Prohibited Method used for genuine and legal therapeutic purposes or other acceptable justification and shall not include actions involving Prohibited Substances which are not prohibited in Out-of-Competition Testing unless the circumstances as a whole demonstrate that such Prohibited Substances are not intended for genuine and legal therapeutic purposes or are intended to enhance sport performance.

Substantial Assistance:

For purposes of Article 10.6.1, a Person providing Substantial Assistance must:

- 1) fully disclose in a signed written statement all information he possesses in relation to anti-doping rule violations, and
- 2) fully cooperate with the investigation and adjudication of any case related to that information, including, for example, presenting testimony at a hearing if requested to do so by an Anti-Doping Organisation or a hearing panel.

Further, the information provided must be credible and must comprise an important part of any case which is initiated or, if no case is initiated, must have provided a sufficient basis on which a case could have been brought.

WADA:

The World Anti-Doping Agency.

Disqualification:

See Consequences of Anti-Doping Rule Violations above.

ASN:

A national automobile club, association or federation recognised by the FIA as sole holder of the sporting power in a country (as stipulated in Article 'Definitions' of the FIA International Sporting Code).

Provisional Hearing:

For the purposes of Article 7.8, an expedited abbreviated hearing

de l'audience prévue à l'Article 8 qui implique la notification du sportif et lui donne l'occasion d'être entendu par écrit ou par oral.

[Commentaire : Une audience préliminaire n'est qu'une procédure préliminaire qui peut ne pas impliquer l'examen intégral des faits de l'affaire. Suite à une audience préliminaire, le sportif continue à avoir droit à une audience complète portant sur le fond. En revanche, une « audience accélérée » au sens de l'Article 7.8 est une audience complète portant sur le fond, mais organisée selon un calendrier accéléré.]

AUT :

Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques, comme définie à l'Article 4.5.

CAUT :

Comité pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques, comme défini à l'Article 4.5.5.

CDA :

Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA.

Code :

Code Mondial Antidopage.

Comité national olympique :

Organisation reconnue à ce titre par le Comité international olympique. Le terme Comité national olympique englobe toute confédération sportive nationale des pays où une confédération sportive nationale assume les responsabilités généralement du ressort d'un Comité national olympique en matière d'antidopage.

Commissaire Sportif :

Les Commissaires Sportifs sont chargés de faire respecter les règlements applicables lors d'une compétition, conformément au Code Sportif International de la FIA.

Compétition :

Activité unique de sport automobile avec ses propres résultats. Elle peut comprendre une (des) manche(s) et une finale, des essais libres, des essais qualificatifs et les résultats de plusieurs catégories ou être divisée de manière similaire, mais doit être terminée à la fin de l'Épreuve. Sont considérés comme une compétition : les Courses sur circuit, les Rallyes, les Rallyes Tout-Terrain, les Courses d'Accélération (dragster), les Courses de Côte, les Tentatives de Record, les Tentatives, les Tests, le drifting et toute autre forme de compétition à la discrétion de la FIA, comme défini à l'Article 'Définitions' du Code Sportif International de la FIA.

Conséquences des violations des règles antidopage (« conséquences ») :

La violation d'une règle antidopage par un sportif ou une autre personne peut avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

- a) **Annulation**, ce qui signifie que les résultats du sportif dans une compétition particulière ou lors d'une manifestation sont invalidés, avec toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des trophées, médailles, points et prix ;
- b) **Suspension**, ce qui signifie qu'il est interdit au sportif ou à toute autre personne, en raison d'une violation des règles antidopage, de participer à toute compétition, à toute autre activité ou à tout financement pendant une période déterminée, tel que stipulé à l'Article 10.12.1 ;
- c) **Suspension provisoire**, ce qui signifie que le sportif ou toute autre personne est temporairement interdit(e) de participation à toute compétition ou activité jusqu'à la décision finale prise lors de l'audience prévue à l'Article 8 (Droit à une audience équitable).
- d) **Conséquences financières**, ce qui signifie l'imposition d'une sanction financière pour violation des règles antidopage ou pour récupérer les coûts liés à une violation des règles antidopage ; et
- e) **Divulgateur publique ou rapport public**, ce qui signifie la divulgation d'informations ou la distribution d'informations au grand public ou à des personnes autres que les personnes devant être notifiées au préalable conformément à l'Article 14. Les équipes dans les sports d'équipe peuvent également se voir imposer des conséquences conformément aux dispositions de l'Article 11 du Code.

occurring prior to a hearing under Article 8 that provides the Athlete with notice and an opportunity to be heard in either written or oral form.

[Comment: A Provisional Hearing is only preliminary proceedings which may not involve a full review of the facts of the case. Following a Provisional Hearing, the Athlete remains entitled to a subsequent full hearing on the merits of the case. By contrast, an "expedited hearing", as that term is used in Article 7.8, is a full hearing on the merits conducted on an expedited time schedule.]

TUE:

Therapeutic Use Exemption, as defined in Article 4.5.

TUEC:

Therapeutic Use Exemption Committee, as defined in Article 4.5.5.

ADC:

The FIA Anti-Doping Disciplinary Committee.

Code:

The World Anti-Doping Code.

National Olympic Committee:

The organisation recognised by the International Olympic Committee. The term National Olympic Committee shall also include the National Sport Confederation in those countries where the National Sport Confederation assumes typical National Olympic Committee responsibilities in the anti-doping area.

Steward:

The Stewards are in charge of enforcing the applicable regulations during a Competition in accordance with the FIA International Sporting Code.

Competition:

Single motor sport activity with its own results. It may comprise one or more heats and a final, free practice, qualifying practice sessions and results of several categories or be divided in some similar manner, but must be completed by the end of the Event. The following are considered as a Competition: Circuit Races, Rallies, Cross-Country Rallies, Drag Races, Hill Climbs, Record Attempts, Tests, Trials, drifting and other forms of Competitions at the discretion of the FIA, as defined in Article 'Definitions' of the FIA International Sporting Code.

Consequences of Anti-Doping Rule Violations ("Consequences"):

An Athlete's or other Person's violation of an anti-doping rule may result in one or more of the following:

- a) **Disqualification**, which means that the Athlete's results in a particular Competition or Event are invalidated, with all resulting Consequences including forfeiture of any trophies, medals, points and prizes;
- b) **Ineligibility**, which means that the Athlete or other Person is barred on account of an anti-doping rule violation for a specified period of time from participating in any Competition or other activity or funding as provided in Article 10.12.1;
- c) **Provisional Suspension**, which means that the Athlete or other Person is barred temporarily from participating in any Competition or activity prior to the final decision at a hearing conducted under Article 8 (Right to a Fair Hearing);
- d) **Financial Consequences**, which means a financial sanction imposed for an anti-doping rule violation or to recover costs associated with an anti-doping rule violation; and
- e) **Public Disclosure or Public Reporting**, which means the dissemination or distribution of information to the general public or Persons beyond those Persons entitled to earlier notification in accordance with Article 14. Teams in Team Sports may also be subject to Consequences as provided in Article 11 of the Code.

Conséquences financières :

Voir *Conséquences des violations des règles antidopage* ci-dessus.

Contrôle :

Partie du processus global de *contrôle du dopage* comprenant la planification des *contrôles*, le *prélèvement des échantillons*, la manipulation des *échantillons* et leur transport au laboratoire.

Contrôle ciblé :

Sélection de *sportifs* identifiés en vue de *contrôles* sur la base de critères énoncés dans le Standard International pour les *Contrôles* et les *Enquêtes*.

Contrôle du dopage :

Toutes les étapes et toutes les procédures allant de la planification du *contrôle* jusqu'à la décision finale en appel, y compris toutes les étapes et toutes les procédures intermédiaires, par exemple la transmission d'informations sur la localisation, le *prélèvement des échantillons* et leur manipulation, l'analyse de laboratoire, les *AUT*, la gestion des résultats et les audiences.

Convention de l'UNESCO :

La Convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée le 19 octobre 2005 par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 33^e session, y compris tous les amendements adoptés par les États parties à la Convention et la Conférence des parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport.

Divulguer publiquement ou rapporter publiquement :

Voir *Conséquences des violations des règles antidopage* ci-dessus.

Durée de l'épreuve :

Période écoulée entre le début et la fin d'une *épreuve*, telle qu'établie par l'organisme sous l'égide duquel se déroule l'*épreuve*.

Échantillon ou prélèvement :

Toute matrice biologique recueillie dans le cadre du *contrôle du dopage*.

[Commentaire : Certains ont parfois fait valoir que le *prélèvement d'échantillons sanguins* viole les principes de certains groupes religieux ou culturels. Il a été déterminé que cette considération n'était pas fondée.]

En compétition :

Cela comprend la période commençant douze heures avant une *compétition* à laquelle le *sportif* doit participer et se terminant à la fin de cette *compétition* et du processus de collecte d'*échantillons* relié à cette *compétition*.

Épreuve :

Une *épreuve* est composée d'une ou plusieurs : *compétitions*, *parades* ou *démonstrations*.

Épreuve internationale :

Épreuve inscrite au Calendrier Sportif International de la FIA

Épreuve nationale :

Toute *épreuve* qui n'est pas inscrite au Calendrier Sportif International de la FIA.

Falsification :

Fait d'altérer un résultat à des fins illégitimes ou d'une façon illégitime ; d'influencer un résultat d'une manière illégitime ; d'intervenir d'une manière illégitime ; de créer un obstacle, d'induire en erreur ou de se livrer à une conduite frauduleuse afin de modifier des résultats ou d'empêcher des procédures normales de suivre leur cours.

Faute :

Tout manquement à une obligation ou tout manque de diligence appropriée lié à une situation particulière. Les facteurs à prendre en considération pour évaluer le degré de la *faute* d'un *sportif* ou d'une autre *personne* incluent par exemple l'expérience du *sportif* ou de l'autre *personne*, la question de savoir si le *sportif* ou l'autre *personne* est un *mineur*, des considérations spéciales telles que le handicap, le degré de risque qui aurait dû être perçu par le *sportif* ainsi que le degré de diligence exercé par le *sportif* et les recherches et les précautions prises par le *sportif* en relation avec ce qui aurait dû être le niveau de risque perçu. En évaluant le degré de la *faute* du *sportif* ou de l'autre *personne*, les circonstances considérées doivent être spécifiques et pertinentes pour expliquer le fait que le *sportif* ou l'autre *personne* se soit écarté(e) du comportement attendu. Ainsi, par exemple, le fait qu'un *sportif* perdrait l'occasion de gagner beaucoup d'argent durant une période de *suspension*, ou le fait que le *sportif* n'a plus qu'une carrière

Financial Consequences:

See *Consequences of Anti-Doping Rule Violations*, above.

Testing:

The parts of the *Doping Control* process involving test distribution planning, *Sample* collection, *Sample* handling, and *Sample* transport to the laboratory.

Target Testing:

Selection of specific *Athletes* for *Testing* based on criteria set forth in the International Standard for *Testing* and *Investigations*.

Doping Control:

All steps and processes from test distribution planning through to ultimate disposition of any appeal including all steps and processes in between such as provision of whereabouts information, *Sample* collection and handling, laboratory analysis, *TUEs*, results management and hearings.

UNESCO Convention:

The International Convention against Doping in Sport adopted by the 33rd session of the UNESCO General Conference on 19 October 2005 including any and all amendments adopted by the States that are Parties to the Convention and the Conference of Parties to the International Convention against Doping in Sport.

Publicly Disclose or Publicly Report:

See *Consequences of Anti-Doping Rules Violations* above.

Event Period:

The time between the beginning and end of an *Event*, as established by the body under which the *Event* is taking place.

Sample or Specimen:

Any biological material collected for the purposes of a *Doping Control*.

[Comment: It has sometimes been claimed that the collection of blood *Samples* violates the tenets of certain religious or cultural groups. It has been determined that there is no basis for any such claim.]

In-Competition:

The period commencing twelve hours before a *Competition* in which the *Athlete* is scheduled to participate through the end of such *Competition* and the *Sample* collection process related to such *Competition*.

Event:

An *Event* is made up of one or more: *Competitions*, *Parades* or *Demonstrations*.

International Event:

An *Event* entered on the FIA International Sporting Calendar.

National Event:

Any *Event* that is not entered on the FIA International Sporting Calendar.

Tampering:

Altering a result for an improper purpose or in an improper way; bringing improper influence to bear; interfering improperly; obstructing, misleading or engaging in any fraudulent conduct to alter results or prevent normal procedures from occurring.

Fault:

Fault is any breach of duty or any lack of care appropriate to a particular situation. Factors to be taken into consideration in assessing an *Athlete* or other *Person's* degree of *Fault* include, for example, the *Athlete's* or other *Person's* experience, whether the *Athlete* or other *Person* is a *Minor*, special considerations such as impairment, the degree of risk that should have been perceived by the *Athlete* and the level of care and investigation exercised by the *Athlete* in relation to what should have been the perceived level of risk. In assessing the *Athlete's* or other *Person's* degree of *Fault*, the circumstances considered must be specific and relevant to explain the *Athlete's* or other *Person's* departure from the expected standard of behaviour. Thus, for example, the fact that an *Athlete* would lose the opportunity to earn large sums of money during a period of *Ineligibility*, or the fact that the *Athlete* only has a short time left in his career, or the timing of the sporting calendar, would not be relevant factors to be considered in

résiduelle de courte durée, ou le moment du calendrier sportif, ne seraient pas des facteurs pertinents à prendre en compte pour réduire la période de suspension au titre des Articles 10.5.1 ou 10.5.2.

[Commentaire : Le critère pour évaluer le degré de la faute du sportif est le même selon tous les Articles lorsque la faute doit être prise en considération. Cependant, selon l'Article 10.5.2, aucune réduction de sanction n'est appropriée sauf si, une fois le degré de la faute évalué, la conclusion est qu'aucune faute ou négligence significative n'a été commise par le sportif ou l'autre personne.]

FIA :

Fédération Internationale de l'Automobile

Groupe cible de sportifs soumis aux contrôles :

Groupe de sportifs identifiés comme hautement prioritaires par la FIA et chaque organisation nationale antidopage, qui sont assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition dans le cadre du plan de répartition des contrôles de la FIA ou de l'organisation nationale antidopage en question. Ils sont de ce fait tenus de fournir des informations sur leur localisation conformément à l'Article 5.6 du Code et au Standard international pour les contrôles et les enquêtes.

Hors compétition :

Toute période qui n'est pas en compétition.

Liste des Interdictions :

Liste publiée par l'AMA identifiant les substances interdites et les méthodes interdites (disponible sur le site Internet de l'AMA www.wada-ama.org).

Marqueur :

Composé, ensemble de composés ou paramètre(s) biologique(s) qui témoignent de l'Usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Métabolite :

Toute substance qui résulte d'une biotransformation.

Méthode interdite :

Toute méthode décrite comme telle dans la Liste des Interdictions.

Mineur :

Personne physique qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans.

Organisateurs d'épreuves majeures :

Comité international olympique, Comité international paralympique, Associations continentales de Comités nationaux olympiques et toute autre organisation internationale multisports qui servent d'organisme responsable pour une épreuve internationale, qu'elle soit continentale, régionale ou autre.

Organisation antidopage :

Signataire responsable de l'adoption de règles relatives à la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de contrôle du dopage. Cela comprend par exemple la FIA, les ASN, les organisations nationales antidopage, l'AMA et les organisateurs d'épreuves majeures qui effectuent des contrôles lors de manifestations relevant de leur responsabilité.

Organisation nationale antidopage :

La ou les entités désignée(s) par chaque pays comme autorité(s) principale(s) responsable(s) de l'adoption et de la mise en œuvre de règles antidopage, de la gestion du prélèvement d'échantillons, de la gestion des résultats de contrôles et de la tenue d'audiences, au plan national. Cela comprend toute entité pouvant être désignée par plusieurs pays comme organisation antidopage régionale représentant ces pays. Si la désignation n'a pas été faite par l'autorité publique compétente, cette entité sera le Comité National Olympique du pays ou son représentant.

Lorsqu'il est fait référence à l'organisation nationale antidopage du sportif, il s'agit de l'organisation nationale antidopage du pays de l'ASN qui a délivré la licence au sportif.

Organisation régionale antidopage :

Entité régionale créée par les pays membres pour coordonner et gérer, par délégation, des domaines de leurs programmes nationaux antidopage, pouvant inclure l'adoption et l'application de règles antidopage, la planification et la collecte d'échantillons, la gestion des résultats, l'examen des AUT, la tenue des audiences et la réalisation de programmes éducatifs au plan régional.

reducing the period of Ineligibility under Article 10.5.1 or 10.5.2.

[Comment: The criterion for assessing an Athlete's degree of Fault is the same under all Articles where Fault is to be considered. However, under Article 10.5.2, no reduction of sanction is appropriate unless, when the degree of Fault is assessed, the conclusion is that No Significant Fault or Negligence on the part of the Athlete or other Person was involved.]

FIA:

The Federation Internationale de l'Automobile.

Registered Testing Pool:

The pool of highest-priority Athletes established separately by the FIA and each National Anti-Doping Organisation that are subject to both In-Competition and Out-of-Competition Testing as part of the test distribution plan of the FIA or the National Anti-Doping Organisation in question. They are therefore required to provide whereabouts information as provided in Article 5.6 of the Code and the International Standard for Testing and Investigations.

Out-of-Competition:

Any period which is not In-Competition.

Prohibited List:

The List published by WADA identifying the Prohibited Substances and Prohibited Methods (available on the WADA website: www.wada-ama.org).

Marker:

A compound, group of compounds or biological variable(s) that indicates the Use of a Prohibited Substance or Prohibited Method.

Metabolite:

Any substance produced by a biotransformation process.

Prohibited Method:

Any method so described on the Prohibited List.

Minor:

A natural Person who has not reached the age of eighteen years.

Major Event Organisations:

The International Olympic Committee, the International Paralympic Committee, the continental associations of National Olympic Committees and other international multi-sport organisations serving as the body responsible for any continental, regional or other International Event.

Anti-Doping Organisation:

A Signatory that is responsible for adopting rules for initiating, implementing or enforcing any part of the Doping Control process. This includes, for example, the FIA, the ASNs, the National Anti-Doping Organisations, WADA and the Major Event Organisations that conduct Testing at their Events.

National Anti-Doping Organisation:

The entity(ies) designated by each country as possessing the primary authority and responsibility to adopt and implement anti-doping rules and to direct the collection of Samples, the management of test results, and the conduct of hearings, all at the national level. This includes an entity which may be designated by multiple countries to serve as a regional Anti-Doping Organisation for such countries. If this designation has not been made by the competent public authority(ies), the entity shall be the country's National Olympic Committee or its designee.

Where reference is made to the National Anti-Doping Organisation of the Athlete, this means the National Anti-Doping Organisation of the country of the ASN that issued the licence to the Athlete.

Regional Anti-Doping Organisation:

A regional entity designated by member countries to coordinate and manage delegated areas of their national anti-doping programmes, which may include the adoption and implementation of anti-doping rules, the planning and collection of Samples, the management of results, the review of TUEs, the conduct of hearings, and the conduct of educational programmes at a regional level.

Participant :

Tout sportif ou membre du personnel d'encadrement du sportif.

Passeport biologique de l'athlète :

Programme et méthodes permettant de rassembler et de regrouper des données telles que décrites dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes et le Standard international pour les laboratoires.

Personne :

Personne physique ou organisation ou autre entité.

Personnel d'encadrement du sportif :

Tout entraîneur, soigneur, directeur, agent, personnel d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical, parent, ou toute autre personne qui travaille avec un sportif participant à des compétitions ou s'y préparant, qui le traite ou lui apporte son assistance.

Possession :

Possession physique ou de fait (qui ne sera établie que si la personne exerce un contrôle exclusif ou a l'intention d'exercer un contrôle sur la substance/méthode interdite ou les lieux où une substance/méthode interdite se trouve). Toutefois, si la personne n'exerce pas un contrôle exclusif sur la substance/méthode interdite ou les lieux où la substance/méthode interdite se trouve, la possession de fait ne sera établie que si la personne était au courant de la présence de la substance/méthode interdite et avait l'intention d'exercer un contrôle sur celle-ci. De plus, il ne pourra y avoir de violation des règles antidopage reposant sur la seule possession si, avant d'être notifiée d'une violation des règles antidopage, la personne a pris des mesures concrètes démontrant qu'elle n'a jamais eu l'intention d'être en possession d'une substance/méthode interdite et a renoncé à cette possession en la déclarant explicitement à une organisation antidopage. Nonobstant toute disposition contraire dans cette définition, l'achat (par un moyen électronique ou autre) d'une substance interdite ou d'une méthode interdite constitue une possession de celle-ci par la personne qui fait l'achat.

[Commentaire : En vertu de cette définition, des stéroïdes trouvés dans le véhicule d'un sportif constitueraient une violation à moins que le sportif ne puisse démontrer qu'une autre personne s'est servi de son véhicule. Dans de telles circonstances, l'organisation antidopage devra démontrer que, bien que le sportif n'ait pas eu le contrôle exclusif du véhicule, le sportif était au courant de la présence des stéroïdes et avait l'intention d'exercer un contrôle sur les stéroïdes. Dans un même ordre d'idées, dans l'hypothèse où des stéroïdes seraient trouvés dans une armoire à médicaments relevant du contrôle commun d'un sportif et de sa conjointe, l'organisation antidopage devra démontrer que le sportif était au courant de la présence des stéroïdes dans l'armoire à médicaments et qu'il avait l'intention d'exercer un contrôle sur ces stéroïdes. L'acte d'acquisition d'une substance interdite, en soi, constitue la possession, même si, par exemple, le produit n'arrive pas, est reçu par quelqu'un d'autre ou est envoyé à l'adresse d'un tiers.]

Produit contaminé :

Produit contenant une substance interdite qui n'est pas divulguée sur l'étiquette du produit ou dans les informations disponibles lors d'une recherche raisonnable sur Internet.

Programme des observateurs indépendants :

Équipe d'observateurs sous la supervision de l'AMA qui assistent au processus de contrôle du dopage lors de certaines manifestations, peuvent fournir des conseils à cet égard et rendent compte de leurs observations.

Règlement :

Le Règlement antidopage de la FIA

Responsabilité objective :

Règle qui stipule qu'au titre de l'Article 2.1 ou de l'Article 2.2, il n'est pas nécessaire que l'organisation antidopage démontre l'intention, la faute, la négligence ou l'Usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage.

Résultat atypique :

Rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le Standard International pour les laboratoires, les documents techniques connexes ou la Liste des Interdictions avant qu'un résultat d'analyse anormal ne puisse être établi.

Participant:

Any Athlete or Athlete Support Personnel.

Athlete Biological Passport:

The programme and methods of gathering and collating data as described in the International Standard for Testing and Investigations and International Standard for Laboratories.

Person:

A natural Person or an organisation or other entity.

Athlete Support Personnel:

Any coach, trainer, manager, agent, team staff, official, medical or paramedical personnel, parent or any other Person working with, treating or assisting an Athlete participating in or preparing for Competition.

Possession:

The actual, physical Possession, or the constructive Possession (which shall be found only if the Person has exclusive control or intends to exercise control over the Prohibited Substance or Prohibited Method or the premises in which a Prohibited Substance or Prohibited Method exists). However, if the Person does not have exclusive control over the Prohibited Substance or Prohibited Method or over the premises in which a Prohibited Substance or Prohibited Method exists, constructive Possession shall only be found if the Person knew about the presence of the Prohibited Substance or Prohibited Method and intended to exercise control over it. However, there shall be no anti-doping rule violation based solely on Possession if, prior to receiving notification of any kind that the Person has committed an anti-doping rule violation, the Person has taken concrete action demonstrating that the Person never intended to have Possession and has renounced Possession by explicitly declaring it to an Anti-Doping Organisation. Notwithstanding anything to the contrary in this definition, the purchase (including by any electronic or other means) of a Prohibited Substance or Prohibited Method constitutes Possession by the Person who makes the purchase.

[Comment: Under this definition, steroids found in an Athlete's car would constitute a violation unless the Athlete establishes that someone else used the car; in that event, the Anti-Doping Organisation must establish that, even though the Athlete did not have exclusive control over the car, the Athlete knew about the steroids and intended to have control over the steroids. Similarly, in the example of steroids found in a home medicine cabinet under the joint control of an Athlete and spouse, the Anti-Doping Organisation must establish that the Athlete knew the steroids were in the cabinet and that the Athlete intended to exercise control over the steroids. The act of purchasing a Prohibited Substance alone constitutes Possession, even where, for example, the product does not arrive, is received by someone else, or is sent to a third party address.]

Contaminated Product:

A product that contains a Prohibited Substance that is not disclosed on the product label or in information available in a reasonable Internet search.

Independent Observer Programme:

A team of observers, under the supervision of WADA, who observe and may provide guidance on the Doping Control process at certain Events and report on their observations.

Regulations:

The FIA Anti-Doping Regulations.

Strict Liability:

The rule which provides that under Article 2.1 and Article 2.2, it is not necessary that intent, Fault, negligence, or knowing Use on the Athlete's part be demonstrated by the Anti-Doping Organisation in order to establish an anti-doping rule violation.

Atypical Finding:

A report from a WADA-accredited laboratory or other WADA-approved laboratory which requires further investigation as provided by the International Standard for Laboratories, related Technical Documents or the Prohibited List prior to the determination of an Adverse Analytical Finding.

Résultat d'analyse anormal :

Rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA qui, en conformité avec le Standard International pour les Laboratoires et les documents techniques connexes, révèle la présence, dans un échantillon, d'une substance interdite ou d'un de ses métabolites ou marqueurs (y compris des quantités élevées de substances endogènes) ou l'Usage d'une méthode interdite.

Résultat de Passeport anormal :

Rapport identifié comme *Résultat de Passeport Anormal* comme défini dans les *Standards Internationaux* applicables.

Résultat de Passeport Atypique :

Rapport identifié comme *Résultat de Passeport Atypique* comme défini dans les *Standards Internationaux* applicables.

Signataires :

Entités qui ont signé le Code et s'engagent à le respecter, conformément à l'Article 23 du Code.

Site de l'épreuve :

Espaces où se déroule une compétition. Ils incluent de manière non-exhaustive : la piste (le Parcours), le Circuit, le paddock, le Parc Fermé, les parcs ou zones d'assistance, les parcs d'attente, les stands, les zones interdites au public, les zones de contrôle, les zones réservées au médias, les zones de ravitaillement.

Sport d'équipe :

Une discipline du Sport Automobile qui se concourt par équipe (conducteur et passager) ou qui autorise le remplacement ou le relais des sportifs durant une compétition.

Sport individuel :

Toute discipline du Sport Automobile qui n'est pas un sport d'équipe.

Sportif :

Tout conducteur ou passager (navigateur et copilote inclus) qui dispute une compétition au niveau international et/ou national, comme défini à l'Article 'Définitions' du Code Sportif International de la FIA. Une organisation antidopage est libre d'appliquer des règles antidopage à un sportif qui n'est ni un sportif de niveau international ni un sportif de niveau national, et ainsi de le faire entrer dans la définition de « sportif ». En ce qui concerne les sportifs qui ne sont ni de niveau international ni de niveau national, une organisation antidopage peut choisir de réaliser des contrôles limités ou de ne réaliser aucun contrôle, de procéder à des analyses d'échantillons portant sur un menu plus restreint de substances interdites, ou de ne pas exiger à l'avance des AUT. Cependant, si une violation des règles antidopage prévue à l'Article 2.1, 2.3 ou 2.5 est commise par un sportif relevant d'une organisation antidopage et qui prend part à une compétition d'un niveau inférieur au niveau international ou national, les conséquences énoncées dans le Code (sauf l'Article 14.3.2) doivent être appliquées. Aux fins des Articles 2.8 et 2.9 ainsi qu'à des fins d'information et d'éducation antidopage, toute personne qui prend part à une compétition sportive et qui relève d'un signataire, d'un gouvernement ou d'une autre organisation sportive reconnaissant le Code est un sportif.

[Commentaire : Cette définition établit clairement que tous les sportifs de niveaux international et national sont assujettis aux règles antidopage du Code, et que les définitions précises des compétitions de niveau international et de niveau national doivent figurer dans les règles antidopage respectives des fédérations internationales et des organisations nationales antidopage. Cette définition permet également à chaque organisation nationale antidopage, si elle le désire, d'étendre son programme antidopage aux concurrents de niveaux inférieurs au niveau national ou international ou aux individus pratiquant un entraînement physique mais sans disputer de compétitions. Ainsi, une organisation nationale antidopage pourrait, par exemple, choisir de contrôler des concurrents de niveau récréatif, mais sans exiger à l'avance des AUT. Néanmoins, une violation des règles antidopage impliquant un résultat d'analyse anormal ou une falsification entraîne toutes les conséquences prévues par le Code (à l'exception de l'Article 14.3.2). La décision d'appliquer ou non les conséquences aux sportifs de niveau récréatif qui pratiquent des activités d'entraînement physique mais ne disputent jamais de compétitions est laissée à l'organisation nationale antidopage. De même, une organisation responsable de grandes manifestations qui organise une manifestation uniquement pour des concurrents de niveau vétérans pourrait choisir

Adverse Analytical Finding:

A report from a WADA-accredited laboratory or other WADA-approved laboratory that, consistent with the International Standard for Laboratories and related Technical Documents, identifies in a Sample the presence of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers (including elevated quantities of endogenous substances) or evidence of the Use of a Prohibited Method.

Adverse Passport Finding:

A report identified as an *Adverse Passport Finding* as described in the applicable *International Standards*.

Atypical Passport Finding:

A report described as an *Atypical Passport Finding* as described in the applicable *International Standards*.

Signatories:

Those entities signing the Code and agreeing to comply with the Code, as provided in Article 23 of the Code.

Event Venues:

Areas where a Competition is taking place.

They include, but are not limited to: the track (Course), the Circuit, the paddock, the Parc Fermé, the service parks or zones, the holding parks, the pits, the zones that are barred to the public, the control zones, the zones that are reserved for the media, the refuelling zones.

Team Sport:

A discipline of Motor Sport in which a crew (driver and passenger) competes with other crews or which authorises the replacement or relaying of Athletes during a Competition.

Individual Sport:

Any discipline of Motor Sport that is not a Team Sport.

Athlete:

Any driver or passenger (including navigator and co-driver), as defined in Article 'Definitions' of the FIA International Sporting Code, who competes in International Events and/or in National Events. An Anti-Doping Organisation has discretion to apply anti-doping rules to an Athlete who is neither an International-Level Athlete nor a National-Level Athlete, and thus to bring them within the definition of "Athlete". In relation to Athletes who are neither International-Level nor National-Level Athletes, an Anti-Doping Organisation may elect to: conduct limited Testing or no Testing at all; analyse Samples for less than the full menu of Prohibited Substances; require limited or no whereabouts information; or not require advance TUEs. However, if an Article 2.1, 2.3 or 2.5 anti-doping rule violation is committed by any Athlete over whom an Anti-Doping Organisation has authority and who competes below the international or national level, then the Consequences set forth in the Code (except Article 14.3.2) must be applied. For the purposes of Article 2.8 and Article 2.9 and for the purposes of anti-doping information and education, any Person who participates in sport under the authority of any Signatory, government, or other sports organisation accepting the Code is an Athlete.

[Comment: This definition makes it clear that all International and National-Level Athletes are subject to the anti-doping rules of the Code, with the precise definitions of international- and national-level sport to be set forth in the anti-doping rules of the International Federations and National Anti-Doping Organisations respectively. The definition also allows each National Anti-Doping Organisation, if it chooses to do so, to expand its anti-doping programme beyond International- or National-Level Athletes to competitors at lower levels of Competition or to individuals who engage in fitness activities but do not compete at all. Thus, a National Anti-Doping Organisation could, for example, elect to test recreational-level competitors but not require advance TUEs. However, an anti-doping rule violation involving an Adverse Analytical Finding or Tampering results in all of the Consequences provided for in the Code (with the exception of Article 14.3.2). The decision on whether Consequences apply to recreational-level Athletes who engage in fitness activities but never compete is left to the National Anti-Doping Organisation. In the same manner, a Major Event Organisation holding an Event reserved for masters-level competitors could elect to test the competitors but not analyse Samples for the full menu of Prohibited Substances. Competitors at all levels of Competition should receive the benefit of anti-doping information and education.]

de contrôler les concurrents mais de ne pas procéder à des analyses d'échantillons couvrant la totalité du menu des substances interdites. Les concurrents de tous les niveaux devraient bénéficier de programmes d'information et d'éducation en matière d'antidopage.]

Sportif de niveau international :

Un sportif qui participe à toute Compétition inscrite au Calendrier Sportif International de la FIA, comme indiqué dans la section « Portée » de l'Introduction du Règlement.

Sportif de niveau national :

Sportif concourant dans un sport au niveau national, selon la définition de chaque organisation nationale antidopage, en conformité avec le Standard international pour les contrôles et les enquêtes.

Standard International :

Standard adopté par l'AMA en appui du Code. La conformité à un Standard International (par opposition à d'autres standards, pratiques ou procédures) suffira pour conclure que les procédures envisagées dans le Standard International en question sont correctement exécutées. Les Standards Internationaux comprennent les documents techniques publiés conformément à leurs dispositions.

Substance interdite :

Toute substance ou classe de substances décrite comme telle dans la Liste des Interdictions.

Substance spécifiée :

Comme définie à l'Article 4.2.2.

Suspension :

Voir ci-dessus les Conséquences des violations des règles antidopage.

Suspension provisoire :

Voir ci-dessus les Conséquences des violations des règles antidopage.

TAS :

Tribunal arbitral du sport.

Tentative :

Conduite volontaire qui constitue une étape importante d'une action planifiée dont le but est la violation des règles antidopage. Il n'y aura pas de violation des règles antidopage basée uniquement sur une tentative, si la personne renonce à la tentative avant d'être surprise par un tiers non impliqué dans la tentative.

Trafic :

Vente, don, transport, envoi, livraison ou distribution à un tiers (ou possession à cette fin) d'une substance interdite ou d'une méthode interdite (physiquement, par un moyen électronique ou autre) par un sportif, le personnel d'encadrement du sportif ou une autre personne relevant d'une organisation antidopage. Toutefois, cette définition ne comprend pas :

- les actions de membres du personnel médical réalisées de bonne foi et portant sur une substance interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou à d'autres fins justifiables ;
- les actions portant sur des substances interdites qui ne sont pas interdites dans des contrôles hors compétition, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontrent que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive.

Usage :

Utilisation, application, ingestion, injection ou consommation par tout autre moyen d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

International-Level Athlete:

An Athlete who participates in any Competition registered on the FIA International Sporting Calendar, as set out in the "Scope" section of the Introduction to the Regulations.

National-Level Athlete:

Athletes who compete in sport at the national level, as defined by each National Anti-Doping Organisation, consistent with the International Standard for Testing and Investigations.

International Standard:

A standard adopted by WADA in support of the Code. Compliance with an International Standard (as opposed to another alternative standard, practice or procedure) shall be sufficient to conclude that the procedures addressed by the International Standard were performed properly. International Standards shall include any Technical Documents issued pursuant to the International Standard.

Prohibited Substance:

Any substance, or class of substances, so described on the Prohibited List.

Specified Substances:

As defined in Article 4.2.2.

Ineligibility:

See Consequences of Anti-Doping Rule Violations above.

Provisional Suspension:

See Consequences of Anti-Doping Rules Violations above.

CAS:

The Court of Arbitration for Sport.

Attempt:

Purposely engaging in conduct that constitutes a substantial step in a course of conduct planned to culminate in the commission of an anti-doping rule violation. However, there shall be no anti-doping rule violation based solely on an Attempt to commit a violation if the Person renounces the Attempt prior to its being discovered by a third party not involved in the Attempt.

Trafficking:

Selling, giving, transporting, sending, delivering or distributing (or Possessing for any such purpose) a Prohibited Substance or Prohibited Method (either physically or by any electronic or other means) by an Athlete, Athlete Support Personnel or any other Person subject to the jurisdiction of an Anti-Doping Organisation to any third party. However, this definition shall not include:

- the actions of bona fide medical personnel involving a Prohibited Substance used for genuine and legal therapeutic purposes or other acceptable justification;
- the actions involving Prohibited Substances which are not prohibited in Out-of-Competition Testing unless the circumstances as a whole demonstrate that such Prohibited Substances are not intended for genuine and legal therapeutic purposes or are intended to enhance sport performance.

Use:

The utilisation, application, ingestion, injection or consumption by any means whatsoever of any Prohibited Substance or Prohibited Method.

SUPPLÉMENT A

DÉFINITIONS (par ordre alphabétique en ANGLAIS)

ADAMS :

Acronyme anglais de Système d'administration et de gestion antidopage (*Anti-Doping Administration and Management System*), soit un instrument de gestion basé sur Internet, sous forme de banque de données, qui sert à la saisie, à la conservation, au partage et à la transmission de données, conçu pour aider l'AMA et ses partenaires dans leurs opérations antidopage en conformité avec la législation relative à la protection des données.

CDA :

Comité Disciplinaire Antidopage de la FIA.

Administration :

Fait de fournir, d'approvisionner, de superviser, de faciliter ou de participer de toute autre manière à l'Usage ou à la tentative d'usage par une autre personne d'une substance interdite ou d'une méthode interdite. Cependant, cette définition n'inclut pas les actions entreprises de bonne foi par le personnel médical et impliquant une substance interdite ou une méthode interdite utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou bénéficiant d'une autre justification acceptable, et n'inclut pas non plus les actions impliquant des substances interdites qui ne sont pas interdites dans les contrôles hors compétition sauf si les circonstances dans leur ensemble démontrent que ces substances interdites ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive.

Résultat d'analyse anormal :

Rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA qui, en conformité avec le Standard International pour les Laboratoires et les documents techniques connexes, révèle la présence, dans un échantillon, d'une substance interdite ou d'un de ses métabolites ou marqueurs (y compris des quantités élevées de substances endogènes) ou l'Usage d'une méthode interdite.

Résultat de Passeport anormal :

Rapport identifié comme Résultat de Passeport Anormal comme défini dans les Standards Internationaux applicables.

Organisation antidopage :

Signataire responsable de l'adoption de règles relatives à la création, à la mise en œuvre ou à l'application de tout volet du processus de contrôle du dopage. Cela comprend par exemple la FIA, les ASN, les organisations nationales antidopage, l'AMA et les organisateurs d'épreuves majeures qui effectuent des contrôles lors de manifestations relevant de leur responsabilité.

ASN :

Club National ou Fédération Nationale reconnue(e) par la FIA comme seul détenteur du pouvoir sportif dans un pays (comme stipulé à l'Article 'Définitions' du Code Sportif International de la FIA).

Sportif :

Tout conducteur ou passager (navigateur et copilote inclus) qui dispute une compétition au niveau international et/ou national, comme défini à l'Article 'Définitions' du Code Sportif International de la FIA. Une organisation antidopage est libre d'appliquer des règles antidopage à un sportif qui n'est ni un sportif de niveau international ni un sportif de niveau national, et ainsi de le faire entrer dans la définition de « sportif ». En ce qui concerne les sportifs qui ne sont ni de niveau international ni de niveau national, une organisation antidopage peut choisir de réaliser des contrôles limités ou de ne réaliser aucun contrôle, de procéder à des analyses d'échantillons portant sur un menu plus restreint de substances interdites, ou de ne pas exiger à l'avance des AUT. Cependant, si une violation des règles antidopage prévue à l'Article 2.1, 2.3 ou 2.5 est commise par un sportif relevant d'une organisation antidopage et qui prend part à une compétition d'un niveau inférieur au niveau international ou national, les conséquences énoncées dans le Code [sauf l'Article 14.3.2] doivent être appliquées. Aux fins des Articles 2.8 et 2.9 ainsi qu'à des fins d'information et d'éducation antidopage, toute personne qui prend part à une compétition sportive et qui relève d'un signataire, d'un gouvernement ou d'une autre organisation sportive reconnaissant le Code est un sportif.

SUPPLEMENT A

DEFINITIONS (alphabetical order in ENGLISH)

ADAMS:

The Anti-Doping Administration and Management System is a Web-based database management tool for data entry, storage, sharing, and reporting, designed to assist stakeholders and WADA in their anti-doping operations in conjunction with data protection legislation.

ADC:

The FIA Anti-Doping Disciplinary Committee.

Administration:

Providing, supplying, supervising, facilitating, or otherwise participating in the Use or Attempted Use by another Person of a Prohibited Substance or Prohibited Method. However, this definition shall not include the actions of bona fide medical personnel involving a Prohibited Substance or Prohibited Method used for genuine and legal therapeutic purposes or other acceptable justification and shall not include actions involving Prohibited Substances which are not prohibited in Out-of-Competition Testing unless the circumstances as a whole demonstrate that such Prohibited Substances are not intended for genuine and legal therapeutic purposes or are intended to enhance sport performance.

Adverse Analytical Finding:

A report from a WADA-accredited laboratory or other WADA-approved laboratory that, consistent with the International Standard for Laboratories and related Technical Documents, identifies in a Sample the presence of a Prohibited Substance or its Metabolites or Markers (including elevated quantities of endogenous substances) or evidence of the Use of a Prohibited Method.

Adverse Passport Finding:

A report identified as an Adverse Passport Finding as described in the applicable International Standards.

Anti-Doping Organisation:

A Signatory that is responsible for adopting rules for initiating, implementing or enforcing any part of the Doping Control process. This includes, for example, the FIA, the ASNs, the National Anti-Doping Organisations, WADA and the Major Event Organisations that conduct Testing at their Events.

ASN:

A national automobile club, association or federation recognised by the FIA as sole holder of the sporting power in a country (as stipulated in Article 'Definitions' of the FIA International Sporting Code).

Athlete:

Any driver or passenger (including navigator and co-driver), as defined in Article 'Definitions' of the FIA International Sporting Code, who competes in International Events and/or in National Events. An Anti-Doping Organisation has discretion to apply anti-doping rules to an Athlete who is neither an International-Level Athlete nor a National-Level Athlete, and thus to bring them within the definition of "Athlete". In relation to Athletes who are neither International-Level nor National-Level Athletes, an Anti-Doping Organisation may elect to: conduct limited Testing or no Testing at all; analyse Samples for less than the full menu of Prohibited Substances; require limited or no whereabouts information; or not require advance TUEs. However, if an Article 2.1, 2.3 or 2.5 anti-doping rule violation is committed by any Athlete over whom an Anti-Doping Organisation has authority and who competes below the international or national level, then the Consequences set forth in the Code (except Article 14.3.2) must be applied. For the purposes of Article 2.8 and Article 2.9 and for the purposes of anti-doping information and education, any Person who participates in sport under the authority of any Signatory, government, or other sports organisation accepting the Code is an Athlete.

ANNEXE "A" APPENDIX "A"

[Commentaire : Cette définition établit clairement que tous les sportifs de niveaux international et national sont assujettis aux règles antidopage du Code, et que les définitions précises des compétitions de niveau international et de niveau national doivent figurer dans les règles antidopage respectives des fédérations internationales et des organisations nationales antidopage. Cette définition permet également à chaque organisation nationale antidopage, si elle le désire, d'étendre son programme antidopage aux concurrents de niveaux inférieurs au niveau national ou international ou aux individus pratiquant un entraînement physique mais sans disputer de compétitions. Ainsi, une organisation nationale antidopage pourrait, par exemple, choisir de contrôler des concurrents de niveau récréatif, mais sans exiger à l'avance des AUT. Néanmoins, une violation des règles antidopage impliquant un résultat d'analyse anormal ou une falsification entraîne toutes les conséquences prévues par le Code (à l'exception de l'Article 14.3.2). La décision d'appliquer ou non les conséquences aux sportifs de niveau récréatif qui pratiquent des activités d'entraînement physique mais ne disputent jamais de compétitions est laissée à l'organisation nationale antidopage. De même, une organisation responsable de grandes manifestations qui organise une manifestation uniquement pour des concurrents de niveau vétérans pourrait choisir de contrôler les concurrents mais de ne pas procéder à des analyses d'échantillons couvrant la totalité du menu des substances interdites. Les concurrents de tous les niveaux devraient bénéficier de programmes d'information et d'éducation en matière d'antidopage.]

Passport biologique de l'athlète :

Programme et méthodes permettant de rassembler et de regrouper des données telles que décrites dans le Standard international pour les contrôles et les enquêtes et le Standard international pour les laboratoires.

Personnel d'encadrement du sportif :

Tout entraîneur, soigneur, directeur, agent, personnel d'équipe, officiel, personnel médical ou paramédical, parent, ou toute autre personne qui travaille avec un sportif participant à des compétitions ou s'y préparant, qui le traite ou lui apporte son assistance.

Tentative :

Conduite volontaire qui constitue une étape importante d'une action planifiée dont le but est la violation des règles antidopage. Il n'y aura pas de violation des règles antidopage basée uniquement sur une tentative, si la personne renonce à la tentative avant d'être surprise par un tiers non impliqué dans la tentative.

Résultat atypique :

Rapport d'un laboratoire accrédité ou approuvé par l'AMA pour lequel une investigation supplémentaire est requise par le Standard International pour les laboratoires, les documents techniques connexes ou la Liste des Interdictions avant qu'un résultat d'analyse anormal ne puisse être établi.

Résultat de Passport Atypique :

Rapport identifié comme Résultat de Passport Atypique comme défini dans les Standards Internationaux applicables.

TAS :

Tribunal arbitral du sport.

Code :

Code Mondial Antidopage.

Compétition :

Activité unique de sport automobile avec ses propres résultats. Elle peut comprendre une (des) manche(s) et une finale, des essais libres, des essais qualificatifs et les résultats de plusieurs catégories ou être divisée de manière similaire, mais doit être terminée à la fin de l'Épreuve. Sont considérés comme une compétition : les Courses sur circuit, les Rallyes, les Rallyes Tout-Terrain, les Courses d'Accélération (dragster), les Courses de Côte, les Tentatives de Record, les Tentatives, les Tests, le drifting et toute autre forme de compétition à la discrétion de la FIA, comme défini à l'Article 'Définitions' du Code Sportif International de la FIA.

Conséquences des violations des règles antidopage (« conséquences »):

La violation d'une règle antidopage par un sportif ou une autre personne peut avoir une ou plusieurs des conséquences suivantes :

- a) **Annulation**, ce qui signifie que les résultats du sportif dans une compétition particulière ou lors d'une manifestation

[Comment: This definition makes it clear that all International and National-Level Athletes are subject to the anti-doping rules of the Code, with the precise definitions of international and national-level sport to be set forth in the anti-doping rules of the International Federations and National Anti-Doping Organisations respectively. The definition also allows each National Anti-Doping Organisation, if it chooses to do so, to expand its anti-doping programme beyond International- or National-Level Athletes to competitors at lower levels of Competition or to individuals who engage in fitness activities but do not compete at all. Thus, a National Anti-Doping Organisation could, for example, elect to test recreational-level competitors but not require advance TUEs. However, an anti-doping rule violation involving an Adverse Analytical Finding or Tampering results in all of the Consequences provided for in the Code (with the exception of Article 14.3.2). The decision on whether Consequences apply to recreational-level Athletes who engage in fitness activities but never compete is left to the National Anti-Doping Organisation. In the same manner, a Major Event Organisation holding an Event reserved for masters-level competitors could elect to test the competitors but not analyse Samples for the full menu of Prohibited Substances. Competitors at all levels of Competition should receive the benefit of anti-doping information and education.]

Athlète Biologique Passport:

The programme and methods of gathering and collating data as described in the International Standard for Testing and Investigations and International Standard for Laboratories.

Athlète Support Personnel:

Any coach, trainer, manager, agent, team staff, official, medical or paramedical personnel, parent or any other Person working with, treating or assisting an Athlete participating in or preparing for Competition.

Attempt:

Purposely engaging in conduct that constitutes a substantial step in a course of conduct planned to culminate in the commission of an anti-doping rule violation. However, there shall be no anti-doping rule violation based solely on an Attempt to commit a violation if the Person renounces the Attempt prior to its being discovered by a third party not involved in the Attempt.

Atypical Finding:

A report from a WADA-accredited laboratory or other WADA-approved laboratory which requires further investigation as provided by the International Standard for Laboratories, related Technical Documents or the Prohibited List prior to the determination of an Adverse Analytical Finding.

Atypical Passport Finding:

A report described as an Atypical Passport Finding as described in the applicable International Standards.

CAS:

The Court of Arbitration for Sport.

Code:

The World Anti-Doping Code.

Competition:

Single motor sport activity with its own results. It may comprise one or more heats and a final, free practice, qualifying practice sessions and results of several categories or be divided in some similar manner, but must be completed by the end of the Event. The following are considered as a Competition: Circuit Races, Rallies, Cross-Country Rallies, Drag Races, Hill Climbs, Record Attempts, Tests, Trials, drifting and other forms of Competitions at the discretion of the FIA, as defined in Article 'Definitions' of the FIA International Sporting Code.

Consequences of Anti-Doping Rule Violations ("Consequences"):

An Athlete's or other Person's violation of an anti-doping rule may result in one or more of the following:

- a) **Disqualification**, which means that the Athlete's results in a particular Competition or Event are invalidated, with all

sont invalidés, avec toutes les conséquences en résultant, y compris le retrait des trophées, médailles, points et prix ;

- b) **Suspension**, ce qui signifie qu'il est interdit au sportif ou à toute autre personne, en raison d'une violation des règles antidopage, de participer à toute compétition, à toute autre activité ou à tout financement pendant une période déterminée, tel que stipulé à l'Article 10.12.1 ;
- c) **Suspension provisoire**, ce qui signifie que le sportif ou toute autre personne est temporairement interdit(e) de participation à toute compétition ou activité jusqu'à la décision finale prise lors de l'audience prévue à l'Article 8 (Droit à une audience équitable).
- d) **Conséquences financières**, ce qui signifie l'imposition d'une sanction financière pour violation des règles antidopage ou pour récupérer les coûts liés à une violation des règles antidopage ; et
- e) **Divulgaration publique ou rapport public**, ce qui signifie la divulgation d'informations ou la distribution d'informations au grand public ou à des personnes autres que les personnes devant être notifiées au préalable conformément à l'Article 14. Les équipes dans les sports d'équipe peuvent également se voir imposer des conséquences conformément aux dispositions de l'Article 11 du Code.

Produit contaminé :

Produit contenant une substance interdite qui n'est pas divulguée sur l'étiquette du produit ou dans les informations disponibles lors d'une recherche raisonnable sur Internet.

ACD :

Agent de Contrôle du Dopage

Annulation :

Voir ci-dessus Conséquences des violations des règles antidopage.

Contrôle du dopage :

Toutes les étapes et toutes les procédures allant de la planification du contrôle jusqu'à la décision finale en appel, y compris toutes les étapes et toutes les procédures intermédiaires, par exemple la transmission d'informations sur la localisation, le prélèvement des échantillons et leur manipulation, l'analyse de laboratoire, les AUT, la gestion des résultats et les audiences.

Épreuve :

Une épreuve est composée d'une ou plusieurs : compétitions, parades ou démonstrations.

Durée de l'épreuve :

Période écoulée entre le début et la fin d'une épreuve, telle qu'établie par l'organisme sous l'égide duquel se déroule l'épreuve.

Site de l'épreuve :

Espaces où se déroule une compétition. Ils incluent de manière non-exhaustive : la piste (le Parcours), le Circuit, le paddock, le Parc Fermé, les parcs ou zones d'assistance, les parcs d'attente, les stands, les zones interdites au public, les zones de contrôle, les zones réservées au médias, les zones de ravitaillement.

Faute :

Tout manquement à une obligation ou tout manque de diligence appropriée lié à une situation particulière. Les facteurs à prendre en considération pour évaluer le degré de la faute d'un sportif ou d'une autre personne incluent par exemple l'expérience du sportif ou de l'autre personne, la question de savoir si le sportif ou l'autre personne est un mineur, des considérations spéciales telles que le handicap, le degré de risque qui aurait dû être perçu par le sportif ainsi que le degré de diligence exercé par le sportif et les recherches et les précautions prises par le sportif en relation avec ce qui aurait dû être le niveau de risque perçu. En évaluant le degré de la faute du sportif ou de l'autre personne, les circonstances considérées doivent être spécifiques et pertinentes pour expliquer le fait que le sportif ou l'autre personne se soit écarté(e) du comportement attendu. Ainsi, par exemple, le fait qu'un sportif perdrait l'occasion de gagner beaucoup d'argent durant une période de suspension, ou le fait que le sportif n'a plus qu'une carrière résiduelle de courte durée, ou le moment du calendrier sportif, ne seraient pas des facteurs pertinents à prendre en compte pour réduire la période de suspension au titre des Articles 10.5.1 ou 10.5.2.

resulting Consequences including forfeiture of any trophies, medals, points and prizes;

- b) **Ineligibility**, which means that the Athlete or other Person is barred on account of an anti-doping rule violation for a specified period of time from participating in any Competition or other activity or funding as provided in Article 10.12.1;
- c) **Provisional Suspension**, which means that the Athlete or other Person is barred temporarily from participating in any Competition or activity prior to the final decision at a hearing conducted under Article 8 (Right to a Fair Hearing);
- d) **Financial Consequences**, which means a financial sanction imposed for an anti-doping rule violation or to recover costs associated with an anti-doping rule violation; and
- e) **Public Disclosure or Public Reporting**, which means the dissemination or distribution of information to the general public or Persons beyond those Persons entitled to earlier notification in accordance with Article 14. Teams in Team Sports may also be subject to Consequences as provided in Article 11 of the Code.

Contaminated Product:

A product that contains a Prohibited Substance that is not disclosed on the product label or in information available in a reasonable Internet search.

DCO:

The Doping Control Officer.

Disqualification:

See Consequences of Anti-Doping Rule Violations above.

Doping Control:

All steps and processes from test distribution planning through to ultimate disposition of any appeal including all steps and processes in between such as provision of whereabouts information, Sample collection and handling, laboratory analysis, TUEs, results management and hearings.

Event:

An Event is made up of one or more: Competitions, Parades or Demonstrations.

Event Period:

The time between the beginning and end of an Event, as established by the body under which the Event is taking place.

Event Venues:

Areas where a Competition is taking place.

They include, but are not limited to: the track (Course), the Circuit, the paddock, the Parc Fermé, the service parks or zones, the holding parks, the pits, the zones that are barred to the public, the control zones, the zones that are reserved for the media, the refuelling zones.

Fault:

Fault is any breach of duty or any lack of care appropriate to a particular situation. Factors to be taken into consideration in assessing an Athlete or other Person's degree of Fault include, for example, the Athlete's or other Person's experience, whether the Athlete or other Person is a Minor, special considerations such as impairment, the degree of risk that should have been perceived by the Athlete and the level of care and investigation exercised by the Athlete in relation to what should have been the perceived level of risk. In assessing the Athlete's or other Person's degree of Fault, the circumstances considered must be specific and relevant to explain the Athlete's or other Person's departure from the expected standard of behaviour. Thus, for example, the fact that an Athlete would lose the opportunity to earn large sums of money during a period of Ineligibility, or the fact that the Athlete only has a short time left in his career, or the timing of the sporting calendar, would not be relevant factors to be considered in reducing the period of Ineligibility under Article 10.5.1 or 10.5.2.

ANNEXE "A"
APPENDIX "A"

[Commentaire : Le critère pour évaluer le degré de la faute du sportif est le même selon tous les Articles lorsque la faute doit être prise en considération. Cependant, selon l'Article 10.5.2, aucune réduction de sanction n'est appropriée sauf si, une fois le degré de la faute évalué, la conclusion est qu'aucune faute ou négligence significative n'a été commise par le sportif ou l'autre personne.]

FIA :

Fédération Internationale de l'Automobile

Conséquences financières :

Voir Conséquences des violations des règles antidopage ci-dessus.

En compétition :

Cela comprend la période commençant douze heures avant une compétition à laquelle le sportif doit participer et se terminant à la fin de cette compétition et du processus de collecte d'échantillons relié à cette compétition.

Programme des observateurs indépendants :

Équipe d'observateurs sous la supervision de l'AMA qui assistent au processus de contrôle du dopage lors de certaines manifestations, peuvent fournir des conseils à cet égard et rendent compte de leurs observations.

Sport individuel :

Toute discipline du Sport Automobile qui n'est pas un sport d'équipe.

Suspension :

Voir ci-dessus les Conséquences des violations des règles antidopage.

Épreuve internationale :

Épreuve inscrite au Calendrier Sportif International de la FIA.

Sportif de niveau international :

Un sportif qui participe à toute Compétition inscrite au Calendrier Sportif International de la FIA, comme indiqué dans la section « Portée » de l'Introduction du Règlement.

Standard International :

Standard adopté par l'AMA en appui du Code. La conformité à un Standard International (par opposition à d'autres standards, pratiques ou procédures) suffira pour conclure que les procédures envisagées dans le Standard International en question sont correctement exécutées. Les Standards Internationaux comprennent les documents techniques publiés conformément à leurs dispositions.

Organisateurs d'épreuves majeures :

Comité international olympique, Comité international paralympique, Associations continentales de Comités nationaux olympiques et toute autre organisation internationale multisports qui servent d'organisme responsable pour une épreuve internationale, qu'elle soit continentale, régionale ou autre.

Marqueur :

Composé, ensemble de composés ou paramètre(s) biologique(s) qui témoignent de l'Usage d'une substance interdite ou d'une méthode interdite.

Métabolite :

Toute substance qui résulte d'une biotransformation.

Mineur :

Personne physique qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans.

Organisation nationale antidopage :

La ou les entités désignée(s) par chaque pays comme autorité(s) principale(s) responsable(s) de l'adoption et de la mise en œuvre de règles antidopage, de la gestion du prélèvement d'échantillons, de la gestion des résultats de contrôles et de la tenue d'audiences, au plan national. Cela comprend toute entité pouvant être désignée par plusieurs pays comme organisation antidopage régionale représentant ces pays. Si la désignation n'a pas été faite par l'autorité publique compétente, cette entité sera le Comité National Olympique du pays ou son représentant.

Lorsqu'il est fait référence à l'organisation nationale antidopage du sportif, il s'agit de l'organisation nationale antidopage du pays de l'ASN qui a délivré la licence au sportif.

Épreuve nationale :

Toute épreuve qui n'est pas inscrite au Calendrier Sportif International de la FIA.

[Comment: The criterion for assessing an Athlete's degree of Fault is the same under all Articles where Fault is to be considered. However, under Article 10.5.2, no reduction of sanction is appropriate unless, when the degree of Fault is assessed, the conclusion is that No Significant Fault or Negligence on the part of the Athlete or other Person was involved.]

FIA:

The Federation Internationale de l'Automobile.

Financial Consequences:

See Consequences of Anti-Doping Rule Violations, above.

In-Competition:

The period commencing twelve hours before a Competition in which the Athlete is scheduled to participate through the end of such Competition and the Sample collection process related to such Competition.

Independent Observer Programme:

A team of observers, under the supervision of WADA, who observe and may provide guidance on the Doping Control process at certain Events and report on their observations.

Individual Sport:

Any discipline of Motor Sport that is not a Team Sport.

Ineligibility:

See Consequences of Anti-Doping Rule Violations above.

International Event:

An Event entered on the FIA International Sporting Calendar.

International-Level Athlete:

An Athlete who participates in any Competition registered on the FIA International Sporting Calendar, as set out in the "Scope" section of the Introduction to the Regulations.

International Standard:

A standard adopted by WADA in support of the Code. Compliance with an International Standard (as opposed to another alternative standard, practice or procedure) shall be sufficient to conclude that the procedures addressed by the International Standard were performed properly. International Standards shall include any Technical Documents issued pursuant to the International Standard.

Major Event Organisations:

The International Olympic Committee, the International Paralympic Committee, the continental associations of National Olympic Committees and other international multi-sport organisations serving as the body responsible for any continental, regional or other International Event.

Marker:

A compound, group of compounds or biological variable(s) that indicates the Use of a Prohibited Substance or Prohibited Method.

Metabolite:

Any substance produced by a biotransformation process.

Minor:

A natural Person who has not reached the age of eighteen years.

National Anti-Doping Organisation:

The entity(ies) designated by each country as possessing the primary authority and responsibility to adopt and implement anti-doping rules and to direct the collection of Samples, the management of test results, and the conduct of hearings, all at the national level. This includes an entity which may be designated by multiple countries to serve as a regional Anti-Doping Organisation for such countries. If this designation has not been made by the competent public authority(ies), the entity shall be the country's National Olympic Committee or its designee.

Where reference is made to the National Anti-Doping Organisation of the Athlete, this means the National Anti-Doping Organisation of the country of the ASN that issued the licence to the Athlete.

National Event:

Any Event that is not entered on the FIA International Sporting Calendar.

Sportif de niveau national :

Sportif concourant dans un sport au niveau national, selon la définition de chaque *organisation nationale antidopage*, en conformité avec le Standard international pour les contrôles et les enquêtes.

Comité national olympique :

Organisation reconnue à ce titre par le *Comité international olympique*. Le terme *Comité national olympique* englobe toute confédération sportive nationale des pays où une confédération sportive nationale assume les responsabilités généralement du ressort d'un *Comité national olympique* en matière d'antidopage.

Absence de faute ou de négligence :

Démonstration par le *sportif* ou l'autre *personne* du fait qu'il/elle ignorait, ne soupçonnait pas, ou n'aurait pas pu raisonnablement savoir ou soupçonner, même en faisant preuve de la plus grande vigilance, qu'il/elle avait utilisé ou s'était fait administrer une *substance interdite* ou une *méthode interdite*, ou qu'il/elle avait violé une règle antidopage. Sauf dans le cas d'un *mineur*, pour toute violation de l'Article 2.1, le *sportif* doit également établir de quelle manière la *substance interdite* a pénétré dans son organisme.

Absence de faute ou de négligence significative :

Démonstration par le *sportif* ou l'autre *personne* du fait qu'au regard de l'ensemble des circonstances, et compte tenu des critères retenus pour l'*absence de faute ou de négligence*, sa *faute* ou sa *négligence* n'était pas significative par rapport à la violation des règles antidopage commise. Sauf dans le cas d'un *mineur*, pour toute violation de l'Article 2.1, le *sportif* doit également établir de quelle manière la *substance interdite* a pénétré dans son organisme.

Hors compétition :

Toute période qui n'est pas en compétition.

Participant :

Tout *sportif* ou membre du *personnel d'encadrement* du *sportif*.

Personne :

Personne physique ou organisation ou autre entité.

Possession :

Possession physique ou de fait (qui ne sera établie que si la *personne* exerce un contrôle exclusif ou a l'intention d'exercer un contrôle sur la *substance/méthode interdite* ou les lieux où une *substance/méthode interdite* se trouve). Toutefois, si la *personne* n'exerce pas un contrôle exclusif sur la *substance/méthode interdite* ou les lieux où la *substance/méthode interdite* se trouve, la *possession* de fait ne sera établie que si la *personne* était au courant de la présence de la *substance/méthode interdite* et avait l'intention d'exercer un contrôle sur celle-ci. De plus, il ne pourra y avoir de violation des règles antidopage reposant sur la seule possession si, avant d'être notifiée d'une violation des règles antidopage, la *personne* a pris des mesures concrètes démontrant qu'elle n'a jamais eu l'intention d'être en possession d'une *substance/méthode interdite* et a renoncé à cette possession en la déclarant explicitement à une *organisation antidopage*. Nonobstant toute disposition contraire dans cette définition, l'achat (par un moyen électronique ou autre) d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite* constitue une possession de celle-ci par la *personne* qui fait l'achat.

[Commentaire : En vertu de cette définition, des stéroïdes trouvés dans le véhicule d'un *sportif* constitueraient une violation à moins que le *sportif* ne puisse démontrer qu'une autre *personne* s'est servi de son véhicule. Dans de telles circonstances, l'*organisation antidopage* devra démontrer que, bien que le *sportif* n'ait pas eu le contrôle exclusif du véhicule, le *sportif* était au courant de la présence des stéroïdes et avait l'intention d'exercer un contrôle sur les stéroïdes. Dans un même ordre d'idées, dans l'hypothèse où des stéroïdes seraient trouvés dans une armoire à médicaments relevant du contrôle commun d'un *sportif* et de sa conjointe, l'*organisation antidopage* devra démontrer que le *sportif* était au courant de la présence des stéroïdes dans l'armoire à médicaments et qu'il avait l'intention d'exercer un contrôle sur ces stéroïdes. L'acte d'acquisition d'une *substance interdite*, en soi, constitue la possession, même si, par exemple, le produit n'arrive pas, est reçu par quelqu'un d'autre ou est envoyé à l'adresse d'un tiers.]

National-Level Athlete:

Athletes who compete in sport at the national level, as defined by each *National Anti-Doping Organisation*, consistent with the International Standard for Testing and Investigations.

National Olympic Committee:

The organisation recognised by the International Olympic Committee. The term *National Olympic Committee* shall also include the National Sport Confederation in those countries where the National Sport Confederation assumes typical *National Olympic Committee* responsibilities in the anti-doping area.

No Fault or Negligence:

The *Athlete* or other *Person's* establishing that he did not know or suspect, and could not reasonably have known or suspected even with the exercise of utmost caution, that he had *Used* or been *Administered* the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* or otherwise violated an anti-doping rule. Except in the case of a *Minor*, for any violation of Article 2.1, the *Athlete* must also establish how the *Prohibited Substance* entered his system.

No Significant Fault or Negligence:

The *Athlete* or other *Person's* establishing that his *Fault* or *negligence*, when viewed in the totality of the circumstances and taking into account the criteria for *No Fault or Negligence*, was not significant in relation to the anti-doping rule violation. Except in the case of a *Minor*, for any violation of Article 2.1, the *Athlete* must also establish how the *Prohibited Substance* entered his system.

Out-of-Competition:

Any period which is not *In-Competition*.

Participant:

Any *Athlete* or *Athlete Support Personnel*.

Person:

A natural *Person* or an organisation or other entity.

Possession:

The actual, physical *Possession*, or the constructive *Possession* (which shall be found only if the *Person* has exclusive control or intends to exercise control over the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* or the premises in which a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* exists). However, if the *Person* does not have exclusive control over the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* or over the premises in which a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* exists, constructive *Possession* shall only be found if the *Person* knew about the presence of the *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* and intended to exercise control over it. However, there shall be no anti-doping rule violation based solely on *Possession* if, prior to receiving notification of any kind that the *Person* has committed an anti-doping rule violation, the *Person* has taken concrete action demonstrating that the *Person* never intended to have *Possession* and has renounced *Possession* by explicitly declaring it to an *Anti-Doping Organisation*. Notwithstanding anything to the contrary in this definition, the purchase (including by any electronic or other means) of a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* constitutes *Possession* by the *Person* who makes the purchase.

[Comment: Under this definition, steroids found in an *Athlete's car* would constitute a violation unless the *Athlete* establishes that someone else used the car; in that event, the *Anti-Doping Organisation* must establish that, even though the *Athlete* did not have exclusive control over the car, the *Athlete* knew about the steroids and intended to have control over the steroids. Similarly, in the example of steroids found in a home medicine cabinet under the joint control of an *Athlete* and spouse, the *Anti-Doping Organisation* must establish that the *Athlete* knew the steroids were in the cabinet and that the *Athlete* intended to exercise control over the steroids. The act of purchasing a *Prohibited Substance* alone constitutes *Possession*, even where, for example, the product does not arrive, is received by someone else, or is sent to a third party address.]

Liste des Interdictions :

Liste publiée par l'AMA identifiant les *substances interdites* et les *méthodes interdites* (disponible sur le site Internet de l'AMA www.wada-ama.org).

Méthode interdite :

Toute méthode décrite comme telle dans la *Liste des Interdictions*.

Substance interdite :

Toute substance ou classe de substances décrite comme telle dans la *Liste des Interdictions*.

Audience préliminaire :

Aux fins de l'Article 7.8, audience sommaire et accélérée avant la tenue de l'audience prévue à l'Article 8 qui implique la notification du sportif et lui donne l'occasion d'être entendu par écrit ou par oral.

[Commentaire : Une audience préliminaire n'est qu'une procédure préliminaire qui peut ne pas impliquer l'examen intégral des faits de l'affaire. Suite à une audience préliminaire, le sportif continue à avoir droit à une audience complète portant sur le fond. En revanche, une « audience accélérée » au sens de l'Article 7.8 est une audience complète portant sur le fond, mais organisée selon un calendrier accéléré.]

Suspension provisoire :

Voir ci-dessus les *Conséquences des violations des règles antidopage*.

Divulguer publiquement ou rapporter publiquement :

Voir *Conséquences des violations des règles antidopage* ci-dessus.

Organisation régionale antidopage :

Entité régionale créée par les pays membres pour coordonner et gérer, par délégation, des domaines de leurs programmes nationaux antidopage, pouvant inclure l'adoption et l'application de règles antidopage, la planification et la collecte d'échantillons, la gestion des résultats, l'examen des AUT, la tenue des audiences et la réalisation de programmes éducatifs au plan régional.

Groupe cible de sportifs soumis aux contrôles :

Groupe de sportifs identifiés comme hautement prioritaires par la FIA et chaque organisation nationale antidopage, qui sont assujettis à des contrôles à la fois en compétition et hors compétition dans le cadre du plan de répartition des contrôles de la FIA ou de l'organisation nationale antidopage en question. Ils sont de ce fait tenus de fournir des informations sur leur localisation conformément à l'Article 5.6 du Code et au Standard international pour les contrôles et les enquêtes.

Règlement :

Le Règlement antidopage de la FIA

Échantillon ou prélèvement :

Toute matrice biologique recueillie dans le cadre du *contrôle du dopage*.

[Commentaire : Certains ont parfois fait valoir que le prélèvement d'échantillons sanguins viole les principes de certains groupes religieux ou culturels. Il a été déterminé que cette considération n'était pas fondée.]

Signataires :

Entités qui ont signé le Code et s'engagent à le respecter, conformément à l'Article 23 du Code.

Substance spécifiée :

Comme définie à l'Article 4.2.2.

Commissaire Sportif :

Les *Commissaires Sportifs* sont chargés de faire respecter les règlements applicables lors d'une *compétition*, conformément au Code Sportif International de la FIA.

Responsabilité objective :

Règle qui stipule qu'au titre de l'Article 2.1 ou de l'Article 2.2, il n'est pas nécessaire que l'organisation antidopage démontre l'intention, la faute, la négligence ou l'Usage conscient de la part du sportif pour établir une violation des règles antidopage.

Aide substantielle :

Aux fins de l'Article 10.6.1, la personne qui fournit une *aide substantielle* doit :

- 1) divulguer entièrement, dans une déclaration écrite signée, toutes les informations en sa possession en relation avec des violations des règles antidopage et
- 2) collaborer pleinement à l'enquête et à l'examen de toute

Prohibited List:

The List published by WADA identifying the *Prohibited Substances* and *Prohibited Methods* (available on the WADA website www.wada-ama.org).

Prohibited Method:

Any method so described on the *Prohibited List*.

Prohibited Substance:

Any substance, or class of substances, so described on the *Prohibited List*.

Provisional Hearing:

For the purposes of Article 7.8, an expedited abbreviated hearing occurring prior to a hearing under Article 8 that provides the *Athlete* with notice and an opportunity to be heard in either written or oral form.

[Comment: A Provisional Hearing is only preliminary proceedings which may not involve a full review of the facts of the case. Following a Provisional Hearing, the Athlete remains entitled to a subsequent full hearing on the merits of the case. By contrast, an "expedited hearing", as that term is used in Article 7.8, is a full hearing on the merits conducted on an expedited time schedule.]

Provisional Suspension:

See *Consequences of Anti-Doping Rules Violations* above.

Publicly Disclose or Publicly Report:

See *Consequences of Anti-Doping Rules Violations* above.

Regional Anti-Doping Organisation:

A regional entity designated by member countries to coordinate and manage delegated areas of their national anti-doping programmes, which may include the adoption and implementation of anti-doping rules, the planning and collection of *Samples*, the management of results, the review of *TUEs*, the conduct of hearings, and the conduct of educational programmes at a regional level.

Registered Testing Pool:

The pool of highest-priority *Athletes* established separately by the FIA and each *National Anti-Doping Organisation* that are subject to both *In-Competition* and *Out-of-Competition Testing* as part of the test distribution plan of the FIA or the *National Anti-Doping Organisation* in question. They are therefore required to provide whereabouts information as provided in Article 5.6 of the Code and the International Standard for Testing and Investigations.

Regulations:

The FIA Anti-Doping Regulations.

Sample or Specimen:

Any biological material collected for the purposes of a *Doping Control*.

[Comment: It has sometimes been claimed that the collection of blood Samples violates the tenets of certain religious or cultural groups. It has been determined that there is no basis for any such claim.]

Signatories:

Those entities signing the Code and agreeing to comply with the Code, as provided in Article 23 of the Code.

Specified Substances:

As defined in Article 4.2.2.

Steward:

The *Stewards* are in charge of enforcing the applicable regulations during a *Competition* in accordance with the FIA International Sporting Code.

Strict Liability:

The rule which provides that under Article 2.1 and Article 2.2, it is not necessary that intent, *Fault*, negligence, or knowing *Use* on the *Athlete's* part be demonstrated by the *Anti-Doping Organisation* in order to establish an anti-doping rule violation.

Substantial Assistance:

For purposes of Article 10.6.1, a *Person* providing *Substantial Assistance* must:

- 1) fully disclose in a signed written statement all information he possesses in relation to anti-doping rule violations, and
- 2) fully cooperate with the investigation and adjudication of

affaire liée à ces informations, par exemple en témoignant à une audience si une *organisation antidopage* ou une instance de jugement le lui demande.

De plus, les informations fournies doivent être crédibles et représenter une partie importante de toute affaire poursuivie ou, si l'affaire n'est pas poursuivie, elles doivent avoir constitué un fondement suffisant sur lequel une affaire pourrait reposer.

Falsification :

Fait d'altérer un résultat à des fins illégitimes ou d'une façon illégitime ; d'influencer un résultat d'une manière illégitime ; d'intervenir d'une manière illégitime ; de créer un obstacle, d'induire en erreur ou de se livrer à une conduite frauduleuse afin de modifier des résultats ou d'empêcher des procédures normales de suivre leur cours.

Contrôle ciblé :

Sélection de *sportifs* identifiés en vue de *contrôles* sur la base de critères énoncés dans le Standard International pour les Contrôles et les Enquêtes.

Sport d'équipe :

Une discipline du Sport Automobile qui se concourt par équipe (conducteur et passager) ou qui autorise le remplacement ou le relais des *sportifs* durant une *compétition*.

Contrôle :

Partie du processus global de *contrôle du dopage* comprenant la planification des *contrôles*, le prélèvement des *échantillons*, la manipulation des *échantillons* et leur transport au laboratoire.

Trafic :

Vente, don, transport, envoi, livraison ou distribution à un tiers (ou possession à cette fin) d'une substance interdite ou d'une *méthode interdite* (physiquement, par un moyen électronique ou autre) par un *sportif*, le *personnel d'encadrement du sportif* ou une autre *personne* relevant d'une *organisation antidopage*. Toutefois, cette définition ne comprend pas :

- les actions de membres du personnel médical réalisées de bonne foi et portant sur une *substance interdite* utilisée à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou à d'autres fins justifiables ;
- les actions portant sur des *substances interdites* qui ne sont pas interdites dans des *contrôles hors compétition*, à moins que l'ensemble des circonstances ne démontrent que ces *substances interdites* ne sont pas destinées à des fins thérapeutiques légitimes et licites ou sont destinées à améliorer la performance sportive .

AUT :

Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques, comme définie à l'Article 4.5.

CAUT :

Comité pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques, comme défini à l'Article 4.5.5.

Convention de l'UNESCO :

La Convention internationale contre le dopage dans le sport adoptée le 19 octobre 2005 par la Conférence générale de l'UNESCO à sa 33^e session, y compris tous les amendements adoptés par les États parties à la Convention et la Conférence des parties à la Convention internationale contre le dopage dans le sport.

Usage :

Utilisation, application, ingestion, injection ou consommation par tout autre moyen d'une *substance interdite* ou d'une *méthode interdite*.

AMA :

Agence Mondiale Antidopage.

any case related to that information, including, for example, presenting testimony at a hearing if requested to do so by an *Anti-Doping Organisation* or a hearing panel.

Further, the information provided must be credible and must comprise an important part of any case which is initiated or, if no case is initiated, must have provided a sufficient basis on which a case could have been brought.

Tampering:

Altering a result for an improper purpose or in an improper way; bringing improper influence to bear; interfering improperly; obstructing, misleading or engaging in any fraudulent conduct to alter results or prevent normal procedures from occurring.

Target Testing:

Selection of specific *Athletes* for *Testing* based on criteria set forth in the International Standard for Testing and Investigations.

Team Sport:

A discipline of Motor Sport in which a crew (driver and passenger) competes with other crews or which authorises the replacement or relaying of *Athletes* during a *Competition*.

Testing:

The parts of the *Doping Control* process involving test distribution planning, *Sample* collection, *Sample* handling, and *Sample* transport to the laboratory.

Trafficking:

Selling, giving, transporting, sending, delivering or distributing (or Possessing for any such purpose) a *Prohibited Substance* or *Prohibited Method* (either physically or by any electronic or other means) by an *Athlete*, *Athlete Support Personnel* or any other *Person* subject to the jurisdiction of an *Anti-Doping Organisation* to any third party. However, this definition shall not include:

- the actions of bona fide medical personnel involving a *Prohibited Substance* used for genuine and legal therapeutic purposes or other acceptable justification;
- the actions involving *Prohibited Substances* which are not prohibited in *Out-of-Competition Testing* unless the circumstances as a whole demonstrate that such *Prohibited Substances* are not intended for genuine and legal therapeutic purposes or are intended to enhance sport performance.

TUE:

Therapeutic Use Exemption, as defined in Article 4.5.

TUEC:

Therapeutic Use Exemption Committee, as defined in Article 4.5.5.

UNESCO Convention:

The International Convention against Doping in Sport adopted by the 33rd session of the UNESCO General Conference on 19 October 2005 including any and all amendments adopted by the States that are Parties to the Convention and the Conference of Parties to the International Convention against Doping in Sport.

Use:

The utilisation, application, ingestion, injection or consumption by any means whatsoever of any *Prohibited Substance* or *Prohibited Method*.

WADA:

The World Anti-Doping Agency.

SUPPLÉMENT B

EXEMPLES D'APPLICATION DE L'ARTICLE 10
à des fins éducatives uniquement

EXEMPLE 1

Faits :

Un résultat d'analyse anormal découle de la présence d'un stéroïde anabolisant dans un *contrôle en compétition* (Article 2.1). Le *sportif* avoue sans délai la violation des règles antidopage. Le *sportif* établit l'absence de *faute* ou de *négligence significative* et le *sportif* fournit une *aide substantielle*.

Application des conséquences :

1. Le point de départ serait l'Article 10.2. Le fait qu'il a été établi que le *sportif* n'a pas commis de *faute significative* (selon l'énoncé des faits ci-dessus) constitue une preuve suffisante que la violation des règles antidopage n'était pas intentionnelle (Articles 10.2.1.1 et 10.2.3). La période de *suspension* serait dès lors de deux ans et non de quatre ans (Article 10.2.2).
2. Dans un deuxième temps, la formation disciplinaire étudierait si les conditions de réduction liées à la *faute* (Articles 10.4 et 10.5) sont applicables. Sur la base de l'absence de *faute* ou de *négligence substantielle* (Article 10.5.2), puisque le stéroïde anabolisant n'est pas une *substance spécifiée*, l'éventail de sanctions applicables serait ramené à un éventail situé entre deux ans et un an (minimum de la moitié de la sanction de deux ans). La formation disciplinaire déterminerait ensuite la période de *suspension* applicable parmi cet éventail en fonction du degré de la *faute* du *sportif* (supposons aux fins d'illustration de cet exemple que la formation disciplinaire imposerait normalement une période de *suspension* de 16 mois).
3. Dans un troisième temps, la formation disciplinaire évaluerait la possibilité du sursis ou de la réduction au titre de l'Article 10.6 (réductions liées à l'absence de *faute*). En l'occurrence, seul l'Article 10.6.1 (*aide substantielle*) s'appliquerait. (L'Article 10.6.3, *aveu sans délai*, n'est pas applicable car la période de *suspension* est déjà inférieure au minimum de deux ans stipulé à l'Article 10.6.3.) Sur la base de l'*aide substantielle*, la période de *suspension* pourrait faire l'objet d'un sursis des trois quarts de 16 mois*. La période minimale de *suspension* serait ainsi de quatre mois (supposons aux fins d'illustration de cet exemple que la formation disciplinaire prononcerait un sursis de dix mois, de sorte que la période de *suspension* serait de six mois).
4. En vertu de l'Article 10.11, en règle générale, la période de *suspension* débute à la date de la décision finale. Cependant, du fait que le *sportif* a avoué sans délai la violation des règles antidopage, la période de *suspension* pourrait débuter dès la date du prélèvement de l'*échantillon*, mais en tout état de cause, le *sportif* devrait purger au moins la moitié de la période de *suspension* (autrement dit trois mois) à compter de la date de la décision de l'audience (Article 10.11.2).
5. Puisque le *résultat d'analyse anormal* a été commis en *compétition*, la formation arbitrale devrait automatiquement *annuler* le résultat obtenu dans cette *compétition* (Article 9).
6. En vertu de l'Article 10.8, tous les résultats obtenus par le *sportif* entre la date du prélèvement de l'*échantillon* et le début de la période de *suspension* seraient également *annulés* sauf si l'équité l'exigeait.
7. L'information mentionnée à l'Article 14.3.2 doit être *divulguée publiquement*, à moins que le *sportif* ne soit *mineur*, puisqu'il s'agit d'une partie obligatoire de chaque sanction (Article 10.13).
8. Le *sportif* n'est pas autorisé à participer à quelque titre que ce soit à une *compétition* ou à une autre activité sportive sous l'autorité d'un *signataire* ou de ses affiliés durant sa période de *suspension* (Article 10.12.1). Cependant, le *sportif* peut recommencer à s'entraîner avec une *équipe* ou à utiliser les installations d'un club ou d'une autre organisation membre d'un *signataire* ou de ses affiliés durant la plus courte des périodes suivantes : (a) les deux derniers

SUPPLEMENT B

EXAMPLES OF THE APPLICATION OF ARTICLE 10
for educational purposes only

EXAMPLE 1

Facts:

An *Adverse Analytical Finding* results from the presence of an anabolic steroid in an *In-Competition* test (Article 2.1); the *Athlete* promptly admits the anti-doping rule violation; the *Athlete* establishes *No Significant Fault or Negligence*; and the *Athlete* provides *Substantial Assistance*.

Application of Consequences:

1. The starting point would be Article 10.2. Because the *Athlete* is deemed to have *No Significant Fault* that would be sufficient corroborating evidence (Articles 10.2.1.1 and 10.2.3) that the anti-doping rule violation was not intentional, the period of *Ineligibility* would thus be two years, not four years (Article 10.2.2).
2. In a second step, the panel would analyse whether the *Fault*-related reductions (Articles 10.4 and 10.5) apply. Based on *No Significant Fault or Negligence* (Article 10.5.2), since the anabolic steroid is not a *Specified Substance*, the applicable range of sanctions would be reduced to a range of two years to one year (minimum one-half of the two-year sanction). The panel would then determine the applicable period of *Ineligibility* within this range based on the *Athlete's* degree of *Fault*. (Assume for purposes of illustration in this example that the panel would otherwise impose a period of *Ineligibility* of 16 months.)
3. In a third step, the panel would assess the possibility for suspension or reduction under Article 10.6 (reductions not related to *Fault*). In this case, only Article 10.6.1 (*Substantial Assistance*) applies. (Article 10.6.3, *Prompt Admission*, is not applicable because the period of *Ineligibility* is already below the two-year minimum set forth in Article 10.6.3.) Based on *Substantial Assistance*, the period of *Ineligibility* could be suspended by three-quarters of 16 months.* The minimum period of *Ineligibility* would thus be four months. (Assume for the purposes of illustration in this example that the panel suspends ten months and the period of *Ineligibility* would thus be six months.)
4. Under Article 10.11, the period of *Ineligibility*, in principle, starts on the date of the final hearing decision. However, because the *Athlete* promptly admitted the anti-doping rule violation, the period of *Ineligibility* could start as early as the date of *Sample* collection, but in any event the *Athlete* would have to serve at least one-half of the *Ineligibility* period (i.e. three months) after the date of the hearing decision (Article 10.11.2).
5. Since the *Adverse Analytical Finding* resulted from an *In-Competition* test, the panel would have to automatically *Disqualify* the result obtained in that *Competition* (Article 9).
6. According to Article 10.8, all results obtained by the *Athlete* subsequent to the date of the *Sample* collection until the start of the period of *Ineligibility* would also be *Disqualified* unless fairness requires otherwise.
7. The information referred to in Article 14.3.2 must be *Publicly Disclosed*, unless the *Athlete* is a *Minor*, since this is a mandatory part of each sanction (Article 10.13).
8. The *Athlete* is not allowed to participate in any capacity in a *Competition* or other sport-related activity under the authority of any *Signatory* or its affiliates during the *Athlete's* period of *Ineligibility* (Article 10.12.1). However, the *Athlete* may return to train with a team or to use the facilities of a club or other member organisation of a *Signatory* or its affiliates during the shorter of: (a) the last two months of the *Athlete's* period of *Ineligibility*, or (b) the last one-quarter of the

mois de la période de *suspension* du sportif ou (b) le dernier quart de la période de *suspension* imposée (Article 10.12.2). Ainsi, le *sportif* aurait le droit de reprendre l'entraînement un mois et demi avant la fin de la période de *suspension*.

period of *Ineligibility* imposed (Article 10.12.2). Thus, the *Athlete* would be allowed to return to training one and a half months before the end of the period of *Ineligibility*.

EXEMPLE 2

Faits :

Un *résultat d'analyse anormal* découle de la présence d'un stimulant qui est une *substance spécifiée* dans un *contrôle en compétition* (Article 2.1). L'*organisation antidopage* est en mesure d'établir que le *sportif* a commis la violation des règles antidopage de manière intentionnelle. Le *sportif* n'est pas en mesure d'établir que la *substance interdite* a été utilisée *hors compétition* dans un contexte sans rapport avec une prestation sportive. Le *sportif* n'avoue pas sans délai la violation des règles antidopage alléguée. Le *sportif* fournit une *aide substantielle*.

Application des conséquences :

1. Le point de départ serait l'Article 10.2. Du fait que l'*organisation antidopage* peut établir que la violation des règles antidopage a été commise intentionnellement et que le *sportif* n'a pas pu établir que la *substance interdite* était autorisée *hors compétition* et que cet *Usage* n'avait pas de rapport avec la prestation sportive du *sportif* (Article 10.2.3), la période de *suspension* serait de quatre ans (Article 10.2.1.2).
2. Du fait que la violation était intentionnelle, il n'existe pas de marge de manœuvre pour une réduction sur la base de la *faute* (pas d'application des Articles 10.4 et 10.5). En raison de l'*aide substantielle*, la sanction pourrait faire l'objet d'un sursis jusqu'à concurrence des trois quarts de quatre ans*. La période minimale de *suspension* serait donc d'un an.
3. Au titre de l'Article 10.11, la période de *suspension* débiterait à la date de la décision finale.
4. Puisque le *résultat d'analyse anormal* a été enregistré dans une *compétition*, la formation disciplinaire prononcerait automatiquement l'*annulation* du résultat obtenu en *compétition*.
5. En vertu de l'Article 10.8, tous les résultats obtenus par le *sportif* entre la date de prélèvement de l'*échantillon* et le début de la période de *suspension* seraient également *annulés* sauf si l'équité l'exigeait.
6. Les informations mentionnées à l'Article 14.3.2 doivent être *divulguées publiquement* à moins que le sportif ne soit *mineur*, puisqu'il s'agit d'une partie obligatoire de chaque sanction (Article 10.13).
7. Le *sportif* n'est pas autorisé à participer à quelque titre que ce soit à une *compétition* ou à une autre activité sportive sous l'autorité d'un *signataire* ou de ses affiliés durant sa période de *suspension* (Article 10.12.1). Cependant, le *sportif* peut recommencer à s'entraîner avec une *équipe* ou à utiliser les installations d'un club ou d'une autre organisation membre d'un *signataire* ou de ses affiliés durant la plus courte des périodes suivantes : (a) les deux derniers mois de la période de *suspension* du *sportif*, ou (b) le dernier quart de la période de *suspension* imposée (Article 10.12.2). Ainsi, le *sportif* aurait le droit de reprendre l'entraînement deux mois avant la fin de la période de *suspension*.

EXEMPLE 3

Faits :

Un *résultat d'analyse anormal* découle de la présence d'un stéroïde anabolisant dans un contrôle *hors compétition* (Article 2.1). Le *sportif* établit qu'il n'a commis *aucune faute ni négligence significative*. Le *sportif* établit également que le *résultat d'analyse anormal* est dû à un *produit contaminé*.

Application des conséquences :

1. Le point de départ serait l'Article 10.2. Du fait que le *sportif* peut apporter à l'appui de ses dires la preuve qu'il n'a pas commis la violation des règles antidopage de façon intentionnelle – il n'a pas commis de *faute significative* en utilisant un *produit contaminé*

EXEMPLE 2

Facts:

An *Adverse Analytical Finding* results from the presence of a stimulant which is a *Specified Substance* in an *In-Competition* test (Article 2.1); the *Anti-Doping Organisation* is able to establish that the *Athlete* committed the anti-doping rule violation intentionally; the *Athlete* is not able to establish that the *Prohibited Substance* was *Used Out-of-Competition* in a context unrelated to sport performance; the *Athlete* does not promptly admit the anti-doping rule violation as alleged; the *Athlete* does provide *Substantial Assistance*.

Application of Consequences:

1. The starting point would be Article 10.2. Because the *Anti-Doping Organisation* can establish that the anti-doping rule violation was committed intentionally and the *Athlete* is unable to establish that the substance was permitted *Out-of-Competition* and the *Use* was unrelated to the *Athlete's* sport performance (Article 10.2.3), the period of *Ineligibility* would be four years (Article 10.2.1.2).
2. Because the violation was intentional, there is no room for a reduction based on *Fault* (no application of Articles 10.4 and 10.5). Based on *Substantial Assistance*, the sanction could be suspended by up to three-quarters of the four years.* The minimum period of *Ineligibility* would thus be one year.
3. Under Article 10.11, the period of *Ineligibility* would start on the date of the final hearing decision.
4. Since the *Adverse Analytical Finding* resulted from an *In-Competition* test, the panel would automatically *Disqualify* the result obtained in the *Competition*.
5. According to Article 10.8, all results obtained by the *Athlete* subsequent to the date of *Sample* collection until the start of the period of *Ineligibility* would also be *Disqualified* unless fairness requires otherwise.
6. The information referred to in Article 14.3.2 must be *Publicly Disclosed*, unless the *Athlete* is a *Minor*, since this is a mandatory part of each sanction (Article 10.13).
7. The *Athlete* is not allowed to participate in any capacity in a *Competition* or other sport-related activity under the authority of any *Signatory* or its affiliates during the *Athlete's* period of *Ineligibility* (Article 10.12.1). However, the *Athlete* may return to train with a team or to use the facilities of a club or other member organisation of a *Signatory* or its affiliates during the shorter of: (a) the last two months of the *Athlete's* period of *Ineligibility*, or (b) the last one-quarter of the period of *Ineligibility* imposed (Article 10.12.2). Thus, the *Athlete* would be allowed to return to training two months before the end of the period of *Ineligibility*.

EXEMPLE 3

Facts:

An *Adverse Analytical Finding* results from the presence of an anabolic steroid in an *Out-of-Competition* test (Article 2.1); the *Athlete* establishes *No Significant Fault or Negligence*; the *Athlete* also establishes that the *Adverse Analytical Finding* was caused by a *Contaminated Product*.

Application of Consequences:

1. The starting point would be Article 10.2. Because the *Athlete* can establish through corroborating evidence that he did not commit the anti-doping rule violation intentionally, i.e. he had *No Significant Fault* in *Using a Contaminated Product* (Articles 10.2.1.1 and 10.2.3), the

- (Articles 10.2.1.1 et 10.2.3) – la période de *suspension* serait de deux ans (Article 10.2.2).
2. Dans un deuxième temps, la formation disciplinaire analyserait les possibilités de réductions liées à la *faute* (Articles 10.4 et 10.5). Puisque le *sportif* peut établir que la violation des règles antidopage a été causée par un produit contaminé et qu'il n'a commis aucune *faute* ni *négligence significative*, en vertu de l'Article 10.5.1.2, l'éventail applicable pour la période de *suspension* serait ramené à un éventail situé entre deux ans et une réprimande. La formation disciplinaire déterminerait la période de *suspension* parmi cet éventail, en fonction du degré de la *faute* du *sportif* (supposons aux fins d'illustration de cet exemple que la formation disciplinaire imposerait normalement une période de *suspension* de quatre mois).
 3. En vertu de l'Article 10.8, tous les résultats obtenus par le *sportif* entre la date de prélèvement de l'échantillon et le début de la période de *suspension* seraient annulés sauf si l'équité l'exigeait.
 4. Les informations mentionnées à l'Article 14.3.2 doivent être *divulguées publiquement* à moins que le *sportif* ne soit *mineur*, puisqu'il s'agit d'une partie obligatoire de chaque sanction (Article 10.13).
 5. Le *sportif* n'est pas autorisé à participer à quelque titre que ce soit à une *compétition* ou à une autre activité sportive sous l'autorité d'un *signataire* ou de ses affiliés durant sa période de *suspension* (Article 10.12.1). Cependant, le *sportif* peut recommencer à s'entraîner avec une *équipe* ou à utiliser les installations d'un club ou d'une autre organisation membre d'un *signataire* ou de ses affiliés durant la plus courte des périodes suivantes : (a) les deux derniers mois de la période de *suspension* du *sportif*, ou (b) le dernier quart de la période de *suspension* imposée (Article 10.12.2). Ainsi, le *sportif* aurait le droit de reprendre l'entraînement un mois avant la fin de la période de *suspension*.

EXEMPLE 4

Faits :

Un *sportif* qui n'a jamais eu de *résultat d'analyse anormal* et n'a jamais été informé d'une violation des règles antidopage avoue spontanément avoir utilisé un stéroïde anabolisant pour améliorer ses performances. Le *sportif* fournit également une *aide substantielle*.

Application des conséquences :

1. Puisque la violation était intentionnelle, l'Article 10.2.1 serait applicable et la période de *suspension* de base serait de quatre ans.
2. Il n'existe pas de marge de manœuvre pour des réductions de la période de *suspension* liées à la *faute* (pas d'application des Articles 10.4 et 10.5).
3. Sur la base du seul aveu spontané du *sportif* (Article 10.6.2), la période de *suspension* pourrait être réduite jusqu'à concurrence de la moitié de quatre ans. Sur la base de la seule *aide substantielle* apportée par le *sportif* (Article 10.6.1), la période de *suspension* pourrait faire l'objet d'un sursis jusqu'à concurrence des trois quarts de quatre ans*. En vertu de l'Article 10.6.4, compte tenu de l'aveu spontané et de l'*aide substantielle* pris en compte conjointement, la durée maximale de réduction ou de sursis de la sanction pourrait atteindre les trois quarts de quatre ans. La période minimale de *suspension* serait dès lors d'un an.
4. En principe, la période de *suspension* débute le jour de la décision finale (Article 10.11). Si l'admission spontanée est prise en compte dans la réduction de la période de *suspension*, un début anticipé de la période de *suspension* en vertu de l'Article 10.11.2 n'est pas autorisé. Cette disposition vise à empêcher qu'un *sportif* ne profite d'une double réduction basée sur les mêmes circonstances. Cependant, si la période de *suspension* faisait l'objet d'un sursis uniquement sur la base de l'*aide substantielle*, l'Article 10.11.2 pourrait encore être appliqué et la période de *suspension* débuterait à la date de la dernière utilisation du stéroïde anabolisant par le *sportif*.

period of *Ineligibility* would be two years (Articles 10.2.2).

2. In a second step, the panel would analyse the *Fault*-related possibilities for reductions (Articles 10.4 and 10.5). Since the *Athlete* can establish that the anti-doping rule violation was caused by a *Contaminated Product* and that he acted with *No Significant Fault or Negligence* based on Article 10.5.1.2, the applicable range for the period of *Ineligibility* would be reduced to a range of two years to a reprimand. The panel would determine the period of *Ineligibility* within this range, based on the *Athlete's* degree of *Fault*. (Assume for purposes of illustration in this example that the panel would otherwise impose a period of *Ineligibility* of four months.)
3. According to Article 10.8, all results obtained by the *Athlete* subsequent to the date of *Sample* collection until the start of the period of *Ineligibility* would be *Disqualified* unless fairness requires otherwise.
4. The information referred to in Article 14.3.2 must be *Publicly Disclosed*, unless the *Athlete* is a *Minor*, since this is a mandatory part of each sanction (Article 10.13).
5. The *Athlete* is not allowed to participate in any capacity in a *Competition* or other sport-related activity under the authority of any *Signatory* or its affiliates during the *Athlete's* period of *Ineligibility* (Article 10.12.1). However, the *Athlete* may return to train with a team or to use the facilities of a club or other member organisation of a *Signatory* or its affiliates during the shorter of: (a) the last two months of the *Athlete's* period of *Ineligibility*, or (b) the last one-quarter of the period of *Ineligibility* imposed (Article 10.12.2). Thus, the *Athlete* would be allowed to return to training one month before the end of the period of *Ineligibility*.

EXEMPLE 4

Facts:

An *Athlete* who has never had an *Adverse Analytical Finding* or been confronted with an anti-doping rule violation spontaneously admits that he *Used* an anabolic steroid to enhance his performance. The *Athlete* also provides *Substantial Assistance*.

Application of Consequences:

1. Since the violation was intentional, Article 10.2.1 would be applicable and the basic period of *Ineligibility* imposed would be four years.
2. There is no room for *Fault*-related reductions of the period of *Ineligibility* (no application of Articles 10.4 and 10.5).
3. Based on the *Athlete's* spontaneous admission (Article 10.6.2) alone, the period of *Ineligibility* could be reduced by up to one-half of the four years. Based on the *Athlete's Substantial Assistance* (Article 10.6.1) alone, the period of *Ineligibility* could be suspended up to three-quarters of the four years.* Under Article 10.6.4, in considering the spontaneous admission and *Substantial Assistance* together, the most the sanction could be reduced or suspended would be up to three-quarters of the four years. The minimum period of *Ineligibility* would be one year.
4. The period of *Ineligibility*, in principle, starts on the day of the final hearing decision (Article 10.11). If the spontaneous admission is factored into the reduction of the period of *Ineligibility*, an early start of the period of *Ineligibility* under Article 10.11.2 would not be permitted. The provision seeks to prevent an *Athlete* from benefitting twice from the same set of circumstances. However, if the period of *Ineligibility* was suspended solely on the basis of *Substantial Assistance*, Article 10.11.2 may still be applied, and the period of *Ineligibility* started as early as the *Athlete's* last *Use* of the anabolic steroid.

5. En vertu de l'Article 10.8, tous les résultats obtenus par le *sportif* entre la date de la violation des règles antidopage et le début de la période de *suspension* seraient *annulés* sauf si l'équité l'exigeait.
6. Les informations mentionnées à l'Article 14.3.2 doivent être *divulguées publiquement* à moins que le *sportif* ne soit *mineur*, puisqu'il s'agit d'une partie obligatoire de chaque sanction (Article 10.13).
7. Le *sportif* n'est pas autorisé à participer à quelque titre que ce soit à une *compétition* ou à une autre activité sportive sous l'autorité d'un *signataire* ou de ses affiliés durant sa période de *suspension* (Article 10.12.1). Cependant, le *sportif* peut recommencer à s'entraîner avec une équipe ou à utiliser les installations d'un club ou d'une autre organisation membre d'un *signataire* ou de ses affiliés durant la plus courte des périodes suivantes : (a) les deux derniers mois de la période de *suspension* du *sportif*, ou (b) le dernier quart de la période de *suspension* imposée (Article 10.12.2). Ainsi, le *sportif* aurait le droit de reprendre l'entraînement deux mois avant la fin de la période de *suspension*.

EXEMPLE 5

Faits :

Un membre du personnel d'encadrement du *sportif* aide celui-ci à contourner une période de *suspension* imposée au *sportif* en l'inscrivant à une *compétition* sous un faux nom. Le membre du personnel d'encadrement du *sportif* reconnaît cette violation des règles antidopage spontanément (Article 2.9) avant de recevoir la notification d'une violation des règles antidopage de la part d'une organisation antidopage.

Application des conséquences :

1. En vertu de l'Article 10.3.4, la période de *suspension* serait de deux à quatre ans en fonction de la gravité de la violation (supposons aux fins d'illustration de cet exemple que la formation disciplinaire imposerait normalement une période de *suspension* de trois ans).
2. Il n'existe pas de marge de manœuvre pour des réductions de la période de *suspension* liées à la *faute* puisque l'intention est un élément de la violation des règles antidopage à l'Article 2.9 [voir commentaire sur l'Article 10.5.2].
3. En vertu de l'Article 10.6.2, étant donné que l'admission est la seule preuve fiable, la période de *suspension* peut être réduite de moitié (supposons aux fins d'illustration de cet exemple que la formation disciplinaire imposerait une période de *suspension* de 18 mois).
4. Les informations mentionnées à l'Article 14.3.2 doivent être *divulguées publiquement* à moins que le *sportif* ne soit *mineur*, puisqu'il s'agit d'une partie obligatoire de chaque sanction (Article 10.13).

EXEMPLE 6

Faits :

Un *sportif* a été sanctionné pour une première violation des règles antidopage d'une période de *suspension* de 14 mois, dont quatre mois avec sursis pour cause d'*aide substantielle*. Le *sportif* commet une deuxième violation des règles antidopage découlant d'un stimulant qui n'est pas une *substance spécifiée* dans un *contrôle en compétition* (Article 2.1). Le *sportif* établit l'absence de *faute* ou de *négligence significative* ; et le *sportif* a apporté une *aide substantielle*. S'il s'agissait d'une première violation, la formation disciplinaire sanctionnerait le *sportif* d'une période de *suspension* de 16 mois avec sursis de six mois pour *aide substantielle*.

Application des conséquences :

1. L'Article 10.7 est applicable à la deuxième violation des règles antidopage du fait que les Articles 10.7.4.1 et 10.7.5 s'appliquent.
2. En vertu de l'Article 10.7.1, la période de *suspension* serait la plus longue des trois périodes suivantes :
 - a) six mois ;
 - b) la moitié de la période de *suspension* qui s'appliquerait autrement à la première violation avant l'application de l'Article 10.6 (dans cet exemple, cela serait égal à la moitié de 14 mois, soit sept mois) ; ou

EXEMPLE 5

Facts:

An *Athlete Support Person* helps to circumvent a period of *Ineligibility* imposed on an *Athlete* by entering him in a *Competition* under a false name. The *Athlete Support Person* comes forward with this anti-doping rule violation (Article 2.9) spontaneously before being notified of an anti-doping rule violation by an *Anti-Doping Organisation*.

Application of Consequences:

1. According to Article 10.3.4, the period of *Ineligibility* would be from two to four years, depending on the seriousness of the violation. (Assume for purposes of illustration in this example that the panel would otherwise impose a period of *Ineligibility* of three years.)
2. There is no room for *Fault*-related reductions since intent is an element of the anti-doping rule violation in Article 2.9 (see comment to Article 10.5.2).
3. According to Article 10.6.2, provided that the admission is the only reliable evidence, the period of *Ineligibility* may be reduced to one-half. (Assume for purposes of illustration in this example that the panel would impose a period of *Ineligibility* of 18 months.)
4. The information referred to in Article 14.3.2 must be *Publicly Disclosed* unless the *Athlete Support Person* is a *Minor*, since this is a mandatory part of each sanction (Article 10.13).

EXEMPLE 6

Facts:

An *Athlete* was sanctioned for a first anti-doping rule violation with a period of *Ineligibility* of 14 months, of which four months were suspended because of *Substantial Assistance*. Now, the *Athlete* commits a second anti-doping rule violation resulting from the presence of a stimulant which is not a *Specified Substance* in an *In-Competition* test (Article 2.1); the *Athlete* establishes *No Significant Fault or Negligence*; and the *Athlete* provided *Substantial Assistance*. If this were a first violation, the panel would sanction the *Athlete* with a period of *Ineligibility* of 16 months and suspend six months for *Substantial Assistance*.

Application of Consequences:

1. Article 10.7 is applicable to the second anti-doping rule violation because Article 10.7.4.1 and Article 10.7.5 apply.
2. Under Article 10.7.1, the period of *Ineligibility* would be the greater of:
 - a) six months;
 - b) one-half of the period of *Ineligibility* imposed for the first anti-doping rule violation without taking into account any reduction under Article 10.6 (in this example, that would equal one-half of 14 months, which is seven months); or

- c) le double de la période de *suspension* qui s'appliquerait autrement à la deuxième violation traitée comme s'il s'agissait d'une première violation, avant l'application de l'Article 10.6 (dans cet exemple, cela serait égal au double de 16 mois, soit 32 mois).

Ainsi, la période de *suspension* pour la deuxième violation serait la plus longue des périodes (a), (b) ou (c), soit une période de *suspension* de 32 mois.

3. Dans une étape suivante, la formation disciplinaire évaluerait la possibilité de sursis ou de réduction en vertu de l'Article 10.6 (réductions liées à l'absence de faute). Dans le cas de la deuxième violation, seul l'Article 10.6.1 (*aide substantielle*) s'applique. Sur la base de l'*aide substantielle*, la période de *suspension* pourrait faire l'objet d'un sursis des trois quarts de 32 mois*. La période de *suspension* minimale serait donc de huit mois (supposons aux fins d'illustration de cet exemple que la formation disciplinaire prononce un sursis de huit mois de la période de *suspension* pour *aide substantielle*, ce qui réduit à deux ans la période de *suspension* imposée).
4. Puisque le *résultat d'analyse anormal* a été obtenu dans une *compétition*, la formation disciplinaire *annulerait* automatiquement le *résultat* obtenu dans la *compétition*.
5. En vertu de l'Article 10.8, tous les *résultats* obtenus par le *sportif* entre la date de la violation des règles antidopage et le début de la période de *suspension* seraient également *annulés* sauf si l'équité l'exigeait.
6. Les informations mentionnées à l'Article 14.3.2 doivent être *divulguées publiquement* à moins que le *sportif* ne soit *mineur*, puisqu'il s'agit d'une partie obligatoire de chaque sanction (Article 10.13).
7. Le *sportif* n'est pas autorisé à participer à quelque titre que ce soit à une *compétition* ou à une autre activité sportive sous l'autorité d'un *signataire* ou de ses affiliés durant sa période de *suspension* (Article 10.12.1). Cependant, le *sportif* peut recommencer à s'entraîner avec une *équipe* ou à utiliser les installations d'un club ou d'une autre organisation membre d'un *signataire* ou de ses affiliés durant la plus courte des périodes suivantes : (a) les deux derniers mois de la période de *suspension* du *sportif*, ou (b) le dernier quart de la période de *suspension* imposée (Article 10.12.2). Ainsi, le *sportif* aurait le droit de reprendre l'entraînement deux mois avant la fin de la période de *suspension*.

*Avec l'approbation de l'AMA, dans des circonstances exceptionnelles, le sursis maximum concernant la période de *suspension* pour *aide substantielle* peut être supérieur aux trois quarts, et le rapport et la publication peuvent être retardés.

- c) twice the period of *Ineligibility* otherwise applicable to the second anti-doping rule violation treated as if it were a first violation, without taking into account any reduction under Article 10.6 (in this example, that would equal two times 16 months, which is 32 months).

Thus, the period of *Ineligibility* for the second violation would be the greater of (a), (b) and (c), which is a period of *Ineligibility* of 32 months.

3. In a next step, the panel would assess the possibility for suspension or reduction under Article 10.6 (non-Fault-related reductions). In the case of the second violation, only Article 10.6.1 (*Substantial Assistance*) applies. Based on *Substantial Assistance*, the period of *Ineligibility* could be suspended by three-quarters of 32 months.* The minimum period of *Ineligibility* would thus be eight months. (Assume for purposes of illustration in this example that the panel suspends eight months of the period of *Ineligibility* for *Substantial Assistance*, thus reducing the period of *Ineligibility* imposed to two years.)
4. Since the *Adverse Analytical Finding* resulted from an *In-Competition* test, the panel would automatically *Disqualify* the result obtained in the *Competition*.
5. According to Article 10.8, all results obtained by the *Athlete* subsequent to the date of *Sample* collection until the start of the period of *Ineligibility* would also be *Disqualified* unless fairness requires otherwise.
6. The information referred to in Article 14.3.2 must be *Publicly Disclosed*, unless the *Athlete* is a *Minor*, since this is a mandatory part of each sanction (Article 10.13).
7. The *Athlete* is not allowed to participate in any capacity in a *Competition* or other sport-related activity under the authority of any *Signatory* or its affiliates during the *Athlete's* period of *Ineligibility* (Article 10.12.1). However, the *Athlete* may return to train with a team or to use the facilities of a club or other member organisation of a *Signatory* or its affiliates during the shorter of: (a) the last two months of the *Athlete's* period of *Ineligibility*, or (b) the last one-quarter of the period of *Ineligibility* imposed (Article 10.12.2). Thus, the *Athlete* would be allowed to return to training two months before the end of the period of *Ineligibility*.

*Upon the approval of WADA in exceptional circumstances, the maximum suspension of the period of *Ineligibility* for *Substantial Assistance* may be greater than three-quarters, and reporting and publication may be delayed.

SUPPLÉMENT C
FORMULAIRE DE RECONNAISSANCE ET D'ACCEPTATION

Je soussigné, en tant que licencié de la [nom de l'ASN] et/ou participant à une *compétition* autorisée ou reconnue par la [nom de l'ASN ou la FIA], par la présente déclare ce qui suit :

Je confirme que je me soumettrai à toutes les dispositions du *Règlement* antidopage de la FIA (avec ses modifications le cas échéant). Je reconnais être lié par elles, et par tous les *Standards Internationaux* émis par l'Agence mondiale antidopage et publiés sur son site Internet (www.wada-ama.org).

Je reconnais la compétence de la FIA, des ASN et des *organisations nationales antidopage* en vertu du *Règlement* antidopage de la FIA pour appliquer le *Règlement* antidopage de la FIA, gérer les résultats et imposer des sanctions conformément au *Règlement* antidopage de la FIA.

Par ailleurs, je reconnais et j'accepte que tout litige découlant d'une décision prise en vertu du *Règlement* antidopage de la FIA, après épuisement de la procédure expressément prévue dans le *Règlement* antidopage de la FIA, puisse faire l'objet d'un appel exclusivement comme prévu à l'Article 13 du *Règlement* antidopage de la FIA devant une instance d'appel rendant un arbitrage définitif et contraignant, qui, pour les sportifs de niveau international, est le Tribunal arbitral du sport (TAS).

Je reconnais et j'accepte que les décisions de l'organe arbitral d'appel susmentionné seront définitives et exécutoires, et je déclare que je ne ferai valoir aucune prétention et n'engagerai aucun arbitrage, procès ou contentieux devant aucun autre tribunal.

J'ai lu et compris la présente déclaration.

Date Nom en caractères d'imprimerie
(Nom, prénom)

Date de naissance Signature (ou, dans le cas d'un mineur,
(jour/mois/année) signature du représentant légal)

SUPPLEMENT C
RECOGNITION AND ACCEPTANCE FORM

I, as a licence-holder of [name of the ASN] and/or a *Participant* in a [name of the ASN or the FIA] authorised or recognised *Competition*, hereby declare as follows:

I acknowledge that I am bound by, and confirm that I shall comply with, all of the provisions of the FIA *Anti-Doping Regulations* (as amended from time to time), including the *International Standards* issued by the World Anti-Doping Agency and published on its website (www.wada-ama.org).

I acknowledge the authority of the FIA, the ASNs and the *National Anti-Doping Organisations* under the FIA *Anti-Doping Regulations* to enforce, to manage results under, and to impose sanctions in accordance with, the FIA *Anti-Doping Regulations*.

I also acknowledge and agree that any dispute arising out of a decision made pursuant to the FIA *Anti-Doping Regulations*, after exhaustion of the process expressly provided for in the FIA *Anti-Doping Regulations*, may be appealed exclusively as provided in Article 13 of the FIA *Anti-Doping Regulations* to an appellate body for final and binding arbitration, which in the case of *International-Level Athletes* is the Court of Arbitration for Sport (CAS).

I acknowledge and agree that the decisions of the arbitral appellate body referenced above shall be final and enforceable, and that I will not bring any claim, arbitration, lawsuit or litigation in any other court or tribunal.

I have read and understood the present declaration.

Date Print Name in block letters
(Last Name, First Name)

Date of Birth Signature (or, if a *minor*,
(Day/Month/Year) signature of legal guardian)

SUPPLÉMENT D
STANDARDS INTERNATIONAUX DE L'AMA

Les *Standards Internationaux de l'AMA* ci-après sont disponibles sur le site Internet de l'AMA (www.wada-ama.org) :

- la *Liste des Interdictions* ;
- le Standard international pour l'Autorisation d'Usage à des fins Thérapeutiques ;
- le Standard international pour les contrôles et les enquêtes ;
- le Standard international pour la protection des renseignements personnels ;
- le Standard international pour les laboratoires.

SUPPLEMENT D
WADA INTERNATIONAL STANDARDS

The following *WADA International Standards* are available on the WADA website (www.wada-ama.org):

- the *Prohibited List*;
- the International Standard for Therapeutic Use Exemptions;
- the International Standard for Testing and Investigations;
- the International Standard for the Protection of Privacy and Personal Information;
- the International Standard for Laboratories.

